



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

BUDGET PROGRAMME DE L'ÉTAT 2025-2027

(PROJET)

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5
INTRODUCTION	9
1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT	12
1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions	12
1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères.....	27
2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2025-2027	29
2.1. Tableau récapitulatif des ressources et des charges du budget de l'Etat (en milliers de FCFA)	29
2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA)	31
2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA).....	34
2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique	34
2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)	35
2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)	37
2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)	39
2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'investissement (dépenses d'acquisition d'immobilisation) (en milliers de FCFA).....	41
2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)	43
2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)	45
1.1. Programmes et dotations au sens de la LOLF	52
1.2. Comptes d'affectation spéciale (CAS)	53
2. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION	56
2.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION.....	56
2.1.1. Assemblée nationale (Section 110)	56
2.1.2. Présidence de la République (Section 120)	60
2.1.3. Premier ministre (Section 130)	64
2.1.4. Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)	67
2.1.5. Cour constitutionnelle (Section 140)	70

2.1.6.	Cour suprême (Section 150)	73
2.1.7.	Médiateur de la République (Section 160)	77
2.1.8.	Cour des comptes (Section 170)	80
2.1.9.	Conseil économique et social (Section 180)	84
2.1.10.	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)	86
2.1.11.	Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)	89
2.1.12.	Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)	91
2.2.	BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE	93
2.2.1.	Ministère de l'économie et des finances (Section 210)	93
2.2.2.	Ministère de la planification du développement et de la coopération (Section 220)	107
2.2.3.	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)	115
2.2.4.	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)	122
2.2.5.	Ministère des armées (Section 310)	132
2.2.6.	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière (Section 410)	143
2.2.7.	Ministère de la justice et de la législation (Section 420)	152
2.2.8.	Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)	161
2.2.9.	Ministère de l'aménagement des territoires (Section 440)	170
2.2.10.	Ministère des enseignements primaires et secondaires (Section 510)	174
2.2.11.	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage (Section 520)	183
2.2.12.	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)	193
2.2.13.	Ministère de la santé et de l'hygiène publique (Section 610)	201
2.2.14.	Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire (Section 611)	213
2.2.15.	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue (Section 710)	220
2.2.16.	Ministère de la communication et des médias (Section 720)	229
2.2.17.	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)	237
2.2.18.	Ministère des sports et des loisirs (Section 750)	247
2.2.19.	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)	253
2.2.20.	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural (Section 810)	262
2.2.21.	Ministère de l'eau et de l'assainissement (Section 811)	273
2.2.22.	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance (Section 812)	282
2.2.23.	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière (Section 813)	289
2.2.24.	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale (Section 820)	296
2.2.25.	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (Section 821)	304
2.2.26.	Ministère des travaux publics et des infrastructures (Section 830)	312

2.2.27. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)	320
2.2.28. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)	326
2.2.29. Ministère des mines et des ressources énergétiques (Section 840)	334
2.2.30. Ministère du tourisme (Section 850).....	342
2.2.31. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)	350
2.2.32. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870).....	358
2.2.33. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)	366
3. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE.....	374
3.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP).....	374
3.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH).....	376
3.3. Fonds national de développement forestier (FNDF).....	378
3.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT).....	380
3.5. Fonds de gestion intégré des ressources en eau.....	382
CONCLUSION	386

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR	Activité génératrice de revenus
AIDE	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
AIGE	Aéroport international Gnassingbé Eyadema
AN	Assemblée nationale
ANADEB	Agence nationale d'appui au développement à la base
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BID	Banque islamique de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BP	Budget programme
BSG	Budgétisation sensible au genre
CC	Cour Constitutionnelle
CCL	Centre de la construction et du logement
CdC	Cour des comptes
CDDI	Commissariat des douanes et des droits indirects
CES	Conseil économique et social
CI	Commissariat des impôts
CITAFRIC	Agence de développement urbain et municipal
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNS	Conseil national de la statistique
CS	Cour suprême
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
DBSG	Document budgétaire sensible au genre
DOB	Débat d'orientation budgétaire

DPBEP	Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPPD	Document de programmation pluriannuelle des dépenses
DTS	Droits de tirages spéciaux
FAD	Fiche d'autorisation des dépenses
FAIEJ	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FMI	Fonds monétaire international
GAR	Gestion axée sur les résultats
HAAC	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication
IADM	Initiative pour l'annulation de la dette multilatérale
IDE	Investissements directs étrangers
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques
LDR	Loi de règlement
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MADT	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires
MAEIRTE	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur
MAHVDR	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural
MASPFA	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme
MATDDT	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière
MAUSCS	Ministère de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire
MCACL	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale
MCM	Ministère de la communication et des médias
MCT	Ministère de la culture et du tourisme
MDBJEJ	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes
MMRE	Ministère des mines et des ressources énergétiques
MDHFCRIR	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la république
MDPR	Ministère du désenclavement et des pistes rurales

MEA	Ministère de l'eau et de l'assainissement
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MEHV	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise
MEMPC	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière
MEPS	Ministère des enseignements primaires et secondaires
MERF	Ministère de l'environnement et des ressources forestières
MESR	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
METFPA	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage
MINARM	Ministère des armées
MIPI	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements
MJL	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux
MPDC	Ministère de la planification, du développement et de la coopération
MPENTD	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale
MR	Médiateur de la République
MRHART	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance
MRSPD	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue
MSHP	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
MSL	Ministère des sports et loisirs
MSPC	Ministère de la sécurité et de la protection civile
MTPI	Ministère des travaux publics et des infrastructures
MTTRAF	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires
MUHRF	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OTR	Office togolais des recettes
PAP	Projet annuel de performance
PDU- Lomé	Plan de développement urbain de Lomé
PIB	Produit intérieur brut
PIDU	Projet d'infrastructures et de développement urbain

PIP	Programme d'investissements publics
PIP	Programme d'Investissement Public
PLF	Projet de loi de finances
PM	Premier ministre
PND	Plan national de développement
PNH DU	Politique nationale de l'habitat et du développement urbain
PR	Présidence de la République
PTBA	Plan de travail et budget annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
RAP	Rapport annuel de performance
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
SDU	Stratégie de développement urbain du Grand Lomé
SGG	Secrétariat général du gouvernement
SNL	Stratégie nationale du logement
SSN	Système statistique national
UEMOA	Union économique et monétaire ouest Africaine
UMOA	Union monétaire ouest africaine

INTRODUCTION

Le Gouvernement s'est engagé depuis 2009 à mettre en œuvre d'importantes réformes en matière institutionnelle et financière, afin d'assurer une gestion saine et efficace des finances publiques au Togo. .

L'adoption de la loi n°2014-009 du 11 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et de la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances, conformes aux directives de 2009 de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) relatives aux finances publiques, donne un coup d'accélérateur à ces réformes.

La mise en œuvre des dispositions de ces lois, permet au Gouvernement de passer du système de gestion des finances publiques par des "budgets moyens" à un système de "gestion axée sur les résultats" qui exige la présentation des budgets des ministères et institutions de la République sous forme de programmes et la reddition des comptes notamment les rapports annuels de performance.

Le budget programme, outil de programmation et de gestion rationnelle des finances publiques, intègre harmonieusement les fonctions de planification, de programmation et de budgétisation en vue d'établir une adéquation entre le caractère annuel du budget et de la pluri annualité des dépenses de l'Etat.

Le premier intérêt du budget programme est l'amélioration de la lisibilité de l'action de l'Etat. Ainsi, à travers le budget programme, le citoyen perçoit mieux à quoi servent les crédits budgétaires et à quelles fins, est dépensé l'argent du contribuable.

L'autre intérêt du budget programme n'est pas seulement la modification du mode de présentation des crédits, mais aussi la manière de les utiliser en ce sens qu'à chaque programme doivent être associés :

- des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et ;
- des résultats attendus. Ces résultats sont mesurés par des indicateurs de performance, vérifiables de manière objective et font l'objet d'évaluations régulières.

, Le Gouvernement a mis en œuvre la procédure des autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget de l'Etat en vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des dépenses d'investissement.

Conformément aux dispositions des lois citées ci-dessus, le budget programme permet la budgétisation des politiques sectorielles en fonction des objectifs fixés par les différents programmes des ministères et institutions et ceux de la Feuille de route gouvernementale (FDR) 2025. Il offre aussi au Gouvernement, à la société civile, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à toutes autres parties prenantes, l'opportunité de s'assurer que chaque franc dépensé dans le cadre de l'intervention publique l'a été avec économie, efficacité et efficience dans le respect de l'environnement au profit de l'ensemble de la population.

L'élaboration du budget de l'Etat 2025-2027 intervient dans un contexte international marqué par la poursuite de la guerre en Ukraine, le nouveau conflit au moyen orient entre l'Israël et la Palestine ainsi que de fortes tensions inflationnistes, non seulement aux Etats Unis et en Europe mais également en Afrique.

Au plan national, les évolutions conjoncturelles montrent un dynamisme dans les différentes branches de l'économie. Grâce à la poursuite de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale, Togo 2025, l'activité économique devrait rester bien orientée, grâce aux mesures prises par le gouvernement pour maîtriser la cherté de la vie et repousser la menace sécuritaire. L'activité économique bénéficierait également d'une amélioration progressive de la conjoncture économique au plan international. Le budget programme 2025-2027 est renforcé par la prise en compte du genre et des effets de dégradation de l'environnement et des changements climatiques.

Le processus de programmation et de budgétisation sensible au genre va se poursuivre en 2025. A cet effet, après l'expérience avec quatorze (14) ministères et une (01) institution, la budgétisation sensible au genre sera étendue tous les ministères en 2025. Le DBSG, annexé à la loi de finances, utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et l'épanouissement des filles, des femmes et des personnes vulnérables.

Le processus de budgétisation verte va se poursuivre en 2025 avec la prise en compte des questions de changement climatique et environnementales dans la gestion des finances publiques. Ainsi, après la phase pilote en 2024 avec neuf (9) ministères, la budgétisation verte sera élargie à treize (13) autres ministères et deux (2) institutions, soit un total de vingt-deux (22) ministères et deux (2) institutions pour le compte de l'exercice 2025.

La politique budgétaire sur la période 2025-2027 mettra l'accent sur la poursuite de la maîtrise des dépenses publiques et le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures dans un contexte de rareté et de cherté des financements extérieurs en lien avec le durcissement de la politique monétaire. Elle sera caractérisée également par la prise en compte des besoins sécuritaires et sociaux urgents liés au contexte sécuritaire dans la région des Savanes.

Le projet de budget programme de l'Etat 2025-2027 est composé du « budget général » et des « comptes d'affectation spéciale (CAS) ». Il prend en compte les budgets programmes de trente-trois (33) ministères et de douze (12) institutions.

A chaque programme, sont rattachés des objectifs stratégiques mesurés par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles. Les programmes budgétaires sont déclinés en actions avec leurs objectifs spécifiques ou opérationnels mesurés également par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles.

Le document comporte quatre (4) parties à savoir (i) la cartographie des programmes et dotations budgétaires de l'Etat, (ii) la présentation du budget programme de l'Etat 2025-2027, (iii) le budget général par ministère et institution et (iv) la présentation des comptes d'affectation spéciale (CAS).

1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT

1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions

SECT ^r	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
DOTATIONS DES INSTITUTIONS											
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique d'Assemblée nationale									
120	Présidence de la République	Pilotage stratégique de la Présidence de la République									
130	Premier Ministère	Pilotage stratégique du Premier Ministère									
131	Secrétariat général du gouvernement	Pilotage stratégique du Secrétariat général du gouvernement									
140	Cour constitutionnelle	Pilotage stratégique du Cour constitutionnelle									
150	Cour suprême	Pilotage stratégique de la Cour suprême									
160	Médiateur de la République	Pilotage stratégique du Médiateur de la République									
170	Cour des comptes	Pilotage stratégique de la Cour des comptes									
180	Conseil économique et social	Pilotage stratégique de la Conseil économique et social									
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Pilotage stratégique de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication									
421	Conseil supérieure de la magistrature	Pilotage stratégique du Conseil supérieure de la magistrature									
921	Commission nationale des	Pilotage stratégique du Commission									

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
	droits de l'homme	nationale des droits de l'homme										
DOTATIONS DES MINISTERES												
310	Ministère des armées	DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE										
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ										
CREDITS GLOBAUX												
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1: Charges financières de la dette publique										
		Dotations 2: Dépenses communes ordinaires hors transferts										
		Dotations 3: Dépenses communes de transferts										
		Dotations 4: Dépenses communes d'investissement										
PROGRAMMES DES MINISTERES												
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	Pilotage et coordination des actions du MEF	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion des systèmes d'information	Suivi des réformes et programmes financiers	Genre et équité	0	0	
		Mobilisation des ressources financières	Conception et suivi de la politique fiscale	Mobilisation des recettes fiscales	Mobilisation des recettes non fiscales	Mobilisation des ressources extérieures	0	0	0	0	0	
		Gestion macroéconomique	Suivi et analyse de l'économie nationale	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	Concertation Etat-Secteur privé	0	0	0	0	0		

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Gestion budgétaire	Programmation budgétaire	Gestion du système d'information et du matériel de la DGBF	Exécution budgétaire	Études et analyses budgétaires	Coordination de la gestion budgétaire	0	0	0	0
		Gestion de la trésorerie de l'État, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Tenue de la comptabilité et reddition des comptes	Gestion des bâtiments publics	Gestion du parc automobile de l'État	Gestion du domaine foncier de l'État	Gestion du portefeuille de l'État et suivi des activités du secteur financier	Mise en place et opérationnalisation des outils modernes de gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Gestion de la dette publique	Gestion de la trésorerie de l'État et opérationnalisation de la banque du Trésor	Prévention et gestion du contentieux de l'État
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Contrôle des finances publiques	Contrôle de passation de la commande publique	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes à destruction massives	Inspection et audit des finances publiques	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	Surveillance du secteur des assurances	0	0	0
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Gestion de la documentation sur le développement	Formation diplômante et modulaire en informatique	Genre et équité	0	0
		Planification du développement	Analyse des rapports	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	Développement du système statistique national	0	0	0	0	0
		Coopération au développement	Coopération bilatérale	Coopération multilatérale	0	0	0	0	0	0	0
		Aménagement du territoire	Développement des schémas d'aménagement du territoire	Appui à la planification et au développement local	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du Territoire	0	0	0	0	0	0
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	Genre et équité	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
	togolais de l'extérieur	L'INTRGRATION REGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR										
		DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	Protocole d'Etat	Extension du réseau diplomatique du Togo	Signature et ratification des accords	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires	0	0	0	
		MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	0	0	0	0	0	0	0	
240	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	Pilotage et soutien aux services du MDBIFJEJ	Pilotage et coordination des actions du MDBIFJEJ	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	
		Développement à la base	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	Valorisation des potentialités productives locales	Amélioration des infrastructures de base	Promotion des filets sociaux	0	0	0	0	0	
		Inclusion financière	Renforcement de l'inclusion financière	Création d'une Banque digitale pour tous	0	0	0	0	0	0	0	
		Jeunesse	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	Renforcement de l'employabilité des jeunes	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	0	0	0	0	0	
		Secteur informel	Organisation du secteur informel	Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME	0	0	0	0	0	0	0	
310	Ministère des armées	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	Pilotage et coordination des actions du MINARM	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Genre et équité	Formation initiale des agents	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Appui à la budgétisation verte	0	
		Préparation et emploi des forces	Planification et conduites des opérations	Préparation des forces terrestres	Préparation des forces aériennes	Préparation des forces navales	Préparation des Unités de la gendarmerie	Formation commune aux armées et services	Participation à la protection civile	Organisation de la réserve opérationnelle	Emploi des forces Terre Air Mer	

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
									sur le territoire national			Gendarmerie Reserve Opérationnelle
		Soutien des forces	Soutien commissariat	Gestion du matériel du commissariat	Soutien matériel	Soutien santé	Soutien génie	0	0	0	0	0
		Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Anciens combattants	Aide à la reconversion	Mémoire des armées	Lien Armée Nation	0	0	0	0	0	0
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	Pilotage et soutien aux services du MATDCC	Pilotage et coordination	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information et archives	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0
		Décentralisation et déconcentration	Renforcement de la déconcentration	Consolidation de la décentralisation	0	0	0	0	0	0	0	0
		Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Gestions des libertés publiques et politiques	Suivi et accompagnement des processus électoraux	0	0	0	0	0	0	0	0
		Culte et chefferie coutumière	Gestion des cultes	Gestion de la chefferie coutumière	0	0	0	0	0	0	0	0
		Développement des territoires	Développement des instruments de gestion harmonieuse du territoire	Appui à la planification et au développement régional et local	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du territoire	0	0	0	0	0	0	0
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources matérielles et financières	Formation des acteurs et experts judiciaires	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Promotion du genre et de l'équité dans le secteur judiciaire	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0	0
		Administration de la justice	Réforme de la législation	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	Suivi de la gestion des procédures pénales	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	0	0	0	0	0
		Accès au droit et à la justice	Assistance juridique et judiciaire	Délivrance du certificat de nationalité	Implémentation du droit OHADA	0	0	0	0	0	0	0
		Administration pénitentiaire et réinsertion	Surveillance des prisons	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	0	0	0	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	Pilotage et soutien des services du MSPC	Pilotage et coordination des actions du MSPC	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	Formation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0
		Sécurité intérieure et transfrontalière	Lutte contre la criminalité	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Développement de la police de proximité	Gestion des flux migratoires	Renforcement de la sécurité routière	Coopération sécuritaire internationale	Renseignement intérieur	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	0
		Protection civile	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	0	0	0	0	0	0	0
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	PILOTAGE ET SOUTIEN AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	PILOTAGE ET SOUTIEN AU SERVICE DU MADT	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES	PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION	0	0	0	0	0	0
		DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	LA COHESION DES TERRITOIRES	PROMOTION DES TERRITOIRES	0	0	0	0	0	0	0
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	Pilotage et soutien des services du MEPS	Pilotage et coordination des actions du MEPS	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Élaboration des curricula et manuels scolaires	Prospective, Planification, Statistiques et Suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Coordination et expertise des activités pédagogiques et administratives en cours dans les établissements scolaires et les inspections de l'enseignement	Appui à la budgétisation verte
		Enseignements Préscolaire et Primaire	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	Qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire	0	0	0	0	0	0	0
		Enseignement secondaire général	Coordination et suivi des actions du secondaire général	Qualité de l'enseignement au secondaire général	0	0	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Enseignement technique et Formation professionnelle	Coordination des activités de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Gestion des activités pédagogiques et administratives des centres de formation	Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Appui au renforcement des capacités des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Promotion de l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers de l'industrie	Appui à l'employabilité des jeunes/ adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	0	0	0
		Artisanat	Gouvernance du secteur de l'artisanat	Promotion du secteur de l'artisanat	0	0	0	0	0	0	0
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Pilotage et soutien des services du MESR	Pilotage et coordination des actions du METFPA	Gestion et formation des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Evaluation et certification	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Partenariat public/privé	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0
		Enseignement supérieur	Coordination des activités de l'enseignement technique	0	0	0	0	0	0	0	0
		Recherche et innovation	Coordination des activités de la formation professionnelle, de l'apprentissage et promotion de l'employabilité des jeunes/adultes	0	0	0	0	0	0	0	0
		0	Élaboration/révision des curricula et manuels de formation en APC	Renforcement des capacités des enseignants/formateurs	Suivi des activités pédagogiques des enseignants et des établissements/centres de formations	0	0	0	0	0	0
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Pilotage et soutien des services du MESR	Pilotage et coordination des actions du MESR	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion des systèmes d'informations	Prospective, statistique et évaluation	Genre et équité	Appui a la budgétisation verte	0	0
		Enseignement supérieur	Appui aux étudiants	Coordination des activités de formation dans les établissements privés d'enseignement supérieur	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Lome	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Kara	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Benin	Organisation de l'examen du baccalauréat	Organisation du OEPS	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	Amélioration du système d'accès a l'information et la qualité de la formation
		Recherche et innovation	Renforcement des infrastructures de recherche	Promotion de la recherche dans les centres d'excellence/ promotion de la valorisation des résultats de la recherche	Promotion de l'éducation, la science et la culture	Promotion des langues nationales	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	Pilotage et soutien aux services du MSHP	Pilotage et coordination des actions du MSHP	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Budgétisation verte	Gestion du système déconcentré de santé	0
		Lutte contre la maladie	Lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales	Lutte contre le paludisme	Lutte contre la tuberculose	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	Lutte contre les maladies tropicales négligées	Surveillance des maladies non transmissibles	Lutte contre les autres maladies (oculaire, mentale, ...)	0	0
		Offre et assurance qualité des services et soins de santé	Infrastructures sanitaires et équipements médico-techniques	Production du personnel de santé	Santé communautaire	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Assurance qualité des soins	Promotion de la santé	Hygiène publique	Médicaments, vaccins, produits sanguins et autres produits de santé	Structures sanitaires et spécificités nationales
		Réponse aux urgences sanitaires	Préparations aux urgences de santé publique	Gestion des urgences et crises sanitaires	0	0	0	0	0	0	0
611	Ministère de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	Pilotage et soutien aux services du MASCS	Pilotage et coordination des actions du MASCS	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Budgétisation verte	0	0
		Offre de soins de santé de qualité au niveau primaire	Renforcement des infrastructures et équipements au niveau primaire de soins	Renforcement de la qualité des soins au niveau primaire	0	0	0	0	0	0	0
		Couverture maladie universelle	Extension de l'assurance maladie à toute la population	Pilotage de l'assurance maladie universelle	Mise en œuvre du programme national d'accompagnement de la femme enceinte : WEZOU	0	0	0	0	0	0
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	Pilotage et soutien des services du MRSPTDS	Pilotage et coordination des actions du MRSPTDS	Gestion des ressources humaines du MRSPTDS	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospectives, Planification, statistiques et suivi-évaluation du MRSPTDS	Gestion des systèmes d'information	Genre et équité	0	0	0
		Fonction publique	Recrutement des agents de l'État	Gestion des carrières des agents	Formation des agents de l'État	0	0	0	0	0	0
		Modernisation de l'administration publique	Coordination des réformes administratives et appui aux collectivités territoriales	Gestion électronique des ressources humaines de l'État	0	0	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Emploi	Développement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	Insertion des demandeurs d'emploi	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	0	0	0	0	0	0
		Travail	Dialogue social	Normes et législation du travail	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	Sécurité et santé au travail	Études et recherche en matière du travail	0	0	0	0
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	Pilotage et soutien des services du MCMC	Pilotage et coordination des actions du MCMC	Gestion des ressources matérielles et financières	Genre et équité	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	0	0	0	0	0
		Communication et information	Modernisation des médias au Togo	Télévision	Radio	Presse écrite et presse en ligne	Formation	0	0	0	0
		Culture	Patrimoine culturel	Infrastructures culturelles et événements artistiques et culturels	Cinéma et image animée	Création littéraire	Entrepreneuriat et industrie culturelle	0	0	0	0
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	Pilotage et soutien aux services du ministère	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	Formation	Appui à la budgétisation verte	0
		Promotion de l'action sociale et solidarité	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	Protection des personnes âgées en situation de précarité	Assistance sociale et solidarité aux indigents, aux déplacés internes et aux victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques	Assistance aux réfugiés	0	0	0	0	0
		Protection de l'enfant	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	Prise en charge des enfants vulnérables	0	0	0	0	0	0	0
		Genre et promotion de la femme	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	0	0	0	0	0	0
		Alphabétisation et éducation non formelle	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	0	0	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
750	Ministère des sports et des loisirs	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS (MSL)	Pilotage et coordination des actions du MSL	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion des systèmes d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0
		SPORTS	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	Promotion de la santé des acteurs sportifs	0	0	0	0	0	0
		LOISIRS	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	0	0	0	0	0	0	0	0
760	Ministère e de l'urbanisme, de l'habitat et de la reforme foncière	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0
		Information géographique	Bornes géodésiques	Cartographie de masse	Observatoire du développement urbain	0	0	0	0	0	0
		Logement décent	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	Contrôle des normes de construction	Réforme foncière	Production et promotion des matériaux locaux de construction	0	0	0	0	0
		Cadre de vie	Aménagement de la voirie	Assainissement et gestion des déchets	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	0	0	0	0	0	0
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	Pilotage et soutien des services du MAHVDR (SG)	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, statistique et suivi-évaluation	Gestion des systèmes d'information	Formation initiale des agents	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	Transformation agro-industrielle	Accès au financement agricole	Développement d'une plateforme numérique de gestion des acteurs et activités des chaînes de valeur	Poursuite de la structuration et du renforcement des organisations professionnelles agricoles	Cartographie des terres agricoles	0	0	0	0
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	Amélioration des connaissances et des compétences aux nouvelles technologies	Amélioration de l'accès des EAF aux intrants	Développement des infrastructures et équipements de productions agricoles	Développement des infrastructures et équipements de productions animales	Amélioration des capacités de transformation des produits agricoles	Promotion de l'irrigation et développement des infrastructures d'accès à l'eau potable en milieu rural	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	Amélioration de la gestion des risques et des crises alimentaires	Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques	Amélioration de la protection sociale en milieu rural	Développement de production d'aliments riches en nutriments	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	0	0	0	0
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	Pilotage et soutien des services du MEA	Pilotage et coordination des actions du MEA	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0
		Gestion intégrée des ressources en eau	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	Planification de l'utilisation des ressources en eau		0	0	0	0	0	0
		Approvisionnement en eau potable	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	0	0	0	0	0	0
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange		0	0	0	0	0	0
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	Pilotage et soutien aux services du ministère	Coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Genre et équité		0	0	0	0
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	Développement de la pêche	Développement de l'aquaculture		0	0	0	0	0	0
		Production, transformation animale et réglementation de la transhumance	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	Amélioration des capacités de transformation de la production animale	Contrôle de certaines maladies animales prioritaires	Amélioration de la gestion des foyers épizootiques		0	0	0	0
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	Coordination des actions du ministère	Gestion de la Planification, des statistiques et du suivi-évaluation	Gestion des affaires juridiques et du Contentieux	Gestion des affaires financières	Gestion des ressources humaines	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0
		Transport maritime	Modernisation du port	0	0	0	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Développement et protection du littoral	Protection du littoral	0	0	0	0	0	0	0	0	0
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL	Pilotage et coordination des actions du MCACL	Gestion des ressources humaine, matérielles et financières	Gestion du système d'information / Prospective, planification, statistiques et du suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	Exécution des actions du ministère dans les régions	0	0	0	0
		COMMERCE	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	Consommation locale	Commerce extérieur	Commerce électronique	Promotion des exportations	Contrôle du conditionnement des produits	0	0	0	0
		INDUSTRIE	Développement des petites et moyennes industries	Transformation des matières premières locales	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	Qualité des produits et services	Normalisation	Métrologie	Protection des droits de propriété intellectuelle	Restructuration et mise à niveau des entreprises	0	0
		SECTEUR PRIVE	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	Facilitation du financement du secteur privé	Facilitation des partenariats	0	0	0	0	0	0	0
		ARTISANAT	Gouvernance du secteur de l'artisanat	Promotion du secteur de l'artisanat	0	0	0	0	0	0	0	0
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MIPI	Pilotage et coordination des actions du MIPI	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Planification, programmation, suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la Budgétisation Verte	0	0	0	0	0
		PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	Facilitation des démarches liées à l'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0
		INDUSTRIE	Coordination des actions d'appui au développement industriel	Développement des petites et moyennes industries	Transformation des matières premières locales	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	Qualité des produits et services	Normalisation	Métrologie	Protection des droits de propriété intellectuelle	Restructuration et mise à niveau des entreprises	0
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion des systèmes d'informations	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Formation initiale des agents	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
		Réseaux de routes nationales	Construction de routes nationales neuves sur toute l'étendue du territoire	Reconstruction de routes nationales sur toute l'étendue du territoire	0	0	0	0	0	0	0
		Bâtiments publics	Construction, réhabilitation et entretien de bâtiments publics	Appui technique aux projets de bâtiments publics	0	0	0	0	0	0	0
		Maintenance de routes nationales	Entretien de routes nationales revêtues	Entretien de routes nationales en terre	0	0	0	0	0	0	0
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	Pilotage et coordination des actions du MDPR	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	Maintenance et extension du réseau des pistes rurales	0	0	0	0	0	0	0	0
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Prospective, planification, suivi-évaluation	Gestion des systèmes d'information	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0
		Transport aérien	Croissance du trafic aérien	Mise à niveau des prestations de sécurité	Mise aux normes des installations de l'AINTEG	Mise à niveau des prestations de sûreté	Renforcement des capacités des services météorologiques	0	0	0	0
		Transports routiers et ferroviaires	Renforcement des services de transport routier	Amélioration du transport urbain	Amélioration de la sécurité routière	Développement du transport ferroviaire	0	0	0	0	0
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	Pilotage et Soutien	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources financières et matérielles	Gestion des ressources humaines	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	Gestion du système d'information	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0
		Mines	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	Développement et exploitation durable des ressources minières	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	0	0	0	0	0
		Energie	Amélioration de l'accès des populations à des services	Développement d'infrastructures durables d'énergie	0	0	0	0	0	0	0

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS									
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9	
			énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables									
850	Ministère du tourisme	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCT	PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MCT	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES	PROSPECTIVES, PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION	GENRE ET EQUITE	FORMATION	0	0	0	0	
		TOURISME	TOURISME DE LOISIRS	QUALITE DES PRODUITS ET SERVICES TOURISTIQUES		0	0	0	0	0	0	
		CULTURE	PATRIMOINE CULTUREL	INFRASTRUCTURES CULTURELLES ET EVENEMENTS ARTISTIQUES ET CULTURELS	CINEMA ET IMAGE ANIMEE	CREATION LITTERAIRE	ENTREPRENEURIAT ET INDUSTRIE CULTURELLE	0	0	0	0	
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	Pilotage et coordination des actions du MERF	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	Genre et équité	Appui à la budgétisation verte	0	0	0	0	
		Gestion durable des écosystèmes	Gestion durable des terres et des forêts	Développement et gestion durable des forêts domaniales		0	0	0	0	0	0	
		Environnement et climat	Lutte contre les changements climatiques	Préservation des milieux et cadre de vie	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	Évaluations et Surveillance Environnementales	0	0	0	0	0	
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Pilotage et coordination des actions du ministère	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion des systèmes d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	
		Infrastructures numériques et postales	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	Extension de la couverture réseau postal		0	0	0	0	0	
		Digitalisation des activités économiques et sociales	Attribution de l'identité pour tous	Amélioration de la qualité de l'enseignement	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	Digitalisation des principaux services publics	Développement d'un hub d'innovation digital	Promotion de la souveraineté numérique	0	0	0	
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Pilotage et coordination des actions du MDHFCRIR	Gestion des ressources humaines	Gestion des ressources matérielles et financières	Gestion du système d'information	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Genre et équité	0	0	0	
		Droits de l'homme	Promotion des droits de l'homme	Protection des droits de l'homme		0	0	0	0	0	0	

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	ACTIONS								
			N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7	N°8	N°9
	avec les institutions de la République	Consolidation de la démocratie et de la paix	Gouvernance démocratique	Prévention des conflits	0	0	0	0	0	0	0
		Citoyenneté	Éducation à la citoyenneté	0	0	0	0	0	0	0	0
		Relation avec les institutions de la République	Appui aux institutions de la République	0	0	0	0	0	0	0	0
	PROGRAMMES DES CAS										
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Coordination des actions du FNAFPP	Financement des projets souples de formation	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes						
750	Ministère des sports et des loisirs	Promotion de la pratique des sports	Coordination de la gestion du FONADES	Appui à la pratique des sports							
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Appui à la promotion immobilière	Coordination des actions du Fonds	Accompagnement des promoteurs immobiliers							
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	Financement de la Gestion intégrée des ressources en eau	Coordination de la mobilisation des ressources du fonds GIRE	Mobilisation et accompagnement des exploitants et producteurs d'eau conditionnée							
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	Fonds de promotion et de développement du tourisme	Coordination des actions du fonds	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique							
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Fonds national de développement forestier	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	Appui financier à la gestion durable des forêts							

1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères

N°	Ministères et CAS	Nbre de progr.	Nombre d'actions par programme						
			1	2	3	4	5	6	TOTAL
210	Ministère de l'économie et des finances	6	7	4	3	5	9	6	34
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	4	7	4	2	3	0	0	16
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	3	5	6	2	0	0	0	13
240	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	5	7	4	2	4	2	0	19
310	Ministère des armées	4	8	9	5	4	0	0	26
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	5	6	2	2	2	3	0	15
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	4	6	5	3	2	0	0	16
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	3	6	8	2	0	0	0	16
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	2	3	2	0	0	0	0	5
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	5	9	2	2	6	2	0	21
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	4	8	1	1	3	0	0	13
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	3	7	9	4	0	0	0	20
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	4	8	7	9	2	0	0	26
611	Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	3	7	2	3	0	0	0	12
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	5	6	3	2	3	5	0	19
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	3	4	5	5	0	0	0	14
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	5	7	4	2	3	2	0	18
750	Ministère des sports et des loisirs	3	6	3	1	0	0	0	10
760	Ministère e de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	4	7	3	4	3	0	0	17
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	4	8	5	6	5	0	0	24
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	4	5	2	3	2	0	0	12
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	3	4	2	4	0	0	0	10
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	4	7	1	1	1	0	0	10
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	5	6	6	8	3	2	0	25
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	3	5	2	9	0	0	0	16
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	4	8	2	2	2	0	0	14
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	2	5	1	0	0	0	0	6
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	3	7	5	4	0	0	0	16
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	3	7	4	2	0	0	0	13

N°	Ministères et CAS	Nbre de progr.	Nombre d'actions par programme						TOTAL
			1	2	3	4	5	6	
850	Ministère du tourisme	3	5	2	5	0	0	0	12
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	3	5	2	4	0	0	0	11
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	3	6	3	6	0	0	0	15
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République	5	6	2	2	1	1	0	12
	COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)	6	6	6	1				13
	TOTAL	130	214	128	111	54	26	6	539

2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2025-2027

2.1. Tableau récapitulatif des ressources et des charges du budget de l'Etat (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	Total 2025-2027
1	RECETTES BUDGETAIRES (a)	1 268 571 833	1 279 066 219	1 475 584 472	1 509 574 823	1 535 946 136	4 379 329 086
2	RECETTES FISCALES	991 583 015	1 042 112 819	1 200 000 000	1 300 829 278	1 402 887 638	3 761 940 569
3	Recettes liquides	812 319 377	895 235 231	1 020 000 000	1 105 370 028	1 192 143 428	3 317 513 455
4	Recettes non liquides	179 263 638	146 877 588	180 000 000	195 459 250	210 744 210	586 203 460
5	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	474 020 354	519 909 810	587 394 790	632 648 333	682 896 928	1 761 163 705
6	Recettes liquides	422 949 827	460 318 988	523 764 936	564 116 365	608 921 754	1 696 803 056
7	Recettes non liquides	51 070 527	59 590 822	63 629 854	68 531 968	73 975 174	64 360 649
8	COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	517 562 661	522 203 009	612 605 210	668 180 944	719 990 710	2 000 776 864
9	Recettes liquides	389 369 550	434 916 243	496 235 064	541 253 662	583 221 673	1 620 710 399
10	Recettes non liquides	128 193 111	87 286 766	116 370 146	126 927 282	136 769 037	111 626 764
11	RECETTES NON-FISCALES	95 843 246	61 977 344	74 311 764	76 541 117	78 837 351	229 690 232
12	DONS	181 145 572	174 976 056	201 272 708	132 204 428	54 221 148	387 698 284
13	Dons projets	159 048 080	162 185 056	188 285 868	123 217 776	45 234 496	356 738 140
14	Fonds de concours	12 000 000					0
15	Appuis budgétaires	10 097 492	12 791 000	12 986 840	8 986 652	8 986 652	30 960 144
16	RESSOURCES DE TRESORERIE (b)	750 102 794	895 860 707	910 817 632	752 008 064	723 891 898	2 386 717 594
18	Titres publics	547 825 281	607 960 250	340 679 474	480 554 822	474 574 795	1 291 409 091
19	Emprunts - projets	111 558 660	140 680 457	149 607 360	218 117 842	213 564 903	585 690 106
20	Autres emprunts	90 718 853	147 220 000	420 530 797	53 335 400	35 752 200	509 618 397
21	TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL (c)=a+b	2 018 674 626	2 174 926 926	2 386 402 104	2 261 582 886	2 259 838 034	6 766 046 679
22	RECETTES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (d)	3 718 125	4 198 082	7 763 368	9 355 742	11 414 172	28 533 282
23	TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (e)= c+d	2 022 392 751	2 179 125 008	2 394 165 472	2 270 938 628	2 271 252 206	6 794 579 961
24	DEPENSES BUDGETAIRES (f)	1 640 857 529	1 636 297 697	1 675 780 391	1 717 950 447	1 756 807 505	5 150 538 342
25	DEPENSES ORDINAIRES	1 120 577 505	1 002 155 043	1 107 024 375	1 130 224 872	1 202 877 961	3 440 127 209
26	Charges financières de la dette publique	153 021 999	160 715 509	166 957 260	162 797 433	169 473 574	499 228 267
27	Dépenses de personnel	301 831 093	321 708 937	355 664 454	372 449 993	383 044 019	1 111 158 465
28	Dépenses d'acquisition de biens et services	161 830 585	164 153 534	183 681 719	179 699 255	219 797 216	583 178 190
29	Dépenses de transferts courants	324 630 190	208 699 474	220 720 942	219 818 942	219 818 942	660 358 826
30	Dépenses en atténuation de recettes	179 263 638	146 877 588	180 000 000	195 459 250	210 744 210	586 203 460
31	DEPENSES EN CAPITAL	520 280 024	634 142 655	568 756 016	587 725 574	553 929 544	1 710 411 134
32	Dépenses d'investissement HPIP	80 147 109	111 789 864	30 621 629	30 752 945	30 965 022	92 339 596

N°	INTITULE	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	Total 2025-2027
33	Projets d'investissement	440 132 915	522 352 791	538 134 387	556 972 630	522 964 522	1 618 071 538
34	Sur ressources internes	169 526 175	219 487 277	200 241 158	215 637 011	264 165 123	675 643 293
35	Sur ressources externes	270 606 740	302 865 513	337 893 228	341 335 618	258 799 399	942 428 245
36	Emprunts	111 558 660	140 680 457	149 607 360	218 117 842	213 564 903	585 690 106
37	Dons	159 048 080	162 185 056	188 285 868	123 217 776	45 234 496	356 738 140
38	CHARGES DE TRESORERIE (g)	399 168 047	538 629 230	710 621 713	543 632 440	503 030 529	1 757 284 683
39	Amortissement dette intérieure	312 420 712	410 809 632	519 291 745	425 391 499	385 490 710	1 330 173 954
41	Amortissement dette extérieure	86 747 335	127 819 598	191 329 968	118 240 940	117 539 820	427 110 728
42	TOTAL DES CHARGES DU BUDGET GENERAL (h)= f+g	2 040 025 576	2 174 926 926	2 386 402 104	2 261 582 886	2 259 838 034	6 907 823 025
43	DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (i)	1 971 738	4 198 082	7 763 368	9 355 742	11 414 172	28 533 282
44	TOTAL CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT (j)= i+h	2 041 997 314	2 179 125 008	2 394 165 472	2 270 938 628	2 271 252 206	6 936 356 307
45	Solde budgétaire dons compris (a-f)	-372 285 697	-357 231 477	-200 195 918	-208 375 624	-220 861 369	
46	Solde de trésorerie (b-g)	350 934 747	357 231 477	200 195 918	208 375 624	220 861 369	
47	Solde primaire intérieur	-129 802 530	-68 626 512	107 781 862	163 552 999	153 190 456	
48	Solde global (c-h)	-19 604 563	0	0	0	0	
49	Déficit en % du PIB	-6,7%	-5,9%	-3,0%	-2,9%	-2,8%	
50	Solde primaire intérieur en % du PIB	-2,3%	-1,1%	1,6%	2,3%	1,9%	
51	Pression fiscale	14,6%	14,8%	15,5%	15,4%	15,2%	
52	Masse salariale sur recettes fiscales	37,2%	35,9%	34,9%	33,7%	32,1%	
53	PIB	5 563 128 000	6 058 210 000	6 598 480 000	7 199 710 000	7 858 857 000	21 657 047 000

2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	Total 2025-2027
1	RECETTES BUDGÉTAIRES	1 326 672 162	1 279 066 219	1 475 584 472	1 509 574 823	1 535 946 136	4 521 105 431
2	RECETTES FISCALES	991 583 015	1 042 112 819	1 200 000 000	1 300 829 278	1 402 887 638	3 903 716 915
3	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	474 020 354	519 909 810	587 394 790	632 648 333	682 896 928	1 902 940 051
4	IMPOTS DIRECTS	229 946 884	226 926 833	283 173 285	311 279 428	343 181 492	937 634 205
5	Impôts sur les revenus des personnes physiques	69 688 312	70 340 234	90 162 670	96 586 550	104 331 642	291 080 862
6	Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers	16	0	0	0	0	0
7	Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	16 413 826	15 967 229	21 702 279	22 147 117	22 601 073	66 450 470
8	Taxe complémentaire à l'Impôt sur le revenu	571 765	0	0	0	0	0
9	IRPP (non ventilé)	51 156 725	53 043 776	66 409 588	72 155 967	79 188 044	217 753 599
10	Taxe sur les Plus-values de Cession (TPV)	1 545 980	1 329 229	2 050 804	2 283 466	2 542 524	6 876 794
11	Impôts sur les Sociétés	157 174 821	153 650 413	189 664 300	211 143 027	235 059 187	635 866 514
12	Impôt sur les Sociétés	140 152 925	135 193 076	168 768 339	188 187 186	209 840 407	566 795 931
13	Prélèvement BIC	17 021 895	18 457 337	20 895 962	22 955 841	25 218 780	69 070 583
14	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	18 521	0	0	0	0	0
15	Taxes/Salaires	18 521	0				0
16	Impôts sur le patrimoine	3 065 230	2 936 186	3 346 314	3 549 850	3 790 664	10 686 828
17	Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	1 731 754	1 873 332	2 034 506	2 289 598	2 576 674	6 900 778
18	Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	30 732	87 199	40 963	29 883	21 801	92 647
19	Droits d'Immatr. /Prop. Foncière	1 208 425	935 178	1 204 810	1 158 494	1 113 960	3 477 264
20	Droits de conservation de la propriété foncière (DCPF)	94 319	40 477	66 035	71 874	78 230	216 139
21	AUTRES IMPÔTS DIRECTS	18 098 845	16 119 646	25 288 319	27 280 342	29 470 575	82 039 236
22	<i>TPU régime déclaratif</i>	11 492	383 170	9 743	4 356	1 948	16 048
23	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)	2 411 184	2 262 274	3 387 089	3 323 487	3 261 079	9 971 655
24	<i>dont TVM (SAFER)</i>	2 137 765	2 024 140	3 003 197	2 945 818	2 890 502	8 839 517
25	Taxe professionnelle	8 624	0	0	0	0	0
26	Patente	15 667 545	13 474 202	21 891 487	23 952 498	26 207 548	72 051 533
27	IMPOTS INDIRECTS	210 742 120	259 446 304	259 419 579	273 402 260	288 296 682	821 118 520
28	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	156 372 353	193 295 883	192 675 782	204 603 105	217 299 860	614 578 748
29	Taxe sur la Valeur Ajoutée	133 661 574	174 221 981	162 655 430	172 906 445	183 803 509	519 365 384
30	Taxe sur les Activités Financières	17 800 948	15 258 210	23 305 018	24 219 753	25 170 392	72 695 162
31	Taxe/Convention d'Assurance	2 939 205	2 122 122	3 791 019	4 178 122	4 604 752	12 573 893

N°	INTITULE	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	Total 2025-2027
32	Taxe sur les Véhicules des Sociétés	14 800	0	0	0	0	0
33	Taxe spéc. sur la fabric. et le commerce des boissons	62	0	0	0	0	0
34	Taxe sur les Produits des Jeux de Hasard	1 955 765	1 693 570	2 924 316	3 298 785	3 721 207	9 944 309
35	Droits d'Accises	54 369 767	66 150 421	66 743 796	68 799 154	70 996 822	206 539 772
36	Droits d'Accises/Produits Pétroliers	29 438 172	29 181 405	37 607 184	37 626 342	37 645 509	112 879 035
37	dont SAFER	15 098 563	9 636 729	19 581 868	19 591 843	19 601 823	58 775 533
38	Autres Droits d'Accises	24 931 595	36 969 016	29 136 612	31 172 813	33 351 313	93 660 738
39	AUTRES IMPÔTS INDIRECTS	354 933	440 354	416 329	513 088	632 336	1 561 753
40	Taxe à l'Emission des Billets d'Avion (TEBA)	354 933	440 354	416 329	513 088	632 336	1 561 753
41	AUTRES RECETTES FISCALES	14 877 572	16 976 673	19 097 279	20 173 216	21 315 843	60 586 337
42	Droits de Timbres	3 049 099	3 029 369	3 776 880	4 019 499	4 277 703	12 074 082
43	Droits D'enregistrement	10 756 591	11 996 174	14 825 446	15 579 232	16 371 343	46 776 022
44	Amendes et Pénalités	1 071 882	1 951 130	494 953	574 485	666 797	1 736 234
46	COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	517 562 661	522 203 009	612 605 210	668 180 944	719 990 710	2 000 776 864
47	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	222 572 107	231 506 441	270 676 578	292 503 804	316 154 789	879 335 172
48	Droit de douane	171 025 317	177 255 207	207 294 692	225 046 379	244 318 233	676 659 305
49	Redevance Statistique	44 117 150	46 286 922	54 182 735	57 536 803	61 098 499	172 818 037
50	Timbre douanier	1 215 790	1 264 317	1 556 922	1 598 557	1 641 305	4 796 784
51	Cartes et vignettes	944 637	1 103 406	1 298 973	1 607 048	1 988 187	4 894 208
52	Taxe de protection et d'entretien des infrastructures 80 %	5 269 213	5 596 589	6 343 257	6 715 017	7 108 565	20 166 838
53	IMPOTS ET TAXES INTERIEURS	279 559 523	272 438 832	324 022 086	354 684 029	379 193 778	1 057 899 893
54	Taxe sur la valeur Ajoutée (TVA)	279 559 523	272 438 832	324 022 086	354 684 029	379 193 778	1 057 899 893
56	AUTRES RECETTES FISCALES	9 493 792	10 001 337	11 154 037	13 214 544	15 681 604	40 050 185
57	Produits des crédits en douane 10%	15 300	18 508	17 038	21 110	26 156	64 303
58	Prélèvement National de Solidarité	7 995 081	9 350 482	9 455 500	11 392 078	13 725 287	34 572 865
59	Entrepôts fictifs 10 %	248	270	271	271	271	813
60	Amendes et pénalités	552 873	80 843	809 149	860 608	915 338	2 585 095
61	Confiscations et ventes en douane	930 291	551 234	872 080	940 477	1 014 552	2 827 108
62	TAXE A L'EXPORTATION	5 937 238	8 256 399	6 752 508	7 778 568	8 960 539	23 491 615
63	Taxe spéciale de réexportation	5 937 238	8 256 399	6 752 508	7 778 568	8 960 539	23 491 615
64	RECETTES NON-FISCALES	153 943 575	61 977 344	74 311 764	76 541 117	78 837 351	229 690 232
65	Revenus de l'entreprise et du domaine	115 429 036	26 343 300	33 509 839	33 724 085	34 018 357	101 252 280

N°	INTITULE	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	Total 2025-2027
66	Produits des participations financières	36 269 907	21 239 703	24 090 905	24 133 513	24 247 028	72 471 446
67	Loyers d'immeubles domaniaux	29 956 406	357 000	357 000	357 000	357 000	1 071 000
69	Redevances minières	45 330 151	1 826 597	1 881 395	1 937 837	1 995 972	5 815 204
70	Redevances téléphoniques	0	2 500 000	0	0	0	0
71	Redevances pour le Développement des Infrastructures Aéroportuaires (RDIA)	3 000 000	0	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000
72	Autres revenus de l'entreprise et du domaine	872 572	420 000	3 180 539	3 295 735	3 418 357	9 894 630
73	Droits et frais administratifs	14 023 628	15 698 044	14 268 926	14 621 985	15 206 024	44 096 935
74	Recettes des services	7 435 466	8 798 044	8 546 985	8 803 395	9 067 497	26 417 877
75	Recettes Consulaires	191 681	6 900 000	345 841	356 216	366 902	1 068 959
76	Autres droits et frais administratifs (ARCEP, RDI, ANTASER)	6 396 481		5 376 100	5 462 374	5 771 625	16 610 100
77	Autres recettes non fiscales	10 210 106	10 314 000	11 175 000	12 654 500	12 352 890	36 182 390
78	Autres recettes non fiscales (SRT, PADSP, Amende-Pénalité, Surcotes, etc)	10 210 106	10 314 000	11 175 000	12 654 500	12 352 890	36 182 390
79	PRODUITS EXCEPTIONNELS	339 366	280 000	380 000	391 400	410 000	1 181 400
80	Remises et annulations de dettes	0	0	0	0	0	0
83	Recettes en atténuation de dépenses	339 366	280 000	380 000	391 400	410 000	1 181 400
84	PRODUITS FINANCIERS	13 941 439	9 342 000	14 978 000	15 149 148	16 850 080	46 977 228
85	Intérêts des prêts	0	500 000	352 260	362 828	373 713	1 088 800
86	Autres produits financiers (Commissions et Intérêts)	0	500 000	352 260	362 828	373 713	1 088 800
87	Intérêts sur dépôts à terme	13 442 509	8 842 000	14 140 324	14 286 341	15 914 931	44 341 597
88	Commissions sur transferts de la BCEAO	11 624 846	8 500 000	12 719 104	12 822 485	13 207 159	38 748 748
89	Intérêts des placements	1 817 663	342 000	1 421 220	1 463 856	2 707 772	5 592 849
90	Gains de change	498 929	0	485 416	499 979	561 436	1 546 831
91	Gains de change sur transactions financières	498 929		485 416	499 979	561 436	1 546 831
92	DONS	181 145 572	174 976 056	201 272 708	132 204 428	54 221 148	387 698 284
93	Dons projets	159 048 080	162 185 056	188 285 868	123 217 776	45 234 496	356 738 140
94	Fonds de concours	12 000 000	0				0
95	Appuis budgétaires	10 097 492	12 791 000	12 986 840	8 986 652	8 986 652	30 960 144
96	RESSOURCES DE TRESORERIE	750 102 794	895 860 707	910 817 632	752 008 064	723 891 898	2 386 717 594
98	Titres publics	547 825 281	607 960 250	340 679 474	480 554 822	474 574 795	1 291 409 091
99	Emprunts - projets	111 558 660	140 680 457	149 607 360	218 117 842	213 564 903	585 690 106
100	Autres Emprunts	90 718 853	147 220 000	420 530 797	53 335 400	35 752 200	509 618 397
103	TOTALE DES RECETTES	2 076 774 955	2 174 926 926	2 386 402 104	2 261 582 886	2 259 838 034	6 907 823 025

2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA)

2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique

N°	NATURE ECONOMIQUE DES DEPENSES	2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1	DEPENSES ORDINAIRES	0	1 162 673 738	0	1 002 155 043	0	1 107 024 375	0	1 130 224 872	0	1 202 877 961
2	Charges financières de la dette		166 197 935		160 715 509		166 957 260		162 797 433		169 473 574
3	Dépenses de personnel		301 831 093		321 708 937		355 664 454		372 449 993		383 044 019
4	Dépenses en atténuation des recettes		179 263 638		146 877 588		180 000 000		195 459 250		210 744 210
5	Dépenses d'acquisition des biens et services		190 750 881		164 153 534		183 681 719		179 699 255		219 797 216
6	Dépenses de transferts courants		324 630 190		208 699 474		220 720 942		219 818 942		219 818 942
7	DEPENSES EN CAPITAL	268 402 886	555 296 545	1 169 250 323	634 142 654	961 640 053	568 756 016	604 455 956	587 725 574	322 200 933	553 929 544
8	Dépenses d'acquisition des immobilisation Hors PIP	80 147 109	80 147 109	111 789 864	111 789 864	28 527 381	30 621 629	28 347 085	30 752 945	28 559 162	30 965 022
9	Projets d'investissement public (PIP)	188 255 778	475 149 437	1 057 460 459	522 352 790	933 112 672	538 134 387	576 108 871	556 972 630	293 641 771	522 964 522
10	Ressources internes	188 255 778	204 542 695	469 870 211	219 487 277	268 691 091	200 241 158	157 962 527	215 637 011	174 705 335	264 165 123
11	Ressources externes	0	270 606 742	587 590 249	302 865 513	664 421 580	337 893 228	418 146 344	341 335 618	118 936 436	258 799 399
12	Emprunts	0	111 558 662	404 118 038	140 680 457	495 706 589	149 607 360	337 363 591	218 117 842	85 002 407	213 564 903
13	Dons	0	159 048 079	183 472 211	162 185 056	168 714 991	188 285 868	80 782 753	123 217 776	33 934 029	45 234 496
14	TOTAL	268 402 886	1 717 970 283	1 169 250 323	1 636 297 697	961 640 053	1 675 780 391	604 455 956	1 717 950 447	322 200 933	1 756 807 505

2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 023	2 024	2 025	2 026	2 027
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 323 484	2 855 668	2 876 666	2 875 074	2 888 507
120	Présidence de la République	2 091 483	1 747 067	2 874 108	2 900 796	3 003 305
130	Premier Ministère	427 948	411 423	356 378	357 730	360 088
131	Secrétariat général du gouvernement	106 154	110 764	188 255	178 631	180 269
140	Cour constitutionnelle	190 315	281 248	321 733	323 016	327 890
150	Cour suprême	652 810	647 134	528 570	498 890	485 639
160	Médiateur de la République	36 664	39 127	37 819	37 568	37 399
170	Cour des comptes	682 361	754 864	778 596	791 622	797 992
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	97 023	213 538	203 838	206 422	209 171
210	Ministère de l'économie et des finances	6 555 380	9 555 348	11 833 929	11 824 090	12 170 819
	Dont Dépenses communes	1 837 635	4 697 440	4 697 440	4 697 440	5 011 222
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	1 272 749	1 260 699	1 295 405	1 290 940	1 294 416
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	6 287 544	8 586 762	8 836 010	9 099 218	9 368 242
240	Ministère du développement à la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	309 914	259 632	265 208	266 419	268 900
310	Ministère des armées	53 091 591	52 870 939	64 859 244	66 944 542	68 721 885
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	2 331 219	2 203 550	2 504 923	2 473 446	2 451 944
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	5 220 682	5 312 414	5 544 825	5 863 363	5 933 595
421	Conseil supérieure de la magistrature	33 600	39 048	39 048	39 048	39 048
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	21 098 378	21 523 936	23 866 115	24 550 499	25 181 795
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	0	0	173 562	178 769	184 132
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	150 674 630	162 851 833	162 513 589	170 923 983	177 705 090
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	0	0	10 150 545	10 454 286	10 767 140
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	1 748 765	854 263	757 155	744 725	738 940
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	27 819 200	30 741 684	35 839 449	40 752 891	40 851 634

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 023	2 024	2 025	2 026	2 027
		CP	CP	CP	CP	CP
611	Ministère de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	0	78 371	41 975	42 544	43 204
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	1 702 481	1 711 673	1 753 808	1 790 594	1 806 573
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	1 850 305	1 722 413	2 194 145	2 122 930	2 057 798
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	2 080 659	1 737 651	2 017 019	1 981 537	2 022 698
750	Ministère des sports et des loisirs	643 820	620 102	633 531	647 939	617 958
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	444 637	439 278	424 504	437 667	432 587
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	5 247 815	5 176 058	5 370 993	5 396 854	5 623 222
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	372 262	324 802	322 215	303 690	267 797
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	0	0	360 706	361 874	378 753
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	256 606	304 607	202 501	187 067	191 074
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	704 913	851 950	719 157	739 208	759 869
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	59 772	63 639	213 129	208 434	207 751
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	773 056	647 421	691 175	661 986	655 614
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	128 763	134 404	128 865	126 064	124 692
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	644 873	557 376	561 661	538 413	538 227
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	447 450	363 913	382 172	387 985	392 745
850	Ministère du tourisme	847 034	881 580	324 514	324 851	334 788
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	2 221 286	2 628 619	2 312 087	2 321 730	2 323 094
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	38 462	39 855	39 841	39 841	40 464
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République	277 680	257 040	277 576	240 442	242 991
921	Commission nationale des droits de l'homme	37 326	47 243	47 602	36 067	37 973
TOTAL		301 831 093	321 708 937	355 664 146	372 449 685	383 043 711

2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 023	2 024	2 025	2 026	2 027
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 489 877	2 564 573	3 144 510	3 238 845	3 336 011
120	Présidence de la République	11 229 624	11 914 700	12 472 141	12 840 305	13 219 514
130	Premier Ministère	784 551	846 613	900 011	927 012	954 822
131	Secrétariat général du gouvernement	45 179	121 352	142 993	131 832	135 787
140	Cour constitutionnelle	55 953	85 178	355 555	366 222	377 209
150	Cour suprême	57 416	93 907	99 724	102 716	105 797
160	Médiateur de la République	31 315	48 548	53 004	54 595	56 232
170	Cour des comptes	182 585	295 639	439 508	443 938	456 725
210	Ministère de l'économie et des finances	299 287 359	247 981 642	289 460 361	306 654 919	355 758 644
	Dont Dépenses communes	298 389 647	246 686 772	287 843 196	304 997 742	354 058 856
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	166 760	274 051	311 900	319 555	327 439
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	7 294 056	7 523 785	7 752 499	7 985 074	8 224 626
240	Ministère du développement à la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	84 669	160 912	210 739	217 062	223 573
310	Ministère des armées	36 261 973	23 812 583	30 505 060	31 485 870	32 442 567
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	315 478	452 440	1 074 013	1 106 234	1 139 421
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	633 188	766 850	789 856	813 551	837 958
421	Conseil supérieure de la magistrature	14 471	30 768	31 691	32 642	33 621
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	2 467 099	2 607 845	2 734 080	2 816 103	2 900 586
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	0	0	71 373	71 373	71 373
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	3 294 331	3 981 716	3 353 509	3 454 114	3 557 738
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	0	0	391 946	403 704	415 815
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	390 355	679 632	422 802	435 486	448 551
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 525 137	1 897 230	2 399 147	2 457 771	2 518 154
611	Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	12 926	48 466	557 920	574 658	591 897
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	148 973	237 926	245 064	252 416	259 988
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	1 216 709	1 384 815	1 631 316	1 680 460	1 730 649
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	138 758	218 888	230 455	237 368	244 489
750	Ministère des sports et des loisirs	109 975	156 180	188 865	194 531	200 367

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 023	2 024	2 025	2 026	2 027
		CP	CP	CP	CP	CP
760	Ministère e de l'urbanisme, de l'habitat et de la reforme foncière	77 245	117 025	120 536	124 152	127 876
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	534 715	763 701	790 729	814 451	838 885
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	92 706	179 751	388 144	399 788	411 781
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la règlementation de la transhumance	0	0	215 883	222 359	229 030
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	38 132	68 853	108 919	112 186	115 552
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	169 661	254 546	277 129	285 443	294 006
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	56 987	97 957	238 949	246 118	253 501
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	176 508	254 291	261 920	269 777	277 871
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	36 996	56 759	58 462	60 216	62 022
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	60 346	112 771	159 154	163 929	168 847
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	121 994	197 646	256 575	303 973	311 592
850	Ministère du tourisme	167 009	233 472	108 922	109 610	110 318
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	102 866	163 288	168 187	173 232	178 429
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	22 702	58 392	60 144	61 948	63 807
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République	117 936	286 432	498 025	512 966	528 355
TOTAL		370 014 519	311 031 122	363 681 719	375 158 505	430 541 426

2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 023	2 024	2 025	2 026	2 027
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	128 395	128 395	128 395	128 395	128 395
120	Présidence de la République	8 966 895	10 386 895	10 959 055	10 959 055	10 959 055
130	Premier Ministère	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
131	Secrétariat général du gouvernement	4 000	10 000	240 000	240 000	240 000
160	Médiateur de la République	0	0	84 000	84 000	84 000
180	Conseil économique et social	0	500 000	500 000	500 000	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	210 720	210 720	213 720	213 720	213 720
210	Ministère de l'économie et des finances	163 359 767	39 556 500	45 085 000	45 085 000	45 085 000
	<i>Dont Dépenses communes</i>	141 524 398	16 100 000	15 900 000	15 900 000	15 900 000
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	971 000	1 000 000	1 015 000	1 015 000	1 015 000
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	1 875 545	2 763 500	2 763 500	2 763 500	2 763 500
240	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	7 635 000	7 635 000	7 635 000	7 635 000	7 635 000
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	9 388 000	9 805 000	13 305 000	13 305 000	13 305 000
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	2 170 000	2 270 000	2 270 000	2 270 000	2 270 000
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	8 040 017	8 310 904	11 067 474	11 067 474	11 067 474
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	0	0	2 888 554	2 888 554	2 888 554
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	34 053 299	36 953 299	40 735 510	40 735 510	40 735 510
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	13 676 357	12 009 942	13 210 817	13 210 817	13 210 817
611	Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	0	2 030 000	2 530 000	2 530 000	2 530 000
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	2 492 246	2 502 246	2 502 246	2 502 246	2 502 246
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	750 000	750 000	1 325 598	1 325 598	1 325 598
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	1 091 315	1 096 200	1 096 200	1 096 200	1 096 200
750	Ministère des sports et des loisirs	3 369 505	3 070 000	3 170 000	3 170 000	3 170 000
760	Ministère e de l'urbanisme, de l'habitat et de la reforme foncière	820 000	820 000	820 000	820 000	820 000
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	12 515 000	12 515 000	11 720 000	11 720 000	11 720 000
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	50 000	50 000	150 000	150 000	150 000
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la règlementation de la transhumance	0	0	910 000	910 000	910 000
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	19 942	20 000	20 000	20 000	20 000
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	46 162 506	49 135 193	36 130 193	36 130 193	36 130 193
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	100 000	100 000	330 000	330 000	330 000
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 023	2 024	2 025	2 026	2 027
		CP	CP	CP	CP	CP
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	1 350 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	1 920 000	120 000	1 022 000	120 000	120 000
850	Ministère du tourisme	535 000	555 000	45 000	45 000	45 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	1 900 000	1 900 000	4 250 000	4 250 000	4 250 000
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République	0	20 000	20 000	20 000	20 000
921	Commission nationale des droits de l'homme	440 680	440 680	543 680	543 680	543 680
TOTAL		324 630 190	208 699 474	220 720 942	219 818 942	219 818 942

2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'investissement (dépenses d'acquisition d'immobilisation) (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition d'Immobilisation HPIP									
		2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	103 000	103 000	103 000	103 000	130 628	130 628	134 547	134 547	138 584	138 584
120	Présidence de la République	152 600	152 600	206 000	206 000	56 341	56 341	58 031	58 031	59 772	59 772
130	Premier Ministère	103 000	102 550	103 000	103 000	156 090	156 090	160 773	160 773	165 596	165 596
131	Secrétariat général du gouvernement	51 500	50 812	96 500	96 500	30 900	30 900	31 827	31 827	32 782	32 782
140	Cour constitutionnelle	51 500	22 419	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	112 551	112 551
150	Cour suprême	25 750	25 729	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	56 275	56 275
160	Médiateur de la République	12 375	12 375	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	27 318	27 318
170	Cour des comptes	25 234	25 234	51 500	51 500	71 545	71 545	73 691	73 691	75 902	75 902
210	Ministère de l'économie et des finances	9 005 683	8 193 783	89 715 616	89 715 616	23 587 881	23 587 881	23 587 881	23 587 881	23 586 481	23 586 481
	<i>Dont Dépenses communes</i>	<i>1 950 991</i>	<i>2 359 434</i>	<i>82 565 976</i>	<i>82 565 976</i>	<i>16 390 163</i>					
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	39 000	38 993	110 000	110 000	27 055	27 055	32 055	32 055	32 055	32 055
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	292 250	286 310	360 500	360 500	268 315	268 315	276 364	276 364	284 655	284 655
240	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	73 000	72 769	206 000	206 000	109 180	109 180	112 455	112 455	115 829	115 829
310	Ministère des armées	33 134 000	32 499 746	3 346 250	3 346 250	970 290	3 064 538	741 544	3 147 404	838 193	3 244 053
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	150 720	140 503	295 000	295 000	303 850	303 850	312 966	312 966	322 354	322 354
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	55 170	55 167	110 340	110 340	51 850	51 850	53 406	53 406	55 008	55 008
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	955 000	954 740	1 030 000	1 030 000	751 900	751 900	774 457	774 457	797 691	797 691
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	0	0	0	0	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	95 750	95 366	254 500	254 500	263 983	263 983	271 902	271 902	280 059	280 059
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	0	0	0	0	100 675	100 675	103 695	103 695	106 806	106 806
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	208 761	212 668	356 411	356 411	169 377	169 377	174 459	174 459	179 692	179 692
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	126 500	125 215	251 500	251 500	107 584	107 584	110 811	110 811	114 135	114 135
611	Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	0	0	16 000	16 000	116 480	116 480	119 978	119 978	123 574	123 574
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	51 500	51 498	460 647	460 647	51 050	51 050	52 582	52 582	54 159	54 159
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	47 724	44 680	103 000	103 000	96 756	96 756	99 158	99 158	101 623	101 623
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	51 500	51 499	103 000	103 000	32 960	32 960	33 949	33 949	34 967	34 967
750	Ministère des sports et des loisirs	51 500	51 500	103 000	103 000	54 590	54 590	56 228	56 228	57 915	57 915
760	Ministère e de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	24 750	23 610	103 000	103 000	75 190	75 190	77 446	77 446	79 769	79 769
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	70 000	55 561	206 000	206 000	107 120	107 120	110 334	110 334	113 644	113 644
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	20 000	17 862	103 000	103 000	54 590	54 590	56 228	56 228	57 915	57 915
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	0	0	0	0	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	25 750	25 547	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition d'immobilisation HPIP									
		2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	49 698	50 507	106 000	106 000	43 260	43 260	44 558	44 558	45 895	45 895
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	51 500	34 892	84 000	84 000	20 905	20 905	21 532	21 532	22 178	22 178
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	28 050	28 045	72 100	72 100	45 372	45 372	46 733	46 733	48 135	48 135
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	25 752	25 750	51 500	51 500	20 086	20 086	20 688	20 688	21 308	21 308
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	25 750	25 527	51 500	51 500	20 085	20 085	20 688	20 688	21 308	21 308
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	25 500	25 492	94 000	94 000	83 003	83 003	84 293	84 293	85 621	85 621
850	Ministère du tourisme	51 000	36 728	103 000	103 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	50 000	50 000	100 000	100 000	47 380	47 380	48 801	48 801	50 265	50 265
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	0	17 939	51 500	51 500	20 725	20 725	21 347	21 347	21 987	21 987
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République	25 750	25 750	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218
TOTAL		45 336 517	43 812 366	98 789 864	98 789 864	28 527 381	30 621 629	28 347 085	30 752 945	28 559 162	30 965 022

2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	651 000	651 000	804 264	804 264	1 231 320	1 231 320	380 916	380 916	307 830	307 830
120	Présidence de la République	3 084 785	3 074 020	1 105 332	1 105 332	824 471	573 368	517 592	517 753	1 189 129	1 197 107
131	Secrétariat général du gouvernement	0	0	0	0	165 861	116 103	76 982	126 740	0	0
140	Cour constitutionnelle	118 450	118 450	423 817	423 817	1 369 791	1 369 791	0	0	0	0
170	Cour des comptes	0	0	9 079 640	2 558 766	809 405	1 269 594	0	3 743 291	0	2 000 000
210	Ministère de l'économie et des finances	43 459 509	50 203 221	43 752 880	43 752 880	43 423 527	35 942 143	34 342 591	38 595 801	32 869 445	37 754 296
	Dont Dépenses communes	43 000 000	44 940 228	41 407 460	41 407 460	27 702 602	27 702 602	26 447 000	26 447 000	28 908 000	28 908 000
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	232 531	3 679 125	2 812 183	2 812 183	6 318 877	9 447 578	5 933 820	2 805 119	11 081 563	11 081 563
240	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	150 089	14 134 141	12 346 132	11 886 966	15 958 594	12 653 727	10 333 200	4 112 538	6 395 444	6 671 333
310	Ministère des armées	78 738 181	82 798 851	36 277 736	38 430 467	27 768 092	20 747 966	13 580 812	23 178 869	10 218 714	46 256 643
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	382 481	7 290 281	19 177 115	16 379 459	18 998 399	17 962 315	9 250 000	11 895 766	5 469 072	5 455 438
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	248 355	248 355	8 567 444	1 454 062	3 000 000	1 094 062	0	3 795 934	3 000 000	6 705 647
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	515 942	662 767	1 640 472	1 640 472	477 987	477 987	103 000	103 000	0	0
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	0	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	1 275 520	18 968 035	15 643 919	15 643 919	15 102 179	6 010 460	6 375 705	4 686 543	0	5 628 436
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	0	0	0	0	5 866 745	2 726 804	6 721 685	8 365 121	4 850 561	7 222 885
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	858 893	3 534 221	5 391 344	3 649 685	7 846 790	3 493 508	12 091 689	7 821 317	0	3 033 139
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	3 624 812	96 212 504	90 813 494	65 706 405	81 512 360	62 856 269	45 563 582	57 223 285	16 856 257	25 388 761
611	Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	0	0	0	0	11 043 950	12 432 951	10 537 887	15 845 392	7 001 523	7 001 523
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	0	158 036	700 000	700 000	3 500 000	9 400 000	3 000 000	3 000 000	5 600 000	5 600 000
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	109 992	109 992	672 160	672 160	510 026	510 026	648 298	648 298	204 010	204 010
750	Ministère des sports et des loisirs	772 676	772 676	702 346	1 468 984	430 000	461 859	0	115 465	0	0
760	Ministère e de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	5 628 828	11 657 120	42 763 816	11 225 568	42 640 281	16 186 131	21 924 000	22 363 105	30 002 000	36 900 856
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	6 896 255	39 231 134	49 972 605	33 417 218	104 257 025	38 535 224	42 915 199	56 107 598	48 634 920	51 239 134
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	1 421 701	12 957 217	66 387 282	20 429 819	45 712 944	21 188 183	26 851 092	43 284 729	16 084 479	33 988 257

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
812	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	0	0	0	0	1 519 163	1 519 163	7 359 740	7 359 740	3 720 243	3 720 242
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	316 555	316 555	2 893 000	2 710 777	1 800 000	1 143 632	0	0	0	0
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	126 496	126 496	200 000	200 000	0	0	0	0	0	0
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	356 892	407 480	1 098 167	1 258 114	1 302 678	2 220 296	1 000 000	1 000 000	0	0
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	17 878 141	45 691 695	309 269 320	84 634 753	179 253 661	91 415 095	120 144 372	92 549 623	29 854 472	75 294 528
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	16 277 472	23 022 266	101 653 749	53 445 194	41 082 173	32 036 964	29 033 349	32 950 167	23 519 491	49 019 468
832	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	455 209	1 564 818	64 759 349	15 829 669	33 791 997	25 757 673	14 097 590	18 712 032	7 049 540	3 325 857
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	936 154	33 117 788	90 447 171	59 186 159	152 532 558	60 767 590	115 204 684	42 050 511	1 906 132	56 305 590
850	Ministère du tourisme	106 671	77 087	2 010 775	2 010 775	1 672 222	1 672 222	2 099 999	2 099 999	5 737 434	5 737 434
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	1 743 705	11 276 471	36 554 315	16 535 122	50 564 764	23 428 972	22 211 799	33 037 759	15 552 380	25 993 293
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	1 888 485	13 087 635	39 540 633	12 379 802	30 724 832	21 385 411	13 809 288	18 496 219	6 537 132	9 931 251
TOTAL		188 255 778	475 149 437	1 057 460 459	522 352 790	933 112 672	538 134 387	576 108 871	556 972 630	293 641 771	522 964 522

2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
INSTITUTIONS ET CREDITS GLOBAUX			49 194 002	563 426 826	44 461 954	567 814 600	47 463 902	629 742 381
INSTITUTIONS			5 101 237	43 836 165	1 624 791	44 584 822	2 165 739	44 000 566
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique du Assemblée nationale	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327
120	Présidence de la République	Pilotage stratégique du Présidence de la République	880 812	26 935 013	575 623	27 459 940	1 248 901	28 622 753
130	Premier Ministère	Pilotage stratégique du Premier Ministère	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506
131	Secrétariat général du gouvernement	Pilotage stratégique du Secrétariat général du gouvernement	266 761	788 251	108 809	709 030	32 782	588 838
140	Cour constitutionnelle	Pilotage stratégique du Cour constitutionnelle	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650
150	Cour suprême	Pilotage stratégique du Cour suprême	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711
160	Médiateur de la République	Pilotage stratégique du Médiateur de la République	25 750	200 573	26 523	118 686	27 318	120 949
170	Cour des comptes	Pilotage stratégique du Cour des comptes	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619
180	Conseil économique et social	Pilotage stratégique du Conseil économique et social	0	500 000	0	500 000	0	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Pilotage stratégique du Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	417 558	0	420 142	0	422 891
421	Conseil supérieure de la magistrature	Pilotage stratégique du Conseil supérieure de la magistrature	0	70 739	0	71 690	0	72 669
921	Commission nationale des droits de l'homme	Pilotage stratégique du Commission nationale des droits de l'homme	0	591 282	0	579 747	0	581 653
CREDITS GLOBAUX			44 092 765	519 490 660	42 837 163	523 229 778	45 298 163	585 741 815
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1: Charges financières de la dette publique		166 957 260		162 797 433		169 473 574
		Dotations 2: Dépenses communes ordinaires hors transferts	0	292 540 636	0	301 695 182	0	355 070 078
		Dotations 3: Dépenses communes de transferts	0	15 900 000	0	15 900 000	0	15 900 000
		Dotations 4: Dépenses communes d'investissement	44 092 765	44 092 765	42 837 163	42 837 163	45 298 163	45 298 163
MINISTERES			911 176 843	1 110 565 782	563 494 001	1 155 764 240	274 737 031	1 127 064 816
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	5 307 460	7 512 589	2 634 072	6 242 895	42 258	3 821 559

SECT ^e	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Mobilisation des ressources financières	0	25 313 913	0	25 313 913	0	25 313 913
		Gestion macroéconomique	10 466 563	4 797 465	5 314 616	9 956 630	3 972 284	9 248 907
		Gestion budgétaire	29 799	3 400 642	29 799	3 398 791	29 799	3 390 283
		Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	7 091 985	10 125 846	7 091 985	10 043 372	7 091 985	10 096 129
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	22 837	2 225 457	22 837	2 359 745	21 437	2 216 207
		TOTAL	22 918 643	53 375 913	15 093 309	57 315 346	11 157 763	54 086 999
220	Ministère de la planification, du développement et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	7 055	691 381	8 055	702 147	7 055	699 586
		Planification du développement	6 331 877	11 137 344	5 946 820	4 493 668	11 094 563	12 774 977
		Coopération au développement	4 000	152 641	8 000	158 816	9 000	164 873
		Aménagement du territoire	3 000	115 573	3 000	108 038	3 000	111 037
		TOTAL	6 345 932	12 096 938	5 965 875	5 462 669	11 113 618	13 750 473
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTRGRATION REGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR	87 837	1 034 885	96 302	1 093 043	103 852	1 134 734
		DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL	168 478	18 465 267	168 062	18 907 934	168 803	19 379 565
		MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	12 000	120 172	12 000	123 180	12 000	126 725
		TOTAL	268 315	19 620 324	276 364	20 124 156	284 655	20 641 023
240	Ministère du développement a la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	Pilotage et soutien aux services du MDBIFJEJ	89 180	380 958	92 455	391 454	95 829	404 088
		Développement à la base	12 687 594	11 809 721	10 337 200	6 669 261	6 399 444	9 228 770
		Inclusion financière	8 000	339 000	8 000	339 000	8 000	339 000
		Jeunesse	8 000	4 819 175	8 000	4 693 760	8 000	4 692 777
		Secteur informel	3 275 000	3 525 000	0	250 000	0	250 000
		TOTAL	16 067 774	20 873 854	10 445 655	12 343 474	6 511 273	14 914 635
310	Ministère des armées	DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE	12 500 179	17 328 194	0	20 429 039	0	43 084 658

Budget programme de l'Etat 2025-2027

SECT ^c	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	150 190	10 053 226	923 408	10 458 160	135 859	10 684 757
		Préparation et emploi des forces	5 060 394	29 057 254	8 106 761	29 399 506	10 579 571	34 751 619
		Soutien des forces	10 996 879	62 589 469	5 268 657	64 324 050	314 882	61 991 809
		Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	30 740	148 665	23 530	145 929	26 595	152 306
		TOTAL	28 738 382	119 176 808	14 322 356	124 756 684	11 056 907	150 665 149
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière	Pilotage et soutien aux services du MATDCC	276 550	1 252 435	285 666	1 297 967	295 054	1 353 128
		Décentralisation et déconcentration	19 005 499	32 661 715	9 257 100	26 564 174	5 476 172	20 091 275
		Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	6 500	370 396	6 500	364 579	6 500	361 633
		Culte et chefferie coutumière	13 700	865 556	13 700	866 692	13 700	868 121
		TOTAL	19 302 249	35 150 101	9 562 966	29 093 412	5 791 426	22 674 156
420	Ministère de la justice et de la législation, garde des sceaux	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	3 017 000	1 830 620	48 406	4 765 952	3 050 008	7 717 204
		Administration de la justice	34 850	3 430 314	5 000	3 466 990	5 000	3 487 744
		Accès au droit et à la justice	0	188 282	0	192 753	0	193 102
		Administration pénitentiaire et réinsertion	0	2 191 377	0	2 260 558	0	2 294 158
		TOTAL	3 051 850	7 640 593	53 406	10 686 254	3 055 008	13 692 208
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007
		Pilotage et soutien des services du MSPC	741 900	2 262 410	764 457	2 367 595	787 691	2 485 031
		Sécurité intérieure et transfrontalière	99 513	24 630 802	108 000	25 313 871	5 000	25 792 886
		Protection civile	388 474	2 069 863	5 000	1 695 586	5 000	1 735 148
		TOTAL	1 229 887	30 100 082	877 457	30 514 059	797 691	31 150 072
440	Ministère de l'aménagement et du développement des territoires	PILOTAGE ET SOUTIEN AU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	151 500	268 316	53 045	170 609	54 636	172 872
		DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	0	128 119	0	132 578	0	137 269
		TOTAL	151 500	396 435	53 045	303 187	54 636	310 141
510	Ministère des enseignements primaires et secondaires	Pilotage et soutien des services du MEPS	83 983	17 014 571	86 502	17 644 836	89 097	18 170 921
		Enseignements Préscolaire et Primaire	15 222 179	106 254 614	6 499 305	109 747 866	127 308	114 582 109
		Enseignement secondaire général	60 000	59 939 830	61 800	63 011 313	63 654	65 485 766
		TOTAL	15 366 162	183 209 015	6 647 607	190 404 016	280 059	198 238 797

SECT ^o	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
520	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Pilotage et soutien des services du METFPA	90 675	5 622 743	93 395	5 723 493	96 197	5 827 266
		Enseignement technique	2 500	5 009 811	2 575	5 160 105	2 652	5 314 909
		Formation professionnelle et Apprentissage	5 456 054	4 118 511	2 797 962	7 219 842	1 141 972	5 361 416
		Qualité de l'Enseignement Technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	418 191	1 507 459	3 931 448	4 111 920	3 716 545	4 897 609
		TOTAL	5 967 420	16 258 524	6 825 380	22 215 360	4 957 367	21 401 200
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Pilotage et soutien des services du MESR	138 167	556 057	144 249	573 293	149 482	595 974
		Enseignement supérieur	17 044	41 369 667	16 044	41 357 292	16 044	41 342 945
		Recherche et innovation	7 860 956	3 652 627	12 105 855	7 980 913	14 166	3 196 913
		TOTAL	8 016 167	45 578 352	12 266 148	49 911 497	179 692	45 135 832
610	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	Pilotage et soutien aux services du MSHP	98 584	21 406 289	101 541	26 440 696	104 587	26 466 964
		Lutte contre la maladie	27 526 353	26 273 104	27 526 488	34 323 918	4 774	2 542 615
		Offre et assurance qualité des services et soins de santé	48 481 010	63 651 482	18 046 364	52 875 767	16 861 031	52 965 750
		Réponse aux urgences sanitaires	5 513 997	3 082 390	0	115 194	0	108 173
		TOTAL	81 619 944	114 413 266	45 674 393	113 755 575	16 970 392	82 083 501
611	Ministère de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire	Pilotage et soutien aux services du MASCS	86 480	575 975	89 978	596 780	93 574	601 537
		Offre de soins de santé de qualité au niveau primaire	12 383 951	12 494 351	12 388 284	12 498 684	7 031 523	7 141 923
		Couverture maladie universelle	0	2 530 000	0	2 530 000	0	2 546 738
		TOTAL	12 470 431	15 600 326	12 478 262	15 625 464	7 125 097	10 290 198
710	Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue	Pilotage et soutien des services du MRSPTDS	51 050	515 238	52 582	528 032	54 159	541 723
		Fonction publique	0	675 822	0	682 132	0	690 020
		Modernisation de l'administration publique	3 500 000	9 631 916	3 000 000	3 232 044	5 600 000	5 822 242
		Emploi	0	2 007 313	0	2 011 712	0	2 018 281
		Travail	0	1 121 879	0	1 143 918	0	1 150 700
		TOTAL	3 551 050	13 952 168	3 052 582	7 597 838	5 654 159	10 222 966
720	Ministère de la communication, des médias et de la culture	Pilotage et soutien des services du MCMC	96 756	1 091 030	99 158	1 108 026	101 623	1 104 809
		Communication et information	0	3 368 846	0	3 330 218	0	3 313 846
		CULTURE	0	787 939	0	789 902	0	797 013
		TOTAL	96 756	5 247 815	99 158	5 228 146	101 623	5 215 668

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
740	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme	Pilotage et soutien aux services du ministère	82 960	1 585 450	33 949	1 514 560	34 967	1 549 785
		Promotion de l'action sociale et solidarité	160 000	803 353	300 000	947 323	100 000	751 079
		Protection de l'enfant	0	413 688	0	406 498	0	407 143
		Genre et promotion de la femme	300 026	896 392	348 298	946 882	104 010	708 621
		Alphabétisation et éducation non formelle	0	187 778	0	182 090	0	185 737
		TOTAL	542 986	3 986 660	682 247	3 997 352	238 977	3 602 364
750	Ministère des sports et des loisirs	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS (MSL)	484 590	851 615	56 228	504 732	57 915	388 815
		SPORTS	0	3 621 837	0	3 541 639	0	3 525 277
		LOISIRS	0	35 393	0	37 792	0	32 148
		TOTAL	484 590	4 408 845	56 228	4 084 163	57 915	3 946 240
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	69 190	331 905	70 946	334 467	72 769	330 526
		Information géographique	1 000	41 252	2 000	42 928	2 000	43 077
		Logement décent	7 222 700	4 528 826	15 982 500	3 096 100	30 003 000	5 253 932
		Cadre de vie	35 422 581	12 724 378	5 946 000	20 348 875	4 000	32 733 553
		TOTAL	42 715 471	17 626 361	22 001 446	23 822 370	30 081 769	38 361 088
810	Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural	Pilotage et soutien des services du MAHVDR (SG)	2 757 120	7 288 969	1 409 526	6 861 794	1 113 644	6 104 732
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	19 135 969	6 412 164	6 303 534	13 510 245	0	3 468 854
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	43 954 292	23 376 976	25 303 739	29 755 517	43 913 537	41 742 500
		Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	38 516 764	19 445 957	10 008 734	24 021 681	3 721 383	18 218 799
		TOTAL	104 364 145	56 524 066	43 025 533	74 149 237	48 748 564	69 534 885
811	Ministère de l'eau et de l'assainissement	Pilotage et soutien des services du MEA	439 419	1 090 926	520 512	1 167 767	57 915	686 194
		Gestion intégrée des ressources en eau	0	281 818	0	139 138	0	135 562
		Approvisionnement en eau potable	42 778 115	19 479 472	26 386 808	42 126 413	16 084 479	33 524 463
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	2 550 000	1 250 917	0	761 117	0	529 531
		TOTAL	45 767 534	22 103 133	26 907 320	44 194 435	16 142 394	34 875 750
812		Pilotage et soutien aux services du ministère	86 500	329 955	86 500	333 968	89 590	341 677

SECT ^c	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance	Développement de la pêche et de l'aquaculture	452 008	585 630	4 109 709	4 243 291	1 790 839	1 930 078
		Production, transformation animale et réglementation de la transhumance	1 080 655	2 190 167	3 266 531	4 379 713	1 945 904	3 072 360
		TOTAL	1 619 163	3 105 752	7 462 740	8 956 973	3 826 333	5 344 115
813	Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	16 000	216 947	16 480	222 329	16 974	226 448
		Transport maritime	1 804 000	1 273 877	4 120	113 297	4 244	116 838
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	0	0	0	0	0	0
		Développement et protection du littoral	0	4 228	0	4 228	0	4 558
		TOTAL	1 820 000	1 495 052	20 600	339 853	21 218	347 844
820	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL	43 260	504 030	44 558	517 632	45 895	531 650
		COMMERCE	0	35 025 635	0	35 037 494	0	35 049 709
		INDUSTRIE	3 275 000	3 275 000	0	0	0	0
		SECTEUR PRIVE	0	920 490	0	922 605	0	924 783
		ARTISANAT	0	719 584	0	721 671	0	723 821
		TOTAL	3 318 260	40 444 739	44 558	37 199 402	45 895	37 229 963
821	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MIPI	11 905	225 006	12 532	232 633	13 178	238 745
		PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	58 470	1 428 479	0	418 819	0	167 758
		INDUSTRIE	306 000	707 319	1 009 000	1 154 632	9 000	406 927
		TOTAL	376 375	2 360 804	1 021 532	1 806 084	22 178	813 430
830	Ministère des travaux publics et des infrastructures	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	45 372	484 718	46 733	487 347	48 135	497 609
		Réseaux de routes nationales	159 235 488	70 254 003	101 156 191	72 929 764	11 529 949	57 183 614
		Bâtiments publics	2 150 026	3 666 321	1 000 000	2 009 250	200 000	361 746
		Maintenance de routes nationales	17 868 147	18 168 520	17 988 181	18 261 758	18 124 523	18 393 179
		TOTAL	179 299 033	92 573 562	120 191 105	93 688 119	29 902 607	76 436 148
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	0	112 869	0	114 036	0	115 840
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	41 102 259	32 131 508	29 054 037	33 043 099	23 540 799	49 111 651
		TOTAL	41 102 259	32 244 377	29 054 037	33 157 135	23 540 799	49 227 490
832		Pilotage et soutien des services du MTRAF	15 085	248 945	20 688	261 980	21 308	269 608

SECT ^c	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 025		2 026		2 027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Ministère des transports terrestres, aériens et ferroviaires	Transport aérien	4 747 481	3 063 618	2 097 590	2 038 623	6 149 540	1 805 024
		Transports routiers et ferroviaires	29 049 516	24 586 010	12 000 000	18 534 460	900 000	3 379 607
		TOTAL	33 812 082	27 898 573	14 118 278	20 835 062	7 070 848	5 454 239
840	Ministère des mines et des ressources énergétiques	Pilotage et Soutien	73 003	650 900	74 293	550 924	75 621	562 517
		Mines	1 192 802	1 433 811	483 159	726 407	483 159	732 546
		Energie	151 349 756	60 426 629	114 731 525	41 669 431	1 432 973	55 920 485
		TOTAL	152 615 561	62 511 340	115 288 977	42 946 762	1 991 753	57 215 548
850	Ministère du tourisme	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCT	24 500	264 381	24 500	262 510	24 500	266 503
		TOURISME	1 681 722	1 920 277	2 109 499	2 350 950	5 746 934	5 995 037
		CULTURE	0	0	0	0	0	0
		TOTAL	1 706 222	2 184 658	2 133 999	2 613 460	5 771 434	6 261 540
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	2 553 380	1 314 025	1 349 256	1 903 297	1 323 209	3 094 688
		Gestion durable des écosystèmes	10 061 249	7 826 470	15 203 309	12 805 497	13 840 436	18 388 800
		Environnement et climat	37 997 515	17 116 130	5 708 035	21 172 729	439 000	7 361 594
		TOTAL	50 612 144	26 256 626	22 260 600	35 881 522	15 602 645	28 845 081
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	20 725	313 810	21 347	316 237	21 987	317 500
		Infrastructures numériques et postales	0	6 054 900	0	6 391 830	0	5 098 784
		Digitalisation des activités économiques et sociales	30 724 832	19 387 411	13 809 288	16 161 288	6 537 132	8 891 225
		TOTAL	30 745 557	25 756 121	13 830 635	22 869 355	6 559 119	14 307 509
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	20 000	367 782	20 600	330 648	21 218	322 769
		Droits de l'homme	0	138 058	0	159 488	0	182 965
		Consolidation de la démocratie et de la paix	0	128 569	0	122 562	0	123 044
		Citoyenneté	0	141 607	0	139 919	0	142 066
		Relation avec les institutions de la République	0	39 585	0	41 391	0	41 720
		TOTAL	20 000	815 601	20 600	794 008	21 218	812 564
TOTAL BUDGET GENERAL			961 640 053	1 675 780 391	604 455 956	1 717 950 447	322 200 933	1 756 807 505

1.1. Programmes et dotations au sens de la LOLF

Selon la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 27 juin 2014 à son article 12 : "Les lois de finances répartissent les crédits budgétaires qu'elles ouvrent entre les différents ministères et institutions constitutionnelles. A l'intérieur des ministères, ces crédits sont décomposés en programmes.

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. A ces programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Ces résultats, mesurés notamment par des indicateurs de performance, font l'objet d'évaluations régulières et donnent lieu à un rapport annuel de performance élaboré en fin d'exercice par les ministères et institutions constitutionnelles concernées".

L'article 13 de ladite loi prévoit que : "...Sans préjudice de leurs missions de contrôle et de vérification de la régularité des opérations financières, les corps et institutions de contrôle, ainsi que la Cour des comptes, contrôlent les résultats des programmes et en évaluent l'efficacité, l'économie et l'efficacité".

Enfin, l'article 14 de la LOLF stipule que : " Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont inscrits en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politique publique ou des critères de performance.

Font l'objet de dotations :

- les crédits destinés aux pouvoirs publics pour chacune des institutions constitutionnelles qui couvrent pour chacune de ces institutions les dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement directement nécessaires à l'exercice de ses fonctions constitutionnelles ;
- les crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat.

Ainsi, les crédits répartis en dotation ne font pas l'objet de définition d'objectif, ni d'indicateur de performance permettant de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs.

Conformément aux dispositions de la LOLF devant régir le budget programme 2024-2026, les dotations ont été présentées par nature de dépense (personnel, biens et services, transferts et investissements) et par source de financement sur le moyen terme.

Toutefois, pour tenir compte de la spécificité de l'intervention de certains ministères, il a été jugé opportun de regrouper des crédits de ces ministères (qui ne devraient pas faire l'objet de définition d'objectifs et d'évaluation) au sein d'une dotation.

La présentation des allocations dans le budget programme 2025-2027 se présente dans le tableau suivant :

1.2. Comptes d'affectation spéciale (CAS)

ETAT RECAPITULATIF DES RECETTES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
		AE	CP								
	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle										
	FNAFPP		1 321 860		1 832 000		2 880 000		3 517 994		4 403 183
	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie										
	FSDH		1 649 013		1 284 762		2 810 758		3 517 994		4 403 183
	Ministère de l'industrie et du tourisme										
	FPDT		272 206		579 000		459 147		582 919		739 851
	Ministère de l'environnement des ressources forestières										
	FNDF		325 906		502 320		363 000		363 000		363 000
	Ministère de l'eau et de l'assainissement										
	F-GIRE		0		0		300 000		307 000		307 500
	Ministère des sports et des loisirs										
	FONADES		0		0		950 463		1 066 835		1 197 455
	TOTAL		3 568 985		4 198 082		7 763 368		9 355 742		11 414 172

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DES CAS

LIBELLE DU CAS	2 025		2 026		2 027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels						
Dépenses ordinaires	0	2 773 000	0	3 482 994	0	4 371 183
Personnel	0	168 800	0	169 000	0	169 050
Biens et Services	0	2 604 200	0	3 313 994	0	4 202 133
Dépenses en capital	107 000	107 000	35 000	35 000	32 000	32 000
Dépenses d'investissement	107 000	107 000	35 000	35 000	32 000	32 000
TOTAL	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183
Fonds special de developpement de l'habitat						
Dépenses ordinaires	0	474 843	0	482 843	0	483 843
Personnel	0	118 433	0	118 433	0	118 433
Biens et Services	0	356 410	0	364 410	0	365 410
Dépenses en capital	2 335 915	2 335 915	3 035 151	3 035 151	3 919 340	3 919 340
Dépenses d'investissement	2 335 915	2 335 915	3 035 151	3 035 151	3 919 340	3 919 340
TOTAL	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183
Fonds de promotion et de developpement du tourisme						
Dépenses ordinaires	0	226 566	0	288 566	0	366 991
Personnel	0	27 016	0	27 016	0	27 016
Biens et Services	0	199 550	0	261 550	0	339 975
Dépenses en capital	232 581	232 581	294 353	294 353	372 860	372 860
Dépenses d'investissement	232 581	232 581	294 353	294 353	372 860	372 860
TOTAL	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851
Fonds national de developpement forestier						
Dépenses ordinaires	0	166 300	0	145 200	0	130 680
Biens et Services	0	166 300	0	145 200	0	130 680
Dépenses en capital	196 700	196 700	217 800	217 800	232 320	232 320
Dépenses d'investissement	196 700	196 700	217 800	217 800	232 320	232 320
TOTAL	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000
Fonds de gestion intégré des ressources en eau						

LIBELLE DU CAS	2 025		2 026		2 027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	165 000	0	167 000	0	175 000
Personnel	0	77 800	0	55 000	0	60 000
Biens et Services	0	87 200	0	112 000	0	115 000
Dépenses en capital	135 000	135 000	140 000	140 000	132 500	132 500
Dépenses d'investissement	135 000	135 000	140 000	140 000	132 500	132 500
TOTAL	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500
Fonds national du développement du Sport						
Dépenses ordinaires	0	15 463	0	3 000	0	3 000
Personnel	0	3 000	0	3 000	0	3 000
Biens et Services	0	12 463	0	0	0	0
Dépenses en capital	935 000	935 000	1 063 835	1 063 835	1 194 455	1 194 455
Dépenses d'investissement	935 000	935 000	1 063 835	1 063 835	1 194 455	1 194 455
TOTAL	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455
TOTAL	3 942 196	7 763 368	4 786 139	9 355 742	5 883 475	11 414 172

2. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION

2.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION

2.1.1. Assemblée nationale (Section 110)

L'Assemblée nationale actuelle est la première Législature de la Vème République. Elle est issue des élections législatives et régionales du 29 avril 2024. Elle compte cent treize (113) députés avec un (1) groupe parlementaire et trois (3) partis politiques non-inscrits. Ses Instances sont la Plénière, le Bureau, la Conférence des Présidents et les commissions permanentes qui sont actuellement au nombre de neuf (9). Pour la réalisation de sa mission, l'Assemblée nationale est appuyée par une administration parlementaire. Selon l'article 16 de la constitution de la République togolaise du 06 mai 2024, l'Assemblée nationale exerce la fonction législative à titre principal.

Elle contrôle seule l'action du gouvernement. Elle reçoit le concours du Sénat. Le contrôle s'effectue à travers des questions orales, écrites, des questions d'actualités, des interpellations et des missions d'enquête parlementaire. Pour remplir sa mission, l'Assemblée nationale dispose d'une administration dont la mission est d'offrir tous les services et les ressources nécessaires dans l'exercice de ses prérogatives constitutionnelles.

L'analyse de l'organigramme des services de l'Assemblée nationale présente les caractères fondamentaux d'un Parlement avec son règlement intérieur. Le règlement administratif de l'Assemblée nationale définit les mandats et attributions des différents services de l'Assemblée nationale, il n'expose pas les procédures de coordination entre services.

Les ressources financières de l'Assemblée nationale sont gérées conformément au principe d'autonomie financière transposé dans le Règlement financier de l'Assemblée nationale. Comme les années précédentes, les prévisions budgétaires 2025-2027 de l'Assemblée nationale tiennent non seulement compte des taux d'exécution antérieurs et en cours des lignes budgétaires mais aussi des nouveaux besoins de l'institution dans le respect de la lettre de cadrage du premier ministre.

Prenant pour référence l'année 2024, dont le budget se chiffre à 6.455.900.106, les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale, exercice 2025 s'élèvent à 7.511.519.000 enregistrant ainsi une hausse de 16,35%. Ce budget est de 6.757.775.841 en 2026 et 6.799.323.183 en 2027

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D	Dotation stratégique de l'AN		754 000	5 695 757	907 264	6 455 900	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327	2 323 825	21 068 623
Total des programmes			754 000	5 695 757	907 264	6 455 900	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327	2 323 825	21 068 623

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 941 757	0	5 548 636	0	6 149 571	0	6 242 314	0	6 352 913	0	18 744 798
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 323 485	0	2 855 668	0	2 876 666	0	2 875 074	0	2 888 507	0	8 640 247
Biens et Services	0	2 489 877	0	2 564 573	0	3 144 510	0	3 238 845	0	3 336 011	0	9 719 366
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	754 000	754 000	907 264	907 264	1 361 948	1 361 948	515 463	515 463	446 414	446 414	2 323 825	2 323 825
Dépenses d'investissement	103 000	103 000	103 000	103 000	130 628	130 628	134 547	134 547	138 584	138 584	403 759	403 759
Projets d'investissement	651 000	651 000	804 264	804 264	1 231 320	1 231 320	380 916	380 916	307 830	307 830	1 920 066	1 920 066
Investissements financés sur RI	651 000	651 000	804 264	804 264	1 231 320	1 231 320	380 916	380 916	307 830	307 830	1 920 066	1 920 066
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	754 000	5 695 757	907 264	6 455 900	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327	2 323 825	21 068 623

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	754 000	5 695 757	907 264	6 455 900	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327	2 323 825	21 068 623
Hors Projets	103 000	5 044 757	103 000	5 651 636	130 628	6 280 199	134 547	6 376 861	138 584	6 491 497	403 759	19 148 557
Projets	651 000	651 000	804 264	804 264	1 231 320	1 231 320	380 916	380 916	307 830	307 830	1 920 066	1 920 066
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	754 000	5 695 757	907 264	6 455 900	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327	2 323 825	21 068 623

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 941 757	0	5 548 636	0	6 149 571	0	6 242 314	0	6 352 913	0	18 744 798
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 323 485	0	2 855 668	0	2 876 666	0	2 875 074	0	2 888 507	0	8 640 247
Biens et Services	0	2 489 877	0	2 564 573	0	3 144 510	0	3 238 845	0	3 336 011	0	9 719 366
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	754 000	754 000	907 264	907 264	1 361 948	1 361 948	515 463	515 463	446 414	446 414	2 323 825	2 323 825
Dépenses d'investissement	103 000	103 000	103 000	103 000	130 628	130 628	134 547	134 547	138 584	138 584	403 759	403 759
Projets d'investissement	651 000	651 000	804 264	804 264	1 231 320	1 231 320	380 916	380 916	307 830	307 830	1 920 066	1 920 066
Investissements financés sur RI	651 000	651 000	804 264	804 264	1 231 320	1 231 320	380 916	380 916	307 830	307 830	1 920 066	1 920 066
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	754 000	5 695 757	907 264	6 455 900	1 361 948	7 511 519	515 463	6 757 777	446 414	6 799 327	2 323 825	21 068 623

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	17	466 646	14	531 779	14	79 567	14	80 942	14	77 463
Catégorie A2	28	421 717	26	487 413	24	119 204	24	116 364	23	118 306
Catégorie A3	4	59 171	4	70 399	4	16 808	3	11 243	3	11 739
Catégorie B	8	237 165	8	276 128	7	22 980	7	24 469	7	25 710
Catégorie C	12	330 647	12	375 985	10	26 789	10	27 247	10	28 316
Catégorie D	2	31 060	4	37 232	2	2 877	2	1 942	1	1 533
Contractuels	116	111 034	114	119 840	143	580 389	134	584 815	134	597 386
Volontaires	0	666 045	97	956 892	119	2 028 051	119	2 028 051	119	2 028 051
TOTAL	187	2 323 485	279	2 855 668	323	2 876 666	313	2 875 074	311	2 888 507

2.1.2. Présidence de la République (Section 120)

La Présidence de la République (PR) est la première institution par excellence et exerce la plus haute fonction du pouvoir exécutif de l'Etat. Elle veille à la mise en application, dans tous les secteurs d'activités du pays, de la politique du Président de la République qui dispose d'un ensemble de services propres (Cabinet, Secrétariat Général, Etat-major particulier, collège de conseillers..) ainsi que des services rattachés (Inspection Générale d'Etat, Grande Chancellerie de l'Ordre National, ANR, HCRRUN, Haut Conseil pour la Mer, Haute Autorité de Prévention contre la Corruption et les Infractions Assimilées, Agence des Grands Projets, MIFA, CPES, CCA,).

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des activités programmées au sein de la Présidence de la République, a été marquée par les conséquences de la crise russo-ukrainienne et des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les ralentissements dans l'impulsion à mettre en œuvre les visions du Chef de l'Etat. Malgré cette situation, plusieurs activités ont été menées dans la gestion et suivis des différents projets prioritaires.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation du cadre macro-budgétaire et un meilleur financement de la mise en œuvre de la Feuille de Route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour ce faire, la Présidence de la République compte mettre un accent sur certaines priorités notamment la modernisation et le renforcement de l'administration publique pour la délivrance des services et la transformation de l'assistance sociale pour la résilience au Togo. En somme, un accent sera mis sur la poursuite du rapprochement de l'administration publique de la population, dans la satisfaction de ses besoins.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers une (1) dotation stratégique dénommé "Pilotage stratégique du Président de la République". Cette dotation est projetée à 26 935 013 000 FCFA en 2025, 27 275 940 000 FCFA en 2026 et 28 438 753 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	DOTATION PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 197 581	25 135 583	1 311 332	25 559 994	880 812	26 935 013	575 623	27 275 940	1 248 901	28 438 753	2 705 336	82 649 706
Total des programmes		3 197 581	25 135 583	1 311 332	25 559 994	880 812	26 935 013	575 623	27 275 940	1 248 901	28 438 753	2 705 336	82 649 706

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	21 938 002	0	24 248 662	0	26 305 304	0	26 700 156	0	27 181 874
Personnel	0	2 091 483	0	1 747 067	0	2 874 108	0	2 900 796	0	3 003 305
Biens et Services	0	11 229 624	0	11 914 700	0	12 472 141	0	12 840 305	0	13 219 514
Transferts Courants	0	8 616 895	0	10 586 895	0	10 959 055	0	10 959 055	0	10 959 055
Dépenses en capital	3 197 581	3 197 581	1 311 332	1 311 332	880 812	629 709	575 623	575 784	1 248 901	1 256 879
Dépenses d'investissement	152 600	152 600	206 000	206 000	56 341	56 341	58 031	58 031	59 772	59 772
Projets d'investissement	3 044 981	3 044 981	1 105 332	1 105 332	824 471	573 368	517 592	517 753	1 189 129	1 197 107
Investissement financés sur RI	3 044 981	3 044 981	1 105 332	1 105 332	824 471	573 368	517 592	517 753	1 189 129	1 197 107
Total des programmes par nature	3 197 581	25 135 583	1 311 332	25 559 994	880 812	26 935 013	575 623	27 275 940	1 248 901	28 438 753

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 197 581	25 135 583	1 311 332	25 559 994	880 812	26 935 013	575 623	27 275 940	1 248 901	28 438 753
Hors Projets	152 600	22 090 602	206 000	24 454 662	56 341	26 361 645	58 031	26 758 187	59 772	27 241 646
Projets	3 044 981	3 044 981	1 105 332	1 105 332	824 471	573 368	517 592	517 753	1 189 129	1 197 107
TOTAL DE FINANCEMENT	3 197 581	25 135 583	1 311 332	25 559 994	880 812	26 935 013	575 623	27 275 940	1 248 901	28 438 753

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	21 938 002	0	24 248 662	0	26 305 304	0	26 700 156	0	27 181 874
Personnel	0	2 091 483	0	1 747 067	0	2 874 108	0	2 900 796	0	3 003 305
Biens et Services	0	11 229 624	0	11 914 700	0	12 472 141	0	12 840 305	0	13 219 514
Transferts Courants	0	8 616 895	0	10 586 895	0	10 959 055	0	10 959 055	0	10 959 055
Dépenses en capital	3 197 581	3 197 581	1 311 332	1 311 332	880 812	629 709	575 623	575 784	1 248 901	1 256 879
Dépenses d'investissement	152 600	152 600	206 000	206 000	56 341	56 341	58 031	58 031	59 772	59 772
Projets d'investissement	3 044 981	3 044 981	1 105 332	1 105 332	824 471	573 368	517 592	517 753	1 189 129	1 197 107
Investissement financés sur RI	3 044 981	3 044 981	1 105 332	1 105 332	824 471	573 368	517 592	517 753	1 189 129	1 197 107
Total	3 197 581	25 135 583	1 311 332	25 559 994	880 812	26 935 013	575 623	27 275 940	1 248 901	28 438 753

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	25	112 931	25	156 081	65	321 454	65	315 679	65	332 902
Catégorie A2	153	691 138	153	955 215	301	1 641 417	299	1 635 091	298	1 709 595
Catégorie A3	10	45 172	10	62 432	117	447 364	117	447 602	117	475 239
Catégorie B	109	492 379	109	680 513	80	249 513	79	245 105	78	257 862
Catégorie C	32	144 552	32	199 784	52	119 800	48	113 111	42	101 416
Catégorie D	15	67 759	15	93 649	29	48 583	23	37 480	22	19 563
Contractuels	119	537 552	119	742 945	29	106 728	29	106 728	29	106 728
TOTAL	463	2 091 483	463	2 890 618	673	2 934 859	660	2 900 796	651	3 003 305

2.1.3. Premier ministre (Section 130)

La Primature a pour mission la coordination et le suivi de l'action gouvernementale. Pour mener à bien sa mission, elle est composée essentiellement de deux (2) structures, à savoir le cabinet du Premier ministre et le secrétariat général du Gouvernement (SGG).

En effet, le cabinet assiste le Premier ministre dans ses tâches quotidiennes et contribue à la conception et au suivi de l'exécution de la politique générale du gouvernement. Quant au SGG, il organise le travail gouvernemental et veille au respect des procédures administratives. Il prépare les dossiers du conseil des ministres en rapport avec le secrétariat général de la présidence de la République. En outre, il assiste le Premier ministre dans la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en relation avec les départements ministériels.

Au titre de l'exercice 2024, de façon globale, la Primature a su mener efficacement ses activités de coordination sans difficultés particulières.

L'une des principales contraintes de la Primature est le manque d'un bâtiment adéquat pour abriter en un seul lieu tous ses services. Il faut souligner que, la primature est logée dans quatre (4) bâtiments, tous en état de dégradation continu. Ce qui explique des travaux d'aménagement et de réparation fréquents.

Les défis à relever se résument au renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la Primature pour une coordination efficace de l'action gouvernementale.

Pour l'année 2025, la Primature entend poursuivre sa mission de suivi et coordination de l'action gouvernementale avec sa dotation estimée à 1 427 479 000 FCFA. Globalement cette dotation est projetée à 1 460 515 000 FCFA en 2026 et 1 495 506 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP								
P1	Pilotage et soutien : Renforcement des capacités organisationnelles et fonctionnelles de la Primature		102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506
Total des programmes			102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	1 227 498	0	1 275 463	0	1 271 389	0	1 299 742	0	1 329 910
Charges financières de la dette										
Personnel	0	427 947	0	413 850	0	356 378	0	357 730	0	360 088
Biens et Services	0	784 551	0	846 613	0	900 011	0	927 012	0	954 822
Transferts Courants	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000
Dépenses en capital	102 550	102 550	103 000	103 000	156 090	156 090	160 773	160 773	165 596	165 596
Dépenses d'investissement	102 550	102 550	103 000	103 000	156 090	156 090	160 773	160 773	165 596	165 596
Total	102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Financement intérieur	102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506
Hors Projets	102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506
TOTAL DE FINANCEMENT	102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	1 227 498	0	1 275 463	0	1 271 389	0	1 299 742	0	1 329 910
Personnel	0	427 947	0	413 850	0	356 378	0	357 730	0	360 088
Biens et Services	0	784 551	0	846 613	0	900 011	0	927 012	0	954 822
Transferts Courants	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000
Dépenses en capital	102 550	102 550	103 000	103 000	156 090	156 090	160 773	160 773	165 596	165 596
Dépenses d'investissement	102 550	102 550	103 000	103 000	156 090	156 090	160 773	160 773	165 596	165 596
Total des programmes par nature	102 550	1 330 048	103 000	1 378 463	156 090	1 427 479	160 773	1 460 515	165 596	1 495 506

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	5	53 493	5	51 731	6	60 933	6	61 131	6	64 629
Catégorie A2	7	74 891	7	72 424	9	91 400	9	91 697	9	96 943
Catégorie B	9	96 288	9	93 116	8	81 244	8	81 508	8	86 172
Catégorie C	6	64 192	6	62 078	5	50 778	5	50 943	5	53 857
Catégorie D	7	74 891	7	72 424	7	71 089	7	71 320	5	53 857
Contractuels	6	64 192	6	62 078	6	60 933	6	61 131	6	64 629
TOTAL	40	427 947	40	413 850	41	416 378	41	417 730	39	420 088

2.1.4. Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)

Le secrétariat général du gouvernement est chargé d'assurer le bon fonctionnement et la régularité de l'action gouvernementale. Il assiste le Premier ministre dans sa mission de coordination et de suivi de l'action gouvernementale. Il est le conseiller juridique du gouvernement. A ce titre, le secrétariat général du gouvernement organise le travail gouvernemental, veille au respect des procédures administratives, coordonne la préparation des projets de loi et de règlements en examinant leur exactitude juridique et formelle. Il et prépare les dossiers du conseil des ministres en rapport avec le secrétariat général de la présidence de la République et assure le secrétariat du conseil des ministres.

Par ailleurs, le SGG assure la délivrance des ordres pour des missions à l'intérieur pour les ministres et à l'extérieur pour l'ensemble du personnel de l'administration publique.

Au titre de l'année 2024, le SGG a mené à bien sa mission d'appui à la coordination de l'action gouvernementale, notamment la conduite des actions marquants le passage de la 4e à la 5e République.

Les défis à relever, afin d'améliorer la performance du SGG, se résument au renforcement des capacités techniques, opérationnelles et financière en vue d'appuyer efficacement la coordination de l'action gouvernementale. Pour ce faire, sur les deux prochaines années, le SGG entend construire une salle de réunion en vue de faire face aux nombreuses séances de travaux organisées pour l'étude des textes législatif et réglementaire.

Pour l'année 2025, le SGG a bénéficié, au titre du PIP 2025, d'un montant de 116 103 000 FCFA en crédit de paiement sur les 242 843 000 FCFA du coût total du projet de construction d'une salle de réunion en vue de faire face aux nombreuses séances de travaux organisées pour l'étude des textes législatif et réglementaire.

Aussi, le SGG entend poursuivre sa mission d'appui à la coordination de l'action gouvernementale avec sa dotation estimée à 788 251 000 FCFA en 2025. Globalement cette dotation est projetée à 709 030 000 FCFA en 2026 et à 588 838 000 FCFA en 2027, année marquant la fin du projet de construction de la salle de réunion.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation SGG : SGG		50 811	206 144	96 500	339 455	266 761	788 251	108 809	709 030	32 782	588 838
Total des programmes			50 811	206 144	96 500	339 455	266 761	788 251	108 809	709 030	32 782	588 838

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	155 333	0	242 955	0	571 248	0	550 463	0	556 056
Personnel	0	106 154	0	111 603	0	188 255	0	178 631	0	180 269
Biens et Services	0	45 179	0	121 352	0	142 993	0	131 832	0	135 787
Transferts Courants	0	4 000	0	10 000	0	240 000	0	240 000	0	240 000
Dépenses en capital	50 811	50 811	96 500	96 500	266 761	217 003	108 809	158 567	32 782	32 782
Dépenses d'investissement	50 811	50 811	96 500	96 500	100 900	100 900	31 827	31 827	32 782	32 782
Projets d'investissement	0	0	0	0	165 861	116 103	76 982	126 740	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	165 861	116 103	76 982	126 740	0	0
Total	50 811	206 144	96 500	339 455	266 761	788 251	108 809	709 030	32 782	588 838

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	50 811	206 144	96 500	339 455	100 900	672 148	31 827	582 290	32 782	588 838
Hors Projets	50 811	206 144	96 500	339 455	100 900	672 148	31 827	582 290	32 782	588 838
TOTAL DE FINANCEMENT	50 811	206 144	96 500	339 455	100 900	672 148	31 827	582 290	32 782	588 838

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	155 333	0	242 955	0	571 248	0	550 463	0	556 056
Personnel	0	106 154	0	111 603	0	188 255	0	178 631	0	180 269
Biens et Services	0	45 179	0	121 352	0	142 993	0	131 832	0	135 787
Transferts Courants	0	4 000	0	10 000	0	240 000	0	240 000	0	240 000
Dépenses en capital	50 811	50 811	96 500	96 500	266 761	217 003	108 809	158 567	32 782	32 782
Dépenses d'investissement	50 811	50 811	96 500	96 500	100 900	100 900	31 827	31 827	32 782	32 782
Projets d'investissement	0	0	0	0	165 861	116 103	76 982	126 740	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	165 861	116 103	76 982	126 740	0	0
Total des programmes par nature	50 811	206 144	96 500	339 455	266 761	788 251	108 809	709 030	32 782	588 838

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	9	63 692	7	52 081	7	56 112	6	50 842	6	51 544
Catégorie A2	3	21 231	3	22 321	4	32 064	4	33 895	4	34 363
Catégorie A3	2	14 154	2	14 880	2	16 032	2	16 947	2	17 181
Contractuels	1	7 077	3	22 321	3	24 048	2	16 947	2	17 181
TOTAL	15	106 154	15	111 603	16	128 255	14	118 631	14	120 269

2.1.5. Cour constitutionnelle (Section 140)

La Cour constitutionnelle du Togo est une institution indépendante et jouit de l'autonomie de gestion administrative et financière. Les membres de la Cour constitutionnelle sont nommés ou élus conformément aux dispositions de l'article de 69 de la Constitution du 06 mai 2024. La Cour constitutionnelle délibère en général en séance plénière sur les matières administratives. La loi spéciale mentionne les matières administratives sur lesquelles la Cour doit se prononcer en tout cas en séance plénière. Les réunions administratives sont présidées par le président en exercice.

En 2024, les activités de la Cour Constitutionnelle ont été marquées par la gestion quotidienne de ses attributions liées à son fonctionnement. Ainsi, la vie administrative de la Cour s'est déroulée, non seulement dans le cadre des assemblées plénières et des activités de coopération extérieure, mais elles ont été aussi complétées par les missions quotidiennes du secrétariat général. En dehors des ses missions quotidiennes, elle a été aussi au cœur du processus électoral notamment, les élections législatives du 29 avril 2024.

L'assemblée plénière des membres de la Cour délibère sur les questions de grande importance et intervient dans le cadre privilégié de concertation et de prise de décision. Elle examine les questions relatives à l'organisation administrative et la gestion budgétaire de la Cour, l'adoption du rapport annuel d'activités de l'année précédente, la participation des membres de la Cour à diverses rencontres nationales ou internationales, l'adoption des comptes rendus des différentes missions et l'exécution des diverses tâches prescrites au cours des assemblées plénières. S'agissant des missions de coopération, la Cour a eu des rencontres avec des personnalités extérieures et les échanges ont porté sur les questions relatives à la justice constitutionnelle. En matière de coopération internationale, la Cour a participé à plusieurs missions internationales et régionales. De son côté, le Secrétariat général a animé la vie administrative de la Haute juridiction à travers plusieurs services. Il s'agit principalement de la gestion des courriers.

Afin d'améliorer les performances de la Cour dans l'accomplissement de ses missions, un certain nombre de défis doivent être relevés. Il s'agit de : (i) achever les travaux de construction du siège de la Cour, (ii) poursuivre la réorganisation des services de la Cour et concrétiser son autonomie financière, (iii) envisager la publication d'un bulletin ou d'une revue d'information, (iv) organisation des tournées de sensibilisation et de vulgarisation de la nouvelle constitution, (v) renforcement du parc automobile de la Cour tel que prévu par le plan stratégique de modernisation et de développement, (vi) doter l'institution du matériel de travail et autres fournitures nécessaires à son fonctionnement, (vii) renforcer les capacités du personnel par des formations adéquates, (viii) renforcer l'appui en effectif des assistants juridiques en vue d'une célérité dans l'élaboration des projets de textes et décisions à eux soumis, (ix) assurer une planification des principales actions pour les années à venir et œuvrer pour la formation et le développement professionnel du personnel, (x) doter l'institution d'ouvrages et documents utiles.

Elle dispose d'une dotation stratégique projetée à 2 179 734 000 FCFA en 2025, 834 136 000 FCFA en 2026 et à 859 055 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D	Dotation stratégique de la Cour Constitutionnelle	0	22 419	387 136	526 817	893 243	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650	1 697 705	3 769 330
Total			22 419	387 136	526 817	893 243	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650	1 697 705	3 769 330

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	246 268	0	366 426	0	677 288	0	689 238	0	705 099	0	2 071 625
Personnel	0	190 315	0	281 248	0	321 733	0	323 016	0	327 890	0	972 639
Biens et Services	0	55 953	0	85 178	0	355 555	0	366 222	0	377 209	0	1 098 986
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	22 419	140 869	526 817	526 817	1 475 881	1 475 881	109 273	109 273	112 551	112 551	1 697 705	1 697 705
Dépenses d'investissement	22 419	22 419	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	112 551	112 551	327 914	327 914
Projets d'investissement	0	118 450	423 817	423 817	1 369 791	1 369 791	0	0	0	0	1 369 791	1 369 791
Investissements financés sur RI	0	118 450	423 817	423 817	1 369 791	1 369 791	0	0	0	0	1 369 791	1 369 791
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	22 419	387 136	526 817	893 243	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650	1 697 705	3 769 330

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	22 419	387 136	526 817	893 243	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650	1 697 705	3 769 330
Hors Projets	22 419	268 686	103 000	469 426	106 090	783 378	109 273	798 511	112 551	817 650	327 914	2 399 539
Projets	0	118 450	423 817	423 817	1 369 791	1 369 791	0	0	0	0	1 369 791	1 369 791
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	22 419	387 136	526 817	893 243	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650	1 697 705	3 769 330

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	246 268	0	366 426	0	677 288	0	689 238	0	705 099	0	2 071 625
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	190 315	0	281 248	0	321 733	0	323 016	0	327 890	0	972 639
Biens et Services	0	55 953	0	85 178	0	355 555	0	366 222	0	377 209	0	1 098 986
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	22 419	140 869	526 817	526 817	1 475 881	1 475 881	109 273	109 273	112 551	112 551	1 697 705	1 697 705
Dépenses d'investissement	22 419	22 419	103 000	103 000	106 090	106 090	109 273	109 273	112 551	112 551	327 914	327 914
Projets d'investissement	0	118 450	423 817	423 817	1 369 791	1 369 791	0	0	0	0	1 369 791	1 369 791
Investissements financés sur RI	0	118 450	423 817	423 817	1 369 791	1 369 791	0	0	0	0	1 369 791	1 369 791
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	22 419	387 136	526 817	893 243	1 475 881	2 153 169	109 273	798 511	112 551	817 650	1 697 705	3 769 330

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	7	45 938	6	60 267	6	64 347	6	64 603	6	65 578
Catégorie A2	8	52 501	8	80 357	8	85 795	8	86 138	8	87 437
Catégorie A3	2	13 125	2	20 089	2	21 449	2	21 534	2	21 859
Catégorie B	1	6 563	1	10 045	1	10 724	1	10 767	1	10 930
Catégorie C	8	52 501	8	80 357	9	96 520	9	96 905	9	98 367
Catégorie D	3	19 688	3	30 134	4	42 898	4	43 069	4	43 719
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	29	190 315	28	281 248	30	321 733	30	323 016	30	327 890

2.1.6. Cour suprême (Section 150)

Aux termes des dispositions de l'article 120 de la Constitution togolaise du 14 octobre 1992, la Cour suprême est la plus haute juridiction de l'Etat en matière judiciaire et administrative. Elle a pour mission de dire le droit, d'œuvrer à une certaine fixité de la jurisprudence en veillant à la bonne et saine application de la loi. Elle sert ainsi de régulateur aux autres juridictions inférieures.

La Cour suprême, n'a réalisé aucune activité phare compte tenue de la non-exécution du budget 2023.

La Cour suprême, souhaite pour 2024, l'octroi d'un site pour la construction de son siège et le renouvellement de son parc automobile.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Dotation stratégique de la Cour suprême	0	25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292
Total des programmes			25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	710 227	0	696 760	0	628 294	0	601 606	0	591 436	0	1 821 336
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	652 811	0	602 853	0	528 570	0	498 890	0	485 639	0	1 513 099
Biens et Services	0	57 416	0	93 907	0	99 724	0	102 716	0	105 797	0	308 237
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	25 729	25 729	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	56 275	56 275	163 956	163 956
Dépenses d'investissement	25 729	25 729	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	56 275	56 275	163 956	163 956
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292
Hors Projets	25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292
TOTAL DE FINANCEMENT	25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	710 227	0	696 760	0	628 294	0	601 606	0	591 436	0	1 821 336
Personnel	0	652 811	0	602 853	0	528 570	0	498 890	0	485 639	0	1 513 099
Biens et Services	0	57 416	0	93 907	0	99 724	0	102 716	0	105 797	0	308 237
Dépenses en capital	25 729	25 729	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	56 275	56 275	163 956	163 956
Dépenses d'investissement	25 729	25 729	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	56 275	56 275	163 956	163 956
Total des programmes par nature	25 729	735 956	51 500	748 260	53 045	681 339	54 636	656 242	56 275	647 711	163 956	1 985 292

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1	16 739	1	15 458	1	11 403	1	11 403	1	11 733
Catégorie A2	8	133 910	8	123 662	8	55 130	7	47 396	7	48 588
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	3	50 216	3	46 373	3	20 014	3	20 014	3	20 729
Catégorie C	1	16 739	1	15 458	1	5 448	1	5 448	1	5 595
Catégorie D	1	16 739	1	15 458	1	4 965	1	4 965	1	2 530
Contractuels	3	50 216	3	46 373	3	12 120	3	12 120	3	12 120
Volontaires	28	368 252	25	340 071	22	393 516	20	386 551	19	350 239
TOTAL	45	652 811	39	602 853	39	528 570	36	498 890	35	485 639

2.1.7. Médiateur de la République (Section 160)

Institution prévue par la Constitution Togolaise de 1992, le Médiateur de la République est une instance de règlement non juridictionnel des litiges administratifs. A travers ses attributions, il constitue un recours pour le citoyen, un conseiller pour l'administration ce qui lui vaut le nom de défenseur du peuple dans d'autres nations. Aussi, les usages dont elle a fait l'objet, ont-ils fait renforcer ses attributions dans la nouvelle Constitution.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des dépenses programmées au sein de l'Institution a été marquée par un ralentissement économique dû essentiellement à des pressions inflationnistes du fait de la guerre russo-ukrainienne mais aussi par la recrudescence des attaques terroristes au nord du pays. Par conséquent, on assiste au verrouillage de la majorité des lignes budgétaires annihilant ainsi tout programme d'activité. Mais malgré cette situation très difficile, le Médiateur de la République a tenu à maintenir ses activités primaires notamment son ouverture aux saisines et aux règlements des différends entre particuliers et administration d'une part, et d'autre part a lancé le processus de déclaration des biens et avoirs des personnalités telle que prévue à l'article 145 de la Constitution et par la loi organique y afférente.

Pour une meilleure action, et afin d'améliorer ses performances, plusieurs défis restent à relever. L'Institution devra disposer d'un personnel adéquat, être proche des populations et son action doit emporter l'adhésion des administrations mises en cause. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (03) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation des performances acquises mais aussi la poursuite de l'installation des structures nécessaires au fonctionnement de l'Institution.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers un programme projeté à cent seize millions cinq cent soixante - treize mille francs CFA (200 573 000) en 2025, à cent dix - huit millions six cent quatre-vingt-six mille francs CFA (202686 000) en 2026 et à cent vingt millions neuf cent quarante-neuf mille francs CFA (204 949 000) en 2027.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2023		2024		2025		2026		2027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949
Total des programmes		12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	67 981	0	87 234	0	174 823	0	176 163	0	177 631
Personnel	0	36 665	0	38 686	0	37 819	0	37 568	0	37 399
Biens et Services	0	31 316	0	48 548	0	53 004	0	54 595	0	56 232
Transferts Courants	0	0	0	0	0	84 000	0	84 000	0	84 000
Dépenses en capital	12 375	12 375	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	27 318	27 318
Dépenses d'investissement	12 375	12 375	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	27 318	27 318
Total	12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949
Hors Projets	12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949
TOTAL DE FINANCEMENT	12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	67 981	0	87 234	0	174 823	0	176 163	0	177 631
Personnel	0	36 665	0	38 686	0	37 819	0	37 568	0	37 399
Biens et Services	0	31 316	0	48 548	0	53 004	0	54 595	0	56 232
Transferts Courants	0	0	0	0	0	84 000	0	84 000	0	84 000
Dépenses en capital	12 375	12 375	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	27 318	27 318
Dépenses d'investissement	12 375	12 375	25 000	25 000	25 750	25 750	26 523	26 523	27 318	27 318
Total des programmes par nature	12 375	80 356	25 000	112 234	25 750	200 573	26 523	202 686	27 318	204 949

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1	24 000	1	24 000	1	24 000	1	24 000	1	24 000
Catégorie A2	2	12 665	1	14 686	1	13 819	1	13 568	1	13 399
TOTAL	3	36 665	2	38 686	2	37 819	2	37 568	2	37 399

2.1.8. Cour des comptes (Section 170)

Elles sont de deux ordres : juridictionnel et non juridictionnel. En matière juridictionnel, la cour des compte (i) juge les comptes des comptables publics (ii) déclare et apure les gestions de fait et (iii) juge les infractions aux règles budgétaires et financières (fautes de gestion). Par ailleurs, mène des missions de contrôles et d'assistance. Pour se faire, elle contrôle les comptes et la gestion de l'Etat, des collectivités publiques, des établissements publics, des entreprises publiques ainsi que des institutions de sécurité sociale et de tous les organismes à caractère public ou semi-public quel que soit leur statut juridique ou leur dénomination. Elle assiste le parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et procède à toutes études de finances et de comptabilité publique qui lui sont demandées par le gouvernement ou par l'Assemblée Nationale.

En ce qui concerne le bilan de 2024 de l'institution, on peut citer :

- Réception de Comptes de Gestion, Exercice 2023 ;
- Production et publication sur le site web de la Cour www.courdescomptes.tg du rapport sur l'exécution de la loi de finances, gestion 2022 ;
- Plaidoyer pour la nomination d'au moins 30% de femmes magistrates financières et inspectrices à l'horizon 2025 au sein des organes de contrôle des finances publiques ;
- Examen assorti de publication de l'avant-projet de loi de règlement, exercice 2022 ;
- Sensibilisation des responsables de programmes à la modernisation des activités de contrôle.

Comme défis majeurs à relever au titre de l'exercice 2025 :

- La Cour des comptes du Togo s'engage à contribuer à mettre en place des institutions plus responsables et plus transparentes dans la gestion des finances publiques afin d'assurer le progrès économique dans l'intérêt du peuple.
- Pour atteindre cet objectif, la Cour des comptes est appelée à améliorer son potentiel institutionnel, renforcer les capacités de ses magistrats relativement aux thématiques émergentes telles que le genre, le climat, l'environnement, les ODD ; ce qui lui permettra de donner ses avis sur les Rapports annuels de performance (RAP) intégrant ces thématiques des Documents budgétaires des ministères concernés.

De même, la Cour devra poursuivre la mise à niveau de ses capacités tant au plan de ses infrastructures que de ses capacités matérielles et humaines. La construction de son siège s'avère, de ce fait, indispensable. Pour l'année 2025, la plus grande priorité de la Cour des comptes est la construction de son siège.

Pour 2025, la Cour bénéficie d'une dotation globale de 2 559 243 000 FCFA.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Cour des Comptes		25 234	900 180	9 131 140	2 902 003	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619	1 030 543	10 942 405
Total des programmes			25 234	900 180	9 131 140	2 902 003	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619	1 030 543	10 942 405

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	874 946	0	1 050 503	0	1 218 104	0	1 235 560	0	1 254 717	0	3 708 381
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	692 361	0	754 864	0	778 596	0	791 622	0	797 992	0	2 368 210
Biens et Services	0	182 585	0	295 639	0	439 508	0	443 938	0	456 725	0	1 340 172
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	25 234	25 234	9 131 140	1 851 500	880 950	1 341 139	73 691	3 816 982	75 902	2 075 902	1 030 543	7 234 023
Dépenses d'investissement	25 234	25 234	51 500	51 500	71 545	71 545	73 691	73 691	75 902	75 902	221 138	221 138
Projets d'investissement	0	0	9 079 640	1 800 000	809 405	1 269 594	0	3 743 291	0	2 000 000	809 405	7 012 885
Investissements financés sur RI	0	0	9 079 640	1 800 000	809 405	1 269 594	0	3 743 291	0	2 000 000	809 405	7 012 885
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	25 234	900 180	9 131 140	2 902 003	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619	1 030 543	10 942 405

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	25 234	900 180	9 131 140	2 902 003	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619	1 030 543	10 942 405
Hors Projets	25 234	900 180	51 500	1 102 003	71 545	1 289 649	73 691	1 309 251	75 902	1 330 619	221 138	3 929 520
Projets	0	0	9 079 640	1 800 000	809 405	1 269 594	0	3 743 291	0	2 000 000	809 405	7 012 885
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	25 234	900 180	9 131 140	2 902 003	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619	1 030 543	10 942 405

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	874 946	0	1 050 503	0	1 218 104	0	1 235 560	0	1 254 717	0	3 708 381
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	692 361	0	754 864	0	778 596	0	791 622	0	797 992	0	2 368 210
Biens et Services	0	182 585	0	295 639	0	439 508	0	443 938	0	456 725	0	1 340 172
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	25 234	25 234	9 131 140	1 851 500	880 950	1 341 139	73 691	3 816 982	75 902	2 075 902	1 030 543	7 234 023
Dépenses d'investissement	25 234	25 234	51 500	51 500	71 545	71 545	73 691	73 691	75 902	75 902	221 138	221 138
Projets d'investissement	0	0	9 079 640	1 800 000	809 405	1 269 594	0	3 743 291	0	2 000 000	809 405	7 012 885
Investissements financés sur RI	0	0	9 079 640	1 800 000	809 405	1 269 594	0	3 743 291	0	2 000 000	809 405	7 012 885
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	25 234	900 180	9 131 140	2 902 003	880 950	2 559 243	73 691	5 052 542	75 902	3 330 619	1 030 543	10 942 405

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	29	651 612	29	720 562	28	667 956	40	655 591	40	658 001
Catégorie A2	9	20 694	9	17 091	10	45 116	15	45 527	17	46 725
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	5	7 519	7	7 588
Catégorie B	5	13 070	5	10 794	7	29 002	10	37 596	10	37 939
Catégorie C	2	3 267	2	2 699	2	6 445	2	15 038	2	15 176
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	1	3 718	5	3 718	8	30 077	8	30 351	10	32 563
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	46	692 361	50	754 864	55	778 596	80	791 622	86	797 992

2.1.9. Conseil économique et social (Section 180)

Le conseil économique et social est une assemblée consultative disposant d'une expertise dans les domaines économique, social, culturel, environnemental, technique et scientifique. Il assure la représentation des principales activités économiques et sociales, favorise la collaboration des différentes catégories professionnelles entre elles. Il est, en outre, chargé de donner des avis sur toutes les questions d'ordre économique, social, culturel, environnemental, technique et scientifiques portés à son examen par le Président de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat ou toute autre institution de l'Etat. Il est consulté, pour avis, sur tout projet de plan ou de programme économique et social, ainsi que sur tout projet de texte à caractère fiscal, économique ou social. Par ailleurs, le Conseil examine et suggère au gouvernement et aux partenaires sociaux les adaptations économiques ou sociales rendues nécessaires par les techniques nouvelles.

Actuellement en phase d'opérationnalisation, le CES aura pour principaux défis, la coordination des efforts pour promouvoir et approfondir les questions du développement économique et social. Ainsi, les partenariats doivent être institués entre les différentes entités du secteur public et du secteur privé pour promouvoir l'accès aux connaissances aux fins du développement. En perspectives, le CES doit reprendre le débat sur les questions relevant de ses attributions. Pour se faire, le CES doit procéder à des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions. Par ailleurs, une attention particulière sera accordée à la forte impulsion à la dynamique réformatrice enclenchée par gouvernement. Ce faisant, il veillera à ce que la construction d'un développement humain durable.

Il s'agira d'analyser la conjoncture économique et sociale du pays, d'assurer le suivi des politiques économiques et sociales internationales et nationales et d'en évaluer leurs répercussions sur la vie de la population, de contribuer à l'information des citoyens sur l'évolution de la situation économique et sociale, de donner un avis sur les orientations générales de l'économie et d'en formuler des propositions dans les divers domaines, de favoriser la coopération entre les partenaires économiques et sociaux et contribuer à l'élaboration d'une charte sociale, de publier un rapport annuel sur la situation économique et sociale, de collecter et constituer une banque des données sur la situation économique et sociale et de réaliser des études et recherches dans le domaine relevant de l'exercice de ses attributions.

A moyen terme, une dotation stratégique de 500.000.000 de FCFA est accordée annuellement pour son budget de fonctionnement.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique du CES	0	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Total des programmes			0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Total	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Hors Projets	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Total des programmes par nature	0	0	0	0	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

2.1.10. Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) est une institution constitutionnelle, indépendante de tout pouvoir et de tout groupe de pression, chargée de la régulation des médias. Elle a pour mission essentielle de « garantir et d'assurer la liberté et la protection des médias et des autres moyens de communication de masse ». Elle est investie des prérogatives entre autres de : garantir et assurer la liberté et la protection de la presse et de tous les moyens de communication de masse; veiller à l'accès équitable des partis politiques, des associations, syndicats et des citoyens aux médias officiels; veiller à la qualité et au pluralisme de l'information; garantir l'éveil juridique en période électorale ; professionnaliser la presse par le soutien de l'Etat; rendre compétitive la presse au Togo; mener des études et donner des avis sur toutes questions relatives à la communication et l'information ; contrôler la publicité médiatique.

Au titre de l'exercice 2025, conformément à sa mission, la HAAC, tout en autorisant l'installation et l'exploitation des chaînes de télévision et de radiodiffusion sonore privées, des sociétés de production audiovisuelle, des agences de publicités et des vidéoclubs, assurera la régulation des médias et veillera à la qualité de leurs productions et de leurs contenus. Elle délivrera, en outre, les récépissés de déclaration de parution des publications nationales et recevra le dépôt légal de toute publication mise en circulation sur le territoire national.

Afin d'atteindre ces objectifs, plusieurs défis restent à relever notamment :

- Sur le plan administratif, il s'agit d'asseoir une administration dynamique, efficace, efficiente et performante, capable de conduire les missions assignées à l'Institution de régulation des médias au Togo ;
- Sur le plan structurel et organisationnel, la HAAC entend poursuivre la décentralisation de ses services et se rapprocher davantage des médias à travers la création des antennes régionales aux chefs-lieux des régions du pays ;
- Sur le plan professionnel, la HAAC ambitionne d'assainir la corporation des professionnels des médias, la révision des cahiers des charges pour les médias audiovisuels privés et d'élaborer une convention collective sectorielle au niveau de la presse. La HAAC veillera, plus que jamais, au professionnalisme des médias afin de mieux inscrire ses actions dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025), notamment, renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix.

Ces orientations, seront mises en œuvre à travers une dotation intitulée : « pilotage et soutien à la HAAC ». La projection de cette dotation dans le cadre de l'élaboration du document de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD) pour la période 2025-2027 est estimée à un milliard deux cent soixante millions cinq cent quatre-vingt-onze mille (1.260.591.000) francs CFA dont 641.160.000 FCFA pour les transferts et 619.431.000 FCFA pour les dépenses du personnel soit 417.558.000 FCFA en 2025, 420.142.000 FCFA en 2026 et 422.891.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Dotation stratégique de la HAAC	0	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591
Total des programmes			0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591
Personnel	0	103 608	0	212 623	0	203 838	0	206 422	0	209 171	0	619 431
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	213 720	0	213 720	0	213 720	0	641 160
Total des programmes par nature	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591
Hors Projets	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591
TOTAL DE FINANCEMENT	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591
Personnel	0	103 608	0	212 623	0	203 838	0	206 422	0	209 171	0	619 431
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	213 720	0	213 720	0	213 720	0	641 160
Total des programmes par nature	0	314 328	0	423 343	0	417 558	0	420 142	0	422 891	0	1 260 591

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	17 376	4	18 463	4	21 739	4	22 399	4	23 059
Catégorie A2	0	31 111	12	46 317	11	45 987	11	47 178	11	48 607
Catégorie A3	0	0	1	3 927	1	3 063	1	3 063	1	3 301
Catégorie B	0	5 774	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	34 720	7	30 385	7	18 165	7	18 898	7	19 191
Catégorie D	0	1 195	1	1 698	1	1 844	1	1 844	1	1 972
Contractuels	0	13 432	0	111 833	0	113 040	0	113 040	0	113 040
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	103 608	25	212 623	24	203 838	24	206 422	24	209 171

2.1.11. Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)

Le Conseil Supérieur de la Magistrature est régi par la loi organique N° 97-04 du 06 Mars 1997 dans ses attributions et son fonctionnement.

Dans ses missions, le Conseil Supérieur de la Magistrature joue un rôle important dans le recrutement, la nomination et l'avancement des magistrats. Il siège aussi comme conseil de discipline des magistrats et en sus, donne des avis en matière de grâce présidentielle, œuvre pour trouver des réponses aux questions relatives à l'indépendance de la magistrature et s'investit dans la recherche des solutions aux revendications des magistrats.

Au titre de l'exercice 2024, dont l'exécution des activités programmées au sein du conseil supérieur de la magistrature est en cours, on constate une dynamique qui tend vers les 100% d'exécution du budget.

L'affirmation des principes de conduite professionnelle des juges afin de renforcer la confiance de tous en la justice et permettre de mieux connaître le rôle du juge dans la cité est toujours au cœur de notre ambition sur les trois (3) prochaines années. Sur ce, le Conseil Supérieur de la Magistrature participe à la stratégie de la politique nationale de la justice où les citoyens sont égaux devant la loi.

La projection du budget de fonctionnement sur les exercices 2025, 2026 et 2027 est estimée globalement à soixante-onze millions neuf cent dix mille (71.910.000) FCFA en 2025, soixante-quatorze millions soixante-huit mille (74.068.000) FCFA en 2026 et soixante-seize millions deux cent quatre-vingt-dix mille (76.290.000) FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Dotation stratégique du CSM	0	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098
Total des programmes			0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	14 471	0	30 768	0	31 691	0	32 642	0	33 621	0	97 954
Total	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098
Hors Projets	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098
TOTAL DE FINANCEMENT	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	14 471	0	30 768	0	31 691	0	32 642	0	33 621	0	97 954
Total	0	48 071	0	69 816	0	70 739	0	71 690	0	72 669	0	215 098

2.1.12. Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a pour missions, sur le territoire de la République togolaise, de promouvoir et protéger les droits de l'homme, de protéger les défenseurs des droits de l'homme et de prévenir la torture et d'autres formes de traitement cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de privation de liberté ou tout autre lieu qu'elle aura identifié au titre du Mécanisme national de prévention de la torture (MNP). Pour se faire, elle mène des activités de sensibilisation (i), d'éducation aux droits de l'homme (ii), reçoit et instruit des plaintes relatives aux allégations de violations des droits de l'homme commises par les administrations publiques (iii) et visite les lieux de privation de liberté (iv) à l'effet de prévenir la torture et autres mauvais traitements. Elle est présente sur tout le territoire grâce aux cinq antennes qui ont été créées. Elle a établi un cadre de collaboration avec les institutions de l'Etat, avec la société civile togolaise et avec des organes internationaux tels que la GANHRI, le RINADH et l'AFCNDH.

Le diagnostic institutionnel et des capacités de la CNDH a permis de mettre en évidence les forces et les faiblesses de l'institution dans le contexte actuel. Afin de corriger ces dysfonctionnements, la CNDH a élaboré le 17 juin 2021, son plan stratégique 2021-2025. L'objectif global du plan stratégique est de contribuer à l'amélioration des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national et de permettre aux citoyens de jouir de leurs droits et libertés fondamentales et d'agir dans un cadre respectueux des droits de l'homme et des principes démocratiques, et de contribuer au renforcement de la gouvernance institutionnelle. Partant de ses missions définies par la loi organique, le plan stratégique détermine les orientations stratégiques, les actions prioritaires à réaliser, leur planification dans le temps et les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre.

La Commission compte ainsi contribuer à la construction d'une nation moderne composée de citoyens qui prennent conscience de leurs droits et responsabilités civiques pour la réalisation des projets de développement dans un environnement institutionnel protecteur des droits de l'homme, renforcé et de paix. Pour se donner les moyens de cet objectif, le Plan stratégique 2021-2025 de la Commission met l'accent sur (i) le développement institutionnel, organisationnel et des capacités de la CNDH aux niveaux central et régional, (ii) une collaboration renforcée avec les ministères et institutions de l'Etat et (iii) une expansion des partenariats avec les organisations de la société civile togolaise, les institutions internationales et régionales des droits de l'homme et les autres partenaires techniques et financiers. Ces axes orientent la CNDH dans la gestion de sa subvention.

Le DPPD 2025-2027 de la CNDH s'inscrit dans la mise du plan stratégique 2021-2025 de l'institution. Son élaboration trouve sa source dans le dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Le DPPD 2025-2027 de la CNDH indique que la gestion 2024 considérée comme année de base, a été exécutée pour un montant total de quatre cent quatre-vingt-sept millions neuf cent vingt-trois mille (487.923.000) FCFA. La projection de cette dotation sur les exercices 2025, 2026, 2027 est estimée à un milliard sept cent quatre-vingt sept mille (1 785 482 000) FCFA.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Dotation CNDH	0	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682
Total des programmes			0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682
Personnel	0	30 257	0	47 243	0	47 602	0	36 067	0	37 973	0	121 642
Transferts Courants	0	440 680	0	440 680	0	543 680	0	543 680	0	543 680	0	1 631 040
Total	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682
Hors Projets	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682
TOTAL DE FINANCEMENT	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682
Personnel	0	30 257	0	47 243	0	47 602	0	36 067	0	37 973	0	121 642
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	440 680	0	440 680	0	543 680	0	543 680	0	543 680	0	1 631 040
Total	0	470 937	0	487 923	0	591 282	0	579 747	0	581 653	0	1 752 682

2.2. BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE

2.2.1. Ministère de l'économie et des finances (Section 210)

Le ministère de l'économie et des finances, dans ses attributions, assure l'orientation générale de la politique économique et financière du gouvernement, la tutelle financière des entreprises et établissements publics ou à participation étatique et la gestion du patrimoine de l'Etat. Pour se faire, il élabore et exécute la loi de finances de l'Etat, veille aux conditions de mise en œuvre de la législation douanière, fiscale, financière et des commandes publiques. Il coordonne les interventions de l'Etat en matière financière, économique, monétaire et domaniale. Par ailleurs, le ministère développe des stratégies de mobilisation des ressources publiques et de maîtrise des dépenses publiques, conserve et gère le patrimoine de l'Etat et veille à la sauvegarde de ses intérêts financiers. Il représente l'Etat dans ses rapports avec les bailleurs de fonds ou autres partenaires techniques financiers.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marquée par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les tensions de trésorerie. Malgré cette situation, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la gestion des finances publiques. Ces réformes ont permis d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les programmes du pays et de maintenir un cadre macroéconomique et budgétaire plus viable.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation du cadre macro-budgétaire et un meilleur financement de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour ce faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment le renforcement de la mobilisation des ressources publiques, la rationalisation des allocations budgétaires, l'efficacité de la gestion et du contrôle des dépenses publiques, la maîtrise du cadre macroéconomique et l'intégration du Togo dans l'environnement régional et international. En somme, un accent sera mis sur la poursuite de l'assainissement des finances publiques et la réalisation des audits dans des entreprises et établissements publics, en vue de leur restructuration et leur rationalisation.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les six (6) programmes du ministère déclinés en trente-trois (33) actions. Ces programmes, dont les textes définissent les attributions, les relations hiérarchiques ou fonctionnelles et les obligations de leur responsables, sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MEF ; (ii) Mobilisation des ressources financières ; (iii) Gestion macroéconomique ; (iv) Gestion budgétaire ; (v) Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat ; et (vi) Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption.

Globalement, les six (6) programmes du MEF sont projetés à 50.758.638.0000 FCFA en 2025, 49.358.398.000 FCFA en 2026 et à 46.308.372.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Améliorer la qualité des services	Taux moyen d'exécution physique des programmes du Ministère	Pourcentage	2019	50,0	87,0	65,0	90,0	95,0	100,0	SG
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du ministère	Pourcentage	2021	19,0	19,0	20,0	20,0	20,0	20,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	Renforcer les capacités opérationnelles du MEF	Proportion de dialogues de gestion tenus	Pourcentage	2021	25,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MEF	Taux de participation aux formations	Pourcentage	2022	30,0	23,0	25,0	40,0	45,0	50,0	DRH/Conseillers RH
			Taux d'encadrement des ressources humaines	Pourcentage	2022	16,0	16,0	13,0	14,0	15,0	16,0	DRH/Conseillers RH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du MEF	Taux d'exécution du budget du ministère	Pourcentage	2021	85,0	90,0	90,0	96,0	97,0	98,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics (PPM) du ministère	Pourcentage	2021	95,0	95,0	95,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Améliorer la performance du système d'information du MEF	Pourcentage de bases de données du MEF interconnectées suivies	Pourcentage	2019	50,0	87,0	85,0	100,0	100,0	100,0	DSI/CI
			Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2020	2,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	Conseiller en communication
A1.6	Suivi des réformes et programmes financiers	Assurer un meilleur suivi de la mise en	Proportion des réformes mises en œuvre dans les départements ministériels	Pourcentage	2019	60,0	75,0	75,0	100,0	100,0	100,0	SP-PRPF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		œuvre des réformes	Proportion des réformes des programmes des PTFs mises en œuvre	Pourcentage	2019	70,0	80,0	85,0	100,0	100,0	100,0	SP-PRPF
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité au sein du MEF	Proportion des agents du MEF formés sur les thématiques liées au genre	Pourcentage	2022	3,0	6,0	20,0	20,0	25,0	30,0	DAF
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources publiques	Recettes budgétaires liquides rapportées au PIB	Pourcentage	2022	17,5	20,6	18,9	20,0	18,9	18,6	OTR
A2.1	Conception et suivi de la politique fiscale	Renforcer la gestion fiscale et le suivi des services fiscaux	Recettes liées aux réformes fiscales rapportées au PIB	Pourcentage	2022	N/D	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	UPF
A2.2	Mobilisation des recettes fiscales	Accroître les recettes fiscales et douanières	Taux de pression fiscale hors exonérations	Pourcentage	2022	13,8	14,6	14,8	15,5	15,8	16,3	OTR
A2.3	Mobilisation des recettes non fiscales	Accroître les recettes non fiscales	Rapport entre recettes non fiscales et recettes fiscales liquides	Pourcentage	2022	8,4	19,0	8,1	10,0	10,0	10,0	RGE
A2.4	Mobilisation des ressources extérieures	Accroître les ressources externes en dons	Taux de décaissement des appuis budgétaires (dons programmes)	Pourcentage	2022	66,4	78,1	100,0	100,0	100,0	100,0	DDPF
			Proportion des rapports détaillés des décaissements des ressources en dons produits chaque 5 du mois	Pourcentage	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	Ecart de prévision	Point de pourcentage	2019	0,2	-0,1	±0,5	±0,5	±0,5	±0,5	DGEAE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.1	Suivi et analyse de l'économie nationale	Assurer le suivi des indicateurs macroéconomiques	Proportion de documents de synthèses macroéconomiques élaborés dans les délais	Pourcentage	2019	70,0	86,7	90,0	93,3	100,0	100,0	DCPM/DGEAE
A3.2	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	Contribuer à l'évaluation des politiques socioéconomiques	Proportion d'études stratégiques réalisées	Pourcentage	2019	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DESPD/DGEAE
			Proportion de rapports de suivi des politiques socioéconomiques élaborés	Pourcentage	2019	0,0	25,0	25,0	50,0	100,0	100,0	DESPD/DGEAE
A3.3	Concertation Etat-Secteur privé	Renforcer la contribution du secteur privé au développement économique	Part des investissements privés dans le PIB	Pourcentage	2019	13,1	12,0	12,5	13,1	13,7	14,3	CCESP
P4	Gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	Solde budgétaire dans compris rapporté au PIB	Pourcentage	2021	-4,6	-6,7	-6,6	-3,0	-3,0	-2,9	DGBF
A4.1	Programmation budgétaire	Assurer l'élaboration du projet de loi de finances dans les délais	Délai de dépôt du projet de loi de finances initiale	Date	2021	45 245,0	15 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	15 novembre	DGBF
A4.2	Gestion du système d'information et du matériel de la DGBF	Assurer la transparence budgétaire	Proportion de documents budgétaires élaborés et publiés dans les délais	Pourcentage	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGBF
A4.3	Exécution budgétaire	Suivre l'exécution du budget de l'Etat	Délai de production du compte administratif de l'Etat	Date	2021	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	30 Juin	DF
			Proportion des dossiers traités dans le délai réglementaire	Pourcentage	2021	95,0	95,0	95,0	98,0	98,0	100,0	DF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A4.4	Etudes et analyses budgétaires	Assurer l'efficacité et l'efficience des allocations budgétaires	Nombre de revues budgétaires (recettes et dépenses) réalisées	Unité	2021	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DGBF
A4.5	Coordination de la gestion budgétaire	Suivre les activités de la DGBF	Taux d'exécution physique des activités de la DGBF	Pourcentage	2022	60,0	70,0	75,0	100,0	100,0	100,0	DG
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	Solde de trésorerie en fin d'exercice ≥ deux mois de salaires provisionnels	Milliards de francs cfa	2023	34,0	34,0	35,0	45,0	45,0	45,0	DGTCP
A5.1	Tenue de la comptabilité et reddition des comptes	Assurer un meilleur suivi des opérations comptables et la reddition des comptes dans les délais	Pourcentage des comptes de gestion déposés dans les délais à la Cour des comptes	Pourcentage	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DELFIG
			Taux de couverture du secteur public par les statistiques des finances publiques	Pourcentage	2021	40,0	60,0	70,0	75,0	80,0	80,0	ACCE
A5.2	Gestion des bâtiments publics et du transit administratif	Suivre l'utilisation rationnelle des bâtiments publics et l'enlèvement du matériel importé de l'Etat	Pourcentage des opérations de dédouanement du matériel de l'Etat effectuées dans le délai	Pourcentage	2024	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DMTA
			Pourcentage de bâtiments publics baillés suivis	Pourcentage	2022	100,0	100,0	90,0	100,0	100,0	100,0	DMTA
A5.3	Gestion du parc automobile de l'Etat	Gérer rationnellement le parc automobile de l'Etat	Système digitalisé de gestion des véhicules administratifs opérationnel	Unité	2024	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	DGCA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A5.4	Gestion du domaine foncier de l'Etat	Renforcer la sauvegarde du domaine foncier de l'Etat	Pourcentage des domaines publics recensés	Pourcentage	2024	0,0	0,0	0,0	33,0	55,0	75,0	DAD
			Proportion des domaines publics recensés immatriculés	Pourcentage	2024	0,0	0,0	0,0	80,0	85,0	90,0	DAD
A5.5	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur financier	Veiller à la rentabilité des participations de l'Etat dans les entreprises et au respect de réglementation financière	Pourcentage d'entreprises publiques suivies	Pourcentage	2020	69,4	93,0	95,0	97,0	100,0	100,0	DOFIPE
			Pourcentage d'établissements de crédits et d'établissements financiers suivis	Pourcentage	2020	76,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A5.6	Mise en place et opérationnalisation des outils modernes de gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières de la DGTCP	Proportion d'outils modernes de gestion mis en place	Pourcentage	2023	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAM
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A5.7	Gestion de la dette publique	Maitriser l'endettement public	Taux d'endettement public	Pourcentage	2016	79,9	66,7	66,4	64,4	63,1	60,8	DDPF
			Taux d'intérêt composite de la dette publique	Pourcentage	2019	4,8	3,8	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
A5.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	Eviter l'accumulation des arriérés et le risque de préfinancement en améliorant le financement de la dépense publique	Taux de couverture des besoins de trésorerie	Pourcentage	2021	114,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	TGE
			Taux d'opérationnalisation des agences de la banque du Trésor	Pourcentage	2022	21,0	51,0	57,0	67,0	82,0	100,0	DOB

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A5.9	Prévention et gestion du contentieux de l'Etat	Assurer la sauvegarde des droits et intérêts de l'Etat	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires et autres créances contentieuses	Pourcentage	2022	75,0	38,2	100,0	45,0	45,0	45,0	RGE
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Améliorer l'efficacité de la gestion des finances publiques	Pourcentage de services publics de l'Etat et de ses démembrements contrôlés	Pourcentage	2 019	75,0	83,8	100,0	100,0	100,0	100,0	DNCF
A6.1	Contrôle des finances publiques	Veiller à la bonne exécution des dépenses de l'Etat et de ses démembrements	Pourcentage de services publics de l'Etat et de ses démembrements contrôlés	Pourcentage	2 020	90,0	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DNCF
A6.2	Contrôle de passation de la commande publique	Veiller à la célérité des procédures de passation de la commande publique	Délai moyen de traitement des dossiers	Jour	2 022	8,4	8,5	7,0	7,0	7,0	7,0	DNCCP
A6.3	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes à destruction massives	Réduire les opérations financières illicites	Proportion d'opérations illicites détectées et suivies	Pourcentage	2 019	100,0	81,7	0,8	80,0	80,0	80,0	CENTIF-TG
A6.4	Inspection et audit des finances publiques	Sécuriser les deniers publics	Proportion de missions d'inspection et d'audit réalisée par rapport aux missions autorisées et financées	Pourcentage	2 019	75,0	100,0	95,0	100,0	100,0	100,0	IGF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A6.5	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	Assainir le secteur de la microfinance	Proportion de structures de microfinance illégales fermées	Pourcentage	2 020	28,6	45,0	75,0	75,0	80,0	85,0	DMF
			Proportion des recommandations mises en œuvre à l'issue des missions de vérification	Pourcentage	2 020	68,0	66,0	85,0	88,0	90,0	90,0	0
A6.6	Surveillance du secteur des assurances	Assainir le secteur des assurances	Proportion des structures d'assurance contrôlées respectant la réglementation	Pourcentage	2 019	16,0	67,0	78,0	80,0	85,0	85,0	DNA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP								
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Améliorer la qualité des services	3 650 886	4 834 068	2 400 959	3 779 255	5 307 460	7 512 589	2 634 072	6 242 895	42 258	3 821 559
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources publiques	0	20 040 974	0	20 191 782	0	25 313 913	0	25 313 913	0	25 313 913
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	3 002 888	4 016 789	4 709 929	2 156 768	10 466 563	4 797 465	5 314 616	9 956 630	3 972 284	9 248 907
P4	Gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	8 964	1 642 456	19 799	2 978 330	29 799	3 400 642	29 799	3 398 791	29 799	3 390 283
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	5 799 583	8 783 171	7 046 115	9 978 727	7 091 985	10 125 846	7 091 985	10 043 372	7 091 985	10 096 129
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	Améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques	15 078	1 462 273	21 348	1 830 833	22 837	2 225 457	22 837	2 359 745	21 437	2 216 207
Total des programmes			12 477 399	40 779 731	14 198 150	40 915 695	22 918 643	53 375 913	15 093 309	57 315 346	11 157 763	54 086 999

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 078 954	0	1 378 296	0	3 631 182	0	3 608 823	0	3 779 301	0	11 019 306
Personnel	0	452 565	0	492 695	0	2 607 225	0	2 604 866	0	2 600 831	0	7 812 922
Biens et Services	0	521 389	0	715 601	0	853 957	0	833 957	0	1 008 470	0	2 696 384
Transferts Courants	0	105 000	0	170 000	0	170 000	0	170 000	0	170 000	0	510 000
Dépenses en capital	3 650 886	3 755 114	2 400 959	2 400 959	5 307 460	3 881 408	2 634 072	2 634 072	42 258	42 258	7 983 790	6 557 738
Dépenses d'investissement	7 836	7 836	55 539	55 539	42 258	42 258	42 258	42 258	42 258	42 258	126 774	126 774
Projets d'investissement	3 643 050	3 747 278	2 345 420	2 345 420	5 265 202	3 839 150	2 591 814	2 591 814	0	0	7 857 016	6 430 964
Investissements financés sur RI	455 600	455 600	254 977	254 977	319 893	319 893	0	0	0	0	319 893	319 893
Investissements financés sur RE	3 187 450	3 291 678	2 090 443	2 090 443	4 945 309	3 519 257	2 591 814	2 591 814	0	0	7 537 123	6 111 071
Total	3 650 886	4 834 068	2 400 959	3 779 255	5 307 460	7 512 589	2 634 072	6 242 895	42 258	3 821 559	7 983 790	17 577 044

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	20 040 974	0	20 191 782	0	25 313 913	0	25 313 913	0	25 313 913
Personnel	0	0	0	102 129	0	214 260	0	214 260	0	214 260
Biens et Services	0	20 974	0	29 653	0	29 653	0	29 653	0	29 653
Transferts Courants	0	20 020 000	0	20 060 000	0	25 070 000	0	25 070 000	0	25 070 000
Total	0	20 040 974	0	20 191 782	0	25 313 913	0	25 313 913	0	25 313 913

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	266 623	0	338 380	0	386 235	0	388 804	0	391 772	0	1 166 811
Personnel	0	87 756	0	93 613	0	91 468	0	94 037	0	97 005	0	282 510
Biens et Services	0	13 867	0	19 767	0	29 767	0	29 767	0	29 767	0	89 301
Transferts Courants	0	165 000	0	225 000	0	265 000	0	265 000	0	265 000	0	795 000
Dépenses en capital	3 002 888	3 750 166	989 775	989 775	9 842 288	3 798 956	37 414	3 615 878	37 414	3 083 508	9 917 116	10 498 342
Dépenses d'investissement	2 888	2 888	5 839	5 839	10 839	10 839	10 839	10 839	10 839	10 839	32 517	32 517
Projets d'investissement	3 000 000	3 747 278	983 936	983 936	9 831 449	3 788 117	26 575	3 605 039	26 575	3 072 669	9 884 599	10 465 825
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	976 029	508 332	26 575	325 254	26 575	120 862	1 029 179	954 448
Investissements financés sur RE	3 000 000	3 747 278	983 936	983 936	8 855 420	3 279 785	0	3 279 785	0	2 951 807	8 855 420	9 511 377
Total	3 002 888	4 016 789	989 775	1 328 154	9 842 288	4 185 190	37 414	4 004 682	37 414	3 475 280	9 917 116	11 665 153

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 633 491	0	2 958 531	0	3 370 843	0	3 368 992	0	3 360 484	0	10 100 319
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	452 138	0	409 837	0	397 149	0	395 298	0	386 790	0	1 179 237
Biens et Services	0	74 136	0	138 694	0	163 694	0	163 694	0	163 694	0	491 082
Transferts Courants	0	1 107 217	0	2 410 000	0	2 810 000	0	2 810 000	0	2 810 000	0	8 430 000
Dépenses en capital	8 964	8 964	19 799	19 799	29 799	29 799	29 799	29 799	29 799	29 799	89 397	89 397
Dépenses d'investissement	8 964	8 964	19 799	19 799	29 799	29 799	29 799	29 799	29 799	29 799	89 397	89 397
Total	8 964	1 642 456	19 799	2 978 330	29 799	3 400 642	29 799	3 398 791	29 799	3 390 283	89 397	10 189 716

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 983 589	0	2 932 612	0	3 033 861	0	2 951 387	0	3 004 144	0	8 989 392
Personnel	0	2 772 161	0	2 661 589	0	2 666 399	0	2 648 134	0	2 678 572	0	7 993 105
Biens et Services	0	161 427	0	221 023	0	287 462	0	223 253	0	245 572	0	756 287
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	80 000	0	80 000	0	80 000	0	240 000
Dépenses en capital	5 799 583	5 799 583	7 046 115	7 046 115	7 091 985	7 091 985	7 091 985	7 091 985	7 091 985	7 091 985	21 275 955	21 275 955
Dépenses d'investissement	5 799 583	5 799 583	7 046 115	7 046 115	7 091 985	7 091 985	7 091 985	7 091 985	7 091 985	7 091 985	21 275 955	21 275 955
Total	5 799 583	8 783 171	7 046 115	9 978 727	7 091 985	10 125 846	7 091 985	10 043 372	7 091 985	10 096 129	21 275 955	30 265 347

Tableau n°3.6 : Coût du programme 6 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	1 447 195	0	1 809 485	0	2 202 620	0	2 336 908	0	2 194 770	0	6 734 297
Personnel	0	953 125	0	1 097 853	0	1 159 988	0	1 170 055	0	1 182 138	0	3 512 180
Biens et Services	0	105 919	0	170 132	0	252 632	0	376 853	0	222 632	0	852 117
Transferts Courants	0	388 152	0	541 500	0	790 000	0	790 000	0	790 000	0	2 370 000
Dépenses en capital	15 078	15 078	21 348	21 348	22 837	22 837	22 837	22 837	21 437	21 437	67 111	67 111
Dépenses d'investissement	15 078	15 078	21 348	21 348	22 837	22 837	22 837	22 837	21 437	21 437	67 111	67 111
Total	15 078	1 462 273	21 348	1 830 833	22 837	2 225 457	22 837	2 359 745	21 437	2 216 207	67 111	6 801 408

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Financement intérieur	6 289 949	33 740 776	7 603 617	37 212 702	8 549 640	46 020 597	8 294 533	46 236 785	8 225 043	46 310 932
Hors Projets	5 834 349	33 285 176	7 148 640	36 757 725	7 197 718	45 136 372	7 197 718	45 166 545	7 196 318	45 240 703
Fonds de contrepartie	455 600	455 600	454 977	454 977	1 351 922	884 225	1 096 815	1 070 240	1 028 725	1 070 229
Financement extérieur	6 187 450	7 038 955	6 594 533	3 702 993	14 369 003	7 355 317	6 798 776	11 078 561	2 932 720	7 776 067
Dons	6 180 650	7 032 155	5 504 090	2 612 550	11 637 589	6 061 955	3 487 569	7 767 354	2 213 326	7 056 673
BAD/FAD	0	0	2 941 540	50 000	428 675	428 675	2 727 569	3 727 569	1 813 420	3 704 960
BAD/YEI-MTDF	0	0	0	0	0	0	760 000	760 000	399 906	399 906
KFW	0	0	983 936	983 936	8 855 420	3 279 785	0	3 279 785	0	2 951 807
GIZ	1 231 076	1 231 076	1 086 265	1 086 265	408 817	408 817	0	0	0	0
MCC	1 836 000	1 940 228	0	0	0	0	0	0	0	0
BAD	113 574	113 574	492 349	492 349	1 944 678	1 944 678	0	0	0	0
Emprunts	6 800	6 800	1 090 443	1 090 443	2 731 414	1 293 362	3 311 207	3 311 207	719 394	719 394
BAD	6 800	6 800	511 829	511 829	2 591 814	1 165 762	2 591 814	2 591 814	0	0
Autres emprunteurs	0	0	578 614	578 614	139 600	127 600	719 393	719 393	719 394	719 394
TOTAL DE FINANCEMENT	12 477 399	40 779 731	14 198 150	40 915 695	22 918 643	53 375 913	15 093 309	57 315 346	11 157 763	54 086 999

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	27 450 826	0	29 609 085	0	37 938 654	0	37 968 827	0	38 044 385
Personnel	0	4 717 745	0	4 857 715	0	7 136 489	0	7 126 650	0	7 159 597
Biens et Services	0	897 712	0	1 294 870	0	1 617 165	0	1 657 177	0	1 699 788
Transferts Courants	0	21 835 369	0	23 456 500	0	29 185 000	0	29 185 000	0	29 185 000
Dépenses en capital	12 477 399	13 328 905	14 198 150	11 306 610	22 918 643	15 437 259	15 093 309	19 346 519	11 157 763	16 042 614
Dépenses d'investissement	5 834 349	5 834 349	7 148 640	7 148 640	7 197 718	7 197 718	7 197 718	7 197 718	7 196 318	7 196 318
Projets d'investissement	6 643 050	7 494 555	7 049 510	4 157 970	15 720 925	8 239 541	7 895 591	12 148 801	3 961 445	8 846 296
Investissements financés sur RI	455 600	455 600	454 977	454 977	1 351 922	884 225	1 096 815	1 070 240	1 028 725	1 070 229
Investissements financés sur RE	6 187 450	7 038 955	6 594 533	3 702 993	14 369 003	7 355 317	6 798 776	11 078 561	2 932 720	7 776 067
Total des programmes par nature	12 477 399	40 779 731	14 198 150	40 915 695	22 918 643	53 375 913	15 093 309	57 315 346	11 157 763	54 086 999

Tableau n°7 : Dotation du ministère

RUBRIQUE	2 023		2 024		2 025		2 026		2 027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CHARGE FINANCIÈRE	0	166 197 935	0	160 715 509	0	166 957 260	0	162 797 433	0	169 473 574
Intérêts sur la dette intérieure	0	141 154 252	0	135 093 043	0	130 651 542	0	128 214 490	0	137 850 652
Intérêts sur la dette extérieure	0	25 043 683	0	25 622 466	0	36 305 718	0	34 582 943	0	31 622 922
DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	441 751 680	0	267 484 212	0	308 440 636	0	314 123 345	0	383 340 044
Personnel	0	1 837 635	0	4 697 440	0	4 697 440	0	4 697 440	0	5 011 222
Matériels	0	217 544 025	0	146 877 588	0	180 000 000	0	175 987 413	0	192 114 176
Diverses	0	80 845 622	0	99 809 184	0	107 843 196	0	117 538 492	0	170 314 646
Transferts	0	141 524 398	0	16 100 000	0	15 900 000	0	15 900 000	0	15 900 000
DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	43 748 443	43 748 443	117 859 101	117 859 101	44 092 765	44 092 765	70 837 163	70 837 163	113 024 907	113 024 907
Dépenses communes d'investissement (Hors PIP)	748 443	748 443	82 565 976	82 565 976	16 390 163	16 390 163	44 390 163	44 390 163	84 116 907	84 116 907
Projets d'investissements communs	43 000 000	43 000 000	35 293 125	35 293 125	27 702 602	27 702 602	26 447 000	26 447 000	28 908 000	28 908 000
Ressources internes	43 000 000	43 000 000	29 420 000	29 420 000	24 610 000	24 610 000	26 447 000	26 447 000	28 908 000	28 908 000
Ressources externes (Dons)	0	0	5 873 125	5 873 125	3 092 602	3 092 602	0	0	0	0
TOTAL	43 748 443	651 698 059	117 859 101	546 058 822	44 092 765	519 490 660	70 837 163	547 757 941	113 024 907	665 838 526

2.2.2. Ministère de la planification du développement et de la coopération (Section 220)

Le ministère de la planification du développement et de la coopération (MPDC) a pour mission d'assurer l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire, de développement des statistiques et de mobilisation des ressources extérieures pour le financement du développement en relation avec les autres départements ministériels et institutions de l'Etat.

Il s'agit entre autres de : (i) l'élaboration du PIP 2025-2027 (PIP initial et cadré) et du PIP 2025-2027 des collectivités territoriales, des organismes de sécurité sociale (OSS), des comptes d'affectation spéciale (CAS); (ii) la revue de l'exécution des projets d'investissements publics (iii) ; la poursuite de l'exploitation des données du RGPH-5 : traitement et analyses ; (iv) la production des comptes nationaux ; (v) l'élaboration du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), notamment le document du SNAT, l'atlas de développement, le dispositif de mise en œuvre et du suivi-évaluation, la stratégie de communication ; (vi) la revue des portefeuilles des partenaires au développement ; (vii) le démarrage de la mise en place du système intégré de gestion des ressources extérieures et du système informatisé de suivi des ONG.

Les défis à relever sont relatifs à : (i) la prise en compte dans les politiques publiques de certains paradigmes de développement comme : le genre, les droits de l'Homme, l'économie bleue, l'environnement, le changement climatique, les approches sectorielle, intersectorielle, participative et inclusive ; (ii) la digitalisation du processus PIP ; (iii) le renforcement de l'effectif du personnel du ministère et des ressources matérielles et financières pour l'atteinte des objectifs assignés aux différents services ; (iv) l'exploration de nouveaux partenariats pour accroître la mobilisation des ressources extérieures ; (v) la mise en place d'un cadre de concertation Etat-partenaires ; (vi) la mise en œuvre du schéma national d'aménagement du territoire ; (vii) l'adoption du statut particulier du personnel de l'institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED).

Les priorités du MPDC pour l'année 2025 sont entre autres : (i) l'élaboration du PIP 2026-2028 (PIP initial, cadré et final) et du PIP 2026-2028 des collectivités territoriales, des organismes de sécurité sociale (OSS), (ii) la revue de l'exécution des projets d'investissements publics ; (iii) la réalisation des enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) ; (iv) la réalisation de l'enquête démographique et de santé (EDST IV) ; (v) le recensement général des entreprises au Togo (RGE) ; (vi) le rebasage des comptes nationaux; (vii) la vulgarisation du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) ; (viii) les revues des portefeuilles des partenaires au développement ; (ix) l'élaboration du rapport sur la coopération au développement (RCD, 2024) ; (x) la finalisation et l'opérationnalisation de la plateforme digitalisée de gestion et de suivi des ONG.

Le MPDC dispose de quatre (4) programmes dont les coûts annuels se présentent les tableaux qui suivent.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Renforcer les capacités opérationnelles du MPDC	Taux d'exécution physique des programmes	%	2022	70,0	80,0	85,0	95,0	100,0	0,0	SG
A1.1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Améliorer la qualité des services du MPDC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	70,0	80,0	85,0	90,0	100,0	0,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	nbre	2022	5,0	3,0	3,0	2,0	2,0	0,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2022	93,0	95,0	96,0	98,0	100,0	0,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2022	95,0	97,0	98,0	100,0	100,0	0,0	PRMP
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système informatique performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	nbre	2022	3,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	CSI
			Taux de satisfaction du personnel	%	2022	0,0	80,0	90,0	98,0	99,0	0,0	CSI
A1.5	Gestion de la documentation sur le développement	Améliorer le niveau de satisfaction des usagers du centre	Taux de satisfaction des usagers	%	2022	86,3	90,0	95,0	97,0	98,0	0,0	CDT
A1.6	Formation diplômante et modulaire en informatique	Assurer une meilleure maîtrise de l'outil informatique et doter les pays membres de l'IAI des ingénieurs en informatique	Nombre de personnes formées en informatiques	nbre	2022	9,0	8,0	12,0	15,0	17,0	0,0	CENETI
			taux de réussite en fin de cycle	%	2022	94,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	IAI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	nombre d'agent du ministère formés sur les thématiques liées au genre	nbre	2022	0,0	40,0	30,0	30,0	30,0	0,0	CFG
P2	Planification du développement	assurer une meilleure coordination des actions du développement	proportion de projets et programmes suivis	%	2022	0,0	50,0	60,0	70,0	80,0	0,0	DGPD
A2.1	Analyse des rapports	Faciliter la prise de décision	nombre de rapports internationaux analysés	nbre	2022	35,0	40,0	45,0	50,0	55,0	0,0	DEG
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.2	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	Optimiser la programmation des investissements publics	Proportion de nouveaux projets ayant fait objet d'évaluation ex ante	%	2022	90,0	92,0	94,0	96,0	98,0	0,0	DPPD
A2.3	appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	assurer une meilleure prise en compte des questions de population et la capture du dividende démographique au Togo	proportion de documents de planification élaborés/actualisés au cours de l'année intégrant la thématique de population	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	DEP
			proportion de politiques évaluées	%	2022	10,0	30,0	60,0	100,0	100,0	0,0	DEP
A2.4	Développement du système statistique national	Produire et publier les comptes nationaux et autres statistiques pour répondre aux besoins des usagers	Taux de satisfaction des utilisateurs	%	2022	63,0	69,0	75,0	80,0	80,0	0,0	INSEED
			nombre de compte nationaux provisoires et définitifs élaborés	nbre	2022	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	0,0	INSEED
P3	Coopération au développement	Renforcer la mobilisation des ressources extérieures	Taux de décaissement des ressources externes	%	2022	49,0	42,0	43,0	45,0	47,0	0,0	DGMAP
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A3.1	coopération bilatérale	Renforcer la mobilisation de ressources extérieures bilatérales	Proportion des partenaires bilatéraux suivis	%	2022	30,0	40,0	45,0	55,0	65,0	0,0	DCB
A3.2	coopération multilatérale	Renforcer la mobilisation de ressources externes multilatérales	Proportion des partenaires multilatéraux suivis	%	2022	40,0	45,0	50,0	55,0	60,0	0,0	DCM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P4	Aménagement du territoire	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national	Nombre d'outils d'aménagement du territoire élaborés	%	2022	0,0	0,0	1,0	3,0	2,0	0,0	DGAT
A4.1	Développement des schémas d'aménagement du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio collectifs sur le territoire national	Nombre de schéma national d'aménagement du territoire élaboré	nbre	2022	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	DOST
			Nombre de schéma régional d'aménagement du territoire élaboré et disponible	Nbre	2022	0,0	0,0	0,0	3,0	2,0	0,0	DOST
A4.2	Appui à la planification et au développement local	Renforcer les collectivités territoriales en techniques d'élaboration des outils de planification régionale et local de développement	Nombre d'outils de planification régionale et locale élaborés	unité	2022	10,0	15,0	30,0	30,0	42,0	0,0	DPAR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Renforcer les capacités opérationnelles du MPDC	103 000	884 764	85 000	724 274	7 055	691 381	8 055	702 147	7 055	699 586
P2	Planification du développement	Assurer une meilleure coordination des actions du développement	917 500	2 385 713	916 120	2 557 678	6 331 877	11 137 344	5 946 820	4 493 668	11 094 563	12 774 977
P3	Coopération au développement	Renforcer la mobilisation des ressources extérieures	0	368 371	2 000	147 834	4 000	152 641	8 000	158 816	9 000	164 873
P4	Aménagement du territoire	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national	0	30 523	7 000	112 280	3 000	115 573	3 000	108 038	3 000	111 037
Total des programmes			1 020 500	3 669 371	1 010 120	3 542 066	6 345 932	12 096 938	5 965 875	5 462 669	11 113 618	13 750 473

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	781 764	0	639 274	0	684 326	0	694 092	0	692 531
Personnel	0	492 259	0	369 023	0	372 826	0	374 937	0	365 492
Biens et Services	0	204 505	0	180 251	0	218 500	0	226 155	0	234 039
Transferts Courants	0	85 000	0	90 000	0	93 000	0	93 000	0	93 000
Dépenses en capital	103 000	103 000	85 000	85 000	7 055	7 055	8 055	8 055	7 055	7 055
Dépenses d'investissement	103 000	103 000	85 000	85 000	7 055	7 055	8 055	8 055	7 055	7 055
Total	103 000	884 764	85 000	724 274	7 055	691 381	8 055	702 147	7 055	699 586

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 468 213	0	1 641 558	0	1 676 766	0	1 675 549	0	1 680 414
Personnel	0	547 713	0	704 058	0	723 266	0	722 049	0	726 914
Biens et Services	0	34 500	0	32 500	0	33 500	0	33 500	0	33 500
Transferts Courants	0	886 000	0	905 000	0	920 000	0	920 000	0	920 000
Dépenses en capital	917 500	917 500	916 120	916 120	6 331 877	9 460 578	5 946 820	2 818 119	11 094 563	11 094 563
Dépenses d'investissement	0	0	16 000	16 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000
Projets d'investissement	917 500	917 500	900 120	900 120	6 318 877	9 447 578	5 933 820	2 805 119	11 081 563	11 081 563
Investissement financés sur RI	7 500	7 500	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820
Investissement financés sur RE	910 000	910 000	816 300	816 300	6 235 057	9 363 758	5 850 000	2 721 299	10 997 743	10 997 743
Total	917 500	2 385 713	916 120	2 557 678	6 331 877	11 137 344	5 946 820	4 493 668	11 094 563	12 774 977

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	368 371	0	145 834	0	148 641	0	150 816	0	155 873
Charges financières de la dette										
Personnel	0	343 371	0	117 084	0	122 141	0	124 316	0	129 373
Biens et Services	0	25 000	0	23 750	0	24 500	0	24 500	0	24 500
Transferts Courants	0	0	0	5 000	0	2 000	0	2 000	0	2 000
Dépenses en capital	0	0	2 000	2 000	4 000	4 000	8 000	8 000	9 000	9 000
Dépenses d'investissement	0	0	2 000	2 000	4 000	4 000	8 000	8 000	9 000	9 000
Total	0	368 371	2 000	147 834	4 000	152 641	8 000	158 816	9 000	164 873

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	30 523	0	105 280	0	112 573	0	105 038	0	108 037
Personnel	0	30 523	0	74 880	0	77 173	0	69 638	0	72 637
Biens et Services	0	0	0	30 400	0	35 400	0	35 400	0	35 400
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	7 000	7 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Dépenses d'investissement	0	0	7 000	7 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Total	0	30 523	7 000	112 280	3 000	115 573	3 000	108 038	3 000	111 037

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	110 500	2 759 371	193 820	2 725 766	110 875	2 733 180	115 875	2 741 370	115 875	2 752 730
Hors Projets	103 000	2 751 871	110 000	2 641 946	27 055	2 649 360	32 055	2 657 550	32 055	2 668 910
Fonds de contrepartie	7 500	7 500	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820
Financement extérieur	910 000	910 000	816 300	816 300	6 235 057	9 363 758	5 850 000	2 721 299	10 997 743	10 997 743
Dons	0	0	0	0	1 073 936	1 073 936	0	0	0	0
Autres donateurs	0	0	0	0	1 073 936	1 073 936	0	0	0	0
Emprunts	910 000	910 000	816 300	816 300	5 161 121	8 289 822	5 850 000	2 721 299	10 997 743	10 997 743
Autres emprunteurs	910 000	910 000	816 300	816 300	5 161 121	8 289 822	5 850 000	2 721 299	10 997 743	10 997 743
TOTAL DE FINANCEMENT	1 020 500	3 669 371	1 010 120	3 542 066	6 345 932	12 096 938	5 965 875	5 462 669	11 113 618	13 750 473

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 648 871	0	2 531 946	0	2 622 305	0	2 625 495	0	2 636 855
Personnel	0	1 413 866	0	1 265 045	0	1 295 405	0	1 290 940	0	1 294 416
Biens et Services	0	264 005	0	266 901	0	311 900	0	319 555	0	327 439
Transferts Courants	0	971 000	0	1 000 000	0	1 015 000	0	1 015 000	0	1 015 000
Dépenses en capital	1 020 500	1 020 500	1 010 120	1 010 120	6 345 932	9 474 633	5 965 875	2 837 174	11 113 618	11 113 618
Dépenses d'investissement	103 000	103 000	110 000	110 000	27 055	27 055	32 055	32 055	32 055	32 055
Projets d'investissement	917 500	917 500	900 120	900 120	6 318 877	9 447 578	5 933 820	2 805 119	11 081 563	11 081 563
Investissement financés sur RI	7 500	7 500	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820	83 820
Investissement financés sur RE	910 000	910 000	816 300	816 300	6 235 057	9 363 758	5 850 000	2 721 299	10 997 743	10 997 743
Total des programmes par nature	1 020 500	3 669 371	1 010 120	3 542 066	6 345 932	12 096 938	5 965 875	5 462 669	11 113 618	13 750 473

2.2.3. Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)

Aux termes du décret N° 2012-004/PR du 29 février 2012, le ministère des affaires étrangères met en œuvre la politique étrangère définie par le Chef de l'État.

Le ministère négocie et signe les traités, les conventions et accords internationaux et veille à leur ratification. Il est responsable de la gestion des relations diplomatiques entre le Togo et les autres nations, les organisations internationales, régionales ou sous-régionales et assure la promotion, la protection et la défense des intérêts du Togo et des nationaux vivants à l'étranger. Il élabore les stratégies visant à faire participer la diaspora à l'œuvre de construction nationale et au développement du pays. Le ministère veille au bon fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires et s'assure qu'elles exécutent leur mission de représentation conformément aux règles, usages et pratiques internationaux.

En plus, le ministère des affaires étrangères assure, en liaison avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de la planification du développement, la cohérence et le suivi de la politique de coopération bilatérale, technique, sociale et culturelle définie par le gouvernement. Il étudie toutes informations ou questions susceptibles d'affecter les orientations de la politique de coopération technique du gouvernement.

L'exécution des activités programmées au sein du ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur (MAEIRTE) en 2024 a été marquée par un contexte difficile, caractérisé par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays et la paralysie des activités du ministère.

Malgré ces contraintes, plusieurs activités ont été menées dans le cadre d'une diplomatie agissante, audacieuse, responsable et proactive au service du développement économique, culturel, social et touristique du Togo. Ces activités ont permis d'améliorer légèrement la performance des programmes 2 (diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous-régional, régional et international) et 3 (mobilisation de la diaspora et placement des Togolais dans les organisations internationales) du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives pour les trois prochaines années reposent essentiellement sur la recherche de nouveaux partenariats stratégiques avec les institutions économiques et financières, les agences de coopération bilatérale et multilatérale; la facilitation et l'attraction des investissements directs étrangers; la promotion de la coopération sud/sud; la valorisation des Togolais de l'extérieur, la mobilisation des ressources de la diaspora et le renforcement de la position du Togo dans le concert des nations.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois programmes du MAEIRTE, déclinés en douze actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont (i) Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE, (ii) Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous-régional, régional et international, et (iii) Mobilisation de la diaspora et placement des Togolais dans les organisations internationales.

Les trois programmes du MAEIRTE sont projetés à 19.620.324.000 FCFA en 2025, 20.124.156.000 FCFA en 2026 et 20.614.023.000 francs CFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MAERIRTE	AMELIORER LA QUALITE DES SERVICES DU MINISTERE	TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE DES PROGRAMMES DU MINISTERE	%	2022	73,0	90,0	95,0	95,0	97,0	98,0	SG
			POURCENTAGE DE FEMMES AUX POSTES NOMINATIFS DU MINISTERE	%	2022	8,0	10,0	11,0	13,0	15,0	20,0	0
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	Nombre	2022	20,0	22,0	23,0	24,0	24,0	25,0	Cabinet
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2022	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	98,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace, efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2022	8,0	8,0	30,0	35,0	40,0	45,0	DRH
			Proportion des agents disposants des fiches de postes de travail	%	2022	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	98,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace, efficiente des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2022	97,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi évaluation produits dans les délais	%	2022	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	jours	2022	28,0	26,0	25,0	20,0	15,0	10,0	DPSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés aux genres	%	2022	20,0	25,0	50,0	60,0	70,0	80,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
			Cellule focale genre opérationnelle	0	0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL	DEVELOPPER LA COOPERATION AUX PLANS SOUS REGIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL	NOMBRE D'INITIATIVES DIPLOMATIQUES CONCLUES	%	2022	42,0	44,0	48,0	53,0	61,0	69,0	DCI
A2.1	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	Attirer les investisseurs et touristes étrangers	Nombre de visas délivrés pour des motifs économiques, culturelles et touristiques,	Nombre	2022	5,0	5,0	10,0	20,0	40,0	40,0	DCI
A2.2	Protocole d'Etat	Renforcer le protocole d'Etat	Nombre de textes adoptés	Nombre	2022	0,0	0,0	3,0	2,0	2,0	2,0	DPE
			Nombre de documents/ procédures informatisés	Nombre	0	0,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DPE
A2.3	Extension du réseau diplomatique du Togo	Renforcer le réseau diplomatiques du Togo	Nombre de nouvelles missions diplomatiques créées	Nombre	2022	2,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2,0	AMBASSADES/DAP/IGMD C
A2.4	Signature et ratification des accords	Renforcer la présence du Togo sur le chiquier international	Nombre d'accords signés et ratifiés	Nombre	2022	11,0	13,0	15,0	15,0	17,0	20,0	DAJC
A2.5	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	Consolider la paix et la sécurité internationale	Nombre de participation du Togo aux initiatives internationales à la paix et à la sécurité.	Nombre	2022	13,0	15,0	18,0	21,0	25,0	28,0	DADS
A2.6	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires	Contribuer à l'intégration sous régionale, régionale et internationale	Nombre d'initiative réalisées en faveur de l'intégration	Nombre	2022	4,0	6,0	8,0	10,0	12,0	13,0	DIA
P3	MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT NATIONAL	TAUX D'EVOLUTION DES TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA	%	2022	0,3	1,1	1,5	1,8	2,1	2,5	DTE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Mobiliser les investissements, compétences et savoir faire des Togolais de l'extérieur	Nombre d'action de développement réalisées par les togolais de l'Extérieur	Nombre	2022	30,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	DTE/GD
			Nombre d'expertises capitalisées	Nombre	0	65,0	70,0	90,0	120,0	140,0	160,0	DTE
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	Accroître la présence du Togo et des Togolais dans les organisations internationales	Taux de progression du nombre des Togolais dans les organisations internationales	%	2022	5,0	3,8	4,0	4,4	5,9	6,7	DOI

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Pilotage et soutien aux services du MAERTE	Améliorer la qualité des services du ministère	360 500	15 537 796	149 000	922 543	87 837	1 034 885	96 302	1 093 043	103 852	1 134 734	287 991	3 262 662
P2	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	Développer la coopération aux plans sous régional, régional et international	0	2 068 500	199 500	17 331 953	168 478	18 465 267	168 062	18 907 934	168 803	19 379 565	505 343	56 752 766
P3	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	Contribuer au développement national	0	0	12 000	125 839	12 000	120 172	12 000	123 180	12 000	126 725	36 000	370 076
Total des programmes			360 500	17 606 296	360 500	18 380 335	268 315	19 620 324	276 364	20 124 156	284 655	20 641 023	829 334	60 385 504

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	15 177 296	0	773 543	0	947 048	0	996 741	0	1 030 882	0	2 974 671
Personnel	0	7 866 650	0	226 636	0	228 812	0	228 214	0	233 152	0	690 178
Biens et Services	0	7 310 646	0	546 907	0	718 236	0	768 527	0	797 730	0	2 284 493
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	360 500	360 500	149 000	149 000	87 837	87 837	96 302	96 302	103 852	103 852	287 991	287 991
Dépenses d'investissement	360 500	360 500	149 000	149 000	87 837	87 837	96 302	96 302	103 852	103 852	287 991	287 991
Total	360 500	15 537 796	149 000	922 543	87 837	1 034 885	96 302	1 093 043	103 852	1 134 734	287 991	3 262 662

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 068 500	0	17 132 453	0	18 296 789	0	18 739 872	0	19 210 762	0	56 247 423
Personnel	0	0	0	7 459 325	0	8 566 276	0	8 829 092	0	9 091 711	0	26 487 079
Biens et Services	0	0	0	6 909 628	0	6 967 013	0	7 147 280	0	7 355 551	0	21 469 844
Transferts Courants	0	2 068 500	0	2 763 500	0	2 763 500	0	2 763 500	0	2 763 500	0	8 290 500
Dépenses en capital	0	0	199 500	199 500	168 478	168 478	168 062	168 062	168 803	168 803	505 343	505 343
Dépenses d'investissement	0	0	199 500	199 500	168 478	168 478	168 062	168 062	168 803	168 803	505 343	505 343
Total	0	2 068 500	199 500	17 331 953	168 478	18 465 267	168 062	18 907 934	168 803	19 379 565	505 343	56 752 766

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	113 839	0	108 172	0	111 180	0	114 725	0	334 076
Personnel	0	0	0	46 589	0	40 922	0	41 912	0	43 379	0	126 213
Biens et Services	0	0	0	67 250	0	67 250	0	69 268	0	71 346	0	207 863
Dépenses en capital	0	0	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	36 000	36 000
Dépenses d'investissement	0	0	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	36 000	36 000
Total	0	0	12 000	125 839	12 000	120 172	12 000	123 180	12 000	126 725	36 000	370 076

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	360 500	17 606 296	360 500	18 380 335	268 315	19 620 324	276 364	20 124 156	284 655	20 641 023	829 334	60 385 504
Hors Projets	360 500	17 606 296	360 500	18 380 335	268 315	19 620 324	276 364	20 124 156	284 655	20 641 023	829 334	60 385 504
TOTAL DE FINANCEMENT	360 500	17 606 296	360 500	18 380 335	268 315	19 620 324	276 364	20 124 156	284 655	20 641 023	829 334	60 385 504

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	17 245 796	0	18 019 835	0	19 352 009	0	19 847 792	0	20 356 368	0	59 556 170
Personnel	0	7 866 650	0	7 732 550	0	8 836 010	0	9 099 218	0	9 368 242	0	27 303 470
Biens et Services	0	7 310 646	0	7 523 785	0	7 752 499	0	7 985 074	0	8 224 626	0	23 962 200
Transferts Courants	0	2 068 500	0	2 763 500	0	2 763 500	0	2 763 500	0	2 763 500	0	8 290 500
Dépenses en capital	360 500	360 500	360 500	360 500	268 315	268 315	276 364	276 364	284 655	284 655	829 334	829 334
Dépenses d'investissement	360 500	360 500	360 500	360 500	268 315	268 315	276 364	276 364	284 655	284 655	829 334	829 334
Total des programmes par nature	360 500	17 606 296	360 500	18 380 335	268 315	19 620 324	276 364	20 124 156	284 655	20 641 023	829 334	60 385 504

2.2.4. Ministère du développement à la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)

Le ministère du développement à la base, de l'inclusion financière, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes vise à assurer durablement un accès universel de toutes les communautés et organisations à la base du Togo au « minimum vital commun » à travers l'accès équitable aux services sociaux de base ; à favoriser l'inclusion financière et l'organisation du secteur informel comme leviers pour le développement du Togo ; et à assurer l'épanouissement de la jeunesse à travers la citoyenneté et l'accès à l'emploi décent et durable dans un environnement de paix et de croissance économique. Il veille au renforcement des capacités des communautés et organisations à la base et leur accès à des mécanismes appropriés de financement de leurs initiatives. Il veille également à la mobilisation des ressources financières auprès des institutions financières internationales et à l'appui des partenaires techniques et financiers. Il assure la cohérence des interventions de l'Etat en matière d'organisation et de pilotage du secteur informel. Il élabore avec les ministères concernés, le plan de formation des jeunes et traite de toutes les questions relatives à l'encadrement et à l'emploi des jeunes, à leur insertion, à leur participation à la prise des décisions, à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale.

Pour l'exercice 2024, la mise en œuvre des activités prévues au sein du ministère a connu une reprise significative, après le ralentissement constaté en 2023 en raison de la conjoncture économique défavorable et de la persistance des risques sécuritaires dans le nord du pays. Malgré cette situation, certaines activités ont été notamment le financement des activités des populations vulnérables à travers les produits du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) ; la formalisation des activités des micro-entrepreneurs et la formation et l'examen à 1.227 conducteurs de taxi-motos pour l'obtention de permis de conduire catégorie A

Afin d'améliorer les performances du Département pour l'année 2025, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, conformément aux orientations et perspectives de la feuille de route du Gouvernement, le ministère s'engagera activement dans la mise en œuvre du projet de Registre social des personnes et des ménages (RSPM) et apportera également son soutien à tous les projets auxquels il contribue. Ainsi, de 2025 à 2027, toutes les initiatives menées auront pour objectif de réduire la vulnérabilité des populations à la base, notamment à travers l'implantation de plus de 570 unités d'infrastructures sociocommunitaires et économiques, ainsi que la mise en place de filets sociaux (transferts monétaires et cantine scolaire) au bénéfice de 53 000 ménages et 450 000 élèves du primaire.

Le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment la diversification des produits et services financiers ; la réduction des disparités régionales en matière d'inclusion financière, le développement des offres digitales ; l'appui aux interventions dans les zones non / moins investies (éducation financière, renforcement des capacités des SFD, etc.). Par ailleurs, le ministère s'efforcera de favoriser l'épanouissement de la jeunesse togolaise et son accès à l'emploi. Pour relever ce défi, il contribuera à la mise en œuvre effective des réformes visant à renforcer les mécanismes de soutien aux très petites et moyennes entreprises (TPME), conformément à la feuille de route du Gouvernement. L'objectif pour la période 2025-2027 est de réaliser 9 infrastructures socio-éducatives adaptées, offrant des services d'épanouissement aux jeunes, ainsi que de former et sensibiliser les jeunes de 15 à 35 ans, filles et garçons, aux valeurs citoyennes.

Enfin, pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes, le ministère veillera à la formalisation des microentreprises traditionnelles. Il soutiendra la création de 4 500 microentreprises, générant ainsi 20 540 emplois et contribuant à la réduction des taux de chômage et de sous-emploi chez les jeunes de 15 à 29 ans sur la période 2025-2027.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les cinq (05) programmes déclinés en dix-neuf (19) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MDBIFJEJ ; (ii) Développement à la Base ; (iii) Inclusion financière ; (iv) Jeunesse et (v) Secteur informel. Globalement, les cinq (5) programmes du MDBIFJEJ sont projetés à 20.873.854.000 FCFA en 2025, à 12.343.474.000 FCFA en 2026 et à 14.914.635.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBIFJEJ	Améliorer la qualité des services du MDBJEJ	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MDBJEJ	Taux	2019	87,6	96,0	96,0	96,0	96,0	96,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MDBJEJ	Pourcentage	2021	24,0	24,0	25,0	26,0	27,0	28,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDBIFJEJ	Renforcer les capacités opérationnelles du MDBJEJ	Proportion de dialogues de gestion tenus	Proportion	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	Taux	2022	-	80,0	82,0	85,0	85,0	85,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MDBJEJ	Proportion du personnel formé par an	Proportion	2017	10,0	25,0	26,0	28,0	28,0	28,0	DAF
			Proportion des agents disposant de fiche de poste de travail	Proportion	2021	70,0	75,0	78,0	80,0	82,0	82,0	DAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du MDBJEJ	Taux d'exécution du budget	Taux	2017	80,0	90,0	92,0	93,0	95,0	95,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	Taux	2021	89,0	91,0	92,0	93,0	94,0	94,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Fréquence	2021	10,0	12,0	13,0	13,0	13,0	13,0	DEP
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation du MDBJEJ	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	Proportion	2017	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Mois	2021	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	DEP
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Proportion	2021	5,0	13,0	17,0	20,0	20,0	20,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
			Cellule focale genre opérationnelle	Cellule	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées aux changements climatique et la protection de l'environnement	Nombre de cellule climat créée et opérationnelle	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
			Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	Nombre d'organisations de développement à la base accompagnées	Nombre	2022	2 065,0	1 225,0	2 426,0	2 250,0	2 300,0	2 350,0	DDC, ANADEB
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	Améliorer les capacités d'auto développement des communautés à la base	Nombre de communautés ayant réalisé au moins un projet communautaire sur fonds propre	Nombre	2021	500,0	537,0	692,0	730,0	750,0	770,0	ANADEB/DDC
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	Contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations à la base	Pourcentage des membres des organisations à la base ayant augmenté leurs revenus	Taux	2018	70,0	69,0	70,0	71,0	72,0	72,0	ANADEB/DDC
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	Contribuer à l'amélioration de l'accès des hommes et des femmes aux infrastructures de base	Nombre d'unités d'infrastructures socio-économiques et communautaires de base mises en place	Nombre	2019	67,0	351,0	186,0	190,0	190,0	190,0	ANADEB/DDC/PHMD-PTFM
A2.4			Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (cantine scolaire)	Nombre	2021	100 615,0	157 888,0	173 000,0	150 000,0	150 000,0	150 000,0	ANADEB/DDC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	Promotion des filets sociaux	Agir sur les vecteurs qui handicapent les couches les plus vulnérables	Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (transfert monétaire)	Nombre	2021	43 099,0	108 279,0	37 500,0	37 000,0	8 000,0	8 000,0	ANADEB/DDC
P3	Inclusion financière	Favoriser l'inclusion financière comme leviers pour le développement	Taux d'inclusion financière	Pourcentage	2019	56,3	67,5	88,5	90,0	91,7	92,2	DGPFI
A3.1	Renforcement de l'inclusion financière	Réduire les disparités régionales en matière d'inclusion financière	Nombre de nouvelles personnes incluses	Nombre	2020	31 294,0	30 306,0	0,0	32 745,0	33 680,0	34 643,0	DGPFI / FNFI
A3.2	Création d'une Banque digitale pour tous	Mettre en place un mécanisme d'inclusion financière pour la population vulnérable	Une banque digitale créée	Nombre	2018	288,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	Projet banque digitale
P4	Jeunesse	Renforcer l'accompagnement de la jeunesse afin d'optimiser sa contribution et sa participation au développement du Togo	Proportion des jeunes dans les instances de prise de décision électives et nominatives	Pourcentage	2020	6,7	6,7	7,4	8,4	9,0	9,2	DNJ, CNJ
			Nombre d'emplois créés	Nombre	2020	20 860,0	16 500,0	9 800,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	FAIEJ, ANVT
A4.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	Promouvoir l'engagement civique et la participation à la vie publique	Proportion de jeunes participants aux activités socioéducatives (15-35 ans)	Pourcentage	2020	2,0	6,4	8,0	9,0	9,4	9,4	DNJ, CNJ
			Nombre d'unités d'infrastructures socio-éducatives réalisées au profit des jeunes	Nombre	2020	3,0	0,0	1,0	3,0	3,0	3,0	DNJ
A4.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	Renforcer le cadre de promotion de l'emploi des jeunes	Proportion de mesures du Haut Conseil implémentées	Pourcentage	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CNEJ
A4.3			Nombre de volontaires insérés	Nombre	2020	5 003,0	1 984,0	2 847,0	6 000,0	6 000,0	6 000,0	ANVT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	Renforcement de l'employabilité des jeunes	Renforcer les compétences des jeunes pour leur insertion professionnelle	Nombre de jeunes ayant renforcé leur employabilité y compris les jeunes vulnérables et les jeunes en situation de handicap	Nombre	2020	27 103,0	13 626,0	13 686,0	13 686,0	13 686,0	13 686,0	FAIEJ, ANVT
A4.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	Promouvoir l'auto-emploi et la création d'entreprises par les jeunes filles et garçons y compris ceux avec un handicap	Nombre de TPME créées / renforcées par les jeunes filles et garçons y compris les jeunes vulnérables	Nombre	2020	7 389,0	1 859,0	1 650,0	1 500,0	1 500,0	1 500,0	FAIEJ
			Volume de financement mobilisé au profit des jeunes entrepreneurs	F CFA	2020	5 848 232 925,0	5 258 785 980,0	1 526 760 766,0	2 678 493 950,0	2 678 493 950,0	2 678 493 950,0	FAIEJ
P5	Secteur informel	Organiser le secteur informel	Nombre de microentreprises formalisés	Nombre	2019	288,0	350,0	400,0	450,0	500,0	550,0	DGOSI
A5.1	Organisation du secteur informel	Formaliser les microentreprises	Nombre de microentreprises traditionnelles formalisées	Nombre	2018	288,0	350,0	400,0	450,0	500,0	550,0	DGOSI
A5.2	Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME	Définir et mettre en œuvre des plans d'accompagnement aux TPME à travers la facilitation de l'accès au financement et au foncier	Nombre de mécanismes adaptés aux TPME mis en place	Nombre	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBIFJEJ	Améliorer la qualité des services du MDBIFJEJ	94 500	296 402	129 500	357 959	89 180	380 958	92 455	391 454	95 829	404 088
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	7 541 849	10 133 038	11 356 700	13 954 578	12 687 594	11 809 721	10 337 200	6 669 261	6 399 444	9 228 770
P3	Inclusion financière	Favoriser l'inclusion financière comme leviers pour le développement	0	19 951	15 500	44 800	8 000	339 000	8 000	339 000	8 000	339 000
P4	Jeunesse	Renforcer l'accompagnement de la jeunesse afin d'optimiser sa contribution et sa participation au développement du Togo	331 622	4 901 022	724 505	5 402 998	8 000	4 819 175	8 000	4 693 760	8 000	4 692 777
P5	Secteur informel	Organiser le secteur informel	0	500 000	0	500 000	3 275 000	3 525 000	0	250 000	0	250 000
Total des programmes			7 967 971	15 850 413	12 226 205	20 260 335	16 067 774	20 873 854	10 445 655	12 343 474	6 511 273	14 914 635

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	201 902	0	228 459	0	291 778	0	298 999	0	308 259
Personnel	0	139 789	0	112 372	0	133 039	0	133 937	0	136 686
Biens et Services	0	62 112	0	116 087	0	158 739	0	165 062	0	171 573
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	94 500	94 500	129 500	129 500	89 180	89 180	92 455	92 455	95 829	95 829
Dépenses d'investissement	94 500	94 500	129 500	129 500	89 180	89 180	92 455	92 455	95 829	95 829
Total	94 500	296 402	129 500	357 959	89 180	380 958	92 455	391 454	95 829	404 088

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 591 189	0	2 597 878	0	2 552 393	0	2 552 723	0	2 553 437
Personnel	0	13 471	0	17 678	0	18 393	0	18 723	0	19 437
Biens et Services	0	2 718	0	5 200	0	9 000	0	9 000	0	9 000
Transferts Courants	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 525 000	0	2 525 000	0	2 525 000
Dépenses en capital	7 541 849	7 541 849	11 356 700	11 356 700	12 687 594	9 257 328	10 337 200	4 116 538	6 399 444	6 675 333
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Projets d'investissement	7 541 849	7 541 849	11 356 700	11 356 700	12 683 594	9 253 328	10 333 200	4 112 538	6 395 444	6 671 333
Investissement financés sur RI	60 810	60 810	65 000	65 000	240 000	240 000	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	7 481 039	7 481 039	11 291 700	11 291 700	12 443 594	9 013 328	10 333 200	4 112 538	6 395 444	6 671 333
Total	7 541 849	10 133 038	11 356 700	13 954 578	12 687 594	11 809 721	10 337 200	6 669 261	6 399 444	9 228 770

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	19 951	0	29 300	0	331 000	0	331 000	0	331 000
Biens et Services	0	19 951	0	29 300	0	31 000	0	31 000	0	31 000
Transferts Courants	0	0	0	0	0	300 000	0	300 000	0	300 000
Dépenses en capital	0	0	15 500	15 500	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
Dépenses d'investissement	0	0	15 500	15 500	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
Total	0	19 951	15 500	44 800	8 000	339 000	8 000	339 000	8 000	339 000

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 569 400	0	4 678 493	0	4 685 776	0	4 685 760	0	4 684 777
Personnel	0	0	0	108 168	0	113 776	0	113 760	0	112 777
Biens et Services	0	9 400	0	10 325	0	12 000	0	12 000	0	12 000
Transferts Courants	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000
Dépenses en capital	331 622	331 622	724 505	724 505	8 000	133 399	8 000	8 000	8 000	8 000
Dépenses d'investissement	60 000	60 000	60 000	60 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
Projets d'investissement	271 622	271 622	664 505	664 505	0	125 399	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	78 152	78 152	240 000	240 000	0	125 399	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	193 470	193 470	424 505	424 505	0	0	0	0	0	0
Total	331 622	4 901 022	724 505	5 402 998	8 000	4 819 175	8 000	4 693 760	8 000	4 692 777

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	500 000	0	500 000	0	250 000	0	250 000	0	250 000
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	250 000	0	250 000	0	250 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	3 275 000	3 275 000	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	3 275 000	3 275 000	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	3 275 000	3 275 000	0	0	0	0
Total	0	500 000	0	500 000	3 275 000	3 525 000	0	250 000	0	250 000

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	293 462	8 175 904	510 000	8 544 130	349 180	8 585 526	112 455	8 230 936	115 829	8 243 302
Hors Projets	154 500	8 036 942	205 000	8 239 130	109 180	8 220 127	112 455	8 230 936	115 829	8 243 302
Projets	78 152	78 152	240 000	240 000	0	125 399	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	60 810	60 810	65 000	65 000	240 000	240 000	0	0	0	0
Financement extérieur	7 674 509	7 674 509	11 716 205	11 716 205	15 718 594	12 288 328	10 333 200	4 112 538	6 395 444	6 671 333
Dons	5 816 942	5 816 942	10 175 371	10 175 371	12 288 328	12 288 328	333 200	333 200	0	0
Autres donateurs	5 816 942	5 816 942	10 175 371	10 175 371	12 288 328	12 288 328	333 200	333 200	0	0
Emprunts	1 857 567	1 857 567	1 540 834	1 540 834	3 430 266	0	10 000 000	3 779 338	6 395 444	6 671 333
Autres emprunteurs	1 857 567	1 857 567	1 540 834	1 540 834	3 430 266	0	10 000 000	3 779 338	6 395 444	6 671 333
TOTAL DE FINANCEMENT	7 967 971	15 850 413	12 226 205	20 260 335	16 067 774	20 873 854	10 445 655	12 343 474	6 511 273	14 914 635

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	7 882 442	0	8 034 130	0	8 110 947	0	8 118 481	0	8 127 473
Personnel	0	153 260	0	238 218	0	265 208	0	266 419	0	268 900
Biens et Services	0	94 182	0	160 912	0	210 739	0	217 062	0	223 573
Transferts Courants	0	7 635 000	0	7 635 000	0	7 635 000	0	7 635 000	0	7 635 000
Dépenses en capital	7 967 971	7 967 971	12 226 205	12 226 205	16 067 774	12 762 907	10 445 655	4 224 993	6 511 273	6 787 162
Dépenses d'investissement	154 500	154 500	205 000	205 000	109 180	109 180	112 455	112 455	115 829	115 829
Projets d'investissement	7 813 471	7 813 471	12 021 205	12 021 205	15 958 594	12 653 727	10 333 200	4 112 538	6 395 444	6 671 333
Investissement financés sur RI	138 962	138 962	305 000	305 000	240 000	365 399	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	7 674 509	7 674 509	11 716 205	11 716 205	15 718 594	12 288 328	10 333 200	4 112 538	6 395 444	6 671 333
Total des programmes par nature	7 967 971	15 850 413	12 226 205	20 260 335	16 067 774	20 873 854	10 445 655	12 343 474	6 511 273	14 914 635

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	16	68 949	14	69 444	14	88 066	14	89 056	14	92 684
Catégorie A2	16	66 618	16	64 051	14	67 204	14	67 680	14	67 356
Catégorie A3	1	3 343	1	3 873	1	4 112	1	4 112	1	4 350
Catégorie B	7	17 460	7	21 883	7	26 283	7	26 522	7	27 951
Catégorie C	1	4 592	1	2 321	1	3 051	1	3 051	1	3 198
Catégorie D	6	17 747	6	12 512	6	12 796	6	12 303	5	9 666
Contractuels	1	34 848	1	34 848	1	34 848	1	34 848	1	34 848
Volontaires	8	5 760	8	2 880	8	5 760	8	5 760	9	5 760
TOTAL	56	153 260	54	238 218	52	265 208	52	266 419	52	268 900

2.2.5. Ministère des armées (Section 310)

Dans un monde en pleine mutation où tous les pays sont exposés à des chocs exogènes sans précédent à l'instar de ceux créés par la Covid-19, une croissance économique soutenue, un développement social et humain durable se révèlent comme un rempart approprié à leurs atténuations.

Pour atteindre les objectifs de développement, le gouvernement a adopté la feuille de route–Togo 2020-2025 qui s'articule autour de 3 axes stratégiques :

- (i) renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix,
- (ii) dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et ;
- (iii) moderniser le pays et renforcer ses structures.

Dans une sous-région ouest africaine en proie à diverses menaces telles que le terrorisme, le trafic illicite d'armes légères et de petits calibres, la cybercriminalité et la piraterie maritime, les forces armées se trouvent interpellées dans la mesure où l'atteinte des objectifs de développement ne sera possible que dans un climat de paix et de stabilité durable. Elles sont donc résolument engagées à faire face à ces menaces multifformes.

A cet effet, la loi de programmation militaire (LPM) 2021-2025 votée en 2020 constitue aujourd'hui le référentiel d'actions de notre département. Toutefois, elle nécessite une actualisation au vu des nouvelles évolutions de la menace pour l'adapter aux nouveaux défis. Le contexte actuel marqué par la persistance des actes terroristes dans la sous-région, appelle désormais à une ambition accrue.

Pour assurer la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la nation, le projet de Loi de finances exercice 2025 ambitionne donc d'accorder pour la cinquième annuité de mise en œuvre de la LPM, des moyens substantiels permettant de poursuivre la régénération des forces au profit de nos armées, servies par des hommes et des femmes, dont l'engagement se veut à la hauteur des défis et des enjeux sécuritaires.

Il s'agira, au-delà des ressources humaines qui s'adaptent à un effort pluriannuel, d'acquérir des matériels et équipements majeurs et de poursuivre la construction des infrastructures sanitaires et de défense, car notre souveraineté en dépend. Il est à rappeler qu'à titre exceptionnel, les collectifs budgétaires des exercices 2021, 2022 et 2023 ont permis de moderniser le parc des équipements par l'acquisition de matériels majeurs et aussi de renforcer leur maintien en condition opérationnelle. Par ailleurs, face à l'accroissement des missions opérationnelles de nos forces, les effectifs recrutés pendant les trois premières années d'exécution de la LMP ont plus que doublé par rapport à la prévision.

Seulement, le crédit alloué au projet de renforcement des capacités opérationnelles des forces armées s'est vu diminuer de plus de 50% (28 milliards en 2024 contre 12 milliards en 2025). Ceci limite l'ambition des plus hautes autorités de faire des forces armées togolaises une armée moderne.

Aussi, le ministère des armées est invité à intégrer l'action appui à la budgétisation verte dans son programme pilotage et soutien du ministère pour l'exercice 2025 avec un crédit de cinq millions de francs CFA.

Le projet de budget consacré à la mission « défense » connaît un accroissement de 22 % pour les dépenses de personnel par rapport aux données de la loi de finances exercice 2024. En effet, les dépenses de personnel passent de 50,007 milliards de francs CFA à 61,020 milliards de francs CFA conformément au cadrage de son Excellence madame le Premier ministre.

En ce qui concerne les dépenses en biens et services, ce projet de budget connaît une augmentation de 22 % par rapport à 2024. Quant aux dépenses en capital, elles sont en régression de 43% par rapport à 2024.

Ces prévisions sont en cohérence avec la feuille de route gouvernementale Togo 2025 pour la réalisation de la troisième ambition "Assurer la sécurité, la paix et la justice pour tous" de l'axe 1 "Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix".

Au regard des agendas régionaux et internationaux dont la Vision 2063 de l'Union Africaine (objectifs 13, 14 et 17) pour une transformation structurelle du continent, et les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, ce budget reflète bien les ambitions et priorités de notre armée pour remporter des succès tactiques, opérationnels et stratégiques présents et à venir, conformément aux engagements pris.

A l'endroit de tout le personnel du ministère des armées, officiers, sous-officiers, militaires du rang et personnels civils de la défense, nous exprimons notre reconnaissance et réitérons notre confiance. Nous nous inclinons devant la mémoire de celles et ceux d'entre eux qui sont tombés sur le champ d'honneur dans l'exécution de leurs missions.

Enfin, tout en nous réjouissant des résultats engrangés par nos forces dans la préservation de la paix et de la sécurité de notre pays, nous espérons que le budget programme 2025-2027 d'un montant triennal de trois cent quatre-vingt-quatorze milliards cinq cent quatre-vingt-dix-huit millions six cent quarante et un mille (394 598 641 000) francs CFA et particulièrement pour l'exercice 2025 de cent dix-neuf milliards cent soixante-seize millions huit cent huit mille (119 176 808 000) francs CFA contribuera à l'atteinte des objectifs fixés pour nos forces armées.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2021	102,0	98,0	98,0	98,0	99,0	99,0	DAF-MINARM
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du ministère des armées	%	2021	0,0	6,8	8,0	9,0	10,0	10,0	DRH-MINARM
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MINARM	Améliorer la qualité des services du ministère des armées	Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2021	-	83,0	85,0	87,0	88,0	88,0	DAF-MINARM
			Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	-	60,0	65,0	70,0	75,0	75,0	SGA/DAF-MINARM
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	90,0	85,0	90,0	95,0	98,0	98,0	DRH-MINARM
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2021	-	-	60,0	65,0	70,0	70,0	DRH-MINARM
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution physique des programmes du ministère des armées	%	2021	102,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF-MINARM
			Taux de satisfaction des besoins des structures en matériel et équipements budgétisés	%	2021	-	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF-MINARM
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'informations performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Nbre	2021	-	40,0	60,0	80,0	95,0	95,0	MINARM-DAJC/SI
			Proportion des bases de données du ministère à jour	0	2021	-	-	28,0	35,0	38,0	38,0	MINARM-DAJC/SI
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées genre	%	2021	-	6,0	8,0	10,0	12,0	12,0	CELLULE GENRE
			Cellule focale genre opérationnelle	%	2021	-	50,0	55,0	60,0	70,0	70,0	CELLULE GENRE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	2021	-	-	45,0	50,0	55,0	55,0	DRH-DCD
A1.7	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi évaluation produits dans les délais	Nbre	2021	-	-	2,0	3,0	4,0	4,0	EPP & SE
			Délai moyen de production des documents (annuels) statistiques	0	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	EPP & SE
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Nbre	2025	3,0	0,0	3,0	3,0	5,0	5,0	CEL APPUI A LA BUDGET VERTE
			Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement et du climat	%	2025	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	CEL APPUI A LA BUDGET VERTE
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficacité et efficacité les missions des Forces Armées Togolaises	Capacité de déploiement et de projection des Forces	%	2021	80,0	80,0	70,0	80,0	90,0	90,0	EMG
A2.1	Planification et conduites des opérations	Assurer une posture opérationnelle permanente	Taux d'opérationnalisation des moyens	%	2021	80,0	85,0	80,0	80,0	82,0	82,0	EMG/DIV.PLAN
			Taux d'exécution des opérations	%	2021	80,0	80,0	85,0	85,0	87,0	87,0	EMG/DIV. OPS
A2.2	Préparation des forces terrestres	Mettre en condition opérationnelle les forces terrestres en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces terrestres	%	2021	70,0	80,0	80,0	80,0	82,0	82,0	EMAT
A2.3	Préparation des forces aériennes	Mettre en condition opérationnelle les forces aériennes en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces aériennes	%	2021	65,0	70,0	70,0	72,0	72,0	74,0	EMAA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.4	Préparation des forces navales	Mettre en condition opérationnelle des forces navales en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces navales	%	2021	75,0	80,0	80,0	82,0	82,0	85,0	EMM
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie	Mettre en condition opérationnelle les unités de la gendarmerie en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des unités de la gendarmerie	%	2021	80,0	85,0	85,0	87,0	88,0	90,0	DGGN
A2.6	Formation commune aux armées et services sur le territoire national	Assurer la formation qualifiante des cadres des FAT	Proportion des cadres qualifiés par rapport au format défini	%	2021	65,0	70,0	70,0	72,0	72,0	75,0	EMG/DIV.FORM
A2.7	Participation à la protection civile	Répondre à toutes sollicitations de la population sur le plan national en cas de sinistre	Taux de couverture nationale des unités des sapeurs pompiers	%	2021	70,0	80,0	80,0	82,0	82,0	85,0	CSP
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	Améliorer la sécurisation du territoire national	Taux de mobilisation des réservistes	%	2021	80,0	85,0	85,0	85,0	85,0	87,0	RO
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	Assurer la sécurisation du territoire national	Taux de couverture sécuritaire des frontières	%	2021	92,0	93,0	93,0	93,0	95,0	95,0	EMG
P3	Soutien des forces	Pouvoir aux besoins des armées et assurer leur administration	Taux de couverture des besoins techniques et logistiques	%	2021	40,0	50,0	50,0	60,0	65,0	65,0	DCCA
A3.1	Soutien commissariat	Pouvoir aux besoins des armées en soutien de l'homme	Taux de couverture des besoins en soutien de l'homme défini dans la LPM	%	2021	45,0	50,0	50,0	60,0	61,0	62,0	DCCA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.2	Gestion du matériel du commissariat	Assurer le stockage et la distribution du matériel du commissariat	Taux d'équipement en matériel habillement, couchage, campement, ameublement et subsistance (HCCAS)	%	2021	65,0	80,0	80,0	82,0	82,0	85,0	GRA
A3.3	Soutien matériel	Assurer la disponibilité opérationnelle des matériels majeurs	Taux de disponibilité opérationnelle du matériel majeur	%	2021	70,0	80,0	80,0	82,0	82,0	85,0	DCMS
A3.4	Soutien santé	Assurer la couverture médicale des forces	Taux de couverture médicale	%	2021	75,0	85,0	85,0	87,0	87,0	90,0	DCSSA
			Taux de réalisation des Actions Médicales Gratuites (AMG)	%	2021	67,0	67,0	70,0	75,0	78,0	80,0	DCSSA
A3.5	Soutien génie	Assurer la disponibilité des infrastructures opérationnelles, bâtimementaires, de protection et de sûreté	Taux de réalisation du PIP initial - Infrastructures	%	2021	0,0	90,0	90,0	90,0	92,0	92,0	DGID
			Taux d'exécution des projets PIP - Infrastructures	%	2021	0,0	90,0	90,0	90,0	92,0	92,0	DGID
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermir le lien armée-nation	Taux de participation des civils aux activités organisées par les militaires	%	2021	60,0	70,0	75,0	80,0	85,0	85,0	DMPD
A4.1	Anciens combattants	Contribuer au bien-être des anciens combattants	Taux des anciens combattants ayant une activité	%	2021	-	40,0	45,0	50,0	55,0	55,0	DMPD/BOG
A4.2	Aide à la reconversion	Assurer la reconversion du militaire à la vie civile	Taux de reconversion	%	2021	55,0	50,0	55,0	60,0	65,0	65,0	DMPD/SIRPA
A4.3	Mémoire des armées	Pérenniser l'histoire des armées	Nombre de publications des ouvrages sur l'histoire des armées	Nbre	2021	2,0	2,0	3,0	3,0	4,0	4,0	DMPD/SIRPA
A4.4	Lien Armée Nation	Promouvoir les activités de cohésion armée-nation	Taux de participation des civils aux actions médicales gratuites	%	2021	-	50,0	55,0	60,0	65,0	65,0	DMPD/BPSA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du Ministère des Armées	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	1 848 788	6 710 159	146 440	7 362 706	150 190	10 053 226	923 408	10 458 160	135 859	10 684 757
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficacité et efficacité les missions des Forces Armées Togolaises	8 245 496	20 538 946	2 625 243	28 471 204	5 060 394	29 057 254	8 106 761	29 399 506	10 579 571	34 751 619
P3	Soutien des forces	Pourvoir aux besoins des armées et assurer leur administration	4 253 289	49 457 845	5 412 156	49 464 602	10 996 879	62 589 469	5 268 657	64 324 050	314 882	61 991 809
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermer le lien armée-nation	30 740	127 405	30 740	148 665	30 740	148 665	23 530	145 929	26 595	152 306
Total des programmes			14 378 312	76 834 356	8 214 579	85 447 177	16 238 203	101 848 614	14 322 356	104 327 645	11 056 907	107 580 491

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	6 306 729	0	6 726 301	0	9 403 036	0	9 839 432	0	10 162 468
Personnel	0	0	0	25 848	0	25 848	0	25 848	0	25 848
Biens et Services	0	6 306 729	0	6 700 453	0	9 377 188	0	9 813 584	0	10 136 620
Dépenses en capital	1 848 788	403 430	146 440	636 405	150 190	650 190	923 408	618 728	135 859	522 288
Dépenses d'investissement	46 427	46 427	146 440	146 440	150 190	150 190	118 728	118 728	135 859	135 859
Projets d'investissement	1 802 361	357 003	0	489 965	0	500 000	804 680	500 000	0	386 430
Investissement financés sur RI	1 802 361	357 003	0	489 965	0	500 000	804 680	500 000	0	386 430
Total	1 848 788	6 710 159	146 440	7 362 706	150 190	10 053 226	923 408	10 458 160	135 859	10 684 757

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	18 721 080	0	24 948 191	0	26 108 139	0	27 088 656	0	28 079 936
Personnel	0	13 258 967	0	18 747 432	0	18 833 388	0	19 475 352	0	20 216 023
Biens et Services	0	5 462 114	0	6 200 758	0	7 274 751	0	7 613 304	0	7 863 913
Dépenses en capital	8 245 496	1 817 866	2 625 243	3 523 013	5 060 394	2 949 115	8 106 761	2 310 850	10 579 571	6 671 683
Dépenses d'investissement	406 694	406 694	410 200	410 200	425 200	425 200	320 695	320 695	360 857	360 857
Projets d'investissement	7 838 801	1 411 171	2 215 043	3 112 813	4 635 194	2 523 915	7 786 066	1 990 155	10 218 714	6 310 826
Investissement financés sur RI	7 838 801	1 411 171	2 215 043	3 112 813	4 635 194	2 523 915	7 786 066	1 990 155	10 218 714	6 310 826
Total	8 245 496	20 538 946	2 625 243	28 471 204	5 060 394	29 057 254	8 106 761	29 399 506	10 579 571	34 751 619

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	44 638 034	0	42 470 450	0	57 001 437	0	58 957 770	0	60 374 182
Personnel	0	39 828 994	0	34 075 878	0	45 978 228	0	47 421 562	0	48 458 234
Biens et Services	0	4 809 040	0	8 394 572	0	11 023 209	0	11 536 208	0	11 915 948
Dépenses en capital	4 253 289	4 819 811	5 412 156	6 994 152	10 996 879	5 588 032	5 268 657	5 366 281	314 882	1 617 627
Dépenses d'investissement	168 780	168 780	353 010	353 010	364 160	364 160	278 591	278 591	314 882	314 882
Projets d'investissement	4 084 510	4 651 032	5 059 146	6 641 142	10 632 719	5 223 872	4 990 066	5 087 690	0	1 302 745
Investissements financés sur RI	590 361	1 156 883	590 362	2 172 358	6 163 935	3 883 237	590 363	1 135 363	0	1 302 745
Investissements financés sur RE	3 494 148	3 494 148	4 468 784	4 468 784	4 468 784	1 340 635	4 399 703	3 952 327	0	0
Total	4 253 289	49 457 845	5 412 156	49 464 602	10 996 879	62 589 469	5 268 657	64 324 050	314 882	61 991 809

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	96 666	0	117 925	0	117 925	0	122 399	0	125 712
Personnel	0	3 630	0	21 780	0	21 780	0	21 780	0	21 780
Biens et Services	0	93 036	0	96 145	0	96 145	0	100 619	0	103 932
Dépenses en capital	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	23 530	23 530	26 595	26 595
Dépenses d'investissement	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	23 530	23 530	26 595	26 595
Total	30 740	127 405	30 740	148 665	30 740	148 665	23 530	145 929	26 595	152 306

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	10 884 164	73 340 208	3 745 795	80 978 393	11 769 419	100 507 979	9 922 653	100 375 318	11 056 907	107 580 491
Hors Projets	652 640	70 415 150	940 390	75 203 257	970 290	93 600 827	741 544	96 749 801	838 193	99 580 490
Projets	9 641 162	2 334 696	2 215 043	5 184 774	10 208 767	6 316 790	8 590 746	3 035 155	10 218 714	8 000 000
Fonds de contrepartie	590 361	590 361	590 362	590 362	590 362	590 362	590 363	590 363	0	0
Financement extérieur	3 494 148	3 494 148	4 468 784	4 468 784	4 468 784	1 340 635	4 399 703	3 952 327	0	0
Emprunts	3 494 148	3 494 148	4 468 784	4 468 784	4 468 784	1 340 635	4 399 703	3 952 327	0	0
Autres emprunteurs	3 494 148	3 494 148	4 468 784	4 468 784	4 468 784	1 340 635	4 399 703	3 952 327	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	14 378 312	76 834 356	8 214 579	85 447 177	16 238 203	101 848 614	14 322 356	104 327 645	11 056 907	107 580 491

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	69 762 510	0	74 262 867	0	92 630 537	0	96 008 257	0	98 742 297
Personnel	0	53 091 591	0	52 870 939	0	64 859 244	0	66 944 542	0	68 721 885
Biens et Services	0	16 670 919	0	21 391 928	0	27 771 293	0	29 063 715	0	30 020 412
Dépenses en capital	14 378 312	7 071 846	8 214 579	11 184 310	16 238 203	9 218 077	14 322 356	8 319 389	11 056 907	8 838 193
Dépenses d'investissement	652 640	652 640	940 390	940 390	970 290	970 290	741 544	741 544	838 193	838 193
Projets d'investissement	13 725 672	6 419 206	7 274 189	10 243 920	15 267 913	8 247 787	13 580 812	7 577 845	10 218 714	8 000 000
Investissement financés sur RI	10 231 524	2 925 058	2 805 405	5 775 136	10 799 129	6 907 152	9 181 109	3 625 518	10 218 714	8 000 000
Investissement financés sur RE	3 494 148	3 494 148	4 468 784	4 468 784	4 468 784	1 340 635	4 399 703	3 952 327	0	0
Total des programmes par nature	14 378 312	76 834 356	8 214 579	85 447 177	16 238 203	101 848 614	14 322 356	104 327 645	11 056 907	107 580 491

Tableau n°6 : Dotation stratégique de l'armée (en milliers de FCFA)

Code	Nature de dépense	2023		2024		2025		2026		2027	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	19 591 054	0	2 420 655	0	2 733 767	0	2 422 155	0	2 422 155
	Matériels	0	2 422 155	0	2 420 655	0	0	0	0	0	0
	Diverses	0	17 168 899	0	0	0	2 733 767	0	2 422 155	0	2 422 155
	DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	108 383 036	108 383 036	30 592 407	30 592 407	12 500 179	14 594 427	0	18 006 884	0	40 662 503
	DÉPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT	31 847 106	31 847 106	2 405 860	2 405 860	0	2 094 248	0	2 405 860	0	2 405 860
	Acquisition de mobilier et matériel spécifiques pour les services militaires	1 923 488	1 923 488	2 405 860	2 405 860	0	2 094 248	0	2 405 860	0	2 405 860
	Urgences sécuritaires	29 923 618	29 923 618	0	0	0	0	0	0	0	0
	PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNS	76 535 930	76 535 930	28 186 547	28 186 547	12 500 179	12 500 179	0	15 601 024	0	38 256 643
	Ressources internes	76 535 930	76 535 930	28 186 547	28 186 547	12 500 179	12 500 179	0	15 601 024	0	38 256 643
	Renforcement des capacités opérationnelles des Forces armées togolaises	76 535 930	76 535 930	28 186 547	28 186 547	12 500 179	12 500 179	0	15 601 024	0	38 256 643
	TOTAL	108 383 036	127 974 090	30 592 407	33 013 062	12 500 179	17 328 194	0	20 429 039	0	43 084 658

2.2.6. Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière (Section 410)

Le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière (MATDCC) responsable de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière d'administration générale du territoire, de décentralisation et de la chefferie coutumière, veille au respect de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales et œuvre à la sauvegarde de l'intérêt général et de la légalité. Il assure le suivi de l'application de la loi relative à la décentralisation et appuie ces collectivités dans leur mission de formation, de consolidation et de promotion de la citoyenneté. Par ailleurs, il veille à la gestion des cultes et la chefferie traditionnelle et est le garant des libertés d'association.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marquée par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les tensions de trésorerie qui ont impacté négativement sur l'exécution de nos actions dont les estimations sont évaluées à 29 135 448 000 FCFA.

Toutefois, le MATDDT compte améliorer la performance en poursuivant les actions inscrites dans la feuille de route gouvernementale (dans ses « derniers kilomètres ») à travers la réforme R5 « Décentralisation de l'État ». A ce titre, le MATDCC poursuivra la mise en œuvre des projets opérationnels de la réforme R5 et surtout l'actualisation et l'adoption de la politique nationale de décentralisation. Il mettra aussi accent sur la formation des acteurs locaux à travers l'opérationnalisation de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales. Par ailleurs, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement communaux connaîtront aussi leur poursuite.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (4) programmes déclinés en douze (12) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont : i) Pilotage et soutien aux services du MATDCC ; ii) Décentralisation et déconcentration ; iii) Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux ; et iv) Culte et chefferie traditionnelle.

Globalement, les quatre (4) programmes du MATDDT sont projetés à 35 188 949 000 FCFA en 2025 ; 29 132 424 000 FCFA en 2026 et 22 713 295 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDCC	Assurer les capacités opérationnelles du MATDCC	Taux d'exécution des programmes du MATDCC	Pourcentage	2022	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	SG
A1.1	Pilotage et coordination	Renforcer les capacités opérationnelles du MATDCC	Proportion de dialogues de gestion tenus	Pourcentage	2020	0,2	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2022	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	DAAF
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et d'évaluation des actions du ministère	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Rapports	2022	1,0	2,0	4,0	12,0	12,0	12,0	DPSE
A1.4	Gestion du système d'information et archives	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Proportion de documents traités et numérisés	Pourcentage	2022	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	DADL
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	Pourcentage	2022	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5	0,6	CFG
A1.6	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Cellule	2022	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	CBV
			Part du financement dédié à la préservation du climat et l'environnement	Pourcentage	2022	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	CBV
P2	Décentralisation et déconcentration	Favoriser la gouvernance locale	Proportion des communes ayant tenu les quatre sessions ordinaires	Pourcentage	2020	0,6	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DDCL

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.1	Renforcement de la déconcentration	Assurer l'administration du territoire	Part des services prioritaires identifiés appuyés dans la déconcentration	Pourcentage	2022	0,0	0,6	0,6	0,8	0,9	0,9	DATF
A2.2	Consolidation de la décentralisation	Contribuer à l'offre des services publics de base	Taux d'accroissement annuel des investissements des collectivités territoriales	Pourcentage	2022	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	DDCL
			Taux d'accroissement annuel des dotations d'investissements de l'Etat aux collectivités territoriales	Pourcentage	2022	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	ST-CG-FACT
P3	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	Nombre de mesures prises	Mesures	2020	6,0	9,0	10,0	11,0	12,0	13,0	DLPAP
A3.1	Gestions des libertés publiques et politiques	Assurer l'exercice des libertés publiques et un meilleur encadrement de la vie politique nationale	Taux des requêtes des associations traités	Pourcentage	2022	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	DLPAP
			Taux des requêtes des partis politiques traités dans les délais légaux	Pourcentage	2022	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	DLPAP
A3.2	Suivi et accompagnement des processus électoraux	Contribuer à une meilleure organisation des élections	Nombres de mesures prises	Mesures	2020	1,0	1,0	2,0	3,0	3,0	3,0	DAE
P4	Culte et chefferie coutumière	Contribuer à une meilleure gestion des cultes et de la chefferie coutumière	Nombre de mesures prises	mesures	2020	2,0	4,0	5,0	6,0	7,0	8,0	DDC/DCT
A4.1	Gestion des cultes	Renforcer les libertés culturelles	Proportion de lieux de cultes visités et contrôlés	Lieux de culte	2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DDC
			Taux des requêtes des organisations religieuses traités	Pourcentage	2022	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	DDC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A4.2	Gestion de la chefferie coutumière	Améliorer la gestion de la chefferie coutumière	Proportion d'unités administratives sans conflits liées à la chefferie coutumière	Pourcentage	2022	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	DCT
			Nombre de réunions du cadre de concertation avec les chefs traditionnels	Réunions	2022	20,0	25,0	30,0	50,0	55,0	60,0	DCT
P5	Développement des territoires	0	0	0	0	0,0	0,0	ND	ND	ND	ND	0
A5.1	Développement des instruments de gestion harmonieuse du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio-collectifs sur le territoire national	Nombre d'instruments d'aménagement du territoire élaborés	Unité	2020	0,0	1,0	ND	ND	ND	ND	DGAT
A5.2	Appui à la planification et au développement régional et local	Renforcement les collectivités territoriales en techniques d'élaboration des outils de planification régionale et local de développement	Nombre d'outils de planification régionale et locale élaborés	Unité	2020	0,0	15,0	ND	ND	ND	ND	DPAR
A5.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du territoire	Assurer la disponibilité et la diffusion de l'information sur l'aménagement du territoire	Nombre de cartes thématiques élaborés	Unité	2020	0,0	200,0	ND	ND	ND	ND	DIC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDCC	Assurer les capacités opérationnelles du MATDCC	132 774	683 246	285 500	682 419	276 550	1 252 435	285 666	1 297 967	295 054	1 353 128	857 270	3 903 529
P2	Décentralisation et déconcentration	Favoriser la gouvernance locale	5 497 791	18 085 763	19 180 615	27 572 201	19 005 499	32 661 715	9 257 100	26 564 174	5 476 172	20 091 275	33 738 771	79 317 163
P3	Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	1 218	333 498	3 000	346 481	6 500	370 396	6 500	364 579	6 500	361 633	19 500	1 096 608
P4	Culte et chefferie coutumière	Contribuer à une meilleure gestion des cultes et de la chefferie coutumière	1 297	359 475	3 000	756 313	13 700	865 556	13 700	866 692	13 700	868 121	41 100	2 600 369
P5	Développement des territoires	0	3 499	3 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes			5 636 579	19 465 482	19 472 115	29 357 414	19 302 249	35 150 101	9 562 966	29 093 412	5 791 426	22 674 156	34 656 641	86 917 669

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	550 473	0	396 919	0	975 885	0	1 012 301	0	1 058 074	0	3 046 259
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	424 082	0	214 779	0	696 126	0	700 321	0	712 907	0	2 109 353
Biens et Services	0	126 391	0	182 140	0	279 759	0	311 980	0	345 167	0	936 906
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	132 774	132 774	285 500	285 500	276 550	276 550	285 666	285 666	295 054	295 054	857 270	857 270
Dépenses d'investissement	132 774	132 774	285 500	285 500	276 550	276 550	285 666	285 666	295 054	295 054	857 270	857 270
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	132 774	683 246	285 500	682 419	276 550	1 252 435	285 666	1 297 967	295 054	1 353 128	857 270	3 903 529

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	10 793 767	0	11 189 242	0	14 692 300	0	14 661 308	0	14 628 737	0	43 982 345
Personnel	0	1 498 460	0	1 428 942	0	1 010 650	0	979 658	0	947 087	0	2 937 395
Biens et Services	0	172 308	0	225 300	0	741 650	0	741 650	0	741 650	0	2 224 950
Transferts Courants	0	9 123 000	0	9 535 000	0	12 940 000	0	12 940 000	0	12 940 000	0	38 820 000
Dépenses en capital	5 497 791	7 291 995	19 180 615	16 382 959	19 005 499	17 969 415	9 257 100	11 902 866	5 476 172	5 462 538	33 738 771	35 334 819
Dépenses d'investissement	1 715	1 715	3 500	3 500	7 100	7 100	7 100	7 100	7 100	7 100	21 300	21 300
Projets d'investissement	5 496 076	7 290 280	19 177 115	16 379 459	18 998 399	17 962 315	9 250 000	11 895 766	5 469 072	5 455 438	33 717 471	35 313 519
Investissements financés sur RI	345 367	382 480	1 195 191	1 064 000	4 302 147	2 365 408	3 640 000	3 640 000	2 958 212	2 807 054	10 900 359	8 812 462
Investissements financés sur RE	5 150 709	6 907 800	17 981 924	15 315 459	14 696 252	15 596 907	5 610 000	8 255 766	2 510 860	2 648 384	22 817 112	26 501 057
Total	5 497 791	18 085 763	19 180 615	27 572 201	19 005 499	32 661 715	9 257 100	26 564 174	5 476 172	20 091 275	33 738 771	79 317 163

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	332 280	0	343 481	0	363 896	0	358 079	0	355 133	0	1 077 108
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	70 644	0	75 481	0	72 896	0	67 079	0	64 133	0	204 108
Biens et Services	0	6 636	0	13 000	0	16 000	0	16 000	0	16 000	0	48 000
Transferts Courants	0	255 000	0	255 000	0	275 000	0	275 000	0	275 000	0	825 000
Dépenses en capital	1 218	1 218	3 000	3 000	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	19 500	19 500
Dépenses d'investissement	1 218	1 218	3 000	3 000	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	19 500	19 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 218	333 498	3 000	346 481	6 500	370 396	6 500	364 579	6 500	361 633	19 500	1 096 608

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	358 178	0	753 313	0	851 856	0	852 992	0	854 421	0	2 559 269
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	338 034	0	706 313	0	725 252	0	726 388	0	727 817	0	2 179 457
Biens et Services	0	10 144	0	32 000	0	36 604	0	36 604	0	36 604	0	109 812
Transferts Courants	0	10 000	0	15 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	1 297	1 297	3 000	3 000	13 700	13 700	13 700	13 700	13 700	13 700	41 100	41 100
Dépenses d'investissement	1 297	1 297	3 000	3 000	13 700	13 700	13 700	13 700	13 700	13 700	41 100	41 100
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1 297	359 475	3 000	756 313	13 700	865 556	13 700	866 692	13 700	868 121	41 100	2 600 369

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 499	3 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	3 499	3 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3 499	3 499	0	0								

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	485 870	12 557 681	1 490 191	14 041 955	4 605 997	19 553 194	3 952 966	20 837 646	3 280 566	20 025 772	11 839 529	60 416 612
Hors Projets	140 503	12 175 201	295 000	12 977 955	303 850	17 187 786	312 966	17 197 646	322 354	17 218 719	939 170	51 604 150
Projets	345 367	382 480	914 000	914 000	4 252 147	2 184 217	3 640 000	3 640 000	2 958 212	2 807 054	10 850 359	8 631 271
Fonds de contrepartie	0	0	281 191	150 000	50 000	181 191	0	0	0	0	50 000	181 191
Financement extérieur	5 150 709	5 104 788	17 981 924	15 315 459	14 696 252	15 596 907	5 610 000	8 255 766	2 510 860	2 648 384	22 817 112	26 501 057
Dons	3 121 769	3 075 848	14 259 033	14 354 459	12 640 028	14 576 907	5 210 000	7 705 766	2 510 860	2 510 860	20 360 888	24 793 533
Emprunts	2 028 940	2 028 940	3 722 891	961 000	2 056 224	1 020 000	400 000	550 000	0	137 524	2 456 224	1 707 524
TOTAL DE FINANCEMENT	5 636 579	17 662 470	19 472 115	29 357 414	19 302 249	35 150 101	9 562 966	29 093 412	5 791 426	22 674 156	34 656 641	86 917 669

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	12 034 698	0	12 682 955	0	16 883 936	0	16 884 680	0	16 896 365	0	50 664 980
Personnel	0	2 331 220	0	2 425 515	0	2 504 923	0	2 473 446	0	2 451 944	0	7 430 312
Biens et Services	0	315 478	0	452 440	0	1 074 013	0	1 106 234	0	1 139 421	0	3 319 668
Transferts Courants	0	9 388 000	0	9 805 000	0	13 305 000	0	13 305 000	0	13 305 000	0	39 915 000
Dépenses en capital	5 636 579	7 430 784	19 472 115	16 674 459	19 302 249	18 266 165	9 562 966	12 208 732	5 791 426	5 777 792	34 656 641	36 252 689
Dépenses d'investissement	140 503	140 503	295 000	295 000	303 850	303 850	312 966	312 966	322 354	322 354	939 170	939 170
Projets d'investissement	5 496 076	7 290 280	19 177 115	16 379 459	18 998 399	17 962 315	9 250 000	11 895 766	5 469 072	5 455 438	33 717 471	35 313 519
Investissements financés sur RI	345 367	382 480	1 195 191	1 064 000	4 302 147	2 365 408	3 640 000	3 640 000	2 958 212	2 807 054	10 900 359	8 812 462
Investissements financés sur RE	5 150 709	6 907 800	17 981 924	15 315 459	14 696 252	15 596 907	5 610 000	8 255 766	2 510 860	2 648 384	22 817 112	26 501 057
Total des programmes par nature	5 636 579	19 465 482	19 472 115	29 357 414	19 302 249	35 150 101	9 562 966	29 093 412	5 791 426	22 674 156	34 656 641	86 917 669

2.2.7. Ministère de la justice et de la législation (Section 420)

Le ministère de la justice et de la législation prépare et met en œuvre, dans le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire, la politique définie par le gouvernement dans les domaines de la justice et du sceau, de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion des anciens détenus. De ce fait, il veille au bon fonctionnement de l'appareil juridictionnel et pénitentiaire en ce qui concerne l'organisation, les moyens et le fonctionnement du service public de la justice. En liaison avec les autres ministères, le MJL veille à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la codification de la législation et de la réglementation en vigueur en matière civile, sociale, pénale, commerciale, administrative et des sceaux de l'Etat. Par ailleurs, il assure la coordination des programmes de réforme de la justice et assure l'adéquation des actions retenues avec le programme de réforme de l'administration publique.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation est chargé de l'amélioration de l'efficacité du système judiciaire conformément à la priorité iii de l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale Togo 2020 – 2025.

Au titre de l'exercice 2024, dont exécution des activités programmées au sein du ministère est en cours, on constate une dynamique qui tend vers les 100% d'exécution du budget.

Au titre de la période 2025-2027, il est programmé un total de 32 019 055 000 milliards de FCFA dont 7 640 593 000 pour l'année 2025, 10 686 254 000 pour le compte de l'année 2026 et l'année 2027 enregistre une programmation de 13 692 208 000 FCFA.

Les actions prioritaires au titre de l'année 2025 s'articulent autour de la mise en œuvre des innovations et réformes issues de la constitution de la Vème République, la poursuite de la construction des infrastructures judiciaires telles les tribunaux de Noté, Kanté, Sokodé, un bâtiment de 40 bureaux au Tribunal de grande instance (TGI) de Lomé, l'entame de la construction du bâtiment principal de la chancellerie, des tribunaux de Tandjouare, Mandouri, des 4 maisons de justice dans quatre (04) préfectures de la région des savanes ainsi que l'entame de la réhabilitation des tribunaux de Dapaong, Mango et les prisons du ressort des deux tribunaux, la poursuite de la réorganisation et de la numérisation des archives du TGI Lomé et de la cour d'appel de Lomé.

Il faut relever la poursuite de la délivrance des casiers judiciaires indépendamment des lieux de naissance à travers l'application automatisée par le service national de casier judiciaire. Au titre des études environnementales et architecturales, le ministère conserve la dynamique de réalisation des études pour favoriser la construction des tribunaux de Vogon, Sotouboua, Danyi et la construction d'une nouvelle prison de Bassar dont l'ancienne se trouve sous l'emprise d'une voie en projet de construction.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MJL	Améliorer la qualité des services publics du ministère de la justice et de la législation	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	%	2018	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Secrétariat général
			Pourcentage des femmes au sein du ministère de la justice et de la législation	%	2020	14,5	14,4	17,4	18,0	20,4	21,0	Secrétariat général
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du ministère de la justice et de la législation	Proportion de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	18,8	66,7	75,0	83,3	100,0	100,0	Cabinet
			Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2020	ND	ND	ND	60,0	70,0	75,0	Secrétariat général
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Renforcer l'efficacité de la gestion des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	86,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires administratives et financières
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires administratives et financières
A1.3	Formation des acteurs et experts judiciaires	Doter le ministère de la justice de personnel judiciaire et des experts de qualité	Proportion des auditeurs de justice formés	%	2020	19,2	19,2	38,5	38,5	57,7	57,7	Centre de formation des professions de justice
			Proportion des élèves greffiers formés	%	2020	30,7	30,7	61,4	61,4	92,1	92,1	Centre de formation des professions de justice
A1.4	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et de la législation	Améliorer le contrôle des juridictions et services du ministère	Proportion des juridictions et services du ministère contrôlés	%	2020	3,0	36,4	24,2	24,2	24,2	24,2	Inspection générale des services

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		de la justice et de la législation										juridictionnels et pénitentiaires
			Proportion des saisines aux fins d'enquête traitées	%	2020	25,0	33,3	16,7	16,7	0,0	0,0	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires
A1.5	Promotion du genre et de l'équité dans le secteur judiciaire	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	6,6	18,9	18,9	18,9	18,9	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	Cellule genre
A1.6	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi-évaluation des actions du ministère	Proportion des documents de planification et des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	29,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction de la planification, des statistiques et du suivi-évaluation
			Délai moyen de production des documents d'annuaire statistique	jour	2020	46,9	46,5	46,0	45,5	45,0	45,0	Direction de la planification, des statistiques et du suivi-évaluation
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	Pourcentage des affaires définitivement réglées dans les ressorts des cours d'appel de Lomé et de Kara	%	2019	34,0	44,0	49,0	53,0	58,0	60,0	Direction des affaires civiles sociales et commerciales
			Délai moyen de traitement des affaires commerciales	Jour	2019	108,0	88,0	80,0	80,0	80,0	60,0	Direction des affaires civiles sociales et commerciales
A2.1	Réforme de la législation	Moderniser le cadre législatif, réglementaire et organisationnel	Proportion des textes législatifs et réglementaires élaborés, actualisés et adoptés	%	2020	18,0	63,6	81,8	90,9	100,0	100,0	Direction de la législation
A2.2	Supervision des juridictions civiles,	Renforcer les capacités	Proportion des plaintes ayant connu un dénouement	%	2018	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires civiles,

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	sociales, commerciales et administratives	opérationnelles des juridictions										sociales et commerciales
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.3	Suivi de la gestion des procédures pénales	Assurer l'efficacité des procédures pénales	Proportion des dossiers de contentieux pénal et des procédures de grâces reçus et traités	%	2020	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires pénales et des grâces
			nombre de parquets interconnectés à des unités de polices judiciaires	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	7,0	7,0
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Pourcentage des affaires définitivement réglées dans le ressort de la cour d'appel de Lomé	%	2019	34,0	44,0	49,0	54,0	59,0	64,0	Cour d'appel de Lomé
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Pourcentage des affaires définitivement réglées dans le ressort de la cour d'appel de Kara	%	2019	35,0	45,0	50,0	55,0	60,0	65,0	Cour d'appel de Kara
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	Taux d'accès au droit et à la justice	%	2016	65,0	71,0	72,5	73,5	75,0	70,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A3.1	Assistance juridique et judiciaire	Renforcer les mécanismes de médiation, de conciliation et d'orientation	Proportion des justiciables ayant bénéficiés de l'information juridique dans les maisons de justice	%	2020	43,8	44,0	46,0	48,0	50,0	52,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
			Taux de satisfaction des usagers ayant eu un procès verbal de conciliation dans les maisons de justice	%	2020	87,8	92,3	93,3	94,3	95,3	96,3	Direction de l'accès au droit et à la justice

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.2	Délivrance du certificat de nationalité	Faciliter l'obtention du certificat de nationalité togolaise	Délai moyen de délivrance du certificat de nationalité togolaise	mois	2020	2,0	2,5	2,0	2,0	1,0	1,0	Direction de la nationalité et du sceau
			Proportion des certificats de nationalité produits	%	2020	97,9	97,0	97,0	98,0	98,0	99,0	Direction de la nationalité et du sceau
A3.3	Implémentation du droit OHADA	Faciliter l'accessibilité des textes de l'OHADA	Proportion des acteurs judiciaires formés sur les actes uniformes de l'OHADA	%	2020	0,0	16,0	24,0	24,0	24,0	26,0	Commission nationale OHADA
			Proportion des acteurs extra judiciaires sensibilisés sur les actes uniformes de l'OHADA	%	2020	0,0	13,2	26,3	26,3	26,3	2,0	Commission nationale OHADA
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	Taux d'occupation des prisons	%	2019	185,0	210,3	175,0	170,0	165,0	160,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
A4.1	Surveillance des prisons	Améliorer la sécurisation des prisons	Proportion des tentatives d'évasion déjouées	%	2020	43,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
			proportion des incidents maîtrisés	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	Améliorer les conditions de détention et de réinsertion socioprofessionnelles des détenus	Taux de réinsertion des détenus	%	2020	4,0	8,0	9,0	9,5	10,0	20,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
			Proportion des enfant ayant bénéficié des mesures alternatives	%	2020	0,0	80,0	85,0	90,0	95,0	95,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	Améliorer la qualité des services publics du ministère de la justice et de la législation	1 394 625	2 323 287	9 651 476	2 388 150	3 017 000	1 830 620	48 406	4 765 952	3 050 008	7 717 204	6 115 414	14 313 776
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	7 500	2 113 487	0	3 392 375	34 850	3 430 314	5 000	3 466 990	5 000	3 487 744	44 850	10 385 049
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	0	126 314	0	175 007	0	188 282	0	192 753	0	193 102	0	574 137
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	0	1 754 303	0	1 848 133	0	2 191 377	0	2 260 558	0	2 294 158	0	6 746 093
Total des programmes			1 402 125	6 317 391	9 651 476	7 803 666	3 051 850	7 640 593	53 406	10 686 254	3 055 008	13 692 208	6 160 264	32 019 055

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 027 265	0	823 748	0	719 558	0	921 612	0	961 549	0	2 602 719
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 778 598	0	514 112	0	406 845	0	586 204	0	601 734	0	1 594 783
Biens et Services	0	118 667	0	179 636	0	182 713	0	205 408	0	229 815	0	617 936
Transferts Courants	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	390 000
Dépenses en capital	1 394 625	296 022	9 651 476	1 564 402	3 017 000	1 111 062	48 406	3 844 340	3 050 008	6 755 655	6 115 414	11 711 057
Dépenses d'investissement	47 667	47 667	110 340	110 340	17 000	17 000	48 406	48 406	50 008	50 008	115 414	115 414
Projets d'investissement	1 346 958	248 355	9 541 136	1 454 062	3 000 000	1 094 062	0	3 795 934	3 000 000	6 705 647	6 000 000	11 595 643
Investissement financés sur RI	1 346 958	248 355	9 541 136	1 454 062	3 000 000	1 094 062	0	3 795 934	3 000 000	6 705 647	6 000 000	11 595 643
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 394 625	2 323 287	9 651 476	2 388 150	3 017 000	1 830 620	48 406	4 765 952	3 050 008	7 717 204	6 115 414	14 313 776

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 105 987	0	3 392 375	0	3 395 464	0	3 461 990	0	3 482 744	0	10 340 199
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 031 291	0	3 258 060	0	3 231 970	0	3 297 496	0	3 318 250	0	9 847 717
Biens et Services	0	74 696	0	134 315	0	163 494	0	164 494	0	164 494	0	492 482
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	7 500	7 500	0	0	34 850	34 850	5 000	5 000	5 000	5 000	44 850	44 850
Dépenses d'investissement	7 500	7 500	0	0	34 850	34 850	5 000	5 000	5 000	5 000	44 850	44 850
Total	7 500	2 113 487	0	3 392 375	34 850	3 430 314	5 000	3 466 990	5 000	3 487 744	44 850	10 385 049

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	126 314	0	175 007	0	188 282	0	192 753	0	193 102	0	574 137
Personnel	0	89 062	0	135 645	0	149 502	0	153 973	0	154 322	0	457 797
Biens et Services	0	7 252	0	9 362	0	8 780	0	8 780	0	8 780	0	26 340
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Total	0	126 314	0	175 007	0	188 282	0	192 753	0	193 102	0	574 137

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	1 754 303	0	1 848 133	0	2 191 377	0	2 260 558	0	2 294 158	0	6 746 093
Personnel	0	1 321 730	0	1 404 596	0	1 756 508	0	1 825 689	0	1 859 289	0	5 441 486
Biens et Services	0	432 573	0	443 537	0	434 869	0	434 869	0	434 869	0	1 304 607
Total	0	1 754 303	0	1 848 133	0	2 191 377	0	2 260 558	0	2 294 158	0	6 746 093

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 402 125	6 317 391	9 651 476	7 803 666	3 051 850	7 640 593	53 406	10 686 254	3 055 008	13 692 208	6 160 264	32 019 055
Hors Projets	55 167	6 069 036	110 340	6 349 604	51 850	6 546 531	53 406	6 890 320	55 008	6 986 561	160 264	20 423 412
Projets	1 346 958	248 355	9 541 136	1 454 062	3 000 000	1 094 062	0	3 795 934	3 000 000	6 705 647	6 000 000	11 595 643
TOTAL DE FINANCEMENT	1 402 125	6 317 391	9 651 476	7 803 666	3 051 850	7 640 593	53 406	10 686 254	3 055 008	13 692 208	6 160 264	32 019 055

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	6 013 869	0	6 239 264	0	6 494 681	0	6 836 914	0	6 931 553	0	20 263 148
Personnel	0	5 220 681	0	5 312 414	0	5 544 825	0	5 863 363	0	5 933 595	0	17 341 783
Biens et Services	0	633 188	0	766 850	0	789 856	0	813 551	0	837 958	0	2 441 365
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	1 402 125	303 522	9 651 476	1 564 402	3 051 850	1 145 912	53 406	3 849 340	3 055 008	6 760 655	6 160 264	11 755 907
Dépenses d'investissement	55 167	55 167	110 340	110 340	51 850	51 850	53 406	53 406	55 008	55 008	160 264	160 264
Projets d'investissement	1 346 958	248 355	9 541 136	1 454 062	3 000 000	1 094 062	0	3 795 934	3 000 000	6 705 647	6 000 000	11 595 643
Investissement financés sur RI	1 346 958	248 355	9 541 136	1 454 062	3 000 000	1 094 062	0	3 795 934	3 000 000	6 705 647	6 000 000	11 595 643
Total des programmes par nature	1 402 125	6 317 391	9 651 476	7 803 666	3 051 850	7 640 593	53 406	10 686 254	3 055 008	13 692 208	6 160 264	32 019 055

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	237	1 445 446	250	1 602 055	237	2 638 283	236	2 771 141	234	2 665 089
Catégorie A2	22	134 176	30	192 247	286	1 042 049	288	1 169 838	288	1 290 877
Catégorie A3	177	1 079 510	167	1 070 173	8	29 625	8	30 578	8	31 759
Catégorie B	350	2 134 624	321	2 057 039	168	576 383	168	601 479	168	612 612
Catégorie C	67	408 628	61	390 901	510	1 133 213	507	1 168 283	505	1 209 566
Catégorie D	0	0	0	0	54	90 417	51	87 190	47	85 884
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	3	18 297	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	856	5 220 681	829	5 312 414	1 263	5 544 825	1 258	5 863 363	1 250	5 933 595

2.2.8. Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)

Les missions du MSPC sont régies par le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres et par la feuille de route gouvernementale 2020-2025. Suivant ce décret, le Ministre de la sécurité et de la protection civile, sur le plan de la sécurité intérieure, « met en œuvre la politique de l'Etat en matière de protection des personnes et des biens, de sûreté des institutions, du maintien de l'ordre et de la paix. Il est responsable de la surveillance du territoire, de la police générale, de la police de la circulation en collaboration avec le ministre chargé des transports, de la police des stupéfiants et des mœurs et de la police de l'immigration. Il prévient et lutte contre toutes les formes de criminalité, assure le contrôle de la circulation intérieure et transfrontalière et apporte son concours à l'exécution des actes de police judiciaire », il « contrôle le régime des armes et munitions civiles, assure le maintien et le rétablissement de l'ordre public et coordonne les actions des forces de police et de la gendarmerie en matière de sécurité publique ou intérieure ». De plus, il met à la disposition du gouvernement les informations nécessaires au suivi de sa politique sécuritaire.

Sur le plan de la protection civile, le Ministre de la sécurité et de la protection civile à travers l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) « élabore le plan d'organisation de la réponse de sécurité civile (Plan ORSEC) » ainsi que les autres documents et stratégies de prévention-gestion des catastrophes, coordonne « les activités de prévention et de sensibilisation en matière de protection civile » en liaison avec les autres ministères impliqués. Par ailleurs, le Ministre de la sécurité et de la protection civile « participe, avec les autres ministres concernés, au règlement des questions touchant à la délimitation des frontières avec les États limitrophes ». Il participe aussi « à la mise en œuvre de la police administrative ». De plus, pour faire face à l'extrémisme violent et aux attaques terroristes, le MSPC intervient aussi à travers un mécanisme souple, le comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et les autres forces de police.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a pour conséquence les tensions de trésorerie. Malgré cette situation un peu difficile, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la gestion financière du ministère. Ces réformes ont permis d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les programmes. Il est de nos jours avéré qu'aucun développement n'est possible sans la sécurité et la stabilité des Etats quels qu'ils soient. Dans ces conditions, la sécurité devient alors le socle indispensable sur lequel repose toutes les actions de développement et l'atteinte des objectifs de la feuille de route gouvernementale. Dans cette optique et conscient des enjeux de la sécurité pour le développement, le Togo s'investit à instaurer un dialogue permanent comme gage de prévention et de règlement des conflits socio-politiques pour apaiser le pays afin de mettre en confiance les investisseurs et promouvoir le climat des affaires.

Pour ce faire, des réformes sont entreprises dans le secteur de la sécurité aux fins d'un maillage complet et cohérent du territoire national en vue de lutter efficacement contre toutes les formes de criminalité et de prévenir les nouvelles menaces. Aussi l'accent devra-t-il être mis sur le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des forces de sécurité pour plus de professionnalisme dans la gestion de l'ordre public, la lutte contre la petite, moyenne et grande délinquances, la cybercriminalité ainsi que la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. De plus, la coopération sécuritaire internationale (à l'instar de l'Initiative d'Accra) doit être encouragée et renforcée afin de combattre efficacement la criminalité transnationale organisée.

La participation des populations à la coproduction de sécurité avec les forces de sécurité doit être encouragée à travers la promotion et la mise en œuvre du concept de police de proximité. Sur le plan de la protection civile, il convient de souligner également que les principales catastrophes qui surviennent au Togo, occasionnent d'importants dégâts

humains, matériels, socioéconomiques sur les communautés surtout les plus vulnérables. Devant l'ampleur des conséquences liées à ces situations d'urgence, une attention particulière devra être accordée par les pouvoirs publics à la question de Réduction de risques et catastrophes (RRC) à travers l'amélioration des mécanismes de prévention et de riposte aux catastrophes en vue de renforcer la résilience des communautés face à ces fléaux. La vision du ministère est de garantir la sécurité et la protection civile, la libre circulation des personnes et des biens au Togo dans le respect des droits humains pour un développement durable, d'ici 2030. Afin d'atteindre cette vision, le ministère de la sécurité et de la protection civile, à travers l'ambition 3 : « assurer la sécurité, la paix et la justice pour tous », compte poursuivre les actions de reformes dans le secteur de la sécurité, renforcer la sécurité intérieure et la coopération sécuritaire pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée, la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, prévenir et préparer le pays à faire face aux catastrophes en vue de préserver la paix aux plans national et international.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois (3) programmes déclinés en quinze (15) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et Soutien des Services du MSPC; (ii) Sécurité Intérieure et Transfrontalière; (iii) Protection Civile.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	Taux d'exécution physique des programmes	%	2018	78,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Indice de satisfaction globale des usagers du MSPC	nombre (1 à 5)	2018	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSPC	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MSPC	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2019	60,0	70,0	95,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de couverture des programmes du ministère en personnel	%	2019	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	90,0	91,0	92,0	95,0	96,0	97,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Proportion des rapports de suivi et/ou évaluation	%	2019	50,0	60,0	65,0	70,0	75,0	77,0	DESPSE
			Proportion de données statistiques publiées	%	2019	65,0	65,0	70,0	75,0	80,0	81,0	DESPSE
A1.4	Formation	Doter le ministère en personnel qualifié	Proportion de personnels recyclés/formés	%	2019	48,0	30,0	40,0	45,0	50,0	55,0	ESFOS
A1.5	Genre et équité	Améliorer la représentativité des femmes dans les structures du ministère	Proportion des femmes dans le personnel du ministère	%	2019	12,7	12,7	13,2	13,2	13,3	13,5	Cellule genre
			Proportion de femmes promues à des postes de responsabilité/Proportion de femmes formées ou recyclées	%	2019	3,0	3,5	4,0	5,0	6,0	6,5	Cellule genre
A1.6	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	%	2024	4,0	0,0	4,0	5,9	6,0	6,1	DAAF / DESPSE/ ANPC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		changement climatique et à la protection de l'environnement	Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement et du climat	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	Indice de sécurité nationale (cf GPI)	Rang en Afrique	2018	25,0	21,0	20,0	19,0	18,0	17,0	DGPN
A2.1	Lutte contre la criminalité	Renforcer la prévention et la répression des infractions	Taux d'élucidation des infractions constatées (Nombre de cas élucidés/Nombre de cas constatés)	%	2019	47,0	73,0	74,0	75,0	76,0	77,0	DCPJ
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Garantir la paix et la tranquillité de la population	Taux de maillage du territoire en unités de police (Nb d'Unités existantes/NB total d'Unités prévues)	%	2018	65,0	70,0	70,0	72,0	75,0	78,0	DCSP
A2.3	Développement de la police de proximité	Créer une synergie d'action entre les forces de sécurité et la population	Proportion de faits suspects dénoncés par la population (nombre de faits dénoncés par la population / nombre de tous les faits enregistrés)	%	2018	10,0	12,0	15,0	17,0	19,0	21,0	IGSS
A2.4	Gestion des flux migratoires	Maîtriser les entrées et les sorties sur le territoire national	Taux de détection irrégulière (nombre d'irréguliers / nombre total d'entrées)	%	2018	0,0	8,0	7,0	6,0	5,0	4,0	DGDN
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Proportion des contrôles effectués (Nombre de contrôles effectués/ Nombre total de contrôles planifiés)	%	2018	92,0	93,0	93,5	94,0	95,0	96,0	DSR
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	Réduire la criminalité transfrontalière	Taux de crimes transfrontaliers (total de crimes transfrontaliers organisés /total des infractions constatées)	%	2018	4,0	5,0	6,0	8,0	10,0	10,0	DCIOE
A2.7	Renseignement intérieur	Améliorer le dispositif de collecte d'informations	Taux de renseignements opérationnels (Nombre de renseignements exploités/	%	2018	76,0	79,0	80,0	81,0	82,0	83,0	DCRI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
			nombre d'informations recueillies)									
A2.8	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	Renforcer la résilience des populations face au phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme	Proportion de la population sensibilisée (Nombre de personnes sensibilisées/ population exposée aux risques)	%	2018	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	CIPLEV
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	Proportion de la population couverte par la prévention et l'alerte (population couverte/population totale)	%	2018	8,0	11,0	11,0	15,0	18,0	19,0	ANPC
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	Renforcer la capacité des populations à faire face aux catastrophes	Proportion de la population résiliente dans les zones à risques (effectif des populations bénéficiaires / nombre total de population à risques)	%	2018	14,0	18,0	20,0	22,0	23,0	24,0	ANPC
			Proportion de victimes liées aux catastrophes ayant bénéficié d'une assistance humanitaire (nombre total des victimes assistées / nombre total de victimes enregistrées)	%	2018	19,0	25,0	50,0	55,0	60,0	65,0	ANPC
A3.2	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	Veiller à l'application de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	Proportion des sociétés privées de sécurité réglementaires	%	2018	68,0	75,0	80,0	95,0	95,0	95,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	842 999	1 383 988	950 000	2 255 180	741 900	2 262 410	764 457	2 367 595	787 691	2 485 031	2 294 048	7 115 035
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	193 481	22 107 136	553 467	23 973 979	99 513	24 630 802	108 000	25 313 871	5 000	25 792 886	212 513	75 737 559
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	588 952	2 024 853	1 167 005	2 800 506	388 474	2 069 863	5 000	1 695 586	5 000	1 735 148	398 474	5 500 598
Total des programmes			1 625 432	25 515 977	2 670 472	29 029 665	1 229 887	28 963 075	877 457	29 377 052	797 691	30 013 065	2 905 035	88 353 192

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	540 989	0	1 305 180	0	1 520 510	0	1 603 138	0	1 697 340	0	4 820 987
Personnel	0	109 321	0	88 608	0	247 308	0	247 913	0	260 632	0	755 852
Biens et Services	0	161 668	0	946 572	0	1 003 202	0	1 085 225	0	1 166 708	0	3 255 135
Transferts Courants	0	270 000	0	270 000	0	270 000	0	270 000	0	270 000	0	810 000
Dépenses en capital	842 999	842 999	950 000	950 000	741 900	741 900	764 457	764 457	787 691	787 691	2 294 048	2 294 048
Dépenses d'investissement	842 999	842 999	950 000	950 000	741 900	741 900	764 457	764 457	787 691	787 691	2 294 048	2 294 048
Total	842 999	1 383 988	950 000	2 255 180	741 900	2 262 410	764 457	2 367 595	787 691	2 485 031	2 294 048	7 115 035

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	21 913 655	0	23 420 512	0	24 531 289	0	25 205 871	0	25 787 886	0	75 525 046
Personnel	0	20 349 858	0	21 801 165	0	22 842 337	0	23 516 919	0	24 095 934	0	70 455 190
Biens et Services	0	463 797	0	519 347	0	588 952	0	588 952	0	591 952	0	1 769 856
Transferts Courants	0	1 100 000	0	1 100 000	0	1 100 000	0	1 100 000	0	1 100 000	0	3 300 000
Dépenses en capital	193 481	193 481	553 467	553 467	99 513	99 513	108 000	108 000	5 000	5 000	212 513	212 513
Dépenses d'investissement	106 741	106 741	75 000	75 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000
Projets d'investissement	86 740	86 740	478 467	478 467	94 513	94 513	103 000	103 000	0	0	197 513	197 513
Investissements financés sur RI	86 740	86 740	478 467	478 467	94 513	94 513	103 000	103 000	0	0	197 513	197 513
Total	193 481	22 107 136	553 467	23 973 979	99 513	24 630 802	108 000	25 313 871	5 000	25 792 886	212 513	75 737 559

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 443 827	0	1 633 501	0	1 681 389	0	1 690 586	0	1 730 148	0	5 102 124
Personnel	0	639 199	0	728 582	0	776 470	0	785 667	0	825 229	0	2 387 367
Biens et Services	0	4 628	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	14 757
Transferts Courants	0	800 000	0	900 000	0	900 000	0	900 000	0	900 000	0	2 700 000
Dépenses en capital	588 952	581 026	1 167 005	1 167 005	388 474	388 474	5 000	5 000	5 000	5 000	398 474	398 474
Dépenses d'investissement	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	15 000	15 000
Projets d'investissement	583 952	576 026	1 162 005	1 162 005	383 474	383 474	0	0	0	0	383 474	383 474
Investissements financés sur RI	429 202	421 276	924 486	924 486	383 474	383 474	0	0	0	0	383 474	383 474
Investissements financés sur RE	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	588 952	2 024 853	1 167 005	2 800 506	388 474	2 069 863	5 000	1 695 586	5 000	1 735 148	398 474	5 500 598

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 470 682	25 361 227	2 432 953	28 792 146	1 229 887	28 963 075	877 457	29 377 052	797 691	30 013 065	2 905 035	88 353 192
Hors Projets	954 740	24 853 211	1 030 000	27 389 193	751 900	28 485 088	774 457	29 274 052	797 691	30 013 065	2 324 048	87 772 205
Projets	515 942	508 016	1 402 953	1 402 953	477 987	477 987	103 000	103 000	0	0	580 987	580 987
Financement extérieur	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 625 432	25 515 977	2 670 472	29 029 665	1 229 887	28 963 075	877 457	29 377 052	797 691	30 013 065	2 905 035	88 353 192

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	23 898 471	0	26 359 193	0	27 733 188	0	28 499 595	0	29 215 374	0	85 448 157
Personnel	0	21 098 378	0	22 618 355	0	23 866 115	0	24 550 499	0	25 181 795	0	73 598 410
Biens et Services	0	630 093	0	1 470 838	0	1 597 073	0	1 679 096	0	1 763 579	0	5 039 748
Transferts Courants	0	2 170 000	0	2 270 000	0	2 270 000	0	2 270 000	0	2 270 000	0	6 810 000
Dépenses en capital	1 625 432	1 617 506	2 670 472	2 670 472	1 229 887	1 229 887	877 457	877 457	797 691	797 691	2 905 035	2 905 035
Dépenses d'investissement	954 740	954 740	1 030 000	1 030 000	751 900	751 900	774 457	774 457	797 691	797 691	2 324 048	2 324 048
Projets d'investissement	670 692	662 766	1 640 472	1 640 472	477 987	477 987	103 000	103 000	0	0	580 987	580 987
Investissement financés sur RI	515 942	508 016	1 402 953	1 402 953	477 987	477 987	103 000	103 000	0	0	580 987	580 987
Investissement financés sur RE	154 750	154 750	237 519	237 519	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 625 432	25 515 977	2 670 472	29 029 665	1 229 887	28 963 075	877 457	29 377 052	797 691	30 013 065	2 905 035	88 353 192

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	51	311 045	66	422 943	81	355 606	99	461 425	118	560 131
Catégorie A2	522	3 183 640	602	3 857 748	613	2 691 194	624	2 908 377	648	3 075 976
Catégorie A3	63	384 232	96	615 189	96	421 459	96	447 443	96	455 700
Catégorie B	409	2 494 461	429	2 749 126	457	2 006 322	458	2 134 674	517	2 454 135
Catégorie C	511	3 116 551	134	858 701	115	504 873	141	657 181	170	806 969
Catégorie D	4 400	26 835 276	7 876	50 471 140	8 926	39 186 939	10 026	46 729 795	11 226	53 288 431
TOTAL	856	5 220 681	829	5 312 414	1 263	5 544 825	1 258	5 863 363	1 250	5 933 595

Tableau n°7 : Dotation du ministère

Code	Nature de dépense	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
		AE	CP	AE	CP								
	DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	1 837 006	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021
	Diverses	0	1 837 006	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021
	TOTAL	0	1 837 006	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021

2.2.9. Ministère de l'aménagement des territoires (Section 440)

Le ministère de l'aménagement et du développement des territoires a pour mission de contribuer à la réduction des disparités territoriales à travers la promotion d'un développement équilibré et durable des territoires. Il élabore et met en œuvre la politique nationale de l'aménagement et du développement des territoires et accompagne les collectivités territoriales dans leurs actions de promotion du développement durable.

Le ministère étant un nouveau ministère, il ne dispose pas encore à son actif des rapports d'activités pour la gestion 2024. Toutefois, les actions phares réalisées par le ministère délégué d'alors sont contenues dans le document bilan du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière.

Les grands défis à relever par le ministère sont l'amélioration de la compétitivité des territoires et la lutte contre les déséquilibres inter et intra régionaux et locaux à travers le développement des économies territoriales et l'émergence de pôles de développement, la cohérence territoriale des politiques sectorielles, la solidarité entre les composantes du territoire national, le renforcement des capacités des cadres en technique de planification, de programmation et de suivi-évaluation en vue de renforcer le système national de planification local dans tous les secteurs, la mobilisation suffisante des partenaires pour accompagner la mise en œuvre des actions de développement local.

Les priorités du MADT pour l'année 2025 sont entre autres : (i) la validation et la mise en œuvre des PDC des quinze (15) communes du projet 33 de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 ; (ii) la mise en œuvre du mécanisme d'appui et d'accompagnement aux communes dans l'élaboration des outils de planification, (iii) l'élaboration et la vulgarisation du guide national d'élaboration d'un plan de développement régional.

Le MADT dispose d'un (1) programme dont le coût annuel se présente comme suit dans les tableaux qui suivent.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien au MADT	Renforcer les capacités opérationnelles du MADT	Taux d'exécution physique des programmes	%	2022	70,0	80,0	85,0	95,0	100,0	75,0	0
A1.1	Pilotage et soutien au service du MADT	Améliorer la qualité des services du MADT	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	0,0	70,0	80,0	85,0	90,0	100,0	0
A1.2	Gestion des ressources humaines et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines et financières du ministère	Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Nbre	2022	0,0	5,0	3,0	3,0	2,0	2,0	0
			Taux d'exécution du budget	%	2022	0,0	93,0	95,0	96,0	98,0	100,0	0
A1.3	Planification et suivi évaluation	Assurer une meilleure coordination des actions du développement	proportion de projets et programmes suivis	%	2022	0,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	0
P2	Développement des territoires	Coordonner la mise en œuvre des projets et actions opérationnelles du MADT en matière du développement des territoires	Nbre de plan de développement élaboré	Nbre	2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.1	Cohésion des territoires	Assurer le développement équilibré des territoires	Nombre de plan communal élaboré	Nbre	2022	0,0	0,0	50,0	60,0	72,0	85,0	0
A2.2	Promotion des territoires	Assurer la promotion et la valorisation des territoires à travers leurs avantages compétitifs	Proportion de politique harmonisée	%	2022	0,0	0,0	0,0	5,0	7,0	10,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien au MADT	Renforcer les capacités opérationnelles du MADT	0	0	0	0	151 500	268 316	53 045	170 609	54 636	172 872	259 181	611 796
P2	développement des territoires	Coordonner la mise en œuvre des projets et actions opérationnelles du MADT en matière du développement des territoires	0	0	0	0	0	128 119	0	132 578	0	137 269	0	397 966
Total des programmes			0	0	0	0	151 500	396 435	53 045	303 187	54 636	310 141	259 181	1 009 762

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	116 816	0	117 564	0	118 236	0	352 615
Personnel	0	0	0	0	0	45 443	0	46 191	0	46 863	0	138 496
Biens et Services	0	0	0	0	0	71 373	0	71 373	0	71 373	0	214 119
Dépenses en capital	0	0	0	0	151 500	151 500	53 045	53 045	54 636	54 636	259 181	259 181
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	0	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Total	0	0	0	0	151 500	268 316	53 045	170 609	54 636	172 872	259 181	611 796

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	128 119	0	132 578	0	137 269	0	397 966
Personnel	0	0	0	0	0	128 119	0	132 578	0	137 269	0	397 966
Total	0	0	0	0	0	128 119	0	132 578	0	137 269	0	397 966

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	151 500	396 435	53 045	303 187	54 636	310 141	259 181	1 009 762
Hors Projets	0	0	0	0	51 500	296 435	53 045	303 187	54 636	310 141	159 181	909 762
Projets	0	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	151 500	396 435	53 045	303 187	54 636	310 141	259 181	1 009 762

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	244 935	0	250 142	0	255 505	0	750 581
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	0	0	173 562	0	178 769	0	184 132	0	536 462
Biens et Services	0	0	0	0	0	71 373	0	71 373	0	71 373	0	214 119
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	151 500	151 500	53 045	53 045	54 636	54 636	259 181	259 181
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	51 500	51 500	53 045	53 045	54 636	54 636	159 181	159 181
Projets d'investissement	0	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Total des programmes par nature	0	0	0	0	151 500	396 435	53 045	303 187	54 636	310 141	259 181	1 009 762

2.2.10. Ministère des enseignements primaires et secondaires (Section 510)

Le ministère des enseignements primaire et secondaire, dans ses attributions, est de coordonner les activités du système éducatif togolais, de proposer, de planifier et de mettre en œuvre des projets et programmes en vue d'une éducation préscolaire ainsi qu'un enseignement primaire et secondaire général de qualité, accessible à tous, en phase avec le marché du travail. Pour y parvenir, le secteur de l'éducation a élaboré le Plan sectoriel de l'éducation (PSE 2010-2020), qui a été adopté en mars 2010 et révisé en 2019 pour la période 2020-2030. Ce plan vise à : (i) améliorer l'accès équitable et réduire les disparités, (ii) améliorer la qualité de l'enseignement et (iii) améliorer la gestion et la gouvernance.

En ce qui concerne l'objectif 1 (améliorer l'accès équitable et réduire les disparités), il est à noter que les données scolaires révèlent qu'il existe encore d'énormes disparités en matière d'infrastructures scolaires, notamment les salles de classe en dur. Ces disparités sont plus accentuées dans les milieux ruraux où les parents contribuent à la construction de salles de classe, la plupart en matériaux provisoires et précaires.

Pour l'objectif 2 (améliorer la qualité de l'enseignement), la priorité sera accordée à l'amélioration de l'efficacité interne et de la qualité du service éducatif. Il s'agira d'agir davantage sur les redoublements, à travers l'amélioration des apprentissages dans le primaire et le secondaire basé sur le développement des innovations nécessaires, pour permettre aux élèves/apprenants d'atteindre le niveau minimum requis de connaissances et de compétences.

S'agissant de l'objectif 3 (améliorer la gestion et la gouvernance), une attention particulière sera accordée à l'utilisation des ressources (humaines, matérielles et financières) allouées de façon rationnelle, efficiente et transparente. Cette recherche de l'optimisation de la dépense éducative requiert la réunion d'un certain nombre de conditions parmi lesquelles l'existence d'un système d'information fiable, une déconcentration de la gestion du dispositif, la responsabilisation et l'équipement des services aux différents niveaux hiérarchiques, ainsi que le partage d'une culture de la transparence fondée sur le principe de la redevabilité.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère a été marquée en partie par la situation sécuritaire qui prévaut au nord du Togo. Cette situation a entravé la mise en œuvre partielle des activités prévues dans le PTBA 2024 du ministère. Cependant, de manière globale, la performance des actions des programmes sont non négligeables au regard des objectifs contenus dans le DPPD du ministère. Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur l'augmentation des capacités physiques des établissements scolaires, leur équipement d'outils digitaux, l'amélioration de la qualité des enseignements par la poursuite des efforts sur les réformes curriculaires

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois (3) programmes déclinés en treize (13) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) (Piloteage et soutien des services du MEPS ; (ii) Enseignement préscolaire et primaire et (iii) Enseignement secondaire général.

Globalement, les trois (3) programmes sont projetés à 182 801 661 000 FCFA en 2025, 190 404 016 000 FCFA en 2026 et 198 238 797 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MEPS	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère des enseignements primaire et secondaire	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	Pourcentage	2023	76,5	76,5	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MEPS	Pourcentage	2023	44,1	44,1	44,5	46,0	46,0	47,0	CAB
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEPS	Améliorer la qualité des services du ministère des enseignements primaire et secondaire	Proportion de dialogues de gestion tenus	Pourcentage	2021	26,7	53,3	53,3	53,3	66,7	73,3	CAB
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère des enseignements primaire et secondaire	Taux d'occupation des postes de travail	Pourcentage	2020	65,0	80,0	90,0	92,0	93,0	95,0	DRH
			Pourcentage d'enseignant ayant reçu une formation initiale	Pourcentage	2022	35,0	22,0	27,0	33,0	40,0	46,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	Pourcentage	2020	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2020	97,0	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.4	Elaboration des curricula et manuels scolaires	Doter le système de curricula et de manuels scolaires	Proportion de curricula élaborés ou révisés en APC	Pourcentage	2018	50,0	92,9	100,0	21,4	50,0	100,0	DPIP
A1.5	Prospective, Planification, Statistiques et Suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	Pourcentage	2020	86,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Pourcentage	2019	210,0	240,0	210,0	210,0	180,0	180,0	DPSSE
A1.6	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	Pourcentage	2007	66,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CNDP-TICE
			Pourcentage d'établissements scolaires connectés aux réseaux internet	Pourcentage	2021	1,7	3,4	5,1	6,8	8,5	10,2	CNDP-TICE
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	Pourcentage	2022	75,0	45,0	77,0	85,0	90,0	90,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
A1.8	Coordination et expertise des activités pédagogiques et administratives en cours dans les établissements scolaires et les inspections de l'enseignement	Assurer le bon fonctionnement des établissements scolaires et des inspections d'enseignement	Nombre d'établissements scolaires et d'inspections évalués	Unité	2023	115,0	115,0	170,0	170,0	170,0	170,0	IGE
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.9	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage d'allocation des dépenses budgétaires aux priorités de développement liées aux changements climatiques et à la protection de l'environnement	Création de la cellule budget vert et son opérationnalisation	Unité	0	ND	ND	ND	oui	oui	oui	Cellule budget vert
			la part du financement dédiée à la préservation du climat et à l'environnement	Pourcentage	0	ND	ND	93,4	94,5	95,5	96,5	Cellule budget vert
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	Taux de couverture au préscolaire (4-5 ans)	Pourcentage	2019	37,3	46,6	48,0	47,6	50,1	52,5	DEPP
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	Assurer la mise en œuvre efficace et efficiente des actions du préscolaire et primaire	Taux d'exécution physique des activités	Pourcentage	2020	42,0	57,9	75,0	80,0	85,0	90,0	DEPP
A2.2	Qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire	Améliorer la qualité de l'enseignement préscolaire et primaire et garantir la maîtrise des fondamentaux en lecture et en mathématiques	Pourcentage d'élèves ayant obtenu une note supérieure ou égale à 10/20 en français et en mathématiques au CEPD	Pourcentage	2019	25,5	81,5	85,0	90,0	95,0	100,0	DEPP
			Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	Pourcentage	2020	12,3	59,9	60,0	75,0	85,0	90,0	IEPP
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	Taux de rétention au collège	Pourcentage	2019	36,6	53,0	58,4	61,4	64,4	67,4	DESG
			Pourcentage des nouveaux inscrits en classes de seconde de l'enseignement secondaire général par rapport à l'ensemble des admis au BEPC	Pourcentage	2020	71,7	75,1	76,2	76,7	77,0	77,4	DESG
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	Assurer la mise en œuvre efficace des actions du secondaire général	Taux d'exécution physique des activités	Pourcentage	2020	38,0	95,0	98,0	100,0	100,0	100,0	DESG
A3.2	Qualité de l'enseignement au secondaire général	Améliorer la qualité de l'enseignement au secondaire général	Pourcentage d'élèves disposant des manuels de français, anglais, mathématiques et sciences expérimentales	Pourcentage	2019	43,0	34,5	45,0	66,5	74,3	80,0	BOP/IESG
			Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	Pourcentage	2019	6,0	30,0	50,0	55,0	60,0	65,0	BOP/IESG

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MEPS	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère des enseignements primaire et secondaire	525 454	20 866 470	642 196	16 975 393	83 983	17 014 571	86 502	17 644 836	89 097	18 170 921
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	15 337 283	104 833 366	7 998 647	102 010 828	15 222 179	106 254 614	6 499 305	109 747 866	127 308	114 582 109
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	4 375 242	45 342 840	2 864 346	58 869 590	60 000	59 939 830	61 800	63 011 313	63 654	65 485 766
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle	0	3 799	8 504 498	7 500	8 801 331	0	0	0	0	0	0
P5	Artisanat	0	1 500	725 968	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
Total des programmes			20 243 278	180 273 142	11 515 689	186 660 142	15 366 162	183 209 015	6 647 607	190 404 016	280 059	198 238 797

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	20 341 016	0	16 333 197	0	16 930 588	0	17 558 334	0	18 081 825
Personnel	0	17 288 872	0	13 028 667	0	10 686 880	0	11 239 712	0	11 686 041
Biens et Services	0	2 712 144	0	2 964 530	0	2 497 138	0	2 572 052	0	2 649 214
Transferts Courants	0	340 000	0	340 000	0	3 746 570	0	3 746 570	0	3 746 570
Dépenses en capital	525 454	525 454	642 196	642 196	83 983	83 983	86 502	86 502	89 097	89 097
Dépenses d'investissement	123 451	123 451	247 000	247 000	83 983	83 983	86 502	86 502	89 097	89 097
Projets d'investissement	402 003	402 003	395 196	395 196	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	402 003	402 003	395 196	395 196	0	0	0	0	0	0
Total	525 454	20 866 470	642 196	16 975 393	83 983	17 014 571	86 502	17 644 836	89 097	18 170 921

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	92 296 083	0	94 012 181	0	100 124 154	0	104 937 723	0	108 826 365
Personnel	0	85 192 683	0	86 766 130	0	92 842 693	0	97 645 446	0	101 522 946
Biens et Services	0	182 496	0	325 147	0	360 557	0	371 374	0	382 515
Transferts Courants	0	6 920 904	0	6 920 904	0	6 920 904	0	6 920 904	0	6 920 904
Dépenses en capital	15 337 283	12 537 283	7 998 647	7 998 647	15 222 179	6 130 460	6 499 305	4 810 143	127 308	5 755 744
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	120 000	120 000	123 600	123 600	127 308	127 308
Projets d'investissement	15 337 283	12 537 283	7 998 647	7 998 647	15 102 179	6 010 460	6 375 705	4 686 543	0	5 628 436
Investissement financés sur RI	1 775 626	1 775 626	1 554 250	1 554 250	1 335 678	1 335 678	1 054 572	782 136	0	272 436
Investissement financés sur RE	13 561 657	10 761 657	6 444 397	6 444 397	13 766 501	4 674 782	5 321 133	3 904 407	0	5 356 000
Total	15 337 283	104 833 366	7 998 647	102 010 828	15 222 179	106 254 614	6 499 305	109 747 866	127 308	114 582 109

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	40 967 598	0	56 005 244	0	59 879 830	0	62 949 513	0	65 422 112
Personnel	0	40 272 407	0	55 076 518	0	58 984 016	0	62 038 825	0	64 496 103
Biens et Services	0	295 191	0	528 726	0	495 814	0	510 688	0	526 009
Transferts Courants	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000
Dépenses en capital	4 375 242	4 375 242	2 864 346	2 864 346	60 000	60 000	61 800	61 800	63 654	63 654
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	60 000	60 000	61 800	61 800	63 654	63 654
Projets d'investissement	4 375 242	4 375 242	2 864 346	2 864 346	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	1 872 197	1 872 197	552 974	552 974	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	2 503 045	2 503 045	2 311 372	2 311 372	0	0	0	0	0	0
Total	4 375 242	45 342 840	2 864 346	58 869 590	60 000	59 939 830	61 800	63 011 313	63 654	65 485 766

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	8 500 699	0	8 793 831	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	7 848 627	0	7 980 518	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	102 072	0	163 313	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	550 000	0	650 000	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 799	3 799	7 500	7 500	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	3 799	3 799	7 500	7 500	0	0	0	0	0	0
Total	3 799	8 504 498	7 500	8 801 331	0	0	0	0	0	0

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	724 468	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	72 041	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	2 427	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	650 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 500	1 500	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	1 500	1 500	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
Total	1 500	725 968	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 776 573	166 606 437	2 364 724	177 509 177	1 599 661	178 534 233	1 326 474	186 499 609	280 059	192 882 797
Hors Projets	128 750	162 958 614	257 500	175 401 953	263 983	177 198 555	271 902	185 717 473	280 059	192 610 361
Fonds de contrepartie	3 647 823	3 647 823	2 107 224	2 107 224	1 335 678	1 335 678	1 054 572	782 136	0	272 436
Financement extérieur	16 466 705	13 666 705	9 150 965	9 150 965	13 766 501	4 674 782	5 321 133	3 904 407	0	5 356 000
Dons	13 372 775	13 372 775	5 719 601	5 719 601	1 271 282	1 218 862	500 000	552 420	0	0
Emprunts	3 093 930	293 930	3 431 364	3 431 364	12 495 219	3 455 920	4 821 133	3 351 987	0	5 356 000
TOTAL DE FINANCEMENT	20 243 278	180 273 142	11 515 689	186 660 142	15 366 162	183 209 015	6 647 607	190 404 016	280 059	198 238 797

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	162 829 864	0	175 144 453	0	176 934 572	0	185 445 571	0	192 330 302
Personnel	0	150 674 630	0	162 851 833	0	162 513 589	0	170 923 983	0	177 705 090
Biens et Services	0	3 294 330	0	3 981 716	0	3 353 509	0	3 454 114	0	3 557 738
Transferts Courants	0	8 860 904	0	8 310 904	0	11 067 474	0	11 067 474	0	11 067 474
Dépenses en capital	20 243 278	17 443 278	11 515 689	11 515 689	15 366 162	6 274 443	6 647 607	4 958 445	280 059	5 908 495
Dépenses d'investissement	128 750	128 750	257 500	257 500	263 983	263 983	271 902	271 902	280 059	280 059
Projets d'investissement	20 114 528	17 314 528	11 258 189	11 258 189	15 102 179	6 010 460	6 375 705	4 686 543	0	5 628 436
Investissement financés sur RI	3 647 823	3 647 823	2 107 224	2 107 224	1 335 678	1 335 678	1 054 572	782 136	0	272 436
Investissement financés sur RE	16 466 705	13 666 705	9 150 965	9 150 965	13 766 501	4 674 782	5 321 133	3 904 407	0	5 356 000
Total des programmes par nature	20 243 278	180 273 142	11 515 689	186 660 142	15 366 162	183 209 015	6 647 607	190 404 016	280 059	198 238 797

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant								
Catégorie A1	4 154	16 195 172	5 136	12 320 864	3 434	14 622 640	2 090	6 327 394	2 440	7 251 314
Catégorie A2	9 265	32 757 939	12 472	36 193 165	9 918	43 280 619	4 411	15 962 882	4 811	16 965 204
Catégorie A3	169	277 986	288	266 050	1 876	6 274 114	15 644	55 274 544	20 644	64 691 378
Catégorie B	23 793	89 297 405	31 605	104 979 872	25 088	97 581 565	23 996	88 061 264	23 996	83 589 896
Catégorie C	838	3 822 034	548	1 048 871	172	665 414	1 244	5 099 182	1 244	5 013 849
Catégorie D	62	403 426	24	62 492	22	89 236	38	143 997	38	139 318
TOTAL	38 281	150 674 630	50 073	162 851 833	40 510	162 513 589	47 436	170 923 983	53 186	177 705 090

2.2.11. Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage (Section 520)

L'enseignement technique et la formation professionnelle constituent l'une des composantes du dispositif national d'éducation et de qualification pour l'emploi. Le système assure l'acquisition des connaissances théoriques, des capacités et savoir-faire pratiques que nécessite l'exercice d'un métier ou d'une profession qualifiée ainsi que l'adaptation de ces connaissances, de ces savoirs et savoir-faire aux mutations technologiques et à l'évolution des caractéristiques de l'emploi. Suivant les dispositions de la loi n°2002-016 du 30 avril 2002, portant orientation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le système d'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage a pour objet de définir les grandes orientations et les options fondamentales en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle au Togo. Elle s'applique à l'ensemble des institutions publiques et privées ayant pour mission l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Pour y parvenir, le secteur de l'éducation a élaboré le Plan sectoriel de l'éducation (PSE 2010-2020), qui a été adopté en mars 2010 et révisé en 2019 pour la période 2020-2030. Pour sa mise en œuvre le Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage a élaboré une stratégie nationale de l'ETFP en trois (3) axes et vise à : (i) améliorer la gouvernance et accroître le financement du système ETFP, (ii) améliorer l'accès et l'équité du système ETFP et (iii) renforcer l'attractivité et la qualité de l'ETFP.

Les défis majeurs, au titre de l'exercice 2025, sont les suivants, en termes de :

- Accroissement de l'accès : la réhabilitation, l'extension et l'équipement des structures de formation existantes ; la construction et l'équipement de nouvelles structures de formation ; l'inversion de la tendance des effectifs prédominant dans les formations de type tertiaire en sensibilisant davantage les apprenants à embrasser les filières industrielles et agro-sylvo-pastorales.
- Renforcement de la qualité et de l'attractivité de la formation : la révision/ l'actualisation des curricula de formation selon l'approche par compétence et en lien avec le numérique ; la diversification des offres de formation ; la révision des référentiels d'évaluation certificatives ; la mise en place du cadre national de certification et validation des acquis de l'expérience ; la restructuration de l'Institut national de formation et de perfectionnement professionnels (INFPP) ; l'amélioration de la qualité des formations à travers la formation des formateurs; l'implémentation des formations de courtes durées pour deux mille cent soixante-quinze (2175) jeunes dans les métiers de BTP, du numérique, de l'agropastoral et de l'agro transformation ; le recrutement des conseillers d'apprentissage ; l'amélioration de l'insertion des sortants par la mise en place d'un mécanisme d'accompagnement à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat.
- Amélioration de la gouvernance et du financement : la sensibilisation/communication ; le renforcement des capacités managériales ; la digitalisation ; l'autonomisation des établissements/centres d'enseignement technique et de formation professionnelle (ETFP) ; l'adoption du code de l'apprentissage ; l'accroissement du financement de l'ETFP par la mobilisation des partenaires et des ressources alternatives.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (4) programmes déclinés en treize (13) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) (Pilotage et soutien des services du METFPA ; (ii) Enseignement technique ; (iii) Formation professionnelle et apprentissage et (iv) Qualité de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Globalement, les quatre (04) programmes sont projetés à 16 258 524 000 FCFA en 2025, 22 215 360.000 FCFA en 2026 et 21 401 200.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du METFPA	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du METFPA	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	10,0	10,0	10,0	CAB
A1.1	Pilotage et coordination des actions du METFPA	Améliorer la qualité des services du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	CAB
			Taux de couverture des contrôles et audits des structures	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	72,0	72,0	72,0	CAB
A1.2	Gestion et formation des ressources humaines	Assurer une gestion et une formation efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Taux d'occupation des postes de travail	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DRH
			Proportion de ressources humaines ayant reçu une formation	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	27,4	28,1	30,7	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Evaluation et certification	Assurer l'organisation des examens et concours nationaux	Proportion d'examens et concours nationaux organisés	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DECC
			Proportion de diplômes/certificats délivrés	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DECC
A1.5	Prospective, planification,	Améliorer le processus de planification, de production des	Proportion de rapports trimestriels de suivi-évaluation produits	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DSRP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	statistiques et suivi-évaluation	statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Jour	0	0,0	0,0	0,0	210,0	210,0	210,0	DSRP
A1.6	Partenariat public/privé	Renforcer davantage le partenariat public/privé	Nombre d'entreprises ayant accueilli les apprenants en stage	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	5 000,0	5 500,0	6 000,0	SP-CSETFP
			Proportion d'apprenants placés en stage	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	SP-CSETFP
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	Cellule genre
			Proportion des filles embrassant les filières industrielles et agro-sylvo-pastorales à l'ETFP	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	22,0	25,0	30,0	Cellule genre
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage d'allocation des dépenses budgétaires aux priorités de développement liées aux changements climatiques et à la protection de l'environnement	Proportion d'agents du Ministère ayant reçu des renforcements de capacités sur les thématiques liées aux enjeux climatiques et environnementaux	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	15,0	18,0	20,0	Cellule budget vert
P2	Enseignement technique	Accroître l'accès à l'enseignement technique	Pourcentage des nouveaux inscrits en seconde par rapport à l'ensemble des admis au BEPC	Pourcentage	2022	13,0	11,6	12,0	13,0	14,0	15,0	DEST
A2.1	Coordination des activités de	Assurer le bon déroulement des	Taux d'exécution physique des activités prévues	Pourcentage	2022	87,5	85,0	90,0	95,0	95,0	100,0	DEST

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	l'enseignement technique	activités pédagogiques et administratives des établissements										
P3	Formation professionnelle et Apprentissage	Accroître l'accès à la formation professionnelle, à l'apprentissage et assurer l'adéquation emploi-formation	Proportion des apprenants dans les filières de formation professionnelles	Pourcentage	2022	38,9	42,2	46,3	49,1	52,0	55,2	DFPA
			Pourcentage d'apprenants sortant de la formation professionnelle et de l'apprentissage contribuant à la création de richesses et d'emplois	Pourcentage	2022	ND	ND	82,0	83,0	84,0	85,0	DFPA
A3.1	Coordination des activités de la formation professionnelle, de l'apprentissage et promotion de l'employabilité des jeunes/adultes	Assurer le bon déroulement des activités pédagogiques et administratives des centres et améliorer l'employabilité des bénéficiaires	Taux d'exécution physique annuelle des activités prévues	Pourcentage	2022	88,8	85,0	90,0	92,0	95,0	100,0	DFPA
			Nombre de jeunes/adultes formés et accompagnés dans leur parcours d'insertion	Nombre	2022	778,0	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0	DFPA
P4	Qualité de l'Enseignement Technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Améliorer la qualité de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Proportion de curricula en phase avec les besoins du marché du travail	Pourcentage	2022	23,6	38,7	56,6	69,7	75,0	79,1	DPP
			Proportion de formateurs formés	Pourcentage	2022	18,2	10,1	9,2	10,3	11,0	12,0	DPP
A4.1	Elaboration/révision des curricula et manuels de formation en APC	Doter le système de curricula et de manuels de formation en approche par compétences (APC)	Proportion de curricula élaborés ou révisés en APC	Pourcentage	2022	23,6	38,7	56,6	69,7	75,0	79,1	DPP
			Proportion de curricula en APC mis en œuvre	Pourcentage	2022	ND	ND	61,3	80,0	95,0	97,8	DPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A4.2	Renforcement des capacités des enseignants/formateurs	Assurer les formations initiales et continues des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Proportion de formateurs ayant bénéficié de formation initiale et/ou continue	Pourcentage	2022	18,2	10,1	9,2	10,3	11,0	12,0	INFPP
			Nombre d'agents du monde de travail formés	Nombre	2022	103,0	300,0	231,0	200,0	200,0	200,0	INFPP
A4.3	Suivi des activités pédagogiques des enseignants et des établissements/centres de formations	Améliorer la qualité des activités pédagogiques dans les établissements et centres de formation	Proportion d'établissements/centres visités	Pourcentage	2022	60,7	84,5	90,3	91,0	91,0	91,0	IETFP LCGA
			Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	Pourcentage	2022	51,8	55,7	61,9	65,0	67,0	67,0	IETFP LCGA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du METFPA	Renforcer les capacités opérationnelles du METFPA	0	0	0	0	90 675	5 622 743	93 395	5 723 493	96 197	5 827 266	280 267	17 173 502
P2	Enseignement technique	Accroître l'accès à l'enseignement technique	0	0	0	0	2 500	5 009 811	2 575	5 160 105	2 652	5 314 909	7 727	15 484 825
P3	Formation professionnelle et Apprentissage	Accroître l'accès à la formation professionnelle, à l'apprentissage et assurer l'adéquation emploi-formation	0	0	0	0	5 456 054	4 118 511	2 797 962	7 219 842	1 141 972	5 361 416	9 395 988	16 699 769
P4	Qualité de l'Enseignement Technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	Améliorer la qualité de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage	0	0	0	0	418 191	1 507 459	3 931 448	4 111 920	3 716 545	4 897 609	8 066 184	10 516 988
Total des programmes			0	0	0	0	5 967 420	16 258 524	6 825 380	22 215 360	4 957 367	21 401 200	17 750 167	59 875 083

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	5 532 068	0	5 630 098	0	5 731 069	0	16 893 235
Personnel	0	0	0	0	0	3 093 313	0	3 185 337	0	3 280 122	0	9 558 772
Biens et Services	0	0	0	0	0	200 201	0	206 207	0	212 393	0	618 801
Transferts Courants	0	0	0	0	0	2 238 554	0	2 238 554	0	2 238 554	0	6 715 662
Dépenses en capital	0	0	0	0	90 675	90 675	93 395	93 395	96 197	96 197	280 267	280 267
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	90 675	90 675	93 395	93 395	96 197	96 197	280 267	280 267
Total	0	0	0	0	90 675	5 622 743	93 395	5 723 493	96 197	5 827 266	280 267	17 173 502

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	5 007 311	0	5 157 530	0	5 312 257	0	15 477 098
Personnel	0	0	0	0	0	4 942 693	0	5 090 974	0	5 243 703	0	15 277 370
Biens et Services	0	0	0	0	0	64 618	0	66 556	0	68 553	0	199 728
Dépenses en capital	0	0	0	0	2 500	2 500	2 575	2 575	2 652	2 652	7 727	7 727
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 500	2 500	2 575	2 575	2 652	2 652	7 727	7 727
Total	0	0	0	0	2 500	5 009 811	2 575	5 160 105	2 652	5 314 909	7 727	15 484 825

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	1 802 398	0	1 847 470	0	1 893 894	0	5 543 762
Personnel	0	0	0	0	0	1 428 371	0	1 471 222	0	1 515 359	0	4 414 952
Biens et Services	0	0	0	0	0	74 027	0	76 248	0	78 535	0	228 810
Transferts Courants	0	0	0	0	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	900 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	5 456 054	2 316 113	2 797 962	5 372 372	1 141 972	3 467 522	9 395 988	11 156 007
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	2 500	2 500	2 575	2 575	2 652	2 652	7 727	7 727
Projets d'investissement	0	0	0	0	5 453 554	2 313 613	2 795 387	5 369 797	1 139 320	3 464 870	9 388 261	11 148 280
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	61 483	61 483	0	0	0	0	61 483	61 483
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	5 392 071	2 252 130	2 795 387	5 369 797	1 139 320	3 464 870	9 326 778	11 086 797
Total	0	0	0	0	5 456 054	4 118 511	2 797 962	7 219 842	1 141 972	5 361 416	9 395 988	16 699 769

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	1 089 268	0	1 111 446	0	1 134 289	0	3 335 003
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	686 168	0	706 753	0	727 956	0	2 120 877
Biens et Services	0	0	0	0	0	53 100	0	54 693	0	56 334	0	164 127
Transferts Courants	0	0	0	0	0	350 000	0	350 000	0	350 000	0	1 050 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	418 191	418 191	3 931 448	3 000 474	3 716 545	3 763 319	8 066 184	7 181 984
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	5 000	5 000	5 150	5 150	5 304	5 304	15 454	15 454
Projets d'investissement	0	0	0	0	413 191	413 191	3 926 298	2 995 324	3 711 241	3 758 015	8 050 730	7 166 530
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	53 927	53 927	511 418	47 474	466 645	459 185	1 031 990	560 586
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	359 264	359 264	3 414 880	2 947 850	3 244 596	3 298 830	7 018 740	6 605 944
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	0	0	418 191	1 507 459	3 931 448	4 111 920	3 716 545	4 897 609	8 066 184	10 516 988

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	216 085	13 647 130	615 113	13 897 713	573 451	14 637 500	1 404 649	42 182 343
Hors Projets	0	0	0	0	100 675	13 531 720	103 695	13 850 239	106 806	14 178 315	311 176	41 560 274
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	115 410	115 410	511 418	47 474	466 645	459 185	1 093 473	622 069
Financement extérieur	0	0	0	0	5 751 335	2 611 394	6 210 267	8 317 647	4 383 916	6 763 700	16 345 518	17 692 741
Dons	0	0	0	0	5 751 335	2 611 394	6 210 267	8 317 647	4 383 916	6 763 700	16 345 518	17 692 741
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	5 967 420	16 258 524	6 825 380	22 215 360	4 957 367	21 401 200	17 750 167	59 875 083

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	13 431 045	0	13 746 544	0	14 071 509	0	41 249 098
Personnel	0	0	0	0	0	10 150 545	0	10 454 286	0	10 767 140	0	31 371 971
Biens et Services	0	0	0	0	0	391 946	0	403 704	0	415 815	0	1 211 465
Transferts Courants	0	0	0	0	0	2 888 554	0	2 888 554	0	2 888 554	0	8 665 662
Dépenses en capital	0	0	0	0	5 967 420	2 827 479	6 825 380	8 468 816	4 957 367	7 329 691	17 750 167	18 625 986
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	100 675	100 675	103 695	103 695	106 806	106 806	311 176	311 176
Projets d'investissement	0	0	0	0	5 866 745	2 726 804	6 721 685	8 365 121	4 850 561	7 222 885	17 438 991	18 314 810
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	115 410	115 410	511 418	47 474	466 645	459 185	1 093 473	622 069
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	5 751 335	2 611 394	6 210 267	8 317 647	4 383 916	6 763 700	16 345 518	17 692 741
Total des programmes par nature	0	0	0	0	5 967 420	16 258 524	6 825 380	22 215 360	4 957 367	21 401 200	17 750 167	59 875 083

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	589	3 412 929	670	3 504 799	668	3 682 490	649	3 792 974	631	3 906 772
Catégorie A2	694	3 096 920	819	3 356 252	891	3 362 029	876	3 462 890	857	3 566 777
Catégorie A3	85	317 405	156	467 170	231	663 261	231	683 159	231	703 654
Catégorie B	390	1 109 458	588	1 234 815	735	1 637 696	727	1 686 827	720	1 737 432
Catégorie C	278	611 177	298	547 137	329	617 481	329	636 005	328	655 086
Catégorie D	7	14 743	8	13 188	8	10 360	7	10 671	7	10 991
Contractuels	2	21 107	2	26 148	2	26 148	2	26 148	2	26 148
TOTAL	2 045	8 583 739	2 541	9 149 509	2 864	10 150 545	2 821	10 454 286	2 776	10 767 140

2.2.12. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)

Conformément à la loi n° 2017-005 du 19 juin 2017, l'enseignement supérieur est un service public d'intérêt général. A ce titre, il est chargé de : (i) dispenser une formation scientifique, culturelle et professionnelle, dans ses dimensions initiale et continue ; (ii) former des diplômés et des citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les domaines de l'activité humaine ; (iii) promouvoir, créer et diffuser les connaissances par la recherche et fournir l'expertise appropriée pour aider au développement culturel, social et économique du pays ; (iv) aider à comprendre, interpréter, préserver, renforcer, promouvoir et diffuser les cultures nationales, régionales et internationales ; (v) participer à des réseaux de coopération internationale à des fins d'échanges, d'enseignement et de recherche ; (vi) contribuer, par son expertise, à la résolution des problèmes qui se posent à la société.

Les différentes actions du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche sont regroupées en trois grands programmes à savoir : (i) Pilotage et soutien aux services du MESR ; (ii) Enseignement supérieur ; (iii) Recherche et innovation

Le gouvernement togolais, dans la recherche de la qualité de l'enseignement et de la formation professionnelle, a dédié à l'horizon 2025 un projet particulier au MESR dont il est en lead. Il s'agit du projet n°11 (P11) intitulé « revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires ». Ce projet a pour ambitions de favoriser l'insertion des apprenants sur le marché du travail, avec des emplois stables et de longue durée.

Au titre de l'exercice 2025, les actions et les réformes du ministère seront orientées vers l'atteinte des objectifs fixés par la feuille de route gouvernementale. Elles visent à améliorer la qualité des services du ministère, améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur et promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable.

Ces actions déclinées en dix-neuf (20) sous actions (activités) sont mises en œuvre à travers les trois (3) programmes du ministère. Globalement, ces programmes sont projetés à 45.578.352.000 FCFA en 2025, 49.911.497.000 FCFA en 2026 et 45.135.832.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MESR	Renforcer les capacités opérationnelles du MESR	Taux d'exécution physique des programmes du MESR	%	2021	ND	100,0	95,0	97,0	97,0	97,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MESR	%	2021	26,0	26,0	28,0	28,0	29,0	29,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MESR	Améliorer la qualité des services du MESR	Proportion du dialogue de gestion tenue	%	2021	83,3	83,3	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	0,0	0,0	42,4	53,0	63,4	76,9	DAAF
A1.3	Gestion des systèmes d'informations	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2020	93,0	94,4	95,0	96,0	96,0	96,0	DAAF
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.5	Prospective, statistique et évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi évaluation des actions du ministère.	Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Nombre de mois	2021	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	DPSE
			Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2022	80,0	80,0	80,0	100,0	100,0	100,0	CELLULE GENRE
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Le document du budget vert élaboré	Document du budget vert disponible	Nombre	2024	ND	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	CELLULE CLIMAT
			Une cellule climat créée	Nombre	2024	ND	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	CELLULE CLIMAT
P2	Enseignement supérieur	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	Pourcentage des étudiants des UPT ayant capitalisé les 60 crédits souscrits pour chaque année	%	2020	7,8	10,5	13,8	17,2	20,6	23,9	DES

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.1	Appui aux étudiants	Améliorer l'excellence académique	Pourcentage des étudiants bénéficiaires de bourses et allocations dans les UPT;	%	2021	81,6	79,7	77,8	80,0	80,0	80,0	DBS
			Taux de satisfaction des étudiants par rapport aux prestations de SOTRAL	%	2022	ND	ND	80,0	80,0	90,0	90,0	CABINET
A2.2	Coordination des activités de formation dans les établissements privés d'enseignement supérieur	Réglementer les activités des établissements d'enseignement supérieur	Pourcentage d'établissements disposant d'agrément	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
A2.3	Amélioration de la qualité de la formation à l'université de Lomé	Améliorer les conditions d'études et de vie universitaire à l'Université de Lomé	Ratio étudiants/enseignants à l'UL	Proportion	2020	122,0	128,0	127,0	126,0	124,0	123,0	UL
			Proportion d'enseignants formés à la pédagogie universitaire	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A2.4	Amélioration de la qualité de la formation à l'université de Kara	Améliorer les conditions d'études et de vie universitaire à l'Université de Kara	Ratio étudiants/enseignants à l'UK	Proportion	2020	89,5	108,0	108,0	107,0	107,0	107,0	UK
			Proportion d'enseignants formés à la	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A2.5	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Bénin	Offrir un cadre adéquat et de meilleures conditions de travail	Pédagogie universitaire	%	2022	83,3	90,0	85,1	85,1	91,0	95,0	VB
A2.6	Organisation de l'examen du baccalauréat	Organiser l'examen du baccalauréat deuxième partie dans de bonnes conditions et délivrer les diplômes	Pourcentage d'admis à la suite des réclamations	%	2021	ND	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	OBAC
A2.7	Organisation du OEPS	Organiser l'examen d'EPS dans de bonnes conditions et délivrer les diplômes	Proportion des réclamations par rapport à l'effectif total	%	2021	6,9	6,7	6,7	6,7	6,7	6,6	OEPS
			Taux d'accroissement du résultat suite à la réclamation	%	2021	ND	0,2	1,1	0,2	0,0	0,0	0,0
A2.8	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	Assurer la formation des enseignants du premier cycle du secondaire (ENS)	Taux de réussite des élèves-professeurs en fin de parcours	%	2020	100,0	100,0	80,0	85,0	95,0	95,0	ENS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.9	Amélioration du système d'accès à l'information et la qualité de la formation	Agir sur les leviers de la qualité de la formation et de la recherche	Taux d'accroissement des collections et numérisation des fonds documentaires	%	2021	ND	60,0	64,0	62,0	72,0	76,0	DBAN
			Pourcentage d'établissements contrôlés/ Pourcentage d'établissement ayant renouvelé leur agrément	0	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
P3	Recherche et innovation	Promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable	Dépenses de recherches-développement en proportion du PIB	%	2021	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	DRST
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	Renforcer les capacités des infrastructures de recherche des universités publiques du Togo et de l'ENS	Taux d'exécution physique du PTBA de PARESI	%	2021	30,0	40,0	60,0	85,0	90,0	90,0	PARESI
A3.2	Promotion de la recherche dans les centres d'excellence/ promotion de la valorisation des résultats de la recherche	Soutenir la recherche et la valorisation des résultats de la recherche, y compris dans les filières spécialisées (sciences aviaires, énergie, villes durables, changement climatique et protection des cultures)	Taux moyen d'exécution physique du PTBA des centres d'excellence	%	2020	70,0	73,0	74,0	80,0	85,0	75,0	DRST
			Taux d'exécution physique des projets tiers	%	2021	60,0	64,0	70,0	75,0	75,0	80,0	VaRRIWA
A3.3	Promotion de l'éducation, la science et la culture	Assurer la mobilisation des ressources auprès de l'UNESCO pour le financement des projets	Taux d'accroissement des appuis financiers de l'UNESCO	%	2020	8,5	0,0	9,5	10,5	0,1	11,5	UNESCO
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A3.4	Promotion des langues nationales	Assurer la promotion des langues nationales	Taux d'exécution moyen des activités des académies des langues (Kabyè, Ewe)	%	2021	ND	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	ANL

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MESR	Renforcer les capacités opérationnelles du MESR	176 973	497 668	285 759	676 253	138 167	556 057	144 249	573 293	149 482	595 974
P2	Enseignement supérieur	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	17 831	34 250 853	33 844	37 890 169	17 044	41 369 667	16 044	41 357 292	16 044	41 342 945
P3	Recherche et innovation	Promouvoir la recherche et l'innovation en faveur du développement durable	17 864	2 419 973	36 808	3 589 435	7 860 956	3 652 627	12 105 855	7 980 913	14 166	3 196 913
Total des programmes			212 668	37 168 493	356 411	42 155 856	8 016 167	45 578 352	12 266 148	49 911 497	179 692	45 135 832

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	320 695	0	390 494	0	417 890	0	429 044	0	446 492
Personnel	0	154 665	0	111 346	0	113 361	0	111 831	0	116 214
Biens et Services	0	166 030	0	279 148	0	304 529	0	317 213	0	330 278
Dépenses d'investissement	176 973	176 973	285 759	285 759	138 167	138 167	144 249	144 249	149 482	149 482
Total	176 973	497 668	285 759	676 253	138 167	556 057	144 249	573 293	149 482	595 974

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	34 233 022	0	37 856 325	0	41 352 623	0	41 341 248	0	41 326 901
Charges financières de la dette										
Personnel	0	0	0	558 504	0	554 802	0	543 427	0	529 080
Biens et Services	0	199 723	0	364 522	0	82 311	0	82 311	0	82 311
Transferts Courants	0	34 033 299	0	36 933 299	0	40 715 510	0	40 715 510	0	40 715 510
Dépenses en capital	17 831	17 831	33 844	33 844	17 044	17 044	16 044	16 044	16 044	16 044
Dépenses d'investissement	17 831	17 831	33 844	33 844	17 044	17 044	16 044	16 044	16 044	16 044
Total	17 831	34 250 853	33 844	37 890 169	17 044	41 369 667	16 044	41 357 292	16 044	41 342 945

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	44 602	0	142 974	0	144 953	0	145 430	0	149 608
Personnel	0	0	0	87 012	0	88 991	0	89 468	0	93 646
Biens et Services	0	24 602	0	35 962	0	35 962	0	35 962	0	35 962
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000
Dépenses en capital	17 864	2 375 371	36 808	3 446 461	7 860 956	3 507 674	12 105 855	7 835 483	14 166	3 047 305
Dépenses d'investissement	17 864	17 864	36 808	36 808	14 166	14 166	14 166	14 166	14 166	14 166
Projets d'investissement	0	2 357 507	0	3 409 653	7 846 790	3 493 508	12 091 689	7 821 317	0	3 033 139
Investissement financés sur RI	0	195 580	0	803 489	238 400	729 680	2 552 916	738 475	0	582 217
Investissement financés sur RE	0	2 161 927	0	2 606 164	7 608 390	2 763 828	9 538 773	7 082 842	0	2 450 922
Total	17 864	2 419 973	36 808	3 589 435	7 860 956	3 652 627	12 105 855	7 980 913	14 166	3 196 913

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	212 668	35 006 566	356 411	39 549 692	407 777	42 814 524	2 571 117	42 672 397	179 692	42 684 910
Hors Projets	212 668	34 810 986	356 411	38 746 203	169 377	42 084 844	174 459	42 090 180	179 692	42 102 693
Projets	0	195 580	0	803 489	0	529 680	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	238 400	200 000	2 396 658	582 217	0	582 217
Financement extérieur	0	2 161 927	0	2 606 164	7 608 390	2 763 828	9 538 773	7 082 842	0	2 450 922
Dons	0	827 929	0	1 606 164	324 117	1 121 182	0	0	0	0
Emprunts	0	1 333 998	0	1 000 000	7 284 273	1 642 646	9 538 773	7 082 842	0	2 450 922
TOTAL DE FINANCEMENT	212 668	37 168 493	356 411	42 155 856	8 016 167	45 578 352	12 109 890	49 755 239	179 692	45 135 832

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	34 598 319	0	38 389 792	0	41 915 467	0	41 915 721	0	41 923 001
Personnel	0	154 665	0	756 861	0	757 155	0	744 725	0	738 940
Biens et Services	0	390 355	0	679 632	0	422 802	0	435 486	0	448 551
Transferts Courants	0	34 053 299	0	36 953 299	0	40 735 510	0	40 735 510	0	40 735 510
Dépenses en capital	212 668	2 570 175	356 411	3 766 064	8 016 167	3 662 885	12 266 148	7 995 776	179 692	3 212 831
Dépenses d'investissement	212 668	212 668	356 411	356 411	169 377	169 377	174 459	174 459	179 692	179 692
Projets d'investissement	0	2 357 507	0	3 409 653	7 846 790	3 493 508	12 091 689	7 821 317	0	3 033 139
Investissement financés sur RI	0	195 580	0	803 489	238 400	729 680	2 552 916	738 475	0	582 217
Investissement financés sur RE	0	2 161 927	0	2 606 164	7 608 390	2 763 828	9 538 773	7 082 842	0	2 450 922
Total des programmes par nature	212 668	37 168 493	356 411	42 155 856	8 016 167	45 578 352	12 266 148	49 911 497	179 692	45 135 832

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	80	208 592	82	359 651	77	460 946	77	495 949	77	436 138
Catégorie A2	55	147 580	53	217 970	41	166 055	41	207 347	41	182 297
Catégorie B	21	57 543	21	107 226	21	66 000	21	61 450	21	67 083
Catégorie C	13	34 666	15	66 529	9	25 589	9	26 175	9	23 537
Catégorie D	8	24 908	9	29 655	8	7 418	7	4 819	7	5 427
Contractuels	6	15 450	6	29 655	7	3 209	6	3 209	7	3 209
TOTAL	183	154 665	186	756 861	163	757 155	161	744 725	162	738 940

2.2.13. Ministère de la santé et de l'hygiène publique (Section 610)

Le MSHP est chargé de la définition et de la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la couverture sanitaire ainsi que des stratégies de prévention et de lutte contre les grandes endémies. Il définit les orientations et coordonne les actions en matière de la sécurité santé au travail. Il met en place des mécanismes appropriés pour le renforcement de l'hygiène publique, le contrôle de l'exercice des professions de santé ainsi que des établissements de soins et de leurs démembrements afin d'apporter à chaque citoyen, des soins et services de qualité, en tenant compte du contexte socio-économique et administratif du pays, notamment la décentralisation, les ressources mobilisables et les potentialités humaines. En outre, le MSHP assure la permanence, la continuité du fonctionnement des services de santé, l'accès facile et équitable aux soins de santé et la coordination de tous les programmes et actions visant à la protection de la jeune fille, de la mère et de l'enfant, la réduction de la morbidité et de la mortalité liée aux maladies. Il met en place des mesures pour protéger la population contre les risques sociaux et professionnels.

Dans le but de poursuivre les efforts déployés pour mieux cerner les nouveaux enjeux et défis auxquels le pays est confronté dans le secteur de la santé, une nouvelle Politique Nationale de Santé (PNS) avec pour horizon 2030 est élaborée. Un nouveau Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) couvrant la période 2023-2027 est aussi élaboré afin d'opérationnaliser cette nouvelle politique. Pour ce faire, la PNS a retenu des mesures de réformes dans les domaines de (i) la gouvernance et le pilotage stratégique, (ii) le financement de la santé ; (iii) la gestion des ressources humaines ; (iv) la gestion des médicaments, réactifs, consommables et dispositifs médicaux essentiels (v) les prestations des services et vi) la sécurité sanitaire.

Au titre de l'année 2024 qui marque la deuxième année de mise en œuvre du PNDS 2023-2027, les efforts de renforcement du système de santé se sont poursuivis à travers des projets d'investissements publics tels que : le projet Services essentiels de santé de qualité pour la couverture universelle (SSEQCU), le Projet de renforcement et de réhabilitation des CHU Campus et Kara (Trésor français et NATIXIS), le projet d'urgence de renforcement des infrastructures sanitaires dans la région des Savanes, le projet d'équipement des infrastructures sanitaires construites et réhabilitées, le projet d'extension des services de spécialités du CHU Campus, le projet de réhabilitation et d'équipement des centres de santé préfectoraux et régionaux, le projet de renforcement du système de santé et des soins de santé primaires au Togo. Plusieurs travaux de construction, de réhabilitation et d'équipements sont en cours de mise en œuvre sur ces différents projets. Ils permettront d'améliorer la qualité de l'offre des services et soins de santé.

En somme, les orientations stratégiques contenues dans la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025 en matière de santé seront poursuivies et mises en œuvre à travers les quatre (04) programmes déclinés en vingt-six (26) actions. Les programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont : (i) Pilotage et soutien des services du MSHP, (ii) Lutte contre la maladie, (iii) Offre et assurance qualité des services et soins de santé et (iv) Réponse aux urgences sanitaires.

Globalement, les quatre (4) programmes du MSHP sont projetés à 114 413 266 000 FCFA en 2025, 113 755 575.000 FCFA en 2026 et 82 083 501.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MSHP	Améliorer la qualité des services du MSHP	Taux d'exécution physique des programmes	%	2022	87,0	93,0	94,0	95,0	95,5	96,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MSHP	%	2022	17,0	10,7	10,7	12,0	13,0	15,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSHP	Renforcer les capacités opérationnelles du MSHP	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	47,0	70,0	80,0	100,0	100,0	100,0	CAB/SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2022	57,0	68,0	72,0	72,0	80,0	85,0	IGSS & DCGAI
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MSHP	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines (au niveau primaire de soins)	%	2022	48,9	44,7	50,6	54,6	58,6	62,6	DRH
			Taux d'occupation des postes de travail	%	2022	97,0	98,5	99,0	99,0	99,3	99,5	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	85,8	100,0	99,5	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2022	79,4	85,0	87,0	87,0	87,0	90,0	PRMP
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du ministère chargé de la santé	Proportion de rapports de suivi - évaluation produits dans les délais	%	2022	0,0	100,7	100,0	100,0	100,0	100,0	DEPP
			Délai moyen de production des documents (annuels) statistiques	Année	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mois	2022	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	DSINISI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2022	40,0	60,0	80,0	100,0	100,0	100,0	DSINISI
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et équité	Proportion de cadres du ministère chargé de la santé formés sur les thématiques liés au genre	%	2022	12,0	30,0	50,0	70,0	80,0	90,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	unité	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
A1.7	Budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liés au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement opérationnelle	unité	2022	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	cellule changement climatique et les risques sanitaires
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	0,0	12,3	13,3	14,0	15,0	16,0	cellule changement climatique et les risques sanitaires
A1.8	Gestion du système déconcentré de santé	Assurer la coordination et la gestion du système déconcentré de santé	Proportion de régions sanitaires ayant organisé deux supervisions semestrielles intégrées	%	2022	58,3	83,3	100,0	100,0	100,0	100,0	DRS/SP-PNDS
			Pourcentage de réunions du comité régional de coordination du secteur organisé	%	2022	15,0	42,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
P2	Lutte contre la maladie	Réduire la morbidité due aux maladies transmissibles et non transmissibles	Taux de mortalité due au paludisme	Pour 1000 hbts	2022	11,2	15,4	8,0	6,0	4,0	2,0	PNLP
			Taux d'abandon Pentavalent1/ Pentavalent3 (DTC-HepB-Hib)	%	2022	3,0	4,0	3,0	1,0	1,0	1,0	1,0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.1	Lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales	Réduire la morbidité due au VIH/sida et aux hépatites virales	Proportion des PVVIH sous traitement ARV	%	2022	81,2	85,9	96,0	98,0	99,0	99,0	PNLS-IST/HV
			Niveau d'atteinte du premier "95"	%	2022	81,2	85,9	96,0	98,0	99,0	99,0	PNLS-IST/HV
A2.2	Lutte contre le paludisme	Réduire la morbidité due au paludisme	Incidence du paludisme confirmé aux niveaux des FS et communautaire pour 1000 habitants	‰	2022	275,0	286,0	218,9	174,4	130,0	85,0	PNLP
			Létalité du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans en hospitalisation	%	2022	3,0	2,3	2,0	2,0	2,0	1,0	PNLP
A2.3	Lutte contre la tuberculose	Réduire la morbidité due à la tuberculose	Taux de succès thérapeutique, toutes formes de tuberculose confondues-bactériologiquement confirmés et cliniquement diagnostiqués, nouveaux cas et rechutes	%	2022	86,0	86,0	88,0	89,0	90,0	90,0	PNLT
			Taux d'incidence de la tuberculose	Pour 100 000	2022	32,0	30,0	33,0	33,0	33,0	25,0	PNLT
A2.4	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	Réduire la morbidité due aux maladies évitables par la vaccination	Pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu 3 doses de vaccin Pentavalent (DTC-HepB-Hib3)	%	2022	89,0	92,0	100,0	100,0	100,0	100,0	PEV/DI
			Pourcentage des enfants de 0-23 mois ayant reçu 02 doses de vaccin RR	%	2022	71,0	72,0	98,0	95,0	95,0	95,0	PEV/DI
A2.5	Lutte contre les maladies tropicales négligées	Contrôler et éliminer les maladies tropicales négligées	Couverture programmatique à l'ivermectine	%	2022	92,9	105,7	≥95%	≥95%	≥95%	≥95%	PNMTN
			Taux de létalité lié aux envenimations par morsures de serpents	%	2022	2,0	1,7	≤2	≤2	≤1	0,0	PNMTN

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.6	Surveillance des maladies non transmissibles	Contrôler et maîtriser les maladies non transmissibles	Pourcentage d'hôpitaux offrant des services spécialisés de prise en charge des maladies cardio vasculaires	%	2022	24,0	26,0	26,0	34,0	37,0	40,0	Div.MNT
			Pourcentage de districts sanitaires offrant la prise en charge des MNT	%	2022	5,0	8,0	10,0	15,0	30,0	50,0	Div.MNT
A2.7	Lutte contre les autres maladies (oculaire, mentale, ...)	Réduire la prévalence des autres maladies (oculaire, mentale, ...)	Pourcentage de FS offrant un service en matière de santé mentale	%	2022	3,1	4,1	10,0	30,0	40,0	50,0	PNAPP
			Taux de chirurgie de la cataracte	pour 1 000 000	2022	1 442,0	1 463,0	1 600,0	1 700,0	1 800,0	1 800,0	PNSO
P3	Offre et assurance qualité des services et soins de santé	Améliorer l'offre et la qualité des services et soins de santé	Létalité maternelle de causes obstétricales directes dans les formations sanitaires	%	2022	1,2	0,9	0;83	0,8	0,79	0,77	DSME
			Taux des infections du site opératoire (ISO)	%	2022	0,9	1,7	0,7	0,6	0,5	0,5	PNPCI
A3.1	Infrastructures sanitaires et équipements	Améliorer l'accessibilité des formations sanitaires et le	Taux d'accessibilité géographique des populations aux formations sanitaires	%	2022	90,7	90,7	90,7	85,0	87,0	90,0	DISEM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	médico - techniques	plateau technique dans les hopitaux de référence niveaux 2 et 3	Proportion d'hopitaux de référence niveaux 2 et 3 disposant d'équipements traceurs (scanner, amplificateur de brillance, Gynexpert, table d'anesthésie, bistouri électrique, lampe à fente , fauteuil dentaire, automate de biochimie, automate d'hématologie)	%	2022	30,0	30,0	50,0	60,0	65,0	70,0	DISEM
A3.2	Production du personnel de santé	Améliorer la disponibilité du personnel de santé de qualité	Proportion de prestataires directs de soins formés sur l'effectif total des diplômés des écoles de formation paramédicale par an	%	2022	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	DRH
			Proportion de filières de formation du personnel paramédical créées opérationnelles	%	2022	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	DRH
A3.3	Santé communautaire	Renforcer les interventions à base communautaire	Pourcentage de villages qui disposent d'un agent de santé communautaire formé sur les soins intégrés (diarrhée, pneumonie, paludisme)	%	2022	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	DSCPA
			Pourcentage de COGES fonctionnels	%	2022	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	DSCPA
A3.4	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Améliorer la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et	Proportion des femmes reçues en CPN 1 au premier trimestre de la grossesse	%	2022	24,0	15,2	20,2	25,2	30,2	35,0	Div Immunisation
			Nombre de Couple Année Protection	Nombre	2022	480 122,0	468 958,0	493 958,0	518 958,0	543 958,0	568 958,0	DSME

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		jeunes et des personnes âgées										
A3.5	Assurance qualité des soins	Améliorer la qualité des soins et services offerts	Pourcentage des formations sanitaires mettant en œuvre la prévention et le contrôle des infections (PCI)	%	2022	68,0	54,5	60,0	65,0	70,0	75,0	PNPCI
			Pourcentage de formations sanitaires (Publiques et Privées) qui mettent en œuvre la démarche qualité	%	2022	20,2	14,0	17,0	20,0	23,0	25,0	DESR
A3.6	Promotion de la santé	Renforcer la communication pour un changement social et comportemental	Pourcentage de séances d'informations organisées au sein de la population (émissions télé et radiphoniques, causeries éducatives)	%	2022	90,5	70,0	75,0	80,0	85,0	90,0	Div Promotion de la Santé
			Pourcentage de séances de sensibilisation (de masse) avec véhicules sonorisés organisés	%	2022	74,1	55,0	60,0	65,0	70,0	75,0	Diiv Promotion de la Santé
A3.7	Hygiène publique	Améliorer l'hygiène publique	Pourcentage de villages/ quartiers ayant atteint l'état FDAL	%	2022	70,0	37,7	42,0	45,0	50,0	60,0	DHAB
			Pourcentage de concessions qui ont bénéficié des visites des services d'hygiène et d'assainissement	%	2022	86,0	28,6	35,0	40,0	45,0	50,0	DHAB

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.8	Médicaments, vaccins, produits sanguins et autres produits de santé	Améliorer la disponibilité des médicaments et autres produits essentiels de qualité	Pourcentage d'établissements de santé sans rupture de stock d'au moins un médicament traceur au cours des 3 derniers mois	%	2022	57,2	57,8	60,0	65,0	70,0	75,0	DPML
			Proportion des besoins non satisfaits en concentrés de globules rouges (CGR)	%	2022	25,0	24,0	15,0	10,0	5,0	5,0	CNTS
A3.9	Structures sanitaires et spécificités nationales	Renforcer les capacités de prise en charge des structures sanitaires et spécificités nationales	Taux d'occupation des lits	%	2022	43,4	47,0	47,7	45,0	45,0	45,0	DESR/DSNISI
			Proportion des établissements privés disposant d'une autorisation à jour	%	2022	12,0	15,0	17,0	20,0	25,0	25,0	DESR/DSNISI
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	Proportion d'épidémie ayant bénéficié d'une réponse dans les 14 jours suivant la notification	%	2023	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Div.SIUSR/COUSP
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	Renforcer les stratégies de prévention et de préparation aux urgences sanitaires et crises sanitaires	Promptitude des rapports de surveillance épidémiologique	%	2023	89,2	89,2	96,0	98,0	98,5	98,5	DSIUSR
			Nombre de centres des opérations d'urgence de santé publique fonctionnel	nbre	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	6,0	6,0	COUSP
A4.2	Gestion des urgences et crises sanitaires	Renforcer les stratégies de réponse appropriées aux urgences et crises sanitaires	Proportion d'épidémie investiguée dans les 72 heures	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	COUSP

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MSHP	Améliorer la qualité des services du MSHP	105 785	22 677 241	211 500	25 073 445	98 584	21 406 289	101 541	26 440 696	104 587	26 466 964	304 712	74 313 950
P2	Lutte contre la maladie	Réduire la morbi mortalité due aux maladies transmissibles et non transmissibles	41 244 790	43 687 040	18 868 560	21 530 735	27 526 353	26 273 104	27 526 488	34 323 918	4 774	2 542 615	55 057 615	63 139 638
P3	Offre et assurance qualité des services et soins de santé	Améliorer l'offre et la qualité des services et soins de santé	41 419 623	59 369 953	66 580 451	55 967 572	48 481 010	63 651 482	18 046 364	52 875 767	16 861 031	52 965 750	83 388 405	169 492 998
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	13 567 520	13 624 179	5 404 483	8 035 009	5 513 997	3 082 390	0	115 194	0	108 173	5 513 997	3 305 756
Total des programmes			96 337 719	139 358 413	91 064 994	110 606 761	81 619 944	114 413 266	45 674 393	113 755 575	16 970 392	82 083 501	144 264 729	310 252 342

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	22 571 455	0	24 861 945	0	21 307 705	0	26 339 155	0	26 362 377	0	74 009 238
Personnel	0	21 245 948	0	23 216 681	0	19 127 524	0	24 074 117	0	24 053 558	0	67 255 199
Biens et Services	0	1 113 278	0	1 324 629	0	1 819 546	0	1 904 403	0	1 948 185	0	5 672 133
Transferts Courants	0	212 229	0	320 635	0	360 635	0	360 635	0	360 635	0	1 081 905
Dépenses en capital	105 785	105 785	211 500	211 500	98 584	98 584	101 541	101 541	104 587	104 587	304 712	304 712
Dépenses d'investissement	105 785	105 785	211 500	211 500	98 584	98 584	101 541	101 541	104 587	104 587	304 712	304 712
Total	105 785	22 677 241	211 500	25 073 445	98 584	21 406 289	101 541	26 440 696	104 587	26 466 964	304 712	74 313 950

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 442 250	0	2 662 175	0	2 634 352	0	2 553 588	0	2 537 841	0	7 725 781
Personnel	0	567 780	0	757 633	0	707 810	0	668 220	0	651 262	0	2 027 292
Biens et Services	0	66 970	0	79 542	0	81 542	0	40 368	0	41 579	0	163 489
Transferts Courants	0	1 807 500	0	1 825 000	0	1 845 000	0	1 845 000	0	1 845 000	0	5 535 000
Dépenses en capital	41 244 790	41 244 790	18 868 560	18 868 560	27 526 353	23 638 752	27 526 488	31 770 331	4 774	4 774	55 057 615	55 413 857
Dépenses d'investissement	3 490	3 490	9 000	9 000	4 500	4 500	4 635	4 635	4 774	4 774	13 909	13 909
Projets d'investissement	41 241 300	41 241 300	18 859 560	18 859 560	27 521 853	23 634 252	27 521 853	31 765 696	0	0	55 043 706	55 399 948
Investissements financés sur RI	63 912	63 912	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	0	0	140 000	140 000
Investissements financés sur RE	41 177 388	41 177 388	18 789 560	18 789 560	27 451 853	23 564 252	27 451 853	31 695 696	0	0	54 903 706	55 259 948
Total	41 244 790	43 687 040	18 868 560	21 530 735	27 526 353	26 273 104	27 526 488	34 323 918	4 774	2 542 615	55 057 615	63 139 638

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP										
Dépenses ordinaires	0	17 950 330	0	17 048 697	0	27 384 475	0	27 413 543	0	27 572 215	0	82 370 232
Personnel	0	5 974 325	0	6 726 331	0	15 916 234	0	15 930 360	0	16 073 642	0	47 920 236
Biens et Services	0	344 889	0	493 059	0	498 059	0	513 001	0	528 391	0	1 539 450
Transferts Courants	0	11 631 117	0	9 829 307	0	10 970 182	0	10 970 182	0	10 970 182	0	32 910 546
Dépenses en capital	41 419 623	41 419 623	66 580 451	38 918 875	48 481 010	36 267 007	18 046 364	25 462 224	16 861 031	25 393 535	83 388 405	87 122 766
Dépenses d'investissement	15 939	15 939	31 000	31 000	4 500	4 500	4 635	4 635	4 774	4 774	13 909	13 909
Projets d'investissement	41 403 683	41 403 683	66 549 451	38 887 875	48 476 510	36 262 507	18 041 729	25 457 589	16 856 257	25 388 761	83 374 496	87 108 857
Investissement financés sur RI	3 628 132	3 628 132	6 895 922	6 353 428	7 677 689	5 735 740	1 244 804	1 631 630	1 444 804	1 206 004	10 367 297	8 573 374
Investissement financés sur RE	37 775 552	37 775 552	59 653 529	32 534 447	40 798 821	30 526 767	16 796 925	23 825 959	15 411 453	24 182 757	73 007 199	78 535 483
Total	41 419 623	59 369 953	66 580 451	55 967 572	48 481 010	63 651 482	18 046 364	52 875 767	16 861 031	52 965 750	83 388 405	169 492 998

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	56 659	0	76 039	0	122 880	0	115 194	0	108 173	0	346 246
Personnel	0	31 148	0	41 039	0	87 880	0	80 194	0	73 173	0	241 246
Transferts Courants	0	25 511	0	35 000	0	35 000	0	35 000	0	35 000	0	105 000
Dépenses en capital	13 567 520	13 567 520	5 404 483	7 958 970	5 513 997	2 959 510	0	0	0	0	5 513 997	2 959 510
Projets d'investissement	13 567 520	13 567 520	5 404 483	7 958 970	5 513 997	2 959 510	0	0	0	0	5 513 997	2 959 510
Investissement financés sur RE	13 567 520	13 567 520	5 404 483	7 958 970	5 513 997	2 959 510	0	0	0	0	5 513 997	2 959 510
Total	13 567 520	13 624 179	5 404 483	8 035 009	5 513 997	3 082 390	0	115 194	0	108 173	5 513 997	3 305 756

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 817 258	46 837 952	7 217 422	51 323 784	7 855 273	57 362 737	1 425 615	58 233 920	1 558 939	57 900 744	10 839 827	173 497 401
Hors Projets	125 215	43 145 909	251 500	44 900 356	107 584	51 556 997	110 811	56 532 290	114 135	56 694 740	332 530	164 784 027
Projets	2 577 214	2 577 214	5 700 639	5 158 145	7 232 647	5 290 698	0	861 506	0	0	7 232 647	6 152 204
Fonds de contrepartie	1 114 829	1 114 829	1 265 283	1 265 283	515 042	515 042	1 314 804	840 124	1 444 804	1 206 004	3 274 650	2 561 170
Financement extérieur	92 520 460	92 520 460	83 847 572	59 282 977	73 764 671	57 050 529	44 248 778	55 521 655	15 411 453	24 182 757	133 424 902	136 754 941
Dons	64 753 191	64 753 191	42 220 223	41 572 634	45 537 628	42 732 656	38 643 779	42 456 802	10 844 920	9 645 229	95 026 327	94 834 687
Emprunts	27 767 269	27 767 269	41 627 349	17 710 343	28 227 043	14 317 873	5 604 999	13 064 853	4 566 533	14 537 528	38 398 575	41 920 254
TOTAL DE FINANCEMENT	96 337 719	139 358 413	91 064 994	110 606 761	81 619 944	114 413 266	45 674 393	113 755 575	16 970 392	82 083 501	144 264 729	310 252 342

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	43 020 694	0	44 648 856	0	51 449 413	0	56 421 479	0	56 580 605	0	164 451 497
Personnel	0	27 819 200	0	30 741 684	0	35 839 449	0	40 752 891	0	40 851 634	0	117 443 974
Biens et Services	0	1 525 137	0	1 897 230	0	2 399 147	0	2 457 771	0	2 518 154	0	7 375 072
Transferts Courants	0	13 676 357	0	12 009 942	0	13 210 817	0	13 210 817	0	13 210 817	0	39 632 451
Dépenses en capital	96 337 719	96 337 719	91 064 994	65 957 905	81 619 944	62 963 853	45 674 393	57 334 096	16 970 392	25 502 896	144 264 729	145 800 845
Dépenses d'investissement	125 215	125 215	251 500	251 500	107 584	107 584	110 811	110 811	114 135	114 135	332 530	332 530
Projets d'investissement	96 212 504	96 212 504	90 813 494	65 706 405	81 512 360	62 856 269	45 563 582	57 223 285	16 856 257	25 388 761	143 932 199	145 468 315
Investissement financés sur RI	3 692 044	3 692 044	6 965 922	6 423 428	7 747 689	5 805 740	1 314 804	1 701 630	1 444 804	1 206 004	10 507 297	8 713 374
Investissement financés sur RE	92 520 460	92 520 460	83 847 572	59 282 977	73 764 671	57 050 529	44 248 778	55 521 655	15 411 453	24 182 757	133 424 902	136 754 941
Total des programmes par nature	96 337 719	139 358 413	91 064 994	110 606 761	81 619 944	114 413 266	45 674 393	113 755 575	16 970 392	82 083 501	144 264 729	310 252 342

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	242	2 407 078	77	8 052 633	867	5 965 444	865	7 040 953	860	7 210 807
Catégorie A2	1 040	10 344 469	51	5 333 562	3 769	18 575 209	3 756	22 371 494	3 753	22 922 021
Catégorie A3	35	348 131	11	1 150 376	112	260 748	111	400 483	111	424 308
Catégorie B	607	6 037 589	31	3 241 969	1 948	7 329 185	1 928	7 783 381	1 915	7 895 246
Catégorie C	35	348 131	46	4 810 664	694	1 597 337	688	2 022 932	683	2 102 636
Catégorie D	177	1 760 549	6	627 478	124	412 537	105	339 649	90	296 616
Contractuels	0	0	0	0	0	794 005	0	793 999	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	904 984	0	0	0	0
TOTAL	2 136	27 819 200	222	30 741 684	7 514	35 839 449	7 453	40 752 891	7 412	40 851 634

2.2.14. Ministère e de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire (Section 611)

Le Ministère de l'Accès aux Soins et de la Couverture Sanitaire (MASCS) a pour mission principale de garantir l'accès aux soins de santé de base pour toute la population, tout en mettant en œuvre la couverture maladie universelle (AMU). Son objectif est d'éliminer les barrières géographiques, financières et sociales qui limitent l'accès aux soins, en particulier pour les populations vulnérables. Le MASCS se concentre donc sur la fourniture de soins primaires de qualité et sur la protection financière des citoyens à travers l'extension de l'AMU.

En 2024, le MASCS a réalisé des progrès importants dans l'amélioration de l'accès aux soins de base et de la couverture sanitaire. Parmi les principales réalisations, on note le lancement de la phase opérationnelle de l'assurance maladie universelle (AMU) pour les salariés du secteur privé, marquant ainsi un pas décisif vers la généralisation de l'AMU à l'ensemble de la population. Le Ministère a également élargi le programme national d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né, en y intégrant de nouvelles prestations essentielles pour le suivi de la grossesse. Ainsi, en plus des soins de base, le programme inclut désormais le groupage rhésus, la numération de la formule sanguine et l'échographie obstétricale, permettant un meilleur suivi des grossesses et la détection précoce de risques éventuels. Il est également prévu d'étendre ce programme à la prise en charge des complications liées à la grossesse, afin d'assurer une couverture complète pour la santé maternelle.

Par ailleurs, le MASCS a continué à améliorer les infrastructures de soins de base grâce au projet SSEQCU. Ce projet vise la construction et la réhabilitation des formations sanitaires de niveau primaire dans les zones les plus reculées, afin de garantir à chaque citoyen un accès rapide et de qualité aux soins essentiels. Ces efforts s'inscrivent dans la volonté du Ministère de renforcer l'infrastructure de santé de base et de réduire les inégalités d'accès aux soins.

Pour 2025, le MASCS poursuivra ses actions en mettant un accent particulier sur trois programmes stratégiques essentiels :

Le programme de pilotage et de soutien aux services du MASCS (P1) continuera de soutenir la gestion et la coordination des activités du Ministère, en renforçant ses capacités institutionnelles et en assurant une supervision efficace des services de santé. Ce programme est essentiel pour garantir une mise en œuvre réussie des autres programmes et un suivi adéquat de leurs impacts.

Le programme d'Offre de Soins de Santé de Qualité au Niveau Primaire (P2) qui vise à améliorer la qualité, la disponibilité et l'accessibilité des soins primaires, notamment dans les zones rurales et les communautés vulnérables. Le MASCS s'engage à renforcer les infrastructures sanitaires primaires afin de garantir un accès équitable et efficace aux soins de santé de base pour toute la population.

Le programme de Couverture Maladie Universelle (P3) poursuivra la mise en place d'un système de protection financière pour tous les citoyens. En 2025, il sera fortement axé sur l'élargissement de l'AMU pour inclure davantage de travailleurs du secteur privé, les travailleurs non-salariés et les populations vulnérables, en assurant ainsi une couverture sanitaire complète sans obstacles financiers.

Concernant la répartition budgétaire pour 2025, la priorité sera donnée au programme P2 (Offre de soins de santé de qualité au niveau primaire), avec plus de 80% des ressources allouées à ce programme afin de renforcer les soins primaires. Le programme P3 (Couverture maladie universelle) bénéficiera également d'un financement important, représentant environ 16% du budget total, pour continuer à étendre l'assurance maladie à toutes les populations. Enfin, le programme P1 recevra environ 3,67% du budget pour assurer la bonne gestion et le pilotage des activités du Ministère.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MASCS	Améliorer la qualité des services du MASCS	Taux d'exécution physique des programmes	Pourcentage	2022	ND	NA	NA	90,0	95,0	100,0	Cabinet et SG
			Proportion de femmes nommés à des postes de responsabilité	Pourcentage	2022	ND	NA	N/A	10,0	15,0	20,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MASCS	Renforcer les capacités opérationnelles du MASCS	Nombre de dialogues de gestion tenus	Nombre	2023	NA	ND	1,0	2,0	2,0	2,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des réunions de coordination du MASCS	Pourcentage	2022	NA	ND	50,0	75,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MASCS	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	Pourcentage	2022	N/A	N/A	N/A	50,0	60,0	70,0	SG
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières du MASCS	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2022	N/A	12,6	0,0	80,0	85,0	90,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des actions du MASCS	Proportion de rapports semestriels de suivi-évaluation produits dans les délais	Pourcentage	2022	N/A	N/A	N/A	50,0	75,0	100,0	DPSE
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant de l'assurance maladie universelle	Nombre de rapport d'activités de l'AMU produits	Nombre	2022	N/A	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DPSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité dans l'accès aux soins de santé	Nombre de femmes affectées au MASCS	Pourcentage	2022	NA	2,0	6,0	8,0	10,0	15,0	Cellule genre
A1.7	Budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du	Nombre de cellule climat et environnement opérationnelle	unité	2022	NA	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	Cellule CCRS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		développement liés au changement climatique et à la protection de l'environnement	Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	Pourcentage	2022	NA	0,0	13,0	15,0	17,0	20,0	Cellule CCRS
P2	Offre de soins de santé de qualité au niveau primaire	Améliorer la disponibilité des infrastructures au niveau primaire de soins	Taux d'accessibilité géographique	Pourcentage	2022	34,2	33,4	33,5	45,0	50,0	55,0	SG
			Taux de fréquentation des formations sanitaires	Pourcentage	2022	15,2	15,8	16,0	21,0	23,0	25,0	SG
A2.1	Renforcement des infrastructures et équipements au niveau primaire de soins	Construire et réhabiliter les unités de soins périphériques	Nombre d'unités de soins périphériques construites	Nombre	2022	0,0	1,0	4,0	82,0	10,0	15,0	DUSP, DASQ
			Nombre d'unités de soins périphériques réhabilitées	Nombre	2022	0,0	47,0	8,0	5,0	10,0	15,0	DUSP, DASQ
A2.2	Renforcement de la qualité des soins au niveau primaire	Améliorer la qualité des soins au niveau primaire	Nombre d'unités de soins périphériques équipées	Nombre	2022	0,0	0,0	0,0	86,0	7,0	5,0	DUSP, DASQ
P3	Couverture maladie universelle	Mettre en place l'assurance maladie universelle	Proportion de la population bénéficiant d'une couverture maladie	Pourcentage	2022	0,0	27,0	34,0	38,0	43,0	45,0	SG
A3.1	Extension de l'assurance maladie à toute la population	Etendre progressivement la couverture du risque maladie aux autres couches de la population	Nombre de personnes bénéficiant de l'AMU	Nombre	2022	453 284,0	483 877,0	2 392 759,0	2 582 759,0	2 882 759,0	3 282 759,0	INAM, CNSS
A3.2	Pilotage de l'assurance maladie universelle	Améliorer la qualité des prestations de l'AMU	Nombre de personnes disposant de cartes d'assurance maladie CNSS	Nombre	2022	NA	ND	75 000,0	90 000,0	150 000,0	200 000,0	CNSS
			Nombre de personnes disposant de cartes d'assurance maladie INAM	Nombre	2022	453 284,0	483 877,0	369 393,0	2 317 759,0	2 732 759,0	3 082 759,0	INAM
A3.3	Mise en oeuvre du programme national d'accompagnement de la femme enceinte : WEZOU	Améliorer l'accès aux soins maternels et néonataux	Nombre de femmes enceintes ayant bénéficié du programme Wezou	Nombre	2022	281 812,0	479 125,0	650 000,0	700 000,0	850 000,0	1 000 000,0	Programme WEZOU
			Nombre d'accouchement assisté pris en charge	Nombre	2022	148 275,0	274 541,0	320 000,0	470 000,0	620 000,0	780 000,0	Programme WEZOU

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MASCS	Améliorer la qualité des services du MASCS	0	19 202	0	21 699	86 480	575 975	89 978	572 780	93 574	577 537
P2	Offre de soins de santé de qualité au niveau primaire	Améliorer la disponibilité des infrastructures au niveau primaire de soins	11 619 022	15 580 751	18 516 046	13 561 962	11 073 950	12 573 351	10 567 887	15 985 792	7 031 523	7 141 923
P3	Couverture maladie universelle	Mettre en place l'assurance maladie universelle	0	0	0	2 030 000	0	2 530 000	0	2 530 000	0	2 546 738
Total des programmes			11 619 022	15 599 953	18 516 046	15 613 661	11 160 430	15 679 326	10 657 865	19 088 572	7 125 097	10 266 198

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	19 202	0	21 699	0	489 495	0	482 802	0	483 963
Personnel	0	0	0	17 975	0	41 975	0	18 544	0	19 204
Biens et Services	0	19 202	0	3 724	0	447 520	0	464 258	0	464 759
Dépenses en capital	0	0	0	0	86 480	86 480	89 978	89 978	93 574	93 574
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	86 480	86 480	89 978	89 978	93 574	93 574
Total	0	19 202	0	21 699	86 480	575 975	89 978	572 780	93 574	577 537

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	110 400	0	110 400	0	110 400
Biens et Services	0	0	0	0	0	110 400	0	110 400	0	110 400
Dépenses en capital	11 619 022	15 580 751	18 516 046	13 561 962	11 073 950	12 462 951	10 567 887	15 875 392	7 031 523	7 031 523
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Projets d'investissement	11 619 022	15 580 751	18 516 046	13 561 962	11 043 950	12 432 951	10 537 887	15 845 392	7 001 523	7 001 523
Investissement financés sur RI	3 156 147	1 230 990	1 659 852	1 659 852	2 207 780	2 207 780	9 673 330	9 673 330	7 001 523	7 001 523
Investissement financés sur RE	8 462 875	14 349 761	16 856 194	11 902 110	8 836 170	10 225 171	864 557	6 172 062	0	0
Total	11 619 022	15 580 751	18 516 046	13 561 962	11 073 950	12 573 351	10 567 887	15 985 792	7 031 523	7 141 923

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	2 030 000	0	2 530 000	0	2 530 000	0	2 546 738	0	7 606 738
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 738	0	16 738
Transferts Courants	0	0	0	2 030 000	0	2 530 000	0	2 530 000	0	2 530 000	0	7 590 000
Total	0	0	0	2 030 000	0	2 530 000	0	2 530 000	0	2 546 738	0	7 606 738

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 156 147	1 250 192	1 659 852	3 711 551	2 324 260	5 454 155	9 793 308	12 916 510	7 125 097	10 266 198
Hors Projets	0	19 202	0	2 051 699	116 480	3 246 375	119 978	3 243 180	123 574	3 264 675
Projets	2 805 695	880 538	1 586 804	1 586 804	2 061 683	2 061 683	9 673 330	9 673 330	7 001 523	7 001 523
Fonds de contrepartie	350 452	350 452	73 048	73 048	146 097	146 097	0	0	0	0
Financement extérieur	8 462 875	14 349 761	16 856 194	11 902 110	8 836 170	10 225 171	864 557	6 172 062	0	0
Dons	8 462 875	8 462 875	9 748 689	9 101 100	715 118	2 104 119	0	0	0	0
Autres donateurs	8 462 875	8 462 875	9 748 689	9 101 100	715 118	2 104 119	0	0	0	0
Emprunts	0	5 886 886	7 107 505	2 801 010	8 121 052	8 121 052	864 557	6 172 062	0	0
Autres emprunteurs	0	5 886 886	7 107 505	2 801 010	8 121 052	8 121 052	864 557	6 172 062	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	11 619 022	15 599 953	18 516 046	15 613 661	11 160 430	15 679 326	10 657 865	19 088 572	7 125 097	10 266 198

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	19 202	0	2 051 699	0	3 129 895	0	3 123 202	0	3 141 101
Personnel	0	0	0	17 975	0	41 975	0	18 544	0	19 204
Biens et Services	0	19 202	0	3 724	0	557 920	0	574 658	0	591 897
Transferts Courants	0	0	0	2 030 000	0	2 530 000	0	2 530 000	0	2 530 000
Dépenses en capital	11 619 022	15 580 751	18 516 046	13 561 962	11 160 430	12 549 431	10 657 865	15 965 370	7 125 097	7 125 097
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	116 480	116 480	119 978	119 978	123 574	123 574
Projets d'investissement	11 619 022	15 580 751	18 516 046	13 561 962	11 043 950	12 432 951	10 537 887	15 845 392	7 001 523	7 001 523
Investissement financés sur RI	3 156 147	1 230 990	1 659 852	1 659 852	2 207 780	2 207 780	9 673 330	9 673 330	7 001 523	7 001 523
Investissement financés sur RE	8 462 875	14 349 761	16 856 194	11 902 110	8 836 170	10 225 171	864 557	6 172 062	0	0
Total des programmes par nature	11 619 022	15 599 953	18 516 046	15 613 661	11 160 430	15 679 326	10 657 865	19 088 572	7 125 097	10 266 198

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	4	0	8	7 989	7	17 284	6	15 954	6	16 202
Catégorie A2	1	0	1	999	1	2 469	1	2 659	1	2 700
Contractuels	6	0	9	8 988	9	22 222	9	23 931	9	24 302
TOTAL	11	0	18	17 975	17	41 975	16	42 544	16	43 204

2.2.15. Ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue (Section 710)

Le MRSPTDS prépare et met en œuvre la politique de l'Etat dans les domaines de la fonction publique, du travail et de l'emploi. Ainsi, il est responsable, en collaboration avec les ministres concernés, des recrutements dans la fonction publique, œuvre à la réforme et à la modernisation permanente de l'administration publique ; assure la formation permanente des agents publics ; établit en accord avec le ministère chargé du budget, les principes relatifs à la rémunération du personnel ; promeut les conditions d'un travail décent pour tous les travailleurs et travailleuses, crée un environnement qui facilite le dialogue social; définit la stratégie de lutte contre le chômage, le sous-emploi, le travail des enfants et le travail illégal ; de la migration de la main d'œuvre et de la gestion des conflits en milieu professionnel ; de l'emploi et veille au respect des engagements souscrits ; initie de concert avec le ministère chargé de l'économie numérique, des actions d'adaptation à l'évolution technologique.

Au titre de l'exercice 2024, les réalisations du MRSPTDS en fin septembre, se présentent comme suit :

Dans le domaine de la fonction publique, on note l'élaboration d'un avant-projet du nouveau statut général, la réalisation d'une étude diagnostique approfondie pour la réforme de l'Ecole nationale d'administration (ENA), l'élaboration d'un programme de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration pour la délivrance des services (PMADS), la poursuite du recrutement des agents de l'administration publique pour le compte du ministère de l'économie et des finances, et du ministère des enseignements primaire, secondaire et technique.

En matière du travail, les services de l'inspection du travail ont réalisé 478 visites de contrôle dans les entreprises ; réglé à l'amiable 452 conflits individuels de travail et 26 conflits collectifs de travail, l'élaboration de tous les textes d'application, l'élaboration du rapport annuel sur la mise en œuvre de la convention n°150 de l'OIT sur l'administration du travail a été élaboré.

En ce qui concerne le domaine de l'emploi, il est à noter le renforcement du dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise ; le renforcement de l'accompagnement des micro petites et moyennes entreprises et des AGR.

Pour le compte de l'année 2025, le MRSPTDS compte relever plusieurs défis à savoir : moderniser et digitaliser le système de gestion des ressources humaines, renforcer les capacités et les compétences des agents de l'Etat, rendre flexible et attrayant le cadre juridique de la fonction publique, améliorer l'employabilité de la main d'œuvre ; développer le potentiel de création d'emplois dans le pays ; améliorer le système d'information du marché du travail ; promouvoir le dialogue social ; promouvoir la conformité en sécurité et santé sur les lieux du travail ; renforcer l'intervention de l'inspection du travail dans les unités de l'économie informelle ; renforcer les capacités du système d'inspection du travail.

En lien avec les priorités du gouvernement, le ministère de la réforme du service public, du travail et du dialogue social s'est fixé les priorités suivantes pour 2025 : la réalisation du recensement biométrique des fonctionnaires ; l'élaboration du schéma directeur de la digitalisation du système de gestion des ressources humaines de l'Etat, la révision des textes portant organisation et fonctionnement de l'école nationale d'administration ; l'adoption et la signature des textes d'application du nouveau code du travail, l'élaboration des textes d'application du statut général de la fonction publique ; l'actualisation du plan d'action de l'accès des personnes handicapées au marché de l'emploi ; l'évaluation de la mise en œuvre des textes nationaux et accords/ conventions communautaire et internationaux sur la migration de travail.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers cinq (5) programmes déclinés en dix-neuf (19) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien des services du MRSPTDS; (ii) fonction publique ; (iii) modernisation de l'administration publique ; (iv) emploi ; (v) travail. Globalement, les cinq (5) programmes du MRSPTDS sont projetés à 13 952 168 000 FCFA en 2025, 7 597 838 000 FCFA en 2026 et 10 222 966 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réal.	Est.	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MRSPTDS	Améliorer la qualité des services du MRSPTDS	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MFPTDS	Pourcentage	2022	75,2	85,0	90,0	92,0	94,0	96,0	SG
			Pourcentage de femmes au sein du personnel du ministère	Pourcentage	2022	30,5	28,5	31,5	28,5	28,6	28,7	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MRSPTDS	Renforcer les capacités opérationnelles du MRSPTDS	Proportion de dialogues de gestion tenus	Pourcentage	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines du MRSPTDS	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MRSPTDS	Proportion du personnel formé par an dont 20% de femme	Pourcentage	2022	20,4	20,6	30,0	20,8	20,9	21,0	DAAF
			Délai de transmission des dossiers du personnel du MRSPTDS de la DAAF à la DGFP	Jours	2022	3,0	3,0	3,0	3,0	2,0	2,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du MRSPTDS	Pourcentage	2022	103,0	98,4	90,0	91,0	92,0	93,0	DAAF
			Délai moyen de liquidation des dépenses	Jours	2022	3,0	2,0	3,0	2,0	2,0	2,0	DAAF
A1.4	Prospectives, Planification, statistiques et suivi-évaluation du MRSPTDS	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et évaluation des actions du MRSPTDS	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	Pourcentage	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEP
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Proportion des bases de données du ministère à jour	Pourcentage	2022	ND	10,0	40,0	40,0	50,0	55,0	DEP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réal.	Est.	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre dont 70% de femmes	Pourcentage	2022	24,8	3,2	41,4	35,0	36,0	38,0	CG
P2	Fonction publique	Rendre les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise plus compétitives en compétences et en flexibilité	Proportion d'agents recrutés par rapport aux besoins validés par le Gouvernement	Pourcentage	2022	59,3	14,8	100,0	100,0	100,0	100,0	DGFP
			Proportion de fonctionnaires ayant bénéficié d'une formation diplômante	Pourcentage	2022	1,1	1,4	1,2	1,2	1,2	1,3	DGFP
A2.1	Recrutement des agents de l'Etat	Rendre l'administration togolaise plus compétitive en compétence	Nombre de fonctionnaires recrutés	Nombre	2020	5 520,0	371,0	2 500,0	4 386,0	3 000,0	4 000,0	DRFP
			Taux de remplacement des départs dans la fonction publique	Pourcentage	2021	25,0	25,0	30,0	30,0	35,0	35,0	DRFP
A2.2	Gestion des carrières des agents	Délivrer des actes administratifs aux agents de l'Etat dans un délai raisonnable	Proportion d'actes administratifs élaborés par an	Pourcentage	2022	81,9	88,3	90,0	92,0	95,0	96,0	DGFP
A2.3	Formation des agents de l'Etat	Doter l'administration publique des agents plus compétents	Nombre de hauts cadres de l'administration formés à l'ENA	Nombre	2022	64,0	69,0	90,0	90,0	45,0	100,0	ENA
P3	Modernisation de l'administration publique	Contribuer à l'amélioration de la qualité des services publics rendus aux usagers/clients.	Taux de satisfaction des usagers du service public	Pourcentage	2022	63,6	ND	65,0	0,0	0,0	0,0	DGIPE
A3.1	Coordination des réformes administratives et appui aux collectivités territoriales	Impulser les réformes au sein de l'administration publique	Nombre de hauts cadres et de compétences formés sur le programme d'excellence (dont 30% de femmes)	Nombre	2022	26,0	54,0	50,0	96,0	48,0	0,0	DRA
			Nombre de réformes opérées/impulsées	Nombre	2024	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DGIPE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réal.	Est.	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	Fiabiliser l'effectif du personnel de l'Etat	Proportion de recrues immatriculées dans un délai raisonnable	Pourcentage	2022	98,0	100,0	96,0	97,0	97,0	98,0	DGIPE
			Nombre de contrôle physique des agents effectués sur le terrain	Nombre	2024	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DGIPE
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	Taux d'insertion des stagiaires placés	Pourcentage	2019	18,0	19,1	19,5	19,9	20,3	20,7	ANPE
			Taux d'insertion des demandeurs d'emploi	Pourcentage	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A4.1	Développement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	Promouvoir les opportunités de création d'emploi	Nombre d'outils de promotion d'emploi développés/actualisés	Nombre	2020	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	ANPE
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	Faciliter l'insertion des demandeurs d'emploi	Nombre de demandeurs d'emploi placés/recrutés	Nombre	2021	379,0	503,0	440,0	450,0	463,0	470,0	ANPE
			Proportion de plans d'affaires finalisés	Pourcentage	2021	47,4	73,8	66,0	66,3	66,6	70,0	ANPE
A4.3	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	Faciliter l'insertion socio-professionnelle des primo-demandeurs	Proportion de demandeurs de stage placés	Proportion	2021	27,9	23,3	24,8	22,5	20,5	20,5	ANPE
P5	Travail	Améliorer les conditions de travail et contribuer à la paix sociale dans tous les secteurs	Proportion d'entreprises ayant mis en œuvre les recommandations issues des visites de contrôle	Pourcentage	2022	25,0	50,0	55,0	60,0	65,0	70,0	DGT
			Proportion d'entreprises contrôlées ayant mis en œuvre au moins une recommandation au cours d'une année	Pourcentage	2022	55,0	58,0	60,0	65,0	67,0	70,0	DGT
A5.1	Dialogue social	Promouvoir la paix et la cohésion sociale dans le monde du travail	Pacte de stabilité sociale signé	Nombre	2022	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CNDS
			Nombre de conventions collectives conclues ou révisées par an	Nombre	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DDSRP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réal.	Est.	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A5.2	Normes et législation du travail	Améliorer le cadre juridique et réglementaire du travail	Nombre de textes d'application prévus du nouveau code de travail élaborés	Nombre	2022	4,0	10,0	10,0	10,0	10,0	14,0	DNRI
A5.3	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	Veiller au respect de la législation sociale	Proportion de travailleurs ayant un salaire en dessous du SMIG parmi les inspectés	Pourcentage	2022	7,0	7,0	7,0	5,0	5,0	5,0	DRTLS -LC
			Proportion d'entreprises disposant d'un comité de sécurité et santé au travail	Pourcentage	2022	30,0	35,0	41,0	47,0	53,0	55,0	DRTLS -LC
A5.4	Sécurité et santé au travail	Réduire les maladies et les accidents professionnels	Proportion d'entreprises contrôlées disposant de services de sécurité et santé au travail opérationnels	Pourcentage	2022	19,0	24,7	25,0	27,0	29,0	30,0	IMT
			Nombre de travailleurs pris en charge en détresse psychologique	Nombre	2022	85,0	87,0	89,0	91,0	93,0	95,0	IMT
A5.5	Etudes et recherche en matière du travail	Améliorer la production statistique en matière du travail	Nombre de documents d'étude et rapports statistiques élaborés	Nombre	2022	2,0	2,0	2,0	1,0	1,0	2,0	DERS

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MRSPTDS	Améliorer la qualité des services du MRSPTDS	51 498	498 545	450 647	879 518	51 050	515 238	52 582	528 032	54 159	541 723
P2	Fonction publique	Rendre les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise plus compétitives en compétences et en flexibilité	0	603 414	0	644 978	0	675 822	0	682 132	0	690 020
P3	Modernisation de l'administration publique	Contribuer à l'amélioration de la qualité des services publics rendus aux usagers/clients.	158 036	398 914	710 000	992 284	3 500 000	9 631 916	3 000 000	3 232 044	5 600 000	5 822 242
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	0	1 974 361	0	1 973 483	0	2 007 313	0	2 011 712	0	2 018 281
P5	Travail	Améliorer les conditions de travail et contribuer à la paix sociale dans tous les secteurs	0	1 077 999	0	1 122 229	0	1 121 879	0	1 143 918	0	1 150 700
Total des programmes			209 534	4 553 233	1 160 647	5 612 492	3 551 050	13 952 168	3 052 582	7 597 838	5 654 159	10 222 966

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	447 046	0	428 871	0	464 188	0	475 450	0	487 564
Personnel	0	361 591	0	286 218	0	314 139	0	318 049	0	322 591
Biens et Services	0	85 455	0	142 653	0	150 049	0	157 401	0	164 973
Dépenses en capital	51 498	51 498	450 647	450 647	51 050	51 050	52 582	52 582	54 159	54 159
Dépenses d'investissement	51 498	51 498	450 647	450 647	51 050	51 050	52 582	52 582	54 159	54 159
Total	51 498	498 545	450 647	879 518	51 050	515 238	52 582	528 032	54 159	541 723

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	603 414	0	644 978	0	675 822	0	682 132	0	690 020
Personnel	0	358 538	0	382 245	0	399 743	0	406 053	0	413 941
Biens et Services	0	14 876	0	22 733	0	23 733	0	23 733	0	23 733
Transferts Courants	0	230 000	0	240 000	0	252 346	0	252 346	0	252 346
Total	0	603 414	0	644 978	0	675 822	0	682 132	0	690 020

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	240 878	0	282 284	0	231 916	0	232 044	0	222 242	0	686 202
Personnel	0	205 254	0	241 229	0	204 465	0	204 593	0	194 791	0	603 849
Biens et Services	0	13 278	0	18 709	0	17 451	0	17 451	0	17 451	0	52 353
Transferts Courants	0	22 346	0	22 346	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	158 036	158 036	710 000	710 000	3 500 000	9 400 000	3 000 000	3 000 000	5 600 000	5 600 000	12 100 000	18 000 000
Dépenses d'investissement	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	158 036	158 036	700 000	700 000	3 500 000	9 400 000	3 000 000	3 000 000	5 600 000	5 600 000	12 100 000	18 000 000
Investissement financés sur RI	0	0	700 000	700 000	2 000 000	6 400 000	2 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000	7 000 000	11 400 000
Investissement financés sur RE	158 036	158 036	0	0	1 500 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000	2 600 000	2 600 000	5 100 000	6 600 000
Total	158 036	398 914	710 000	992 284	3 500 000	9 631 916	3 000 000	3 232 044	5 600 000	5 822 242	12 100 000	18 686 202

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	1 974 361	0	1 973 483	0	2 007 313	0	2 011 712	0	2 018 281
Personnel	0	164 046	0	160 059	0	193 889	0	198 288	0	204 857
Biens et Services	0	10 315	0	13 424	0	13 424	0	13 424	0	13 424
Transferts Courants	0	1 800 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	1 800 000	0	1 800 000
Total	0	1 974 361	0	1 973 483	0	2 007 313	0	2 011 712	0	2 018 281

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	1 077 999	0	1 122 229	0	1 121 879	0	1 143 918	0	1 150 700
Personnel	0	613 051	0	641 922	0	641 572	0	663 611	0	670 393
Biens et Services	0	25 048	0	40 407	0	40 407	0	40 407	0	40 407
Transferts Courants	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900
Total	0	1 077 999	0	1 122 229	0	1 121 879	0	1 143 918	0	1 150 700

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	51 498	4 395 197	1 160 647	5 612 492	2 051 050	10 952 168	2 052 582	6 597 838	3 054 159	7 622 966
Hors Projets	51 498	4 395 197	460 647	4 912 492	51 050	4 552 168	52 582	4 597 838	54 159	4 622 966
Projets	0	0	700 000	700 000	2 000 000	6 400 000	2 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000
Financement extérieur	158 036	158 036	0	0	1 500 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000	2 600 000	2 600 000
Dons	158 036	158 036	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	1 500 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000	2 600 000	2 600 000
TOTAL DE FINANCEMENT	209 534	4 553 233	1 160 647	5 612 492	3 551 050	13 952 168	3 052 582	7 597 838	5 654 159	10 222 966

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 343 698	0	4 451 845	0	4 501 118	0	4 545 256	0	4 568 807
Personnel	0	1 702 480	0	1 711 673	0	1 753 808	0	1 790 594	0	1 806 573
Biens et Services	0	148 972	0	237 926	0	245 064	0	252 416	0	259 988
Transferts Courants	0	2 492 246	0	2 502 246	0	2 502 246	0	2 502 246	0	2 502 246
Dépenses en capital	209 534	209 534	1 160 647	1 160 647	3 551 050	9 451 050	3 052 582	3 052 582	5 654 159	5 654 159
Dépenses d'investissement	51 498	51 498	460 647	460 647	51 050	51 050	52 582	52 582	54 159	54 159
Projets d'investissement	158 036	158 036	700 000	700 000	3 500 000	9 400 000	3 000 000	3 000 000	5 600 000	5 600 000
Investissement financés sur RI	0	0	700 000	700 000	2 000 000	6 400 000	2 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000
Investissement financés sur RE	158 036	158 036	0	0	1 500 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000	2 600 000	2 600 000
Total des programmes par nature	209 534	4 553 233	1 160 647	5 612 492	3 551 050	13 952 168	3 052 582	7 597 838	5 654 159	10 222 966

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	145	584 975	145	600 951	153	770 705	150	807 982	150	819 164
Catégorie A2	122	492 186	118	489 049	122	488 099	118	487 778	115	491 370
Catégorie A3	13	52 446	11	45 589	11	43 391	11	44 344	11	46 012
Catégorie B	62	250 127	62	256 958	62	221 527	60	219 391	59	215 389
Catégorie C	54	217 853	57	236 236	58	145 927	58	148 272	57	150 271
Catégorie D	10	40 343	14	58 023	17	28 917	17	27 587	16	29 126
Contractuels	16	64 549	6	24 867	8	30 041	8	30 041	8	30 041
TOTAL	422	1 702 480	413	1 711 673	431	1 753 808	422	1 790 594	416	1 806 573

2.2.16. Ministère de la communication et des médias (Section 720)

Le ministère de la communication, des médias et de la culture met en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication, des médias et de la culture. A ce titre, il est chargé, entre autres, d'appliquer la politique d'information et de communication définie par le gouvernement, d'assurer la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite et audiovisuelle du secteur public, d'apporter un appui technique à la haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique (HARC), ainsi que de mettre en œuvre la stratégie et la gestion de la communication institutionnelle. Il gère également les relations entre le gouvernement et la presse nationale et internationale ; apporte un appui technique aux autres ministères pour la réalisation de leur campagne d'information, d'éducation et de communication et coordonne les activités des conseillers en communication des autres départements ministériels et des institutions. Le ministère de la communication, des médias et de la culture assure la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel dans toute sa diversité, encourage la créativité dans les domaines des arts et lettres, favorise les initiatives culturelles des collectivités locales et de la société civile.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère suit son cours.

Afin d'atteindre ses objectifs, le MCMC fait face à plusieurs défis qui restent à être relevés. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur (i) le démarrage des émetteurs sur les neuf (09) sites à savoir Lomé, Agou, Atakpamé, Kougnowou, Badou, Alédjo, Défalé, Dénafaba et Dapaong pour la télévision numérique terrestre (TNT); (ii) la mise en œuvre de la politique nationale en matière de communication et (iii) l'opérationnalisation des médias d'Etat (Radios et Télévisions) en office. Dans le domaine culturel les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation des acquis culturelles et une meilleure exécution des projets de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour ce faire, le ministère compte mettre un accent particulier sur certaines priorités notamment le développement des industries culturelles et créatives, le renforcement de l'image de la destination Togo.

Les priorités pour 2025 du MCMC sont la définition et la mise en œuvre d'un plan de réformes et de modernisation des médias d'État, l'achèvement de la construction de la maison de la télévision togolaise sur le site de GTA, la création et l'opérationnalisation d'un service de pilotage de la communication institutionnelle, la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique de production audiovisuelle, la valorisation du paysage culturel du Koutammakou, le renforcement de la culture citoyenne, des centres de formation des spécialistes en développement culturel, l'opérationnalisation du fonds national de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle (Fonds SICA) et du fonds national de promotion culturelle (FNPC). Le MCMC inscrit également dans ses priorités la mise en œuvre effective du Centre national de cinéma et de l'image animée (CNCIA), la participation du Togo aux grands événements culturels tels que le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) et le festival international du film du Togo (FIFTO);

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois (3) programmes déclinés en quatorze (14) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MCMC; (ii) Communication et information, (iii) Culture.

Globalement, les trois (3) programmes du MCMC sont projetés 5.248.123.000 FCFA en 2025, 5 228 454.000 FCFA en 2026 et 5 215 976.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MCMC	Améliorer la qualité des services du ministère	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	Pourcentage	2022	78,0	100,0	96,0	97,0	98,0	98,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du ministère	Pourcentage	2022	ND	17,0	22,0	25,0	26,0	26,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCMC	Renforcer les capacités opérationnelles du MCMC	Proportion de dialogues de gestion tenus	Pourcentage	2022	0,0	ND	75,0	75,0	100,0	100,0	SG
			Proportion des cadres de concertation	Pourcentage	2022	0,0	83,0	92,0	94,0	96,0	97,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2022	0,0	100,1	99,0	99,0	99,0	99,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	Pourcentage	2022	0,0	95,4	99,0	99,0	99,0	99,0	DAF
A1.3	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	Pourcentage	2022	0,0	3,0	8,0	9,0	10,0	11,0	Cellule genre
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans le délai	Pourcentage	2022	ND	ND	ND	25,0	50,0	50,0	DPSSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Nombre de jours	2022	60,0	60,0	60,0	45,0	30,0	20,0	DERPC
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	Taux d'audience des médias de services publics	Pourcentage	2022	ND	25,0	35,0	50,0	55,0	55,0	TVT
			Taux de couverture moyen du territoire national par les médias de services publics en TNT	Pourcentage	2022	ND	20,0	40,0	75,0	77,0	77,0	TVT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.1	Modernisation des médias au Togo	Accroître la qualité des services des médias	taux moyen de respect des normes en vigueur par les médias des services publics	Pourcentage	2022	ND	50,0	75,0	80,0	85,0	87,0	TVT
A2.2	Télévision	Améliorer la couverture télévisuelle du territoire national	Taux de couverture télévisuelle du territoire national par la TNT	Pourcentage	2022	ND	20,0	20,0	40,0	50,0	60,0	TVT
A2.3	Radio	Améliorer la couverture radiophonique du territoire national	taux de couverture radiophonique du territoire national par Radio Lomé en TNT	Pourcentage	2022	ND	20,0	20,0	40,0	50,0	60,0	Radio Lomé
			Taux de couverture radiophonique du territoire national par Radio Kara en TNT	Pourcentage	2022	ND	20,0	20,0	40,0	50,0	60,0	Radio Kara
A2.4	Presse écrite et presse en ligne	Accroître l'accessibilité de l'ATOP sur le plan national et international Renforcer les capacités techniques des médias publics et privés et assurer l'expertise et l'enseignement sur les questions de culture en lien avec le développement	Nombre de personnes ayant consulté le site internet de l'ATOP	unité	2022	172 000,0	370 000,0	190 000,0	200 000,0	220 000,0	230 000,0	ATOP
			Proportion des journalistes et techniciens du public et du privé formés	Pourcentage	2022	95,0	231,0	90,0	95,0	95,0	95,0	95,0
A2.5	Formation		Taux de réussite des apprenants à l'IRES RDEC	Pourcentage	2022	70,0	80,0	90,0	100,0	100,0	100,0	IRES-RDEC
P3	Culture	Promouvoir la diversité culturelle, la	Part des activités culturelles privées et formelles dans le PIB	Pourcentage	2022	2,0	3,5	3,8	4,0	5,0	5,0	DNC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	Proportion d'individus exerçant un emploi culturel	Pourcentage	2022	0,8	1,0	1,5	2,0	3,0	3,0	DNC
A3.1	Patrimoine culturel	Valoriser le patrimoine culturel national	Proportion des biens du patrimoine culturel national valorisé	Pourcentage	2022	0,5	1,0	1,0	1,0	1,2	1,3	DPC
			Taux d'accroissement de la fréquentation des sites et musées	Pourcentage	2022	5,0	6,0	7,0	10,0	12,0	0,0	DPC
A3.2	Infrastructures culturelles et événements artistiques et culturels	Promouvoir les arts et la culture	Taux d'accroissement d'événements artistiques et culturels organisés	Pourcentage	2022	10,0	15,0	20,0	25,0	35,0	40,0	DPAC
			Proportion des films togolais diffusés	Pourcentage	2022	15,0	17,0	20,0	23,0	25,0	26,0	DNC
A3.3	Cinéma et image animée	Accroître la création, la production et la diffusion d'œuvres cinématographiques et de l'image animée	Proportion de films togolais assistés par l'Etat	Pourcentage	2022	3,0	5,0	10,0	15,0	20,0	0,0	DNC
A3.4	Création littéraire	Dynamiser la chaîne du livre et de la lecture	Taux de progression de la fréquentation des centres de lecture	Pourcentage	2022	10,0	13,0	15,0	20,0	22,0	25,0	CENALAC
			Taux d'accroissement des titres édités	Pourcentage	2022	20,0	22,0	25,0	30,0	30,0	0,0	DBPL
A3.5	Entrepreneuriat et industrie culturelle	Soutenir la production des industries culturelles et créatives	Taux de réalisation des projets financés par le FNPC	Pourcentage	2022	90,0	93,0	94,0	96,0	98,0	0,0	FAC
			Taux d'accroissement des exportations des produits culturels	Pourcentage	2022	10,0	13,0	15,0	20,0	22,0	25,0	FAC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCMC	Améliorer la qualité des services du ministère de la communication, des médias et de la culture,	43 388	534 915	71 850	583 805	96 756	1 091 338	99 158	1 108 334	101 623	1 105 117
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	1 292	3 326 779	31 150	3 376 423	0	3 368 846	0	3 330 218	0	3 313 846
P3	CULTURE	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entreprenariat dans le secteur culturel	0	0	0	0	0	787 939	0	789 902	0	797 013
Total des programmes			44 680	3 861 694	103 000	3 960 228	96 756	5 248 123	99 158	5 228 454	101 623	5 215 976

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	491 527	0	511 955	0	994 582	0	1 009 176	0	1 003 494
Charges financières de la dette										
Personnel	0	255 890	0	165 618	0	497 663	0	501 462	0	485 104
Biens et Services	0	85 637	0	196 337	0	346 919	0	357 714	0	368 389
Transferts Courants	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000
Dépenses en capital	43 388	43 388	71 850	71 850	96 756	96 756	99 158	99 158	101 623	101 623
Dépenses d'investissement	43 388	43 388	71 850	71 850	96 756	96 756	99 158	99 158	101 623	101 623
Total	43 388	534 915	71 850	583 805	96 756	1 091 338	99 158	1 108 334	101 623	1 105 117

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 325 487	0	3 345 273	0	3 368 846	0	3 330 218	0	3 313 846
Charges financières de la dette										
Personnel	0	1 594 415	0	1 556 795	0	1 429 608	0	1 353 729	0	1 299 065
Biens et Services	0	1 131 072	0	1 188 478	0	1 239 238	0	1 276 489	0	1 314 781
Transferts Courants	0	600 000	0	600 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000
Dépenses en capital	1 292	1 292	31 150	31 150	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	1 292	1 292	31 150	31 150	0	0	0	0	0	0
Total	1 292	3 326 779	31 150	3 376 423	0	3 368 846	0	3 330 218	0	3 313 846

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	787 939	0	789 902	0	797 013
Personnel	0	0	0	0	0	267 182	0	268 047	0	273 936
Biens et Services	0	0	0	0	0	45 159	0	46 257	0	47 479
Transferts Courants	0	0	0	0	0	475 598	0	475 598	0	475 598
Total	0	0	0	0	0	787 939	0	789 902	0	797 013

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	44 680	3 861 694	103 000	3 960 228	96 756	5 248 123	99 158	5 228 454	101 623	5 215 976
Hors Projets	44 680	3 861 694	103 000	3 960 228	96 756	5 248 123	99 158	5 228 454	101 623	5 215 976
TOTAL DE FINANCEMENT	44 680	3 861 694	103 000	3 960 228	96 756	5 248 123	99 158	5 228 454	101 623	5 215 976

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 817 014	0	3 857 228	0	5 151 367	0	5 129 296	0	5 114 353
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 850 305	0	1 722 413	0	2 194 453	0	2 123 238	0	2 058 106
Biens et Services	0	1 216 709	0	1 384 815	0	1 631 316	0	1 680 460	0	1 730 649
Transferts Courants	0	750 000	0	750 000	0	1 325 598	0	1 325 598	0	1 325 598
Dépenses en capital	44 680	44 680	103 000	103 000	96 756	96 756	99 158	99 158	101 623	101 623
Dépenses d'investissement	44 680	44 680	103 000	103 000	96 756	96 756	99 158	99 158	101 623	101 623
Total des programmes par nature	44 680	3 861 694	103 000	3 960 228	96 756	5 248 123	99 158	5 228 454	101 623	5 215 976

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	37	152 961	39	160 435	75	493 701	71	475 495	70	470 948
Catégorie A2	142	544 237	141	549 907	149	725 944	148	728 177	140	688 697
Catégorie A3	12	82 777	23	87 761	27	119 117	26	109 391	24	108 535
Catégorie B	139	534 590	123	475 900	149	554 892	143	532 038	136	519 082
Catégorie C	101	390 992	92	353 911	96	251 146	89	236 941	83	232 202
Catégorie D	28	116 318	24	93 226	24	46 129	21	37 672	17	35 117
Contractuels	5	28 430	1	1 273	5	3 216	5	3 216	5	3 216
TOTAL	464	1 850 305	443	1 722 413	525	2 194 145	503	2 122 930	475	2 057 798

2.2.17. Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)

La mission du ministère consiste à assurer la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de protection sociale des personnes vulnérables, d'équité et d'égalité de genre, de promotion de la femme, ainsi que d'alphabétisation et d'éducation non formelle. A cet égard, elle se situe dans l'axe 3 du PND, qui ambitionne de "Consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion", et dans l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale, intitulé : « Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix ». Il planifie, programme et coordonne les actions du gouvernement en ce qui concerne l'organisation et l'encadrement des populations en vue de leur participation à l'autopromotion sociale. Il organise l'assistance de l'Etat aux personnes vulnérables ou démunies et coordonne, de concert avec les ministères et organismes concernés, les secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles et/ou anthropiques ainsi que la protection et la prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile.

Au titre de l'exercice 2024, l'ambition du ministère continu sur l'élan prévu. Les activités programmées sur les différents fonds continuent leur réalisation.

En vue de poursuivre cet élan, le ministère a identifié un certain nombre de défis. Il s'agit entre autres, de : disposer de moyens conséquents pour une identification efficace et une couverture maximale des groupes cibles ; traduire dans le vécu quotidien des populations, les dispositions légales et réglementaires promouvant les droits des femmes et des filles ; répondre efficacement à la forte demande des communautés en matière de fonctionnalité des centres sociaux et l'ouverture de nouveaux centres sociaux.

Pour y parvenir, les priorités pour la gestion 2025 sont entre autres : (i) la réorganisation de l'Agence de solidarité nationale ; (ii) l'appui à l'installation professionnelle des personnes handicapées ; (iii) l'assistance aux indigents, aux déplacés internes et aux personnes victimes de catastrophes naturelles et anthropiques ; (iv) l'appui à l'intégration socioéconomique des réfugiés ; (v) la prise en charge des enfants victimes de violences, d'abus sexuels, d'exploitation sexuelle et de traite ; (vi) le renforcement de la prise en charge intégrée des victimes de violences basées sur le genre dans les « One Stop Center » ; (vii) le renforcement de l'autonomisation des femmes rurales ; (viii) l'adéquation de l'école nationale de formation sociale au système LMD et (ix) la poursuite de l'alphabétisation des jeunes et adultes (15 ans et plus) et des enfants de 9-14 ans hors du système éducatif.

Ces priorités seront mises en œuvre par le concours de 15 actions regroupées dans 5 programmes dont (i) Pilotage et soutien aux services du MASPFA ; (ii) Promotion de l'action sociale et de la solidarité ; (iii) Protection de l'enfant ; (iv) Genre et promotion de la femme et (v) Alphabétisation et éducation non formelle. Les budgets estimatifs pour tout le ministère se chiffrent respectivement à 3.886.660.000 F CFA en 2025 ; 3.997.352.000 F CFA en 2026 et 3.602.364.000 F CFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réali satio n	Estima tion	Cibles prévues			Structure responsab le
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	%	2022	84,0	74,7	90,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Pourcentage de réunions de coordination mensuelles planifiées et tenues	%	2022	116,7	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion optimale des ressources humaines		0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	50,0	70,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de rapports de suivi-évaluation disponibles	%	2022	50,0	50,0	25,0	75,0	75,0	75,0	DPSSE
			Pourcentage de régions disposant d'une base de données opérationnelle et régulièrement mise à jour	%	2022	33,3	83,3	66,7	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information			0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.7	Formation	Doter le pays de professionnels de l'action sociale hautement qualifiés et engagés,	Taux de réussite des étudiants en fin de formation	%	2023	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	ENFS
			Pourcentage d'étudiants ayant validé les stages obligatoires	%	2023	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses de budgétisation aux priorités du	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Nombre	2024	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	Cellule climat

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réali satio n	Estima tion	Cibles prévues			Structure responsab le
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		développement liées aux changements climatiques et à la protection de l'environnement	Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	%	2025	13,1	0,0	0,0	13,1	13,2	13,3	Cellule climat
P2	Promotion de l'action sociale et solidarité	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations	Pourcentage des ménages ayant subi un choc	%	2015	75,4	70,4	67,4	67,2	67,0	66,8	DGAS
			Proportion des personnes vulnérables (H/F) enregistrées assistées	%	2023	109,5	109,5	45,1	100,0	100,0	100,0	DGAS
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	Réduire la vulnérabilité des personnes handicapées	Proportion de personnes handicapées (H/F) installées	%	2023	82,0	82,0	20,4	45,3	34,4	50,0	DPH
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	Réduire la vulnérabilité des personnes âgées	Proportion des personnes âgées (H/F) identifiées ayant bénéficié d'au moins une prise en charge sociale	%	2019	66,1	70,0	65,0	65,0	67,0	69,0	DPA
			Nombre de personnes âgées (H/F) identifiées ayant bénéficié d'une prise en charge lors de la JIPA	Nombre	2022	400	154,0	160	200	200	210	DPA
A2.3	Assistance sociale et solidarité aux indigents, aux déplacés internes et aux victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques	Assurer l'assistance et la solidarité aux indigents et le relèvement des populations victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Proportion des personnes (H/F) victimes de catastrophes naturelles et/ou anthropiques identifiées ayant bénéficiées d'au moins une assistance	%	2019	60,0	85,0	85,0	90,0	95,0	95,0	DGC
			Proportion des indigents (H/F) enregistrés ayant bénéficié d'au moins une assistance	%	2023	56,1	56,1	82,0	83,0	85,0	87,0	ASN
A2.4	Assistance aux réfugiés	Assurer l'assistance des réfugiés	Proportion des réfugiés (H/F) assistés	%	2019	67,0	71,0	71,0	72,0	74,0	74,0	CNAR
			Nombre de réfugiés (H/F) assistés	Nombre	2023	ND	25 111,0	25 011,0	24 900,0	24 700,0	24 600,0	CNAR
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	Taux de prise en charge des enfants vulnérables identifiés	%	2020	24,8	28,5	30,8	32,0	34,0	35,0	DGPE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réali satio n	Estima tion	Cibles prévues			Structure responsab le
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
				0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	Réduire la vulnérabilité des enfants	Nombre d'adolescents à risque de traite identifiés et ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Nombre	2022	36,0	36,0	0,0	0,0	0,0	36,0	DPSV
			Proportion d'adolescents à risque de traite formés et installés	Nombre	2021	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	0,0	DPSV
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	Assurer la prise en charge des enfants vulnérables	Nombre d'enfants victimes de traite pris en charge	Nombre	2021	112,0	162,0	150,0	140,0	130,0	120,0	DAED
			Proportion d'enfants victimes de violences, abus et exploitation sexuels pris en charge	%	2022	23,8	23,8	25,0	27,0	30,0	33,0	DAED
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	Indice de la condition de la femme (ICF)	0	2022	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	DGGPF
			Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité dans l'administration publique et institutions de la république	%	2022	25,0	29,0	35,0	40,0	40,0	40,0	DGGPF
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	Améliorer la participation des femmes aux instances de prise de décisions	Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité dans l'administration publique et institutions de la république	%	2022	25,0	29,0	35,0	40,0	40,0	40,0	DGDF
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	Contribuer à l'autonomisation économique des femmes	Nombre de femmes guéries de fistule obstétricale et victimes des VBG bénéficiant de la réinsertion socioéconomique	Nombre	2022	35,0	45,0	48,0	50,0	60,0	70,0	DCPAEF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réali satio n	Estima tion	Cibles prévues			Structure responsab le
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
			Nombre d'organisations féminines et mixte appuyées en matériels de production et de transformation	Nombre	2022	16,0	84,0	25,0	30,0	35,0	40,0	DCPAEF
A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	Contribuer à la promotion de l'éducation de la fille et à la réduction de toutes les formes de violences basées sur le genre	Nombre de filles excellentes aux examens CEPD, BEPC et BAC2 primées	Nombre	2022	60,0	245,0	86,0	60,0	60,0	60,0	DJEJF
			Proportion de victimes de violences basées sur le genre prises en charge	Nombre	2022	76,0	65,0	60,0	55,0	40,0	35,0	DJEJF
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	Taux d'alphabétisation	%	2018	66,5	66,5	67,0	67,0	67,0	66,6	DGAENF
			Proportion d'alphabétisés hommes et femmes parmi les inscrits	%	2022	54,5	55,0	57,0	58,0	59,0	59,0	DGAENF
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	Réduire le taux d'analphabétisme des jeunes et adultes	Pourcentage des analphabètes âgés de 15 ans et plus ayant accès aux programmes d'alphabétisation	%	2021	44,0	32,0	53,0	54,0	55,0	56,0	DAFA
			Taux de réussite des apprenants	%	2021	86,8	84,2	90,0	90,0	90,0	90,0	DAFA
A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	Assurer la prise en charge éducative des enfants hors du système éducatif formel	Pourcentage d'enfants (9-14 ans) hors-école ayant accès aux programmes d'éducation non formelle	%	2021	13,0	28,9	20,0	21,0	22,0	22,0	DENFA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	51 499	1 619 226	173 000	1 552 296	82 960	1 585 450	33 949	1 514 560	34 967	1 549 785	151 876	4 649 795
P2	Promotion de l'action sociale et solidarité	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations	35 000	623 881	194 000	758 435	160 000	803 353	300 000	947 323	100 000	751 079	560 000	2 501 754
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	0	372 315	0	368 947	0	413 688	0	406 498	0	407 143	0	1 227 328
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	74 995	671 746	408 160	960 596	300 026	896 392	348 298	946 882	104 010	708 621	752 334	2 551 894
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	0	185 940	0	187 627	0	187 778	0	182 090	0	185 737	0	555 604
Total des programmes			161 494	3 473 108	775 160	3 827 901	542 986	3 886 660	682 247	3 997 352	238 977	3 602 364	1 464 210	11 486 376

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 567 726	0	1 379 296	0	1 502 490	0	1 480 611	0	1 514 818	0	4 497 919
Personnel	0	1 420 614	0	1 171 871	0	1 275 865	0	1 247 073	0	1 274 159	0	3 797 097
Biens et Services	0	107 913	0	168 225	0	178 425	0	185 338	0	192 459	0	556 222
Transferts Courants	0	39 200	0	39 200	0	48 200	0	48 200	0	48 200	0	144 600
Dépenses en capital	51 499	51 499	173 000	173 000	82 960	82 960	33 949	33 949	34 967	34 967	151 876	151 876
Dépenses d'investissement	51 499	51 499	103 000	103 000	32 960	32 960	33 949	33 949	34 967	34 967	101 876	101 876
Projets d'investissement	0	0	70 000	70 000	50 000	50 000	0	0	0	0	50 000	50 000
Investissements financés sur RI	0	0	70 000	70 000	50 000	50 000	0	0	0	0	50 000	50 000
Total	51 499	1 619 226	173 000	1 552 296	82 960	1 585 450	33 949	1 514 560	34 967	1 549 785	151 876	4 649 795

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	588 884	0	564 435	0	643 353	0	647 323	0	651 079	0	1 941 754
Personnel	0	192 383	0	162 302	0	237 978	0	241 948	0	245 704	0	725 630
Biens et Services	0	8 501	0	14 133	0	14 375	0	14 375	0	14 375	0	43 124
Transferts Courants	0	388 000	0	388 000	0	391 000	0	391 000	0	391 000	0	1 173 000
Dépenses en capital	35 000	34 997	194 000	194 000	160 000	160 000	300 000	300 000	100 000	100 000	560 000	560 000
Projets d'investissement	35 000	34 997	194 000	194 000	160 000	160 000	300 000	300 000	100 000	100 000	560 000	560 000
Investissements financés sur RI	35 000	34 997	194 000	194 000	160 000	160 000	300 000	300 000	100 000	100 000	560 000	560 000
Total	35 000	623 881	194 000	758 435	160 000	803 353	300 000	947 323	100 000	751 079	560 000	2 501 754

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	372 315	0	368 947	0	413 688	0	406 498	0	407 143	0	1 227 328
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	212 718	0	198 642	0	255 241	0	248 051	0	248 696	0	751 988
Biens et Services	0	9 596	0	16 305	0	16 447	0	16 447	0	16 447	0	49 340
Transferts Courants	0	150 000	0	154 000	0	142 000	0	142 000	0	142 000	0	426 000
Dépenses en capital	0	0	0	0								
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	372 315	0	368 947	0	413 688	0	406 498	0	407 143	0	1 227 328

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	596 751	0	552 436	0	596 366	0	598 584	0	604 611	0	1 799 560
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	174 229	0	126 059	0	169 347	0	171 565	0	177 592	0	518 504
Biens et Services	0	7 523	0	11 377	0	12 019	0	12 019	0	12 019	0	36 056
Transferts Courants	0	415 000	0	415 000	0	415 000	0	415 000	0	415 000	0	1 245 000
Dépenses en capital	74 995	74 995	408 160	408 160	300 026	300 026	348 298	348 298	104 010	104 010	752 334	752 334
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	74 995	74 995	408 160	408 160	300 026	300 026	348 298	348 298	104 010	104 010	752 334	752 334
Investissements financés sur RI	74 995	74 995	408 160	408 160	300 026	300 026	348 298	348 298	104 010	104 010	752 334	752 334
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	74 995	671 746	408 160	960 596	300 026	896 392	348 298	946 882	104 010	708 621	752 334	2 551 894

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	185 940	0	187 627	0	187 778	0	182 090	0	185 737	0	555 604
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	80 715	0	78 779	0	78 588	0	72 900	0	76 547	0	228 035
Biens et Services	0	5 226	0	8 848	0	9 190	0	9 190	0	9 190	0	27 569
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Total	0	185 940	0	187 627	0	187 778	0	182 090	0	185 737	0	555 604

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	161 494	3 473 108	775 160	3 827 901	542 986	3 886 660	682 247	3 997 352	238 977	3 602 364	1 464 210	11 486 376
Hors Projets	51 499	3 363 116	103 000	3 155 741	32 960	3 376 634	33 949	3 349 054	34 967	3 398 354	101 876	10 124 042
Projets	109 995	109 992	672 160	672 160	510 026	510 026	648 298	648 298	204 010	204 010	1 362 334	1 362 334
TOTAL DE FINANCEMENT	161 494	3 473 108	775 160	3 827 901	542 986	3 886 660	682 247	3 997 352	238 977	3 602 364	1 464 210	11 486 376

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	3 311 616	0	3 052 741	0	3 343 674	0	3 315 105	0	3 363 387	0	10 022 166
Personnel	0	2 080 658	0	1 737 653	0	2 017 019	0	1 981 537	0	2 022 698	0	6 021 254
Biens et Services	0	138 758	0	218 888	0	230 455	0	237 368	0	244 489	0	712 312
Transferts Courants	0	1 092 200	0	1 096 200	0	1 096 200	0	1 096 200	0	1 096 200	0	3 288 600
Dépenses en capital	161 494	161 491	775 160	775 160	542 986	542 986	682 247	682 247	238 977	238 977	1 464 210	1 464 210
Dépenses d'investissement	51 499	51 499	103 000	103 000	32 960	32 960	33 949	33 949	34 967	34 967	101 876	101 876
Projets d'investissement	109 995	109 992	672 160	672 160	510 026	510 026	648 298	648 298	204 010	204 010	1 362 334	1 362 334
Investissements financés sur RI	109 995	109 992	672 160	672 160	510 026	510 026	648 298	648 298	204 010	204 010	1 362 334	1 362 334
Total des programmes par nature	161 494	3 473 108	775 160	3 827 901	542 986	3 886 660	682 247	3 997 352	238 977	3 602 364	1 464 210	11 486 376

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	0	0	48	261 400	46	266 572	46	264 229
Catégorie A2	0	0	0	0	235	1 076 082	231	1 110 838	230	1 094 116
Catégorie A3	0	0	0	0	16	64 604	16	65 377	16	65 377
Catégorie B	0	0	0	0	116	416 719	111	414 445	109	405 728
Catégorie C	0	0	0	0	37	92 636	36	96 723	36	96 723
Catégorie D	0	0	0	0	13	22 397	8	15 567	8	15 567
Contractuels	0	0	0	0	47	68 654	47	68 654	47	68 654
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2 080 658	0	1 737 653	512	2 017 019	495	1 981 537	492	2 022 698

2.2.18. Ministère des sports et des loisirs (Section 750)

Le ministère des sports et des loisirs (MSL) assure, conformément à ses attributions, la mise en œuvre de la politique générale du gouvernement en matière des sports et des loisirs et la tutelle technique des fédérations nationales sportives et de loisirs. Il œuvre à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur des sports et au renforcement et à la modernisation des infrastructures et des équipements sportifs. Par ailleurs, il travaille à l'émergence d'une industrie du sport capable de porter et de rendre l'économie sportive de plus en plus structurée et résiliente à travers la mise en place de mécanismes de mobilisation optimale de ressources financières pour venir en appont aux efforts consentis par le gouvernement et le mouvement sportif national dans le but d'assouvir les besoins en investissement qu'exigent la promotion et le développement du sport. Il assure la gestion de la participation des sélections nationales dans plusieurs disciplines sportives aux compétitions internationales en vue de leur rayonnement sur l'échiquier international. Le ministère des sports et des loisirs œuvre également à booster le secteur des loisirs, à accroître sa compétitivité et à renforcer sa contribution à la croissance économique et au développement humain à travers l'accroissement et la diversification des offres et le développement de l'industrie des loisirs à même de contribuer à créer des emplois et à générer des revenus au profit de la jeunesse togolaise. Les actions du ministère visent à accroître le rôle et la place des loisirs dans l'épanouissement humain, individuel et collectif de la population et à en faire l'un des vecteurs d'un Togo émergent.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère a été marquée par l'indisponibilité de certains crédits, due au ralentissement économique, à l'inflation généralisée, aux conséquences de la crise russo-ukrainienne et à la situation sécuritaire dans la partie septentrionale du pays, impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Cette situation a eu pour conséquence un faible niveau d'exécution des activités programmées. Malgré cette situation, des efforts ont été consentis pour la poursuite des travaux de construction des centres de développement des sports de Kpalimé et de Bassar, l'organisation des championnats scolaires et universitaires, la poursuite de la réhabilitation des infrastructures des services du MSL, l'organisation du Festival des loisirs des pays ouest africains membres de la CONFEJES et la participation de nos différentes sélections nationales et de nos athlètes à certaines compétitions internationales telles que les jeux africains d'Accra (2024), les jeux olympiques d'été de Paris (2024), les éliminatoires de la CAN et du CHAN 2025, la Coupe de l'UFOA-B des moins de 20 ans abritée par le Togo etc. Le chantier des réformes dans le secteur des sports et des loisirs s'est poursuivi avec la poursuite du projet de professionnalisation du football togolais et l'élaboration d'un recueil des jeux traditionnels des peuples du Togo. Ces activités ont permis de consolider les acquis et d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les programmes.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur un meilleur financement des programmes en vue de leur mise en œuvre optimale et de contribuer à la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités, notamment le renforcement du financement, d'une part, du secteur des sports, et d'autre part, le financement du secteur des loisirs, la modernisation et la construction de nouvelles infrastructures sportives et de loisirs, la mise en route du projet pilote de la professionnalisation du football et son extension progressive à toutes les autres disciplines sportives. En somme, un accent sera mis sur la poursuite de nos programmes et des réformes inscrites à notre agenda afin de faire du secteur des sports et loisirs l'un des pôles d'un Togo émergent.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers trois (3) programmes déclinés en dix (10) actions et d'un programme compte d'affectation spéciale (CAS). Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MSL ; (ii) sports ; (iii) loisirs ; et le CAS qui est intitulé Fonds national pour le développement du sport (FONADES). Globalement, les trois (3) programmes du MSL sont projetés à 4,38 milliards en 2025, 4,05 milliards en 2026 et 3,91 milliards en 2027. En ce qui concerne le CAS, il est reparti comme suit : 950,46 millions en 2025, 1,06 milliard en 2026 et 1,19 milliard en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MSL	Améliorer la qualité des services du MSL	Taux d'exécution physique des programmes du MSL	%	2023	95,0	95,0	95,0	96,0	97,0	98,0	S G
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MSL	%	2023	5,0	5,0	5,0	7,0	8,0	10,0	Cabinet
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSL	Renforcer les capacités opérationnelles du MSL	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2023	70,0	70,0	75,0	80,0	85,0	87,0	SG
			Nombre de cadres de concertations tenus	Nbre	2023	25,0	25,0	30,0	35,0	40,0	42,0	Cabinet
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2023	95,0	95,0	90,0	95,0	96,0	97,0	DAF
A1.3	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Périodicité de mise à jour des données en ligne	Semaine	2023	52,0	52,0	53,0	52,0	52,0	52,0	Cellule d'information
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MSL	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2023	65,0	65,0	70,0	75,0	80,0	85,0	DPSSE
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2023	60,0	60,0	74,0	80,0	85,0	86,0	Cellule genre
A1.6	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses	Cellule climat et environnement créée et opérationnelle	Nbre	2024	ND	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	Cellule budget vert

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Part du budget du MSL dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2024	ND	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	Cellule budget vert
P2	Sports	Rendre le sport togolais plus compétitif	Nombre de titres remportés	Nbre	2023	10,0	10,0	10,0	12,0	14,0	15,0	DSEP
A2.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	Disposer des infrastructures sportives adaptées	Nombre d'infrastructures et équipements sportifs répondant aux normes internationales	Nombre	2023	5,0	5,0	5,0	6,0	7,0	8,0	DIESL
A2.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	Contribuer à relever le niveau de performance du sport togolais	Nombre de sportifs de haut niveau	Nombre	2023	35,0	35,0	37,0	38,0	40,0	42,0	DSEP
A2.3	Promotion de la santé des acteurs sportifs	Veiller à une bonne santé des acteurs sportifs	Nombre de prise en charge médicale des sportifs	Nombre	2023	2,0	2,0	5,0	12,0	12,0	12,0	DMSCD
P3	Loisirs	Promouvoir les loisirs	Taux de réalisation des activités de promotion des loisirs	%	2023	15,0	15,0	15,0	85,0	90,0	95,0	DL
A3.1	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	Développer la culture de la pratique des loisirs	Taux d'accroissement des clubs de loisirs	%	2023	10,0	10,0	10,0	12,0	15,0	16,0	DL
			Proportion des promoteurs de loisirs accompagnés	%	2023	22,0	22,0	22,0	25,0	30,0	31,0	DL

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS (MSL)	Améliorer la qualité des services du MSL	1 808 596	1 127 187	805 346	1 842 972	484 590	851 615	56 228	504 732	57 915	388 815
P2	SPORTS	Rendre le sport togolais plus compétitif	0	3 758 487	0	3 535 194	0	3 621 837	0	3 641 639	0	3 625 277
P3	LOISIRS	Promouvoir les loisirs	0	61 802	0	40 100	0	35 393	0	37 792	0	32 148
Total des programmes			1 808 596	4 947 476	805 346	5 418 266	484 590	4 508 845	56 228	4 184 163	57 915	4 046 240

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	303 011	0	270 988	0	335 166	0	333 039	0	330 900	0	999 106
Personnel	0	234 538	0	175 988	0	212 666	0	213 090	0	208 115	0	633 872
Biens et Services	0	68 473	0	95 000	0	122 500	0	119 949	0	122 785	0	365 234
Dépenses en capital	1 808 596	824 176	805 346	1 571 984	484 590	516 449	56 228	171 693	57 915	57 915	598 733	746 057
Dépenses d'investissement	51 500	51 500	103 000	103 000	54 590	54 590	56 228	56 228	57 915	57 915	168 733	168 733
Projets d'investissement	1 757 096	772 676	702 346	1 468 984	430 000	461 859	0	115 465	0	0	430 000	577 324
Investissements financés sur RI	1 757 096	772 676	702 346	1 468 984	430 000	461 859	0	115 465	0	0	430 000	577 324
Total	1 808 596	1 127 187	805 346	1 842 972	484 590	851 615	56 228	504 732	57 915	388 815	598 733	1 745 163

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	3 758 487	0	3 535 194	0	3 621 837	0	3 641 639	0	3 625 277	0	10 888 753
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	351 120	0	409 514	0	390 972	0	404 057	0	384 695	0	1 179 724
Biens et Services	0	37 862	0	55 680	0	60 865	0	67 582	0	70 582	0	199 029
Transferts Courants	0	3 369 505	0	3 070 000	0	3 170 000	0	3 170 000	0	3 170 000	0	9 510 000
Total	0	3 758 487	0	3 535 194	0	3 621 837	0	3 641 639	0	3 625 277	0	10 888 753

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	61 802	0	40 100	0	35 393	0	37 792	0	32 148	0	105 333
Personnel	0	58 162	0	34 600	0	29 893	0	30 792	0	25 148	0	85 833
Biens et Services	0	3 640	0	5 500	0	5 500	0	7 000	0	7 000	0	19 500
Total	0	61 802	0	40 100	0	35 393	0	37 792	0	32 148	0	105 333

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 808 596	4 947 476	805 346	5 418 266	484 590	4 508 845	56 228	4 184 163	57 915	4 046 240
Hors Projets	51 500	4 174 800	103 000	3 949 282	54 590	4 046 986	56 228	4 068 698	57 915	4 046 240
Projets	1 757 096	772 676	702 346	1 468 984	430 000	461 859	0	115 465	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 808 596	4 947 476	805 346	5 418 266	484 590	4 508 845	56 228	4 184 163	57 915	4 046 240

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 123 300	0	3 846 282	0	3 992 396	0	4 012 470	0	3 988 325
Personnel	0	643 820	0	620 102	0	633 531	0	647 939	0	617 958
Biens et Services	0	109 975	0	156 180	0	188 865	0	194 531	0	200 367
Transferts Courants	0	3 369 505	0	3 070 000	0	3 170 000	0	3 170 000	0	3 170 000
Dépenses en capital	1 808 596	824 176	805 346	1 571 984	484 590	516 449	56 228	171 693	57 915	57 915
Dépenses d'investissement	51 500	51 500	103 000	103 000	54 590	54 590	56 228	56 228	57 915	57 915
Projets d'investissement	1 757 096	772 676	702 346	1 468 984	430 000	461 859	0	115 465	0	0
Investissement financés sur RI	1 757 096	772 676	702 346	1 468 984	430 000	461 859	0	115 465	0	0
Total des programmes par nature	1 808 596	4 947 476	805 346	5 418 266	484 590	4 508 845	56 228	4 184 163	57 915	4 046 240

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	43	323 167	41	305 578	43	291 285	43	294 906	43	298 300
Catégorie A2	23	135 879	20	132 368	18	124 484	18	126 517	18	127 763
Catégorie A3	2	10 636	1	3 753	1	3 753	1	3 850	1	3 860
Catégorie B	35	68 080	30	77 076	31	81 845	31	84 179	31	89 747
Catégorie C	50	81 116	40	77 716	42	92 136	42	94 346	42	95 670
Catégorie D	15	24 942	15	22 728	14	23 215	14	25 305	14	26 263
TOTAL	181	643 820	160	620 102	162	633 531	162	647 939	149	617 958

2.2.19. Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)

Le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière met en œuvre la politique du gouvernement en matière de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, en collaboration avec les autres ministres concernés conformément au décret n°2018-129/PR du 22 août 2018 fixant les attributions du ministre et portant organisation et fonctionnement du ministère. A cet titre, il (i) définit et coordonne les interventions de l'Etat et des différents acteurs dans les opérations d'aménagement et en matière de politique foncière dans les villes et les établissements humains ; (ii) participe à la maîtrise du foncier dans les villes et les établissements humains ; (iii) élabore et met en œuvre les programmes de développement urbain, de planification et de viabilisation des espaces urbains ; (iv) œuvre, en collaboration avec les autres ministres concernés, à l'amélioration de la qualité du cadre de vie à travers, notamment l'accès à un service d'assainissement adéquat et d'aménagement des espaces verts.

Au titre de la gestion 2024, les résultats principaux ci-après sont obtenus : (i) l'élaboration et l'implantation du plan d'aménagement, la validation du rapport avant-projet détaillé (APD) des études techniques dans le cadre de la mise en œuvre du projet prioritaire de la feuille de route gouvernementale (projet P7); (ii) la validation des rapports des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) des communes Tône 1, Tchaoudjo 1 et Kozah 1, la réception des travaux connexes et des travaux de construction d'un pont de 40 mètres sur la rivière Kpéléwouai à Kara avec aménagement, assainissement et bitumage de ses voies d'accès sur 1500 ml ainsi que d'autres travaux connexes, de même que des travaux de fourniture et extension du réseau d'eau potable à Dapaong (45 km) et adduction d'eau potable à Naki-est dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU) ; (iii) la poursuite des travaux d'aménagement et de bitumage de 14,34 km de voirie à Lomé et des travaux de drainage urbain et de voirie à Dapaong ; (iv) la densification du réseau géodésique du pays avec la réception définitive de 614 bornes géodésiques construites couplées de leur observation et nivellement ; (v) le démarrage des travaux d'assainissement de la zone Agoè-Houmbi à Lomé ; (vi) la collecte et le transport des déchets des 6 communes d'Agoé Nyivé et de la commune Golfe 7 vers le centre d'enfouissement technique (CET) d'Aképé, l'entretien des ouvrages d'assainissement et des bassins de rétention d'eaux pluviales dans le Grand Lomé ; (vii) l'adoption du décret n°2024-052/PR du 30 septembre 2024 fixant les conditions, les modalités de délivrance et la valeur juridique du livret foncier.

Face à l'urbanisation galopante qui entraîne de profondes mutations d'usage du sol, les principaux défis à relever sont (i) la facilitation de l'accès à un logement décent à travers la poursuite de la mise en œuvre du projet de construction de 20 000 logements décents à Kpomé (projet P7) ; (ii) la maîtrise de la croissance urbaine par l'élaboration et la mise en œuvre des documents d'urbanisme ; (iii) l'amélioration de la gouvernance foncière et urbaine et (iv) l'amélioration du cadre de vie de la population. Pour relever ces défis, le ministère compte, au titre de l'année 2025, (i) finaliser les études de faisabilité du projet prioritaire P7 de la feuille de route et démarrer les travaux d'aménagement du site de Kpomé ; (ii) réceptionner travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de voirie à Dapaong et quelques rues du projet de 14.34 km à Lomé ; (iii) élaborer les plans locaux d'urbanisme de treize (13) communes ; (iv) poursuivre les travaux d'assainissement de la zone Agoè-Houmbi ; (v) démarrer les travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de voirie à Aflao-Sagbado, Vogan, Kovié, Sotouboua, Adjengré et dans la zone de EPP 13 janvier à Lomé (quartier Hedzranawoe) ; (vi) collecter et évacuer les déchets à la décharge finale d'Aképé dans le Grand Lomé ; (vi) entretenir les ouvrages d'assainissement et des bassins de rétention d'eaux pluviales dans le Grand Lomé ; (vii) assurer le contrôle du respect des normes de construction par l'instruction des demandes de permis de construire.

Les priorités relevées seront mises en œuvre à travers quatre (04) programmes déclinés en dix-sept (17) actions. Ces programmes sont : (1) Pilotage et soutien aux services du MUHRF ; (2) Information géographique ; (3) Logement décent et (4) Cadre de vie. Globalement, les quatre (4) programmes du ministère sont projetés à 17 626 361 000 F CFA en 2025, 23 822 370 000 F CFA en 2026 et 38 361 088 000 F CFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Renforcer les capacités opérationnelles du MUHRF	Taux d'exécution physique des programmes du MUHRF	%	2022	75,0	80,0	90,0	90,0	95,0	100,0	Sécrétariat général (SG)
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MUHRF	%	2022	3,0	3,0	5,0	6,0	10,0	15,0	Sécrétariat général (SG)
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MUHRF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	60,0	75,0	80,0	90,0	100,0	100,0	Sécrétariat général (SG)
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2022	5,0	10,0	10,0	15,0	15,0	20,0	DAAF/Division RH
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Nombre de jour	2022	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	67,4	74,0	85,0	90,0	95,0	100,0	DAAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	Unité	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	SG/ Conseiller en communication
A1.5	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2022	50,0	35,0	40,0	40,0	45,0	50,0	Cellule focale genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule focale genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement opérationnelle	Unité	2024	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement et du climat	%	2024	18,9	0,0	18,9	38,1	40,0	42,0	Cellule focale vert
P2	Information géographique	Répondre au besoin national en information géographique fiable à jour	Taux de couverture national en information géographique à jour	%	2022	28,0	43,0	60,0	100,0	100,0	100,0	DGIGC
A2.1	Bornes géodésiques	Mettre à disposition des repères fixes et stables sur l'ensemble du territoire	Proportion de bornes géodésiques déterminées en position spatiale par an	%	2022	23,0	39,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGIGC/Direction de l'information géographique
A2.2	Cartographie de masse	Couvrir les besoins des acteurs de développement en matière de cartes	Nombre de carte produites par an	Nombre	2022	250,0	900,0	950,0	1 000,0	1 100,0	1 200,0	DGIGC/Direction de la cartographie
A2.3	Observatoire du développement urbain	Doter les acteurs de développement de données urbaines fiables et à jour	Nombre d'antennes de collecte de données pour l'observatoire mis en place par an	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	3,0	Agence de développement urbain et municipal (Citafric)
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	Nombre de logement décents construire par an par l'Etat	Nombre	2021	143,0	0,0	0,0	1 200,0	1 500,0	2 000,0	DiGUH
A3.1	Planification de l'occupation de	Assurer une gestion optimale de l'espace urbain	Proportion de communes dotées de documents d'urbanisme à jour par an	%	2023	0,1	9,0	9,0	0,2	30,0	40,0	DGUH/Direction du développement urbain

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	l'espace urbain et de l'extension spatiale											
A3.2	Contrôle des normes de construction	Renforcer la qualité et la sécurité des constructions	Nombre de permis de construire instruits par an	Nombre	2022	350,0	630,0	600,0	620,0	630,0	650,0	DGUH/Direction de l'habitat
A3.3	Réforme foncière	Sécuriser le foncier	Nombre de texte proposé à adoption par an	Nombre	2022	2,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DAJC
A3.4	Production et promotion des matériaux locaux de construction	Promouvoir l'utilisation des matériaux locaux de construction	Taux de satisfaction des besoins exprimés en matériaux locaux	%	2022	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Centre de la construction et du logement (CCL)
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	population ayant bénéficié de l'amélioration de cadre de vie	Nombre	2022	278 435,0	302 685,0	159 623,0	355 050,0	591 750,0	887 625,0	DGIEU
A4.1	Aménagement de la voirie	Faciliter la circulation urbaine et contribuer à la sécurisation du transport routier	Linéaire de caniveaux construits par an	Mètre linéaire (ml)	2022	1 593,0	12 860,0	10 000,0	10 500,0	11 000,0	11 500,0	DGIEU/DIU
			Linéaire de routes aménagées par an	ml	2020	5 000,0	0,0	7 520,0	5 000,0	14 000,0	20 000,0	DGIEU/DIU
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	Contribuer à la réduction des risques d'inondations et préserver la salubrité publique	Linéaire des ouvrages d'assainissement entretenus dans les communes	ml	2020	9 300,0	15 000,0	15 500,0	16 000,0	16 500,0	17 000,0	ANASAP
			Quantité de déchets collectés et transportés au Centre d'enfouissement technique d'Aképé	Tonne	2023	81 000,0	81 000,0	100 000,0	110 000,0	120 000,0	130 000,0	ANASAP
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	Contribuer à l'embellissement de l'environnement urbain	Surface d'espace verts aménager par an	Mètre carré (m ²)	2022	3 000,0	10 800,0	0,0	2 000,0	3 000,0	5 000,0	Direction du cadre de vie (DCV)
			Nombre de pieds mis en terre	Nombre	2023	297,0	297,0	300,0	320,0	350,0	400,0	DCV

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP										
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Renforcer les capacités opérationnelles du MUHRF	20 871	269 226	92 500	356 146	69 190	331 905	70 946	334 467	72 769	330 526	212 905	996 898
P2	Information géographique	Répondre au besoin national en information géographique fiable à jour	750 475	1 064 328	502 000	58 420	1 000	41 252	2 000	42 928	2 000	43 077	5 000	127 257
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	806 844	1 040 682	6 611 518	2 478 771	7 222 700	4 528 826	15 982 500	3 096 100	30 003 000	5 253 932	53 208 200	12 878 858
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	9 560 505	10 346 263	49 620 438	9 815 168	35 422 581	12 724 378	5 946 000	20 348 875	4 000	32 733 553	41 372 581	65 806 806
Total des programmes			11 138 695	12 720 499	56 826 456	12 708 505	42 715 471	17 626 361	22 001 446	23 822 370	30 081 769	38 361 088	94 798 686	79 809 819

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	248 355	0	263 646	0	262 715	0	263 521	0	257 757	0	783 993
Personnel	0	187 280	0	175 921	0	170 679	0	170 485	0	164 721	0	505 885
Biens et Services	0	61 075	0	87 725	0	92 036	0	93 036	0	93 036	0	278 108
Dépenses en capital	20 871	20 871	92 500	92 500	69 190	69 190	70 946	70 946	72 769	72 769	212 905	212 905
Dépenses d'investissement	20 871	20 871	92 500	92 500	69 190	69 190	70 946	70 946	72 769	72 769	212 905	212 905
Total	20 871	269 226	92 500	356 146	69 190	331 905	70 946	334 467	72 769	330 526	212 905	996 898

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	73 931	0	56 420	0	40 252	0	40 928	0	41 077	0	122 257
Personnel	0	49 576	0	28 920	0	13 252	0	13 728	0	13 966	0	40 946
Biens et Services	0	4 355	0	7 500	0	7 000	0	7 200	0	7 111	0	21 311
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	750 475	990 397	502 000	2 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000	2 000	5 000	5 000
Dépenses d'investissement	499	499	2 000	2 000	1 000	1 000	2 000	2 000	2 000	2 000	5 000	5 000
Projets d'investissement	749 976	989 898	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RI	749 976	989 898	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	750 475	1 064 328	502 000	58 420	1 000	41 252	2 000	42 928	2 000	43 077	5 000	127 257

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	233 838	0	240 271	0	240 695	0	249 616	0	250 932	0	741 243
Personnel	0	126 920	0	125 971	0	126 695	0	133 200	0	132 839	0	392 734
Biens et Services	0	6 918	0	14 300	0	14 000	0	16 416	0	18 093	0	48 509
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	806 844	806 844	6 611 518	2 238 500	7 222 700	4 288 131	15 982 500	2 846 484	30 003 000	5 003 000	53 208 200	12 137 615
Dépenses d'investissement	1 240	1 240	6 500	6 500	2 000	2 000	2 500	2 500	3 000	3 000	7 500	7 500
Projets d'investissement	805 604	805 604	6 605 018	2 232 000	7 220 700	4 286 131	15 980 000	2 843 984	30 000 000	5 000 000	53 200 700	12 130 115
Investissements financés sur RI	805 604	805 604	5 773 018	1 400 000	5 000 000	2 856 016	15 980 000	2 843 984	30 000 000	5 000 000	50 980 000	10 700 000
Investissements financés sur RE	0	0	832 000	832 000	2 220 700	1 430 115	0	0	0	0	2 220 700	1 430 115
Total	806 844	1 040 682	6 611 518	2 478 771	7 222 700	4 528 826	15 982 500	3 096 100	30 003 000	5 253 932	53 208 200	12 878 858

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	785 758	0	819 600	0	821 378	0	827 754	0	830 697	0	2 479 829
Personnel	0	80 861	0	112 100	0	113 878	0	120 254	0	121 061	0	355 193
Biens et Services	0	4 897	0	7 500	0	7 500	0	7 500	0	9 636	0	24 636
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	9 560 505	9 560 505	49 620 438	8 995 568	35 422 581	11 903 000	5 946 000	19 521 121	4 000	31 902 856	41 372 581	63 326 977
Dépenses d'investissement	1 000	1 000	2 000	2 000	3 000	3 000	2 000	2 000	2 000	2 000	7 000	7 000
Projets d'investissement	9 559 505	9 559 505	49 618 438	8 993 568	35 419 581	11 900 000	5 944 000	19 519 121	2 000	31 900 856	41 365 581	63 319 977
Investissement financés sur RI	3 813 330	3 813 330	47 282 145	6 829 599	35 419 581	11 900 000	5 944 000	19 519 121	2 000	31 900 856	41 365 581	63 319 977
Investissement financés sur RE	5 746 175	5 746 175	2 336 293	2 163 969	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	9 560 505	10 346 263	49 620 438	9 815 168	35 422 581	12 724 378	5 946 000	20 348 875	4 000	32 733 553	41 372 581	65 806 806

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP										
Financement intérieur	4 642 544	5 984 426	53 158 163	9 712 536	40 494 771	16 196 246	22 001 446	23 822 370	30 081 769	38 361 088	92 577 986	78 379 704
Hors Projets	23 610	1 365 492	103 000	1 482 937	75 190	1 440 230	77 446	1 459 265	79 769	1 460 232	232 405	4 359 727
Projets	4 618 934	4 618 934	53 055 163	8 229 599	40 419 581	14 756 016	21 924 000	22 363 105	30 002 000	36 900 856	92 345 581	74 019 977
Financement extérieur	5 746 175	5 746 175	3 168 293	2 995 969	2 220 700	1 430 115	0	0	0	0	2 220 700	1 430 115
Dons	0	0	46 000	46 000	80 000	80 000	0	0	0	0	80 000	80 000
Emprunts	5 746 175	5 746 175	3 122 293	2 949 969	2 140 700	1 350 115	0	0	0	0	2 140 700	1 350 115
TOTAL DE FINANCEMENT	10 388 719	11 730 601	56 326 456	12 708 505	42 715 471	17 626 361	22 001 446	23 822 370	30 081 769	38 361 088	94 798 686	79 809 819

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP										
Dépenses ordinaires	0	1 341 882	0	1 379 937	0	1 365 040	0	1 381 819	0	1 380 463	0	4 127 322
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	444 637	0	442 912	0	424 504	0	437 667	0	432 587	0	1 294 758
Biens et Services	0	77 245	0	117 025	0	120 536	0	124 152	0	127 876	0	372 564
Transferts Courants	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	2 460 000
Dépenses en capital	11 138 695	11 378 617	56 826 456	11 328 568	42 715 471	16 261 321	22 001 446	22 440 551	30 081 769	36 980 625	94 798 686	75 682 497
Dépenses d'investissement	23 610	23 610	103 000	103 000	75 190	75 190	77 446	77 446	79 769	79 769	232 405	232 405
Projets d'investissement	11 115 085	11 355 007	56 723 456	11 225 568	42 640 281	16 186 131	21 924 000	22 363 105	30 002 000	36 900 856	94 566 281	75 450 092
Investissements financés sur RI	5 368 910	5 608 832	53 555 163	8 229 599	40 419 581	14 756 016	21 924 000	22 363 105	30 002 000	36 900 856	92 345 581	74 019 977
Investissements financés sur RE	5 746 175	5 746 175	3 168 293	2 995 969	2 220 700	1 430 115	0	0	0	0	2 220 700	1 430 115
Total des programmes par nature	11 138 695	12 720 499	56 826 456	12 708 505	42 715 471	17 626 361	22 001 446	23 822 370	30 081 769	38 361 088	94 798 686	79 809 819

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	24	0	24	113 466	24	117 756	24	120 704
Catégorie A2	0	0	38	0	38	154 090	38	164 272	37	154 671
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	20	0	20	69 732	20	72 831	20	73 295
Catégorie C	0	0	11	0	11	25 099	11	26 126	11	26 565
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	9	0	9	25 028	9	25 028	9	25 028
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	444 637	102	442 912	102	424 504	102	437 667	101	432 587

2.2.20. Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural (Section 810)

Selon le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministre de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural (MAHVDR) élabore et met en œuvre les politiques/programmes agricoles et définit les actions de développement agricole au plan national et au niveau régional. Il veille à l'amélioration de la productivité, à l'accès au financement agricole et à l'augmentation de la production vivrière et de la production pour l'exportation. Il s'assure de la planification et gestion des ressources en eau, l'approvisionnement en eau potable en milieu rural et l'irrigation agricole. Il poursuit l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du développement agricole et rural ; la professionnalisation des filières en vue de favoriser l'émergence de l'entrepreneuriat agricole et de nouvelles filières de production. Il propose toutes les mesures susceptibles de garantir la sécurité alimentaire, contrôle et évalue l'offre de services agricoles et améliore la qualité des services offerts aux producteurs en matière de vulgarisation-conseil, de formation, de recherche-développement et d'intrants agricoles, de promotion des organisations professionnelles agricoles (OPA) et de leur structuration au niveau local, régional et national.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère se poursuit. Les activités phares réalisées sont entre autres : l'aménagement hydroagricole en cours dans la plaine de l'Oti, des bas-fonds, des pistes de desserte et de désenclavement, l'acquisition et mise à disposition des producteurs des intrants de qualité et semences certifiées, la construction en cours des magasins et aires de séchages, les travaux en cours d'achèvement de 07 centres de transformation agricole (CTA) dans l'agropole de la Kara, la construction en cours de deux centres régionaux de mécanisation agricole (à Kpalimé dans la Région des plateaux Ouest et à Tchitchao dans la région de la Kara), la cartographie de 7 614 hectares de terres agricoles, la mise en place de 60 ZAAP d'excellence avec l'accompagnement de l'Agence de transformation agricole (ATA), la réception de 150 tracteurs et accessoires ; la construction de 23 superstructures et bacs à eau dans la région des Savanes et Kara.

Les défis majeurs à relever en 2025 par le département sont entre autres : la mécanisation agricole, la maîtrise de l'eau, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la mise à disposition des intrants de qualité et la transformation agro-industrielle des produits agricoles.

A cet effet, les priorités du MAHVDR pour 2025 sont : la poursuite du programme d'aménagement des ZAAP, la mobilisation des intrants agricoles, la maîtrise de l'eau et la mécanisation agricole ; la mise en œuvre d'un programme de résilience des systèmes alimentaires ; le projet de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au sahel (P2-P2RS) ; le projet d'aménagement des retenues collinaires (PARC) ; la promotion, la transformation et la commercialisation de produits agroalimentaires ; le projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA) ; le programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA) ; le développement de l'irrigation ; la mise en place de centres de transformation agricole (CTA) ; la poursuite de la mise en œuvre des activités de l'agropole de Kara et le projet d'hydraulique villageoise du Togo.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers quatre (4) programmes déclinés en vingt-trois (22) actions. Ces programmes sont : (i) pilotage et soutien des services du MAHVDR, (ii) organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques, (iii) amélioration de la productivité et valorisation des produits et (iv) sécurité alimentaire et résilience des populations. Globalement, les quatre (4) programmes du MAHVDR sont projetés à 56,5 milliards en 2025 ; 74,15 milliards en 2026 et 69,53 milliards en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MAHVDR (SG)	Renforcer les capacités opérationnelles du MAHVDR	Taux d'exécution physique des programmes du MAHVDR	%	2019	78,8	53,9	90,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MAHVDR	%	2020	6,1	12,2	13,0	14,0	15,0	15,5	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MAHVDR	Nombre de dialogues de gestion tenus	Nombre	2020	20,0	18,0	26,0	30,0	35,0	35,0	Cab
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Jour	2020	10,0	7,0	7,0	7,0	7,0	6,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources du MAHVDR	Taux d'exécution du budget	%	2020	90,7	90,4	85,0	95,0	100,0	100,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2020	77,0	ND	85,0	90,0	95,0	95,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, statistique et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Publier régulièrement les activités du ministère	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2022	52,0	52,0	52,0	52,0	52,0	52,0	Cellule de communication du MAHVDR
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le secteur agricole de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	2020	81,9	97,2	100,0	100,0	100,0	100,0	INFA de Tové

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2020	0,0	0,0	1,5	2,0	2,0	3,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2020	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Nombre	2022	N/A	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule budgétisation verte
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	N/A	N/A	35,2	37,4	39,0	41,0	Cellule budgétisation verte
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	Améliorer les revenus des acteurs des chaînes de valeur agricole dans les territoires à fort potentiel	Taux de croissance des revenus agricoles dans les agropoles et organisations similaires par rapport aux autres zones rurales	%	2018	0,0	18,5	7,5	7,5	7,5	8,0	DFV
A2.1	Transformation agro-industrielle	Étendre les surfaces cultivées	Superficie exploitée	Ha	2019	5 000,0	7185,00	100 000,0	8 000,0	10 000,0	12 000,0	APRODAT
A2.2	Accès au financement agricole	Faciliter l'accès au financement aux agriculteurs	Nombre d'agriculteurs ayant bénéficié du financement (contre 75 000 en 2019)	Nombre	2020	87 000,0	84 369,0	815 000,0	90 000,0	100 000,0	150 000,0	MIFA SA
A2.3	Développement d'une plateforme numérique de gestion des acteurs et activités des chaînes de valeur	Faciliter la gestion des activités des chaînes de valeur	Nombre d'agriculteur ayant accès aux services de conseils agricoles	%	2021	634 641,0	771 646,0	848 810,0	933 691,0	1 027 060,0	1 050 000,0	ICAT
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.4	Poursuite de la structuration et du renforcement des organisations professionnelles agricoles	Inciter les acteurs des chaînes de valeur à s'organiser et à renforcer leurs capacités	Nombre de sociétés coopératives immatriculées	Nombre	2021	5 961,0	829,00	300,0	310,0	310,0	400,0	DFDOPA
			Nombre d'interprofessions agricoles promues	Nombre	2020	15,0	16,0	18,0	19,0	20,0	20,0	DFV
A2.5	Cartographie des terres agricoles	Cartographier et consolider les terres agricoles disponibles	Superficie de terres agricoles cartographiées	Ha	2020	0,0	67 000,0	350 000,0	300 000,0	350 000,0	370 000,0	DAEMA
			Surface agricole consolidée	Ha	2020	15 361,0	5900,00	35 000,0	40 000,0	45 000,0	50 000,0	DAEMA
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	Accroître durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)	Taux d'accroissement annuel des rendements pour les principaux produits végétaux	%	2020	-0,4	8,8	8,0	9,0	10,0	10,5	DPPSE
			Part des besoins en produits agricoles couverte par la production locale pour les segments et cultures prioritaires identifiés (100% en 2025)	%	2020	107,6	60,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A3.1	Amélioration des connaissances et des compétences aux nouvelles technologies	Faciliter l'accès des acteurs aux technologies innovantes, adaptées et éprouvées	Nombre de technologies innovantes adoptées	Nombre	2020	10,0	1,0	5,0	6,0	7,0	7,0	ITRA
A3.2	Amélioration de l'accès des EAF aux intrants	Faciliter l'accès aux intrants	Taux de couverture des besoins nationaux en engrais de qualité	%	2020	155,3	163,6	105,9	120,0	125,0	130,0	CAGIA
			Taux de couverture des besoins nationaux en semences de qualité	%	2020	8,0	15,0	16,0	20,0	24,0	25,0	DSP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.3	Développement des infrastructures et équipements de productions agricoles	Accroître les capacités d'exploitation et de valorisation du potentiel disponible	Nombre d'exploitants adoptants les outils de mécanisation	Nombre	2020	57 447,0	147 523,0	60 200,0	150 000,0	155 000,0	160 000,0	DAEMA
			Taux d'irrigation	%	2020	0,3	6,0	1,0	6,0	7,0	8,0	DAEMA
A3.4	Développement des infrastructures et équipements de productions animales	Accroître les capacités d'élevage et valorisation du potentiel disponible	Taux d'accroissement des effectifs (volailles)	%	2020	8,0	8,0	8,0	0,0	0,0	0,0	DE
			Taux de couverture vaccinale (volailles)	%	2020	31,3	61,5	41,3	0,0	0,0	0,0	DE
A3.5	Amélioration des capacités de transformation des produits agricoles	Promouvoir les entreprises de transformation agricoles et agroalimentaires	Nombre d'entreprises agroalimentaires appuyées	Nombre	2021	4,0	260,0	25,0	100,0	125,0	150,0	DFDOPA
A3.6	Promotion de l'irrigation et développement des infrastructures d'accès à l'eau potable en milieu rural	Accroître les capacités d'exploitation et de valorisation des ressources en eau	Taux de desserte en eau potable en milieu rural	%	2021	69,5	74,4	75,0	78,0	80,0	82,0	DHV
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires	Prévalence de l'insécurité alimentaire (dont insécurité sévère)	%	2020	0,3	23,7	0,3	0,2	0,1	0,1	DEFA
A4.1	Amélioration de la gestion des	Renforcer les systèmes nationaux	Proportion de personnes en situation de crise (phase 3)	%	2020	0,1	6,2	1,0	1,0	1,0	1,0	DSID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	risques et des crises alimentaires	de gestion des crises alimentaires et des réponses aux désastres naturels	Stock de sécurité alimentaire constitué	Tonnes	2020	9 000,0	12 645,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	16 000,0	ANSAT
A4.2	Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques	Promouvoir l'agriculture durable	Pourcentage des producteurs adoptant des technologies et des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique	%	2020	5,9	7,0	7,0	8,0	9,0	10,0	ICAT
A4.3	Amélioration de la protection sociale en milieu rural	Développer un mécanisme de protection d'assurance agricole	Pourcentage de producteurs couverts par un produit d'assurance agricole	%	2020	30,9	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DEFA
A4.4	Développement de production d'aliments riches en nutriments	Faciliter la fortification des aliments de grande consommation en micronutriment essentiels	Part de technologies éprouvées sensible à la nutrition	%	2020	8,2	17,2	23,3	25,3	27,3	28,0	ITRA
A4.5	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	Réduire à 0 les conflits liés à la transhumance	Nombre de conflits	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MAHVDR (SG)	Renforcer les capacités opérationnelles du MAHVDR	255 561	3 651 128	4 706 808	11 415 302	2 757 120	7 288 969	1 409 526	6 861 794	1 113 644	6 104 732
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques (DFV)	Améliorer les revenus des acteurs des chaînes de valeur agricole dans les territoires à fort potentiel	3 608 342	4 240 001	10 050 000	7 990 224	19 135 969	6 412 164	6 303 534	13 510 245	0	3 468 854
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits (DPPSE)	Accroître durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)	12 035 638	23 980 240	22 911 797	19 560 582	43 954 292	23 376 976	25 303 739	29 755 517	43 913 537	41 742 500
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations (DEFA)	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires	21 923 609	25 712 856	11 560 000	13 111 870	38 516 764	19 445 957	10 008 734	24 021 681	3 721 383	18 218 799
Total des programmes			37 823 150	57 584 225	49 228 605	52 077 978	104 364 145	56 524 066	43 025 533	74 149 237	48 748 564	69 534 885

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 533 167	0	6 708 494	0	4 911 849	0	4 934 668	0	4 991 088
Personnel	0	2 614 921	0	1 975 194	0	1 988 332	0	1 992 919	0	2 030 551
Biens et Services	0	478 246	0	663 300	0	693 517	0	711 749	0	730 537
Transferts Courants	0	440 000	0	4 070 000	0	2 230 000	0	2 230 000	0	2 230 000
Dépenses en capital	255 561	117 961	4 706 808	4 706 808	2 757 120	2 377 120	1 409 526	1 927 126	1 113 644	1 113 644
Dépenses d'investissement	55 561	55 561	206 000	206 000	107 120	107 120	110 334	110 334	113 644	113 644
Projets d'investissement	200 000	62 400	4 500 808	4 500 808	2 650 000	2 270 000	1 299 192	1 816 792	1 000 000	1 000 000
Investissement financés sur RI	200 000	62 400	4 500 808	4 500 808	2 650 000	2 270 000	1 299 192	1 816 792	1 000 000	1 000 000
Total	255 561	3 651 128	4 706 808	11 415 302	2 757 120	7 288 969	1 409 526	6 861 794	1 113 644	6 104 732

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	631 659	0	440 224	0	448 135	0	455 500	0	468 854
Personnel	0	403 685	0	222 233	0	235 144	0	240 844	0	251 456
Biens et Services	0	27 974	0	42 991	0	42 991	0	44 656	0	47 398
Transferts Courants	0	200 000	0	175 000	0	170 000	0	170 000	0	170 000
Dépenses en capital	3 608 342	3 608 342	10 050 000	7 550 000	19 135 969	5 964 029	6 303 534	13 054 745	0	3 000 000
Projets d'investissement	3 608 342	3 608 342	10 050 000	7 550 000	19 135 969	5 964 029	6 303 534	13 054 745	0	3 000 000
Investissement financés sur RI	1 184 578	1 184 578	1 500 000	1 550 000	1 903 000	973 000	1 463 762	2 676 223	0	0
Investissement financés sur RE	2 423 764	2 423 764	8 550 000	6 000 000	17 232 969	4 991 029	4 839 772	10 378 522	0	3 000 000
Total	3 608 342	4 240 001	10 050 000	7 990 224	19 135 969	6 412 164	6 303 534	13 510 245	0	3 468 854

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	10 260 192	0	6 305 785	0	8 209 403	0	8 240 604	0	8 309 477
Personnel	0	986 697	0	1 438 375	0	1 395 182	0	1 422 558	0	1 488 527
Biens et Services	0	28 495	0	57 410	0	54 221	0	58 046	0	60 950
Transferts Courants	0	9 245 000	0	4 810 000	0	6 760 000	0	6 760 000	0	6 760 000
Dépenses en capital	12 035 638	13 720 048	22 911 797	13 254 797	43 954 292	15 167 573	25 303 739	21 514 913	43 913 537	33 433 023
Projets d'investissement	12 035 638	13 720 048	22 911 797	13 254 797	43 954 292	15 167 573	25 303 739	21 514 913	43 913 537	33 433 023
Investissement financés sur RI	5 523 894	5 228 368	7 238 582	4 312 582	8 157 701	2 580 000	8 835 234	8 392 837	18 358 973	25 184 570
Investissement financés sur RE	6 511 744	8 491 680	15 673 215	8 942 215	35 796 591	12 587 573	16 468 505	13 122 076	25 554 564	8 248 453
Total	12 035 638	23 980 240	22 911 797	19 560 582	43 954 292	23 376 976	25 303 739	29 755 517	43 913 537	41 742 500

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 872 512	0	5 000 257	0	4 312 335	0	4 300 533	0	4 412 688
Personnel	0	1 242 512	0	1 540 257	0	1 752 335	0	1 740 533	0	1 852 688
Transferts Courants	0	2 630 000	0	3 460 000	0	2 560 000	0	2 560 000	0	2 560 000
Dépenses en capital	21 923 609	21 840 344	11 560 000	8 111 613	38 516 764	15 133 622	10 008 734	19 721 148	3 721 383	13 806 111
Projets d'investissement	21 923 609	21 840 344	11 560 000	8 111 613	38 516 764	15 133 622	10 008 734	19 721 148	3 721 383	13 806 111
Investissement financés sur RI	400 000	430 000	710 000	510 000	1 800 000	1 071 940	1 672 334	2 250 394	190 000	500 000
Investissement financés sur RE	21 523 609	21 410 344	10 850 000	7 601 613	36 716 764	14 061 682	8 336 400	17 470 754	3 531 383	13 306 111
Total	21 923 609	25 712 856	11 560 000	13 111 870	38 516 764	19 445 957	10 008 734	24 021 681	3 721 383	18 218 799

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	7 364 033	25 258 437	14 155 390	29 534 150	14 617 821	24 883 782	13 380 856	33 177 885	19 662 617	44 980 321
Hors Projets	55 561	18 353 091	206 000	18 660 760	107 120	17 988 842	110 334	18 041 639	113 644	18 295 751
Projets	5 678 668	5 245 542	11 118 390	8 268 390	8 450 000	4 240 000	7 792 705	6 922 959	14 429 437	20 805 034
Fonds de contrepartie	1 629 804	1 659 804	2 831 000	2 605 000	6 060 701	2 654 940	5 477 817	8 213 287	5 119 536	5 879 536
Financement extérieur	30 459 117	32 325 788	35 073 215	22 543 828	89 746 324	31 640 284	29 644 677	40 971 352	29 085 947	24 554 564
Dons	25 520 534	25 228 493	10 579 842	8 932 842	27 526 180	25 768 090	11 470 480	13 078 570	6 014 564	6 014 564
BM	17 361 383	17 248 118	4 000 000	3 000 000	1 051 601	1 051 601	0	0	0	0
GIZ	2 735 112	2 556 336	0	0	2 491 250	1 315 475	1 196 400	2 372 175	0	0
FIDA	37 878	37 878	1 379 842	1 379 842	2 000 000	2 000 000	500 000	500 000	12 994	12 994
BAD	3 522 536	3 522 536	1 200 000	1 200 000	3 918 166	3 918 166	3 140 000	3 140 000	360 000	360 000
AFD	1 820 568	1 820 568	0	0	0	0	0	0	0	0
EGYPTE	10 150	10 150	500 000	500 000	300 000	150 000	600 000	600 000	400 000	400 000
AIEA	32 907	32 907	0	0	0	0	0	0	0	0
KfW	0	0	1 500 000	1 353 000	3 700 000	3 500 000	5 428 395	5 628 395	5 241 570	5 241 570
Autres donateurs	0	0	2 000 000	1 500 000	14 065 163	13 832 848	605 685	838 000	0	0
Emprunts	4 938 583	7 097 295	24 493 373	13 610 986	62 220 144	5 872 194	18 174 197	27 892 782	23 071 383	18 540 000
BM	0	0	4 000 000	2 251 613	20 000 000	685 856	1 000 000	10 593 416	871 383	12 546 111
BAD	1 077 288	1 077 288	2 500 000	1 500 000	5 780 213	1 500 000	0	2 780 213	0	0
FIDA	136 612	76 612	4 000 000	1 200 000	7 000 000	1 038 273	2 837 150	1 728 877	2 100 000	3 100 000
BOAD	1 751 661	3 970 373	7 927 587	4 127 587	22 028 201	782 013	6 076 790	8 081 600	2 300 000	900 000
BIDC	6 378	6 378	638 000	50 000	200 000	10 000	2 764 425	392 425	0	500 000
OFID	995 259	995 259	1 896 000	1 500 000	3 855 678	500 000	1 400 000	1 520 419	1 300 000	200 000
BADEA	815 785	815 785	2 481 786	2 181 786	1 812 712	812 712	0	0	0	0
BIDC	6 378	6 378	638 000	50 000	200 000	10 000	2 764 425	392 425	0	500 000
Fonds khalifa	0	0	50 000	50 000	0	0	0	0	0	0
FONDS SPECIAL DU NIGERIA (BAD)	155 600	155 600	1 000 000	750 000	1 543 340	543 340	95 832	95 832	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	37 823 150	57 584 225	49 228 605	52 077 978	104 364 145	56 524 066	43 025 533	74 149 237	48 748 564	69 534 885

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	18 297 530	0	18 454 760	0	17 881 722	0	17 931 305	0	18 182 107
Personnel	0	5 247 815	0	5 176 059	0	5 370 993	0	5 396 854	0	5 623 222
Biens et Services	0	534 715	0	763 701	0	790 729	0	814 451	0	838 885
Transferts Courants	0	12 515 000	0	12 515 000	0	11 720 000	0	11 720 000	0	11 720 000
Dépenses en capital	37 823 150	39 286 695	49 228 605	33 623 218	104 364 145	38 642 344	43 025 533	56 217 932	48 748 564	51 352 778
Dépenses d'investissement	55 561	55 561	206 000	206 000	107 120	107 120	110 334	110 334	113 644	113 644
Projets d'investissement	37 767 589	39 231 134	49 022 605	33 417 218	104 257 025	38 535 224	42 915 199	56 107 598	48 634 920	51 239 134
Investissements financés sur RI	7 308 472	6 905 346	13 949 390	10 873 390	14 510 701	6 894 940	13 270 522	15 136 246	19 548 973	26 684 570
Investissements financés sur RE	30 459 117	32 325 788	35 073 215	22 543 828	89 746 324	31 640 284	29 644 677	40 971 352	29 085 947	24 554 564
Total des programmes par nature	37 823 150	57 584 225	49 228 605	52 077 978	104 364 145	56 524 066	43 025 533	74 149 237	48 748 564	69 534 885

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant								
Catégorie A1	265	1 332 292	265	812 442	251	1 270 641	247	1 243 057	241	1 252 407
Catégorie A2	643	1 642 168	615	1 860 866	570	2 051 039	569	2 079 049	568	2 172 214
Catégorie A3	104	639 575	110	338 475	98	312 936	98	318 178	97	331 076
Catégorie B	575	688 244	556	1 579 167	533	1 357 180	530	1 374 607	528	1 466 791
Catégorie C	128	600 960	116	356 651	105	237 055	105	239 141	104	250 685
Catégorie D	81	344 576	74	228 458	79	116 294	78	116 974	78	124 201
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1 796	5 247 815	1 736	5 176 059	1 636	5 370 993	1 627	5 396 854	1 616	5 623 222

2.2.21. Ministère de l'eau et de l'assainissement (Section 811)

Le ministère de l'eau et de l'assainissement met en œuvre la politique nationale en matière de l'eau, de l'assainissement avec la collaboration d'autres ministères et institutions concernés. Il s'agit de veiller à la connaissance, à la mobilisation et la gestion rationnelle des ressources en eau pour les besoins présents et futurs ; de mettre en place les infrastructures d'eau potable et d'assainissement collectifs pour assurer un accès équitable, durable et à un coût abordable, aux services d'eau et d'assainissement performants aux populations quel que soit leur milieu de résidence.

Au cours l'années 2024, les efforts se sont poursuivis dans la mise en œuvre de la stratégie d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement adopté en 2022 à travers l'exécution des projets sous tutelle du MEA, notamment le projet d'alimentation en eau potable de 18 centres semi-urbains ; le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kara et ses environs ; le projet PND-Eau ; le programme de forage de puits et de développement rural en Afrique phase5 ; le projet d'amélioration de la sécurité hydrique ; le projet d'alimentation et d'assainissement de 4 centres urbains ; le projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire des régions des Savanes et de la Kara phase 3 (PASSCO 3), le projet de renforcement de l'hydraulique villageoise dans les cinq régions (PRHYVI), le projet de réalisation en régie phase 2 ; le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Lomé phase 2 et l'intensification de la mobilisation des ressources nécessaires à l'atteinte des objectifs des ODD.

Pour assurer la mise en œuvre des actions et atteindre la performance du secteur, le MEA entend (i) renforcer les services en ressources humaines qualifiées et en outils et équipements adéquats ; (ii) mettre en place les organes de la gouvernance de l'eau et renforcer le mécanisme de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau ; (iii) améliorer l'accès équitable et durable à l'eau potable ; (iv) réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta ; (v) maîtriser de l'eau pour les différents usages.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (04) programmes du MEA à savoir : (i) pilotage et soutien des services du ministère ; (ii) gestion intégrée des ressources en eau ; (iii) approvisionnement en eau potable ; et (iv) assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta et (v) le programme compte d'affectation spéciale (CAS) pour le Fonds GIRE. Le coût de l'ensemble des actions et activités déclinées dans les quatre (04) programmes s'élève à 101 173 317 000 F CFA sur la période 2025- 2027 soit 22 103 133 000 F CFA pour 2025 ; 44 194 435 000 FCFA pour 2026 et 34 875 750 000 F CFA pour 2027. En ce qui concerne le programme compte d'affectation spécial intitulé « Financement de la gestion intégrée de la ressource en eau » la programmation globale de 914 500 000 F CFA dont 300 000 000 F CFA en 2025 ; 307 000 000 F CFA en 2026 et 307 500 000 F CFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MEA	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Taux d'exécution physique de l'ensemble des programmes	%	2022	73,0	71,0	87,0	89,0	91,0	93,0	DAAF
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MEA	%	2022	3,0	5,1	4,5	6,0	7,0	8,0	DAAF
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEA	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEA	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Nombre de cadres de concertation règlementaires des acteurs du secteurs tenus	Nombre	2022	6,0	1,0	6,0	12,0	12,0	12,0	DAAF
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2022	40,0	35,4	45,0	50,0	55,0	60,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2022	82,0	74,2	84,0	86,0	88,0	90,0	DAAF
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de projets murs inscrit au PIP	Nombre	2022	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	DPSE
			Proportion des rapports de suivi évaluation élaborée	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.4	Genre et équité	assurer l'équité et genre	Nombre d'agents de suivi du ministère formés sur les thématiques liés genre	%	2022	0,0	0,0	19,0	30,0	0,0	0,0	Cellule genre
			Document budgétaire sensible au genre disponible	0	2022	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de la location des dépenses budgétaires aux priorités du développement liés aux changements climatiques et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement mise en place et opérationnalisation	Nombre	2022	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule budget vert
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	0,0	0,0	87,6	76,1	89,0	90,0	Cellule budget vert
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	assurer l'utilisation durable des ressources en eau	Dégré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau	%	2022	34,0	46,0	50,0	55,0	60,0	65,0	DRE
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.1	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	Assurer la connaissance des ressources en eau	Taux de couverture en stations de mesure piézométriques	%	2022	50,7	60,0	60,0	63,0	70,0	80,0	DRE
			Taux de couverture en stations de mesure hydrométriques	%	2022	72,6	74,0	76,7	80,0	85,0	90,0	DRE
A2.2	Planification de l'utilisation des ressources en eau	Assurer une utilisation rationnelle et équitable des ressources en eau pour toutes les activités socio-économiques	Proportion de bassins disposant d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	%	2022	0,0	0,0	0,0	33,0	33,0	66,0	DRE
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	Proportion des ménages ayant accès de base à une source d'eau potable	%	2017	74,6	ND	80,0	82,0	83,0	85,0	DAEP
			Taux de desserte nationale en eau potable	%	2022	67,4	69,0	70,0	72,0	74,0	76,0	DAEP
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu rural aux	Taux de desserte en eau potable en milieu rural	%	2022	72,6	74,0	77,0	79,0	81,0	83,0	DAEP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		infrastructures d'eau potable										
A3.2	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu semi-urbain aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu semi-urbain	%	2022	54,4	55,0	59,0	63,0	67,0	81,0	DAEP
A3.3	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu urbain aux infrastructures d'eau potable	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	%	2022	70,2	71,0	74,0	76,0	78,0	80,0	DAEP
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta	Proportion de zones inondables traitées dans les communes disposant de PDA	%	2022	9,9	9,9	10,2	10,2	11,0	11,0	DA
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	Protéger la population et l'environnement contre les effets des inondations	Linéaire de caniveaux réalisés annuellement	KM	2022	0,0	0,0	0,3	0,3	1,0	1,3	DA
			Proportion de superficie des zones inondables des villes disposant de PDA assainie	%	2022	26,0	28,0	30,0	33,0	35,0	36,0	DA
A4.2	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange	Protéger la population et l'environnement contre la pollution des eaux usées et des excréta	Proportion de la population ayant accès aux ouvrages d'évacuation des eaux usées	%	2015	7,0	ND	8,0	11,0	13,0	13,0	DA
			Proportion d'eaux usées urbaines traitée	%	2012	2,0	15,0	15,0	20,0	20,0	25,0	DA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP								
P1	Pilotage et soutien des services du MEA	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	17 862	436 901	97 000	567 489	439 419	1 090 926	520 512	1 167 767	57 915	686 194
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	Assurer l'utilisation durable des ressources en eau	200 000	94 187	202 000	225 201	0	281 818	0	139 138	0	135 562
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	13 948 929	12 667 151	62 369 332	18 994 980	42 778 115	19 479 472	26 386 808	42 126 413	16 084 479	33 524 463
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta	252 763	291 808	3 821 950	1 299 702	2 550 000	1 250 917	0	761 117	0	529 531
Total des programmes			14 419 555	13 490 047	66 490 282	21 087 372	45 767 534	22 103 133	26 907 320	44 194 435	16 142 394	34 875 750

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	419 038	0	470 489	0	651 507	0	647 255	0	628 279
Personnel	0	289 549	0	261 738	0	257 274	0	241 578	0	210 609
Biens et Services	0	79 489	0	158 751	0	344 233	0	355 677	0	367 670
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000
Dépenses en capital	17 862	17 862	97 000	97 000	439 419	439 419	520 512	520 512	57 915	57 915
Dépenses d'investissement	17 862	17 862	97 000	97 000	54 590	54 590	56 228	56 228	57 915	57 915
Projets d'investissement	0	0	0	0	384 829	384 829	464 284	464 284	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	384 829	384 829	464 284	464 284	0	0
Total	17 862	436 901	97 000	567 489	439 419	1 090 926	520 512	1 167 767	57 915	686 194

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	35 188	0	23 201	0	140 818	0	139 138	0	135 562
Personnel	0	30 494	0	16 201	0	17 008	0	15 328	0	11 752
Biens et Services	0	4 695	0	7 000	0	23 810	0	23 810	0	23 810
Transferts Courants	0	0	0	0	0	100 000	0	100 000	0	100 000
Dépenses en capital	200 000	58 999	202 000	202 000	0	141 000	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	200 000	58 999	200 000	200 000	0	141 000	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	200 000	58 999	200 000	200 000	0	141 000	0	0	0	0
Total	200 000	94 187	202 000	225 201	0	281 818	0	139 138	0	135 562

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	21 696	0	33 111	0	37 338	0	37 668	0	36 205
Personnel	0	17 682	0	26 111	0	27 137	0	27 467	0	26 004
Biens et Services	0	4 014	0	7 000	0	10 201	0	10 201	0	10 201
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	13 948 929	12 645 454	62 369 332	18 961 869	42 778 115	19 442 134	26 386 808	42 088 745	16 084 479	33 488 257
Dépenses d'investissement	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	13 948 929	12 645 454	62 367 332	18 959 869	42 778 115	19 442 134	26 386 808	42 088 745	16 084 479	33 488 257
Investissement financés sur RI	3 212 905	1 362 703	7 433 161	4 467 148	7 374 277	3 276 124	1 680 940	3 094 720	1 044 900	2 058 102
Investissement financés sur RE	10 736 024	11 282 751	54 934 171	14 492 721	35 403 838	16 166 010	24 705 868	38 994 025	15 039 579	31 430 155
Total	13 948 929	12 667 151	62 369 332	18 994 980	42 778 115	19 479 472	26 386 808	42 126 413	16 084 479	33 524 463

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	39 045	0	27 752	0	30 696	0	29 417	0	29 531
Personnel	0	34 537	0	20 752	0	20 796	0	19 317	0	19 431
Biens et Services	0	4 508	0	7 000	0	9 900	0	10 100	0	10 100
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	252 763	252 763	3 821 950	1 271 950	2 550 000	1 220 221	0	731 700	0	500 000
Dépenses d'investissement	0	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	252 763	252 763	3 819 950	1 269 950	2 550 000	1 220 221	0	731 700	0	500 000
Investissement financés sur RI	0	0	3 000 000	450 000	2 550 000	813 860	0	731 700	0	500 000
Investissement financés sur RE	252 763	252 763	819 950	819 950	0	406 361	0	0	0	0
Total	252 763	291 808	3 821 950	1 299 702	2 550 000	1 250 917	0	761 117	0	529 531

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Financement intérieur	3 382 768	1 906 532	10 736 161	5 774 701	9 978 867	5 145 933	1 737 168	4 736 126	1 102 815	3 445 595
Hors Projets	17 862	532 830	103 000	657 553	54 590	914 949	56 228	909 706	57 915	887 493
Projets	3 289 151	1 297 948	10 289 361	4 823 763	9 658 077	3 962 484	1 582 182	3 727 662	1 000 000	2 513 202
Fonds de contrepartie	75 754	75 754	343 800	293 385	266 200	268 500	98 758	98 758	44 900	44 900
Financement extérieur	10 988 787	11 535 514	55 754 121	15 312 671	35 788 667	16 957 199	25 170 152	39 458 309	15 039 579	31 430 155
Dons	7 232 665	4 945 658	1 076 107	6 909 676	384 829	4 738 240	464 284	1 907 390	0	1 590 121
BAD	0	0	0	0	384 829	384 829	464 284	464 284	0	0
AFD	7 215 117	1 274 548	0	3 760 000	0	2 180 569	0	0	0	0
FAE	0	0	174 085	174 085	0	129 631	0	0	0	0
FSD	0	410 000	82 072	1 829 641	0	1 062 315	0	0	0	0
UE/AFD	0	1 134 860	0	326 000	0	574 537	0	1 443 106	0	1 590 121
BAD/FAE	17 548	17 548	819 950	819 950	0	406 361	0	0	0	0
Autres donateurs	0	2 108 702	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	3 756 122	6 589 856	54 678 014	8 402 995	35 403 838	12 218 959	24 705 868	37 550 919	15 039 579	29 840 034
BOAD	2 267 106	2 267 106	4 050 549	2 000 000	0	500 000	0	4 346 126	0	1 500 000
BAD	0	0	0	0	0	0	1 988 900	508 900	5 000 000	790 000
AFD	1 176 961	1 176 961	24 370 899	3 579 945	14 166 852	3 300 000	0	9 113 993	0	6 500 000
FONDS KOWEITIEEN	71 050	71 050	11 414 040	503 050	7 790 292	300 000	3 678 000	4 888 050	0	6 116 530
BID	116 005	116 005	6 000 000	1 320 000	2 446 694	2 200 959	1 643 992	3 645 000	0	2 924 727
BM	125 000	125 000	8 842 526	1 000 000	11 000 000	5 918 000	17 394 976	15 048 850	10 039 579	12 008 777
APPOALIM BANK	0	2 833 734	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	14 371 555	13 442 047	66 490 282	21 087 372	45 767 534	22 103 133	26 907 320	44 194 435	16 142 394	34 875 750

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	514 968	0	554 553	0	860 359	0	853 478	0	829 578
Personnel	0	372 262	0	324 802	0	322 215	0	303 690	0	267 797
Biens et Services	0	92 706	0	179 751	0	388 144	0	399 788	0	411 781
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000
Dépenses en capital	14 419 555	12 975 079	66 490 282	20 532 819	45 767 534	21 242 773	26 907 320	43 340 957	16 142 394	34 046 172
Dépenses d'investissement	17 862	17 862	103 000	103 000	54 590	54 590	56 228	56 228	57 915	57 915
Projets d'investissement	14 401 692	12 957 217	66 387 282	20 429 819	45 712 944	21 188 183	26 851 092	43 284 729	16 084 479	33 988 257
Investissement financés sur RI	3 412 905	1 421 702	10 633 161	5 117 148	9 924 277	4 230 984	1 680 940	3 826 420	1 044 900	2 558 102
Investissement financés sur RE	10 988 787	11 535 514	55 754 121	15 312 671	35 788 667	16 957 199	25 170 152	39 458 309	15 039 579	31 430 155
Total des programmes par nature	14 419 555	13 490 047	66 490 282	21 087 372	45 767 534	22 103 133	26 907 320	44 194 435	16 142 394	34 875 750

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	21	96 888	19	97 730	19	107 102	19	107 432	19	110 464
Catégorie A2	15	70 576	14	59 979	21	85 544	21	86 259	21	90 607
Catégorie A3	2	6 104	2	6 104	7	22 425	7	22 663	7	24 092
Catégorie B	12	31 358	11	25 491	8	26 598	7	20 742	7	15 100
Catégorie C	32	50 506	28	44 588	17	48 450	16	36 029	15	28 706
Catégorie D	11	43 486	9	39 180	6	12 058	6	10 471	6	7 841
Contractuels	19	56 184	19	50 174	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	112	372 262	102	324 802	78	322 215	76	303 690	75	267 797

2.2.22. Ministère des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance (Section 812)

Selon le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministre des ressources halieutiques, animales et de la réglementation de la transhumance (MRHART) élabore et met en œuvre les politiques/programmes en matière des pêches et de l'élevage et définit les actions du gouvernement au plan national dans ces secteurs. Créé par décret n°2024-041/PR du 20 août 2024, le MRHART est chargé d'œuvrer à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Togo. Il veille à l'amélioration de la productivité des ressources halieutiques et animales ainsi qu'à la diminution des conflits liés à la transhumance. Il agit en faveur du renforcement du cadre juridique et institutionnel du développement des pêches, de l'aquaculture et de l'élevage et œuvre à la professionnalisation des filières halieutiques et animales en vue de favoriser l'émergence de l'entrepreneuriat dans ces domaines.

Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, le MRHART assure le contrôle et l'évaluation des offres et de la qualité des services proposés par les producteurs aux consommateurs. Il intervient notamment en matière de vulgarisation-conseil, de formation, de recherche-développement et d'intrants et de promotion des organisations professionnelles piscicoles, animales, tout en facilitant leur structuration au niveau local et national.

Le MRHART est un nouveau département ministériel dont l'essentiel des activités en 2024, s'inscrit dans la dynamique de la réalisation des actions de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. Pour l'essentiel, des actions de sensibilisations sur la transhumance ont été conduites sur l'ensemble du territoire, afin de promouvoir le vivre-ensemble et la cohésion sociale, dans un contexte budgétaire où ce ministère n'a pu bénéficier d'allocation au titre de l'exercice 2024.

Les défis majeurs à relever en 2025 par le département sont entre autres : l'augmentation du volume de production halieutique au niveau national, à travers notamment l'aménagement des retenues d'eau pour favoriser l'aquaculture, le renforcement des infrastructures du port de pêche de Lomé, l'amélioration des capacités de production et de transformation des ressources animales, la mise en place des mécanismes de prévention des épizooties et la redynamisation des comités de gestion de la transhumance.

A cet effet, les priorités du MRHART pour 2025 sont la promotion et le développement des pêches et de l'aquaculture, la maîtrise des maladies animales grâce à des actions de prévention et de résilience, le renforcement du cadre institutionnel et technique de gestion de la transhumance en vue de parvenir à une cohésion sociale entre éleveurs et agriculteurs.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers trois (3) programmes déclinés en dix (10) actions. Ces programmes sont : (i) pilotage et soutien des services du MRHART, (ii) développement de la pêche et de l'aquaculture, (iii) production, transformation animale et réglementation de la transhumance.

Globalement, les trois (3) programmes du MRHART sont projetés à 1,619 milliard en 2025 ; 7,463 milliards en 2026 et 3,826 milliards en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Taux d'exécution physique de l'ensemble des programmes	%	2024	70,0	0,0	70,0	90,0	95,0	100,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MRHART	%	2024	3,0	0,0	3,0	4,0	5,0	6,0	SG
A1.1	Coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2024	5,0	0,0	5,0	50,0	55,0	60,0	SG
			Nombre de cadres de concertation règlementaires des acteurs du secteurs tenus	Nombre	2024	5,0	0,0	5,0	15,0	20,0	25,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2024	21,0	0,0	21,0	25,0	30,0	40,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2024	80,0	0,0	80,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de projets murs inscrit au PIP	Nombre	2024	0,0	0,0	0,0	2,0	4,0	5,0	DPSSE
			Proportion des rapports de suivi évaluation élaborée	%	2024	50,0	0,0	50,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Assurer l'équité et genre	Nombre d'agents du ministère formés sur les thématiques liées au genre	Nombre	2024	45,0	0,0	45,0	60,0	70,0	80,0	Cellule genre
			Document budgétaire sensible au genre disponible	Nombre	2024	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
P2	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Moderniser le secteur de la pêche et aquaculture	Volume de production halieutique nationale	Tonne	2024	24,5	0,0	24,5	25,0	25,5	26,0	DPA
A2.1	Développement de la pêche	Améliorer la couverture de la demande en consommation des produits de pêche	Volume des captures de pêche nationale	Tonne	2024	23,0	0,0	23,0	24,0	25,0	26,0	DPA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P3	Production, transformation animale et réglementation de la transhumance	Accroître durablement la production animale et renforcer les mécanismes de prévention des conflits liés à la transhumance	Taux d'accroissement des effectifs par espèce	%	2024	8,0	0,0	8,0	8,5	9,0	9,5	DE
			Nombre d'incidents liés à la transhumance interne gérés au cours de l'année	Nombre	2024	1,3	0,0	1,3	0,5	0,3	0,1	DE
A3.1	Gestion de la transhumance et du pastoralisme	Réduire les conflits liés à la transhumance au Togo	Nombre de comité redynamisé (5 régions, 1 national)	Nombre	2024	ND	0,0	ND	6,0	6,0	6,0	DE / CNT
			Nombre de réunions organisées avec les éleveurs	Nombre	2024	ND	0,0	ND	39,0	39,0	39,0	DE / CNT
A3.2	Amélioration des capacités de transformation de la production animale	Promouvoir les transformations de la production animale	Quantité de viandes produites dans les abattoirs modernes	Tonne	2024	5,1	0,0	5,1	5,4	6,0	6,5	ONAF
			Nombre d'infrastructures nouvelles de valorisation des produits d'élevage mis en place	Nombre	2024	3,0	0,0	3,0	1,0	0,0	1,0	ONAF
A3.3	Contrôle de certaines maladies animales prioritaires	Lutte contre les maladies animales prioritaires	Nombre d'échantillons de miel analysé	Nombre	2024	30,0	0,0	30,0	35,0	40,0	45,0	DE
			Taux de couverture vaccinale chez la volaille	%	2024	62,0	61,5	65,0	67,0	70,0	70,0	DE
A3.4	Amélioration de la gestion des foyers épizootiques	Accroître les capacités de relance des élevages	Nombre de foyer d'épizootie maîtrisé	Nombre	2024	6,0	0,0	6,0	4,0	2,0	1,0	DE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	0	0	0	0	86 500	329 955	86 500	333 968	89 590	341 677	262 590	1 005 601
P2	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Moderniser le secteur de la pêche et aquaculture	0	0	0	0	452 008	585 630	4 109 709	4 243 291	1 790 839	1 930 078	6 352 556	6 758 999
P3	Production, transformation animale et réglementation de la transhumance	Accroître durablement la production animale et renforcer les mécanismes de prévention des conflits liés à la transhumance	0	0	0	0	1 080 655	2 190 167	3 266 531	4 379 713	1 945 904	3 072 360	6 293 090	9 642 240
Total des programmes			0	0	0	0	1 619 163	3 105 752	7 462 740	8 956 973	3 826 333	5 344 115	12 908 236	17 406 839

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	243 455	0	247 468	0	252 087	0	743 011
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	51 992	0	51 992	0	52 652	0	156 637
Biens et Services	0	0	0	0	0	191 463	0	195 476	0	199 435	0	586 374
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	86 500	86 500	86 500	86 500	89 590	89 590	262 590	262 590
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	86 500	86 500	86 500	86 500	89 590	89 590	262 590	262 590
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	86 500	329 955	86 500	333 968	89 590	341 677	262 590	1 005 601

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	133 622	0	133 582	0	139 239	0	406 443
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	94 622	0	93 779	0	99 094	0	287 495
Biens et Services	0	0	0	0	0	9 000	0	9 803	0	10 145	0	28 948
Transferts Courants	0	0	0	0	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	452 008	452 008	4 109 709	4 109 709	1 790 839	1 790 839	6 352 556	6 352 556
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	13 500	13 500	16 500	16 500	16 500	16 500	46 500	46 500
Projets d'investissement	0	0	0	0	438 508	438 508	4 093 209	4 093 209	1 774 339	1 774 339	6 306 056	6 306 056
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	438 508	438 508	4 093 209	4 093 209	1 774 339	1 774 339	6 306 056	6 306 056
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	0	0	452 008	585 630	4 109 709	4 243 291	1 790 839	1 930 078	6 352 556	6 758 999

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	1 109 512	0	1 113 182	0	1 126 457	0	3 349 151
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	214 092	0	216 102	0	227 007	0	657 201
Biens et Services	0	0	0	0	0	15 420	0	17 080	0	19 450	0	51 950
Transferts Courants	0	0	0	0	0	880 000	0	880 000	0	880 000	0	2 640 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	1 080 655	1 080 655	3 266 531	3 266 531	1 945 904	1 945 903	6 293 090	6 293 089
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	1 080 655	1 080 655	3 266 531	3 266 531	1 945 904	1 945 903	6 293 090	6 293 089
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	1 080 655	1 080 655	3 266 531	3 266 531	1 945 904	1 945 903	6 293 090	6 293 089
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	0	0	1 080 655	2 190 167	3 266 531	4 379 713	1 945 904	3 072 360	6 293 090	9 642 240

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	1 619 163	3 105 752	7 462 740	8 956 973	3 826 333	5 344 115	12 908 236	17 406 839
Hors Projets	0	0	0	0	100 000	1 586 589	103 000	1 597 233	106 090	1 623 873	309 090	4 807 694
Projets	0	0	0	0	1 519 163	1 519 163	7 359 740	7 359 740	3 720 243	3 720 242	12 599 146	12 599 145
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	1 619 163	3 105 752	7 462 740	8 956 973	3 826 333	5 344 115	12 908 236	17 406 839

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	1 486 589	0	1 494 233	0	1 517 783	0	4 498 604
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	0	0	360 706	0	361 874	0	378 753	0	1 101 332
Biens et Services	0	0	0	0	0	215 883	0	222 359	0	229 030	0	667 272
Transferts Courants	0	0	0	0	0	910 000	0	910 000	0	910 000	0	2 730 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	1 619 163	1 619 163	7 462 740	7 462 740	3 826 333	3 826 332	12 908 236	12 908 235
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	100 000	100 000	103 000	103 000	106 090	106 090	309 090	309 090
Projets d'investissement	0	0	0	0	1 519 163	1 519 163	7 359 740	7 359 740	3 720 243	3 720 242	12 599 146	12 599 145
Investissements financés sur RI	0	0	0	0	1 519 163	1 519 163	7 359 740	7 359 740	3 720 243	3 720 242	12 599 146	12 599 145
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	0	0	0	0	1 619 163	3 105 752	7 462 740	8 956 973	3 826 333	5 344 115	12 908 236	17 406 839

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	0	0	18	125 045	17	123 488	17	129 096
Catégorie A2	0	0	0	0	38	138 337	38	140 958	38	147 390
Catégorie A3	0	0	0	0	13	41 569	13	42 046	13	44 666
Catégorie B	0	0	0	0	10	26 587	9	25 941	9	27 608
Catégorie C	0	0	0	0	4	8 882	4	9 029	4	9 468
Catégorie D	0	0	0	0	7	10 541	7	10 670	7	11 439
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	90	360 706	88	361 874	88	378 753

2.2.23. Ministère de l'économie maritime et de la protection côtière (Section 813)

Le ministère de l'économie maritime et de la protection côtière a pour missions d'accélérer le développement économique du secteur maritime tout en préservant les écosystèmes. Plus spécifiquement, il s'agit de : (i) favoriser le développement d'un plan de promotion de l'économie bleue, (ii) développer des infrastructures permettant le développement accru de l'économie portuaire, (iii) favoriser la protection des milieux côtiers.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Malgré cette situation difficile, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la Feuille de Route à travers des programmes et projets, notamment : le projet de développement de l'aquaculture, le démarrage de la réforme du système de facturation portuaire (SIP), la mise en œuvre des réformes juridiques et institutionnelles du Port Autonome de Lomé (PAL), le projet d'aménagement du Port de Pêche de Lomé (POPEL).... Ces réformes ont permis d'améliorer le fonctionnement et la performance de tous les programmes du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur le renforcement de ses ressources humaines tout en poursuivant la mise en œuvre des projets de dématérialisation en cours au PAL (démarrage de la réforme du système de facturation portuaire (SIP)).

Ces orientations seront mises en œuvre à travers trois (3) programmes déclinés en neuf (09) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MEMPPC ; (ii) Transport maritime (iii) Développement et Protection Côtière.

Globalement, les trois (3) programmes du MEMPC sont projetés à un milliard quatre cent quatre-vingt-quinze millions cinquante-deux milles (1.495.052.000) francs CFA en 2025, trois cent trente-neuf millions huit cent cinquante-trois milles (339.853.000) francs CFA en 2026 et trois cent quarante-sept millions huit cent quarante-quatre milles (347.844.000) francs CFA en 2027

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MEMPC	Taux d'exécution du budget	%	2022	95,0	82,1	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs par rapport à l'effectif responsabilisé du MEMPC	%	2022	29,2	29,2	29,2	37,0	37,0	37,0	SG
A1.1	Coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MEMPC	Nombre de dialogues de gestion tenus	nbre	2022	40,0	49,0	50,0	52,0	52,0	52,0	SG
A1.2	Gestion de la Planification des statistiques et du suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de rapports de suivi évaluation disponible	nbre	2022	ND	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DPSSE
A1.3	Gestion des affaires juridiques et du Contentieux	Améliorer la gestion et le traitement des affaires juridiques et du contentieux	Nombre de textes juridiques soumis par le ministère au SGG	nbre	2022	10,0	17,0	20,0	22,0	24,0	25,0	DAJC
A1.4	Gestion des affaires financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2022	80,0	47,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.5	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2022	21,0	21,0	25,0	35,0	40,0	50,0	DRH
A1.6	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité	%	2022	ND	29,2	29,2	37,0	37,0	37,0	Cellule Genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	nbre	2022	ND	ND	ND	1,0	1,0	1,0	Cellule Budget vert

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	ND	ND	ND	6,6	8,0	10,0	Cellule Budget vert
P2	Transport maritime	Améliorer la performance logistique et portuaire	Temps passé par les porte-conteneurs au port	Heure	2022	52,3	15,1	15,0	14,0	13,0	12,0	PAL
			Tonnage manipulé	Tonne	2022	29 720 310,0	30 085 553,0	30 100 000,0	30 200 000,0	30 300 000,0	30 400 000,0	PAL
A2.1	Modernisation du port	Reconnaissance par l'ONU et l'OMI des frontières maritimes togolaises et assurer la protection des biens et personnes dans le transport maritime	Nombre de litiges frontaliers enregistré	Nombre	2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAM
			Nombre de tentatives ou actes de pirateries déjoués	Nombre	2022	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAM
A2.2	0	Rendre le port de Lomé plus compétitif	Temps passé par les porte-conteneurs au port	Heure	2022	44,0	23,0	20,0	18,0	15,0	12,0	Port
			Productivité à quai	Mvts/H	2022	28,6	32,9	34,0	36,0	38,0	40,0	Port
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Moderniser le secteur pêche et aquaculture tout en favorisant la création d'emploi	Taux de variation de la production halieutique nationale	%	2022	20,4	25,0	27,0	0,0	0,0	0,0	DPA
A3.1	Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture	Améliorer la couverture de la demande en consommation	Production halieutique nationale	Tonne	2020	18,8	22,7	23,0	27,0	29,0	32,0	DPA
A3.2	0	Renforcer les capacités des acteurs	Nombre de sessions de formation organisées	Nombre	2020	ND	10,0	13,0	15,0	17,0	20,0	DPA
A3.3	0	Faciliter l'accès des intrants aux producteurs	Quantité d'aliments acquis	Tonne	2021	63,0	116,0	118,0	125,0	130,0	135,0	DPA
			Nombre d'alevins acquis	Nombre	2021	5 600,0	2 400,0	6 500,0	7 500,0	8 000,0	8 500,0	DPA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P4	Développement et protection du littoral	Assurer la protection et le développement économique du littoral	Proportion des côtes protégées contre l'érosion	%	2022	ND	35,0	40,0	50,0	50,0	60,0	DPC
A4.1	Protection du littoral	Lutter contre l'érosion côtière	Linéaire de côte protégée	km	2021	21,2	21,2	21,2	21,2	41,0	44,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du MEMPC	16 646	168 377	34 500	228 899	16 000	216 947	16 480	222 329	16 974	226 448	49 454	665 723
P2	Transport maritime	Améliorer la performance logistique et portuaire	4 404	108 685	8 500	786 108	1 804 000	1 273 877	4 120	113 297	4 244	116 838	1 812 364	1 504 012
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Moderniser le secteur pêche et aquaculture tout en favorisant la création d'emploi	4 497	372 730	2 901 500	2 127 777	0	0	0	0	0	0	0	0
P4	Développement et protection du littoral	Assurer la protection et le développement économique du littoral	0	6 989	0	12 954	0	4 228	0	4 228	0	4 558	0	13 013
Total des programmes			25 547	656 781	2 944 500	3 155 738	1 820 000	1 495 052	20 600	339 853	21 218	347 844	1 861 818	2 182 749

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	151 731	0	194 399	0	200 947	0	205 849	0	209 474	0	616 269
Personnel	0	124 559	0	143 546	0	102 028	0	103 963	0	104 531	0	310 521
Biens et Services	0	27 173	0	50 853	0	98 919	0	101 886	0	104 943	0	305 748
Dépenses en capital	16 646	16 646	34 500	34 500	16 000	16 000	16 480	16 480	16 974	16 974	49 454	49 454
Dépenses d'investissement	16 646	16 646	34 500	34 500	16 000	16 000	16 480	16 480	16 974	16 974	49 454	49 454
Total	16 646	168 377	34 500	228 899	16 000	216 947	16 480	222 329	16 974	226 448	49 454	665 723

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	104 281	0	121 240	0	126 245	0	109 177	0	112 594	0	348 017
Personnel	0	79 243	0	92 240	0	96 245	0	78 877	0	81 985	0	257 108
Biens et Services	0	5 097	0	9 000	0	10 000	0	10 300	0	10 609	0	30 909
Transferts Courants	0	19 942	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	4 404	4 404	8 500	664 868	1 804 000	1 147 632	4 120	4 120	4 244	4 244	1 812 364	1 155 996
Dépenses d'investissement	4 404	4 404	8 500	8 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 244	4 244	12 364	12 364
Projets d'investissement	0	0	0	656 368	1 800 000	1 143 632	0	0	0	0	1 800 000	1 143 632
Investissement financés sur RI	0	0	0	656 368	1 800 000	1 143 632	0	0	0	0	1 800 000	1 143 632
Total	4 404	108 685	8 500	786 108	1 804 000	1 273 877	4 120	113 297	4 244	116 838	1 812 364	1 504 012

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	51 678	0	64 868	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	45 816	0	55 868	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	5 862	0	9 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	4 497	321 052	2 901 500	2 062 909	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	4 497	4 497	8 500	8 500	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	316 555	2 893 000	2 054 409	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	316 555	2 893 000	2 054 409	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4 497	372 730	2 901 500	2 127 777	0	0						

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	6 989	0	12 954	0	4 228	0	4 228	0	4 558	0	13 013
Personnel	0	6 989	0	12 954	0	4 228	0	4 228	0	4 558	0	13 013
Total	0	6 989	0	12 954	0	4 228	0	4 228	0	4 558	0	13 013

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	25 547	656 781	2 944 500	3 155 738	1 820 000	1 495 052	20 600	339 853	21 218	347 844	1 861 818	2 182 749
Hors Projets	25 547	340 226	51 500	444 961	20 000	351 420	20 600	339 853	21 218	347 844	61 818	1 039 117
Projets	0	316 555	2 893 000	2 710 777	1 800 000	1 143 632	0	0	0	0	1 800 000	1 143 632
TOTAL DE FINANCEMENT	25 547	656 781	2 944 500	3 155 738	1 820 000	1 495 052	20 600	339 853	21 218	347 844	1 861 818	2 182 749

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	314 680	0	393 461	0	331 420	0	319 253	0	326 626	0	977 299
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	256 606	0	304 608	0	202 501	0	187 067	0	191 074	0	580 642
Biens et Services	0	38 132	0	68 853	0	108 919	0	112 186	0	115 552	0	336 657
Transferts Courants	0	19 942	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	25 547	342 102	2 944 500	2 762 277	1 820 000	1 163 632	20 600	20 600	21 218	21 218	1 861 818	1 205 450
Dépenses d'investissement	25 547	25 547	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218	61 818	61 818
Projets d'investissement	0	316 555	2 893 000	2 710 777	1 800 000	1 143 632	0	0	0	0	1 800 000	1 143 632
Investissements financés sur RI	0	316 555	2 893 000	2 710 777	1 800 000	1 143 632	0	0	0	0	1 800 000	1 143 632
Total des programmes par nature	25 547	656 781	2 944 500	3 155 738	1 820 000	1 495 052	20 600	339 853	21 218	347 844	1 861 818	2 182 749

2.2.24. Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale (Section 820)

Le ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale met en œuvre la politique de l'Etat en matière de commerce, de l'artisanat, de développement du secteur privé et de promotion de la consommation locale, en collaboration avec les autres ministères concernés. Il organise, coordonne et suit les politiques, actions et programmes des secteurs du commerce, de l'artisanat de la consommation locale. A ce titre, (i) en matière de commerce, il est chargé de la conception, de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique du Gouvernement relative au développement du commerce intérieur, de la concurrence, du commerce extérieur, du commerce électronique et du conditionnement ; (ii) en matière de l'artisanat, le ministère entreprend des actions qui vont contribuer à l'amélioration des conditions de vie des artisans à travers l'accroissement des revenus tirés des activités artisanales ; (iii) dans le domaine du secteur privé, il conçoit, élabore et met en œuvre des stratégies ou mesures susceptibles de développer le secteur privé ; et (iv) en ce qui concerne la promotion de la consommation locale, il conçoit, élabore et met en œuvre la politique du gouvernement en matière de promotion des produits et services locaux de qualité et met en place les mécanismes de promotion et de distribution de ces produits.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été entravée par les effets de l'inflation généralisée engendrée par la crise russo-ukrainienne et les difficultés de financement liées au blocage des engagements des crédits budgétaires conséquence des tensions de trésorerie due au resserrement des crédits au niveau international. Malgré cette situation, des succès ont été enregistrés, notamment en matière de contrôles sur les marchés locaux qui ont permis d'enregistrer une stabilité globale des prix des produits de première nécessité et la promotion des activités commerciales, artisanales et industrielles. A cet effet, des performances ont été enregistrées au niveau de l'ensemble des programmes du ministère.

Afin de maintenir le cap de cette performance plusieurs défis restent à relever. Il s'agit entre autres, de la persistance des pressions inflationnistes au niveau mondial, des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, de la compétition issue de la l'effectivité de la Zone de Libre Echanges Continentale Africaine (ZLECAF), du resserrement des crédits au niveau international pouvant entraver la mobilisation des investissements directs étrangers (IDE) et de la crise politique récente au sein de la CEDEAO et de l'UEMOA, qui crée des perturbations dans des échanges commerciaux intra-communautaires.

Au regard de ces défis, les priorités du ministère pour 2025 reposent essentiellement sur : le renforcement de l'appui au secteur privé pour accroître sa compétitivité sur le plan national et international dans le contexte de la ZLECAF ; ; la participation plus active à la mise en œuvre des projets et réformes prioritaires en matière de développement de chaînes logistiques, des transports et du transit ; la promotion de la consommation des produits et services locaux artisanaux et industriels ; le renforcement des initiatives visant l'amélioration de la qualité des produits et services togolais ; la poursuite de la digitalisation des services fournis aux opérateurs économiques ; le suivi des réformes pour l'amélioration du climat des affaires, etc.

Nous notons pour l'année 2025, des faits majeurs susceptibles d'impacter le fonctionnement du ministère. Il s'agit de la création d'un Ministère délégué auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale et l'organisation de de la participation du Togo à l'exposition universelle OSAKA 2025.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les quatre (4) programmes du ministère déclinés en dix-huit (18) actions. Ces programmes sont les suivants : « pilotage et soutien des services du MCACL » ; « Commerce », « Secteur Privé » et « Artisanat », pour un coût global en millions de FCFA de 37 169 739 en 2025 ; 37 199 402 en 2026 et 37 229 963 en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estima tion	Cibles prévues			Structure responsabl e
				Unité de mesure	Année	Valeu r	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL	Améliorer la qualité des services du MCACL	Taux d'exécution physique des programmes	%	2021	65,0	90,0	92,0	93,0	94,0	95,0	SG
			Pourcentage de femmes au sein du personnel	%	2020	20,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCACL	Renforcer les capacités opérationnelles du MCACL	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	26,0	66,0	73,0	80,0	100,0	100,0	SG
			Nombre de réunions de coordination tenues	Nbre	2022	6,0	8,0	10,0	11,0	12,0	12,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaine, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du MCACL	Proportion du personnel formé par an	%	2020	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	99,0	99,2	92,0	95,0	97,0	98,0	DAAF
A1.3	Gestion du système d'information / Prospective, planification, statistiques et du suivi-évaluation	Devolopper un système d'information performant et améliorer le processus de planification, de production des statistiques et suivi-évaluation	Fréquence de mise à jour des données en lignes	Semaine	2020	3,0	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0	DPSSE
			Proportion des rapports des suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
A1.4	Genre et equité	Promouvoir le genre et l'équité	Pourcentage des femmes aux postes nominatifs du MCACL	%	2020	10,0	36,8	22,8	22,6	23,0	23,0	Cellule genre
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule budgétisation verte opérationnelle	Nbre	2024	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	Cellule Budget Vert
			Part de financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	%	2024	0,0	0,0	0,0	17,3	17,5	18,0	Cellule Budget Vert
A1.6	Exécution des actions du ministère dans les régions	Renforcer les actions du ministère dans les régions économiques	Rapports de suivi des marchés	Nbre	2023	627,0	627,0	652,0	738,0	748,0	758,0	Directions Régionales
			Taux d'exécution physique des PTBA	%	2023	80,0	80,0	84,0	87,0	90,0	92,0	Directions Régionales

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P2	COMMERCE	Renforcer le développement du commerce	Part de branche commerce dans le PIB	%	2019	5,8	7,0	6,5	6,8	7,0	7,0	DGC
A2.1	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	Renforcer le circuit de distribution et le contrôle de la concurrence sur le marché intérieur	Taux d'accroissement d'autorisations de mise en consommation des produits alimentaires	%	2020	10,0	11,1	8,8	10,0	12,0	12,0	DCIC
			Taux de variation des pratiques anormales de commerce	%	2021	64,3	-	-33,5	-30,0	-35,0	-25,0	DCIC
A2.2	Consommation locale	Accroître la consommation des produits locaux	Proportion des autorisations accordées de la consommation des produits locaux	%	2021	5,0	8,0	10,0	15,0	15,0	16,0	DCL
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.3	Commerce extérieur	Faciliter les échanges commerciaux	Taux de couverture des exportations	%	2021	42,2	49,7	51,5	52,0	52,5	53,0	DCE
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.4	Commerce électronique	Promouvoir les échanges commerciaux en ligne	Nombre de plateformes en ligne accompagnés	Nbre	2020	0,0	50,0	150,0	200,0	200,0	200,0	DPCE
			Pourcentage des usagers ayant effectué des achats en ligne	%	2018	0,8	1,3	1,5	2,0	2,0	2,0	DPCE
A2.5	Promotion des exportations	Accroître les exportations des produits	Taux de croissance des exportations de biens	%	2020	11,0	10,0	12,0	13,5	16,0	20,0	DPCEx
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.6	Contrôle du conditionnement des produits	Contrôler la qualité des produits agricoles et leurs dérivés à l'exportation	Nombre d'échantillons des produits agricoles et leurs dérivés à l'exportation contrôlés conformes aux normes	Nbre	2020	94,0	350,0	849,0	800,0	1 000,0	1 100,0	DCP
			Volume de produits exportés contrôlés: café et cacao	kgs	2021	4 635 045	10 370 499	12 371 622,0	15 371 622,0	17 371 622,0	19 371 622,0	DCP
P4	SECTEUR PRIVE	Contribuer au développement du secteur privé	Part de l'investissement privé dans le PIB	%	2019	9,5	9,5	9,5	9,8	10,0	11,0	DGDSP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A4.1	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	Contribuer à la mise en place des conditions favorables au développement des entreprises	Nombre de réformes opérées en faveur des entreprises	Nbre	2020	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DFCOE
A4.2	Facilitation du financement du secteur privé	Contribuer à la facilitation de l'accès au financement des entreprises	Taux d'accroissement de porteurs de projets/entreprises accompagnées	%	2020	3,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	DFASP
A4.3	Facilitation des partenariats	Contribuer à la mise en place des partenariats privé-privé, international, public-privé	Nombre de partenariats facilités	Nbre	2020	0,0	5,0	10,0	12,0	15,0	17,0	DFP
P5	ARTISANAT	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	Nombre de nouvelles entreprises artisanales créées	Nbre	2019	821,0	700,0	600,0	700,0	700,0	700,0	DA
			Nombre d'emplois créés dans le secteur	Nbre	2019	2 449,0	2 100,0	3 360,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	DA
A5.1	Gouvernance du secteur de l'artisanat	Renforcer les structures d'encadrement du secteur	Proportion des responsables des chambres de métiers ayant maîtrisé les textes en vigueur	%	2020	45,0	94,0	96,0	100,0	70,0	100,0	DA
			Proportion des responsables de structures d'encadrement ayant reçu des renforcements de capacité	%	2021	87,0	82,0	90,0	100,0	20,0	60,0	DA
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	Rendre compétitifs les produits et services artisanaux sur les marchés	Nombre d'artisans bénéficiant de formations managériales, entrepreneuriales et en perfectionnement	Nbre	2021	2 289,0	4 667,0	3 200,0	3 000,0	3 000,0	3 000,0	DA
			Nombre d'artisans ayant participé aux foires nationales et internationales	Nbre	2019	864,0	950,0	500,0	850,0	400,0	850,0	DA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MCACL	Améliorer la qualité des services du MCACL	40 637	480 784	83 600	470 970	43 260	504 030	44 558	517 632	45 895	531 650
P2	COMMERCE	Renforcer le développement du commerce	5 941	45 544 408	8 100	47 901 738	0	35 025 635	0	35 037 494	0	35 049 709
P3	INDUSTRIE	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	1 999	311 546	0	0	0	0	0	0	0	0
P4	SECTEUR PRIVE	Contribuer au développement du secteur privé	1 930	877 346	5 800	939 427	0	920 490	0	922 605	0	924 783
P5	ARTISANAT	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	0	0	3 000	726 943	0	719 584	0	721 671	0	723 821
Total des programmes			50 507	47 214 083	100 500	50 039 078	43 260	37 169 739	44 558	37 199 402	45 895	37 229 963

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	440 147	0	387 370	0	460 770	0	473 074	0	485 755
Personnel	0	357 674	0	258 799	0	274 688	0	281 406	0	288 333
Biens et Services	0	82 473	0	128 571	0	186 082	0	191 668	0	197 422
Dépenses en capital	40 637	40 637	83 600	83 600	43 260	43 260	44 558	44 558	45 895	45 895
Dépenses d'investissement	40 637	40 637	83 600	83 600	43 260	43 260	44 558	44 558	45 895	45 895
Total	40 637	480 784	83 600	470 970	43 260	504 030	44 558	517 632	45 895	531 650

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	45 538 466	0	47 893 638	0	35 025 635	0	35 037 494	0	35 049 709
Personnel	0	289 877	0	322 767	0	331 064	0	340 996	0	351 225
Biens et Services	0	46 084	0	65 678	0	64 378	0	66 305	0	68 290
Transferts Courants	0	45 202 506	0	47 505 193	0	34 630 193	0	34 630 193	0	34 630 193
Dépenses en capital	5 941	5 941	8 100	8 100	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	5 941	5 941	8 100	8 100	0	0	0	0	0	0
Total	5 941	45 544 408	8 100	47 901 738	0	35 025 635	0	35 037 494	0	35 049 709

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	183 051	0							
Personnel	0	52 047	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	21 004	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	110 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 999	128 495	0							
Dépenses d'investissement	1 999	1 999	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	126 496	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	126 496	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1 999	311 546	0							

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	875 416	0	933 627	0	920 490	0	922 605	0	924 783
Personnel	0	5 315	0	56 756	0	48 069	0	49 511	0	50 997
Biens et Services	0	20 101	0	26 871	0	22 421	0	23 094	0	23 786
Transferts Courants	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	850 000	0	850 000
Dépenses en capital	1 930	1 930	5 800	5 800	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	1 930	1 930	5 800	5 800	0	0	0	0	0	0
Total	1 930	877 346	5 800	939 427	0	920 490	0	922 605	0	924 783

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	723 943	0	719 584	0	721 671	0	723 821
Personnel	0	0	0	69 695	0	65 336	0	67 296	0	69 315
Biens et Services	0	0	0	4 248	0	4 248	0	4 375	0	4 507
Transferts Courants	0	0	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000
Dépenses en capital	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	3 000	726 943	0	719 584	0	721 671	0	723 821

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	50 507	47 087 587	100 500	50 039 078	43 260	37 169 739	44 558	37 199 402	45 895	37 229 963
Hors Projets	50 507	47 087 587	100 500	50 039 078	43 260	37 169 739	44 558	37 199 402	45 895	37 229 963
TOTAL DE FINANCEMENT	50 507	47 087 587	100 500	50 039 078	43 260	37 169 739	44 558	37 199 402	45 895	37 229 963

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	47 037 079	0	49 938 578	0	37 126 479	0	37 154 844	0	37 184 068
Personnel	0	704 913	0	708 017	0	719 157	0	739 208	0	759 869
Biens et Services	0	169 661	0	225 368	0	277 129	0	285 443	0	294 006
Transferts Courants	0	46 162 506	0	49 005 193	0	36 130 193	0	36 130 193	0	36 130 193
Dépenses en capital	50 507	177 003	100 500	100 500	43 260	43 260	44 558	44 558	45 895	45 895
Dépenses d'investissement	50 507	50 507	100 500	100 500	43 260	43 260	44 558	44 558	45 895	45 895
Projets d'investissement	0	126 496	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	126 496	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	50 507	47 214 083	100 500	50 039 078	43 260	37 169 739	44 558	37 199 402	45 895	37 229 963

2.2.25. Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (Section 821)

Le ministère de l'industrie et de la promotion des investissements, dans ses attributions, met en œuvre la politique de l'Etat dans le domaine de la promotion des investissements et du développement industriel. Il est chargé de promouvoir, de faciliter et de protéger l'investissement durable au Togo. Il élabore les programmes et définit les actions de promotion de l'investissement au plan national et international. Il met en œuvre un cadre de dialogue permanent entre les acteurs du secteur privé et l'Etat, renforce la transparence et la simplification des procédures administratives. Le Ministère assure la modernisation du cadre réglementaire adapté et incitatif à l'investissement et à l'entrepreneuriat et améliore la concertation et la communication autour des réformes engagées. Il est chargé d'offrir un climat des affaires propice aux investisseurs, favorable à la réalisation de leurs activités d'investissements. Il assure aux investisseurs la jouissance des avantages attractifs et incitatifs fiscaux qu'offrent le code des investissements et le statut de la zone franche et leur présenter les opportunités attractives en rapport avec leurs activités. La mission principale assignée au ministère est la promotion et la facilitation des investissements nationaux et étrangers. Pour atteindre cet objectif, quatre (04) objectifs opérationnels sont retenus à savoir : (i) élaborer et mettre en œuvre les stratégies adaptées pour faciliter les investissements ; (ii) améliorer la compétitivité de l'environnement des affaires par la promotion des initiatives privées ; (iii) promouvoir le secteur privé national et des investissements étrangers ; (iv) s'agissant de l'industrie, il conçoit, élabore et met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'industrialisation et de densification du tissu industriel ainsi que de la promotion de la qualité des biens et services, de la production immatérielle et de la propriété industrielle.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités programmées au sein du ministère, a été marqué par un ralentissement économique, une inflation généralisée, les conséquences de la crise russo-ukrainienne et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement les projets d'investissement et la création de l'emploi. Malgré cette situation un peu difficile, plusieurs réformes ont été menées dans le cadre de la promotion de l'investissement pour assainir le climat des affaires au Togo. Ces réformes ont permis d'avoir des résultats par rapport à l'installation de nouvelles entreprises et l'extension des projets d'investissements favorisant la création d'emplois direct et indirect.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur l'assainissement continu du climat des affaires et le renforcement du capital humain au sein du ministère. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment le renforcement de la mobilisation des ressources humaines, l'identification et la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires à la promotion des investissements, la réalisation des études nécessaires en vue de rendre plus attractif le cadre législatif et réglementaire de promotion des partenariats public-privé, la coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les ministères concernés et la contribution à la création et la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches. En sommes, un accent sera mis sur la poursuite de l'assainissement du climat des affaires et l'augmentation des investissements nationaux et étrangers, et le développement du tissu industriel.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les trois (03) programmes du ministère déclinés en seize (16) actions. Ces programmes sont entre autres : (i) « Pilotage et soutien aux services du MIPI » ; (ii) « Promotion des investissements » et (iii) « Industrie » pour un coût global de 3 023 279 000 FCFA en 2025 et projeté à 1 806 084 000 FCFA en 2026 et 813 430 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MIPI	Assurer le pilotage et la coordination des services du MIPI	Taux d'exécution physique des programmes	%	2020	0,0	85,0	90,0	95,0	95,0	95,0	Cabinet
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MIPI	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Nombre de dialogues de gestion entre le Ministre et les responsables de programmes	%	2020	100,0	92,0	92,0	92,0	92,0	95,0	Cabinet
			Taux de mise oeuvre des recommandations issues des dialogues	%	2020	100,0	85,0	90,0	95,0	95,0	95,0	Cabinet
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matériel et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	0,0	90,0	95,0	95,0	95,0	95,0	DAAF
			Nombre de personnel formé par an	%	2020	0,0	85,0	90,0	95,0	95,0	95,0	DAAF
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nouveaux projets inscrits au PIP	Nbr	2020	0,0	2,0	3,0	5,0	5,0	5,0	DPSSE
			Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles dans le délai	%	2020	0,0	42,9	71,4	85,7	85,7	85,7	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Nombre de personnel du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2020	0,0	85,0	90,0	95,0	95,0	95,0	Cellule Genre du MIPI
			Nombre de femmes à un poste de responsabilité	%	2020	0,0	20,0	30,0	50,0	50,0	50,0	Cellule Genre du MIPI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.5	Appui à la Budgétisation Verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et la protection de l'environnement	Part du budget allouée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2023	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	Cellule Budget Vert du MIPI
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P2	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	Contribuer à la croissance économique	Nombre d'emplois nouvellement créés (zone franche)	Nbr	2020	371,0	3 000,0	4 000,0	5 000,0	5 000,0	5 000,0	Cabinet
A2.1	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	Augmenter les investissements privés nationaux et étrangers	Nombre cumulé de société en activité en ZF	Nbr	2020	74,0	82,1	91,2	109,4	131,3	157,6	Direction de la Promotion des Investissements/ APIZF
A2.2	Facilitation des démarches liées à l'investissement	Simplifier le parcours de l'investisseur	Délai d'obtention d'agrément ZF et CI	Jour	2020	30,0	20,0	10,0	7,0	7,0	6,0	Direction de la Facilitation des Investissements/ APIZF
P3	INDUSTRIE	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	Part de l'industrie manufacturière dans le PIB	%	2019	12,0	13,0	13,0	14,0	14,0	14,0	Direction Générale de l'Industrie
A3.1			Nombre d'emplois créés	Nbre	2021	0,0	4 300,0	5 000,0	6 000,0	7 200,0	8 640,0	DGI/PIA

Budget programme de l'Etat 2025-2027

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
	Coordination des actions d'appui au développement industriel	Créer un cadre attractif pour les investisseurs à la fois locaux et étrangers	Nombre d'entreprise implantées	Nbre	2021	0,0	16,0	18,0	0,0	0,0	0,0	DGI/PIA
A3.2	Développement des petites et moyennes industries	Promouvoir les petites et moyennes industries	Nombre de petites et moyennes industries installées en territoire	Nbre	2021	61,0	73,0	78,0	83,0	88,0	92,0	DDPMI
A3.3	Transformation des matières premières locales	Accroître la transformation des matières premières locales	Nombres d'entreprises transformant les matières premières locales	Nbre	2021	8,0	15,0	18,0	23,0	30,0	37,0	DTPL
A3.4	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	Développer les chaînes de valeurs à fort potentiel	Nombre de chaînes de valeurs développées	Nbre	2020	1,0	2,0	3,0	4,0	4,0	5,0	DDCVL RG
A3.5	Qualité des produits et services	Améliorer la qualité des produits et services	Nombre d'entreprises / produits certifiés	Nbre	2020	0,0	50,0	50,0	100,0	150,0	200,0	COTAG/ ATOPR OQ
A3.6	Normalisation	Elaborer/adopter les normes	Nombre de normes élaborées / adoptées	Nbre	2020	50,0	85,0	98,0	115,0	115,0	200,0	ATN
A3.7	Métrologie	Vérifier / étalonner les instruments de mesures	Nombre d'instruments de mesure contrôlés conformes par an	Nbre	2021	2 431,0	2 700,0	2 900,0	3 000,0	3 100,0	3 200,0	ATOMET
A3.8	Protection des droits de propriété intellectuelle	Accroître le système de protection des droits de propriété industrielle	Nombre de titres de propriétés industrielles enregistrés	Nbre	2020	155,0	258,0	270,0	280,0	290,0	300,0	INPIT
A3.9	Restructuration et mise à niveau des entreprises	Rendre visible les entreprises	Nombre d'entreprises ayant adhéré au programme	Nbre	2021	27,0	106,0	116,0	126,0	136,0	140,0	BRMN
			Nombre d'entreprises diagnostiquées	Nbre	2021	8,0	41,0	46,0	51,0	56,0	60,0	BRMN

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MIPI	Assurer le pilotage et la coordination des services du MIPI	34 892	151 651	84 000	234 938	11 905	225 006	12 532	232 633	13 178	238 745
P2	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	Contribuer à la croissance économique	501 573	525 459	1 098 167	1 368 772	1 005 381	2 090 657	0	418 819	0	167 758
P3	INDUSTRIE	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	500 000	126 496	205 500	508 610	306 297	707 616	1 009 000	1 154 632	9 000	406 927
Total des programmes			1 036 465	803 606	1 387 667	2 112 320	1 323 583	3 023 279	1 021 532	1 806 084	22 178	813 430

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	116 759	0	150 938	0	213 101	0	220 101	0	225 567
Personnel	0	59 772	0	52 981	0	40 252	0	40 252	0	40 252
Biens et Services	0	56 987	0	97 957	0	172 849	0	179 849	0	185 315
Dépenses en capital	34 892	34 892	84 000	84 000	11 905	11 905	12 532	12 532	13 178	13 178
Dépenses d'investissement	34 892	34 892	84 000	84 000	11 905	11 905	12 532	12 532	13 178	13 178
Total	34 892	151 651	84 000	234 938	11 905	225 006	12 532	232 633	13 178	238 745

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	100 000	0	110 658	0	167 658	0	167 708	0	167 758
Personnel	0	0	0	10 658	0	10 658	0	10 658	0	10 658
Biens et Services	0	0	0	0	0	37 000	0	37 050	0	37 100
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000
Dépenses en capital	501 573	425 459	1 098 167	1 258 114	1 005 381	1 922 999	0	251 111	0	0
Projets d'investissement	501 573	425 459	1 098 167	1 258 114	1 005 381	1 922 999	0	251 111	0	0
Investissement financés sur RI	415 267	374 871	389 273	500 000	362 444	1 280 062	0	251 111	0	0
Investissement financés sur RE	86 306	50 588	708 894	758 114	642 937	642 937	0	0	0	0
Total	501 573	525 459	1 098 167	1 368 772	1 005 381	2 090 657	0	418 819	0	167 758

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	303 110	0	401 319	0	396 743	0	397 927
Personnel	0	0	0	143 932	0	162 219	0	157 524	0	156 841
Biens et Services	0	0	0	29 178	0	29 100	0	29 219	0	31 086
Transferts Courants	0	0	0	130 000	0	210 000	0	210 000	0	210 000
Dépenses en capital	500 000	126 496	205 500	205 500	306 297	306 297	1 009 000	757 889	9 000	9 000
Dépenses d'investissement	0	0	5 500	5 500	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
Projets d'investissement	500 000	126 496	200 000	200 000	297 297	297 297	1 000 000	748 889	0	0
Investissement financés sur RI	500 000	126 496	200 000	200 000	297 297	297 297	1 000 000	748 889	0	0
Total	500 000	126 496	205 500	508 610	306 297	707 616	1 009 000	1 154 632	9 000	406 927

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	950 159	753 018	678 773	1 354 206	680 646	2 380 342	1 021 532	1 806 084	22 178	813 430
Hors Projets	34 892	251 651	89 500	654 206	20 905	802 983	21 532	806 084	22 178	813 430
Projets	827 000	453 496	542 040	652 767	639 336	1 556 954	1 000 000	1 000 000	0	0
Fonds de contrepartie	88 267	47 871	47 233	47 233	20 405	20 405	0	0	0	0
Financement extérieur	86 306	50 588	708 894	758 114	642 937	642 937	0	0	0	0
Dons	86 306	50 588	708 894	758 114	642 937	642 937	0	0	0	0
BAD	86 306	50 588	708 894	758 114	642 937	642 937	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 036 465	803 606	1 387 667	2 112 320	1 323 583	3 023 279	1 021 532	1 806 084	22 178	813 430

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	216 759	0	564 706	0	782 078	0	784 552	0	791 252
Personnel	0	59 772	0	207 571	0	213 129	0	208 434	0	207 751
Biens et Services	0	56 987	0	127 135	0	238 949	0	246 118	0	253 501
Transferts Courants	0	100 000	0	230 000	0	330 000	0	330 000	0	330 000
Dépenses en capital	1 036 465	586 847	1 387 667	1 547 614	1 323 583	2 241 201	1 021 532	1 021 532	22 178	22 178
Dépenses d'investissement	34 892	34 892	89 500	89 500	20 905	20 905	21 532	21 532	22 178	22 178
Projets d'investissement	1 001 573	551 955	1 298 167	1 458 114	1 302 678	2 220 296	1 000 000	1 000 000	0	0
Investissement financés sur RI	915 267	501 367	589 273	700 000	659 741	1 577 359	1 000 000	1 000 000	0	0
Investissement financés sur RE	86 306	50 588	708 894	758 114	642 937	642 937	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 036 465	803 606	1 387 667	2 112 320	1 323 583	3 023 279	1 021 532	1 806 084	22 178	813 430

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Projection					
	2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	10	62 669	10	57 733	10	58 177
Catégorie A2	16	72 464	16	72 702	16	69 946
Catégorie B	5	19 044	5	19 044	5	20 235
Catégorie C	3	8 040	3	8 040	3	8 480
Catégorie D	0	0	0	0	0	0
Contractuels	1	3 525	1	3 525	0	3 525
Volontaires	0	0	0	0	0	0
TOTAL	35	213 129	35	208 434	34	207 751

2.2.26. Ministère des travaux publics et des infrastructures (Section 830)

Le ministère des travaux publics contribue à la mise en œuvre de la politique publique du gouvernement togolais en matière de développement des infrastructures routières modernes. A cet effet, le ministère mène des actions en vue du développement et de la modernisation des infrastructures routières ainsi que de leur entretien, en fonction des besoins de la population togolaise.

La projection des allocations sur les exercices 2025, 2026 et 2027 s'élève respectivement à 92,6 milliards de FCFA, 93,7 milliards de FCFA et 76,4 milliards de FCFA.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Améliorer la qualité des services du MTP	Taux d'exécution physique des programmes du MTP	%	2022	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	CAB
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MTP	%	2022	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	NA	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	CAB(SG)
			Taux de satisfaction du personnel du ministère par rapport au management des premiers responsables	%	2022	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MTP	Proportion du personnel formé par an	%	2022	NA	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	DAC
			Taux d'occupation des postes de travail	%	2022	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2022	1,0	0,5	0,9	0,9	1,0	1,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)	%	2022	NA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	Développer un système d'information performant	Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	U	2022	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	CBDR
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2022	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MTP	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2022	0,5	0,5	0,5	0,6	0,8	0,8	DPESE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	jour	2022	30,0	30,0	25,0	20,0	15,0	15,0	15,0
A1.6	Formation initiale des agents	Doter le ministère de personnel qualifié	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation	%	2022	NA	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CERFER
A1.7	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2022	2 023,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	Cellule Genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
			Cellule focale genre opérationnelle	U	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0
A1.8	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement opérationnelle	U	2022	NA	NA	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule climat et environnement
			Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	NA	NA	NA	0,0	0,0	0,0	0
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	Proportion de routes nationales revêtues	%	2023	68,9	68,9	68,9	68,9	69,1	69,6	DGTP
A2.1	Construction de routes nationales neuves sur toute l'étendue du territoire	Développer le réseau de routes nationales revêtues	Linéaire de routes nationales neuves construites	Km	2023	30,0	30,0	0,0	0,0	16,0	63,1	DCRR
			Linéaire de revêtement réalisé sur les routes nationales neuves en construction	km	2023	20,0	20,0	0,0	19,3	36,7	23,1	DCRR
A2.2	Reconstruction de routes nationales sur toute l'étendue du territoire	Préserver le capital constitué par le réseau routier revêtu existant	Linéaire de routes nationales reconstruites	Km	2023	10,0	10,0	102,0	189,0	86,4	0,0	DCRR
			Linéaire de revêtement réalisé sur les routes nationales en cours de reconstruction	Km	2023	82,9	82,9	78,0	110,0	30,4	0,0	DCRR
P3	Bâtiments publics	Accroître les capacités d'accueil des services publics	Taux de satisfaction des usagers de bâtiments publics en rapport aux conditions physiques des bâtiments publics	%	2024	NA	NA	NA	50,0	50,0	50,0	DBP
A3.1	Construction, réhabilitation et entretien de bâtiments publics	Contribuer aux meilleures conditions de travail des usagers	Nombre de bâtiments administratifs construits ou entretenus	U	2019	1,0	1,0	7,0	5,0	2,0	2,0	DBP
A3.2	Appui technique aux projets de bâtiments publics	Assurer la qualité des bâtiments publics	Proportion de bâtiments publics respectant les normes AFNOR ou Européennes	%	2021	NA	NA	1,0	0,5	0,6	0,8	DBP
P4	Maintenance de routes nationales	Relever le niveau de service du réseau routier national	Pourcentage de routes nationales en bon ou moyen état	%	2022	70,0	70,8	73,0	74,0	75,0	76,0	DER

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A4.1	Entretien de routes nationales revêtues	Rehausser le niveau de service des routes nationales revêtues	Longueur de routes nationales revêtues entretenues	Km	2023	1 581,0	1 458,0	1 499,0	1 515,0	1 530,0	1 545,0	DER
A4.2	Entretien de routes nationales en terre	Rehausser le niveau de service des routes nationales en terre	Longueur de routes nationales en terre entretenues	Km	2023	635,0	497,0	404,0	420,0	435,0	450,0	DER

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Améliorer la qualité des services du MTP	19 273	438 491	49 100	473 949	45 372	484 718	46 733	487 347	48 135	497 609	140 240	1 469 674
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	27 395 300	27 727 419	74 399 346	61 658 852	159 235 488	70 254 003	101 156 191	72 929 764	11 529 949	57 183 614	271 921 627	200 367 382
P3	Bâtiments publics	Accroître les capacités d'accueil des services publics	715 913	1 219 327	5 771 757	4 531 645	2 150 026	3 666 321	1 000 000	2 009 250	200 000	361 746	3 350 026	6 037 317
P4	Maintenance de routes nationales	Relever le niveau de service du réseau routier national	17 235 838	17 444 067	19 000 000	19 301 089	17 868 147	18 168 520	17 988 181	18 261 758	18 124 523	18 393 179	53 980 851	54 823 457
Total des programmes			45 366 324	46 829 304	99 220 203	85 965 535	179 299 033	92 573 562	120 191 105	93 688 119	29 902 607	76 436 148	329 392 744	262 697 829

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	419 218	0	424 849	0	439 346	0	440 614	0	449 474	0	1 329 434
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	296 261	0	253 469	0	262 284	0	259 724	0	255 149	0	777 157
Biens et Services	0	102 957	0	151 380	0	157 062	0	160 890	0	174 325	0	492 277
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	19 273	19 273	49 100	49 100	45 372	45 372	46 733	46 733	48 135	48 135	140 240	140 240
Dépenses d'investissement	19 273	19 273	49 100	49 100	45 372	45 372	46 733	46 733	48 135	48 135	140 240	140 240
Total	19 273	438 491	49 100	473 949	45 372	484 718	46 733	487 347	48 135	497 609	140 240	1 469 674

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	332 119	0	210 376	0	211 924	0	215 406	0	213 609	0	640 939
Personnel	0	234 515	0	100 363	0	101 316	0	100 769	0	105 314	0	307 399
Biens et Services	0	47 604	0	60 013	0	60 608	0	64 637	0	58 295	0	183 540
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	27 395 300	27 395 300	74 399 346	61 448 476	159 235 488	70 042 079	101 156 191	72 714 358	11 529 949	56 970 005	271 921 627	199 726 443
Dépenses d'investissement	5 998	5 998	23 000	23 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	27 389 302	27 389 302	74 376 346	61 425 476	159 235 488	70 042 079	101 156 191	72 714 358	11 529 949	56 970 005	271 921 627	199 726 443
Investissement financés sur RI	13 044 497	13 044 497	32 261 144	29 005 189	30 544 579	34 555 510	261 000	30 675 018	6 103 306	7 612 721	36 908 886	72 843 249
Investissement financés sur RE	14 344 805	14 344 805	42 115 202	32 420 287	128 690 908	35 486 569	100 895 191	42 039 341	5 426 642	49 357 284	235 012 742	126 883 193
Total	27 395 300	27 727 419	74 399 346	61 658 852	159 235 488	70 254 003	101 156 191	72 929 764	11 529 949	57 183 614	271 921 627	200 367 382

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	149 998	0	158 300	0	161 452	0	162 166	0	161 746	0	485 364
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	56 917	0	62 250	0	65 402	0	66 116	0	65 696	0	197 214
Biens et Services	0	3 081	0	6 050	0	6 050	0	6 050	0	6 050	0	18 150
Transferts Courants	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	715 913	1 069 329	5 771 757	4 373 345	2 150 026	3 504 869	1 000 000	1 847 084	200 000	200 000	3 350 026	5 551 953
Dépenses d'investissement	2 774	2 774	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	713 139	1 066 555	5 771 757	4 373 345	2 150 026	3 504 869	1 000 000	1 847 084	200 000	200 000	3 350 026	5 551 953
Investissements financés sur RI	0	353 416	5 771 757	3 532 789	2 150 026	3 498 869	1 000 000	1 847 084	200 000	200 000	3 350 026	5 545 953
Investissements financés sur RE	713 139	713 139	0	840 556	0	6 000	0	0	0	0	0	6 000
Total	715 913	1 219 327	5 771 757	4 531 645	2 150 026	3 666 321	1 000 000	2 009 250	200 000	361 746	3 350 026	6 037 317

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP										
Dépenses ordinaires	0	208 229	0	301 089	0	300 373	0	273 577	0	268 656	0	842 606
Personnel	0	185 363	0	264 241	0	262 173	0	235 377	0	229 455	0	727 005
Biens et Services	0	22 866	0	36 848	0	38 200	0	38 200	0	39 201	0	115 601
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	17 235 838	17 235 838	19 000 000	19 000 000	17 868 147	17 868 147	17 988 181	17 988 181	18 124 523	18 124 523	53 980 851	53 980 851
Projets d'investissement	17 235 838	17 235 838	19 000 000	19 000 000	17 868 147	17 868 147	17 988 181	17 988 181	18 124 523	18 124 523	53 980 851	53 980 851
Investissements financés sur RI	17 235 838	17 235 838	19 000 000	19 000 000	17 868 147	17 868 147	17 988 181	17 988 181	18 124 523	18 124 523	53 980 851	53 980 851
Investissements financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	17 235 838	17 444 067	19 000 000	19 301 089	17 868 147	18 168 520	17 988 181	18 261 758	18 124 523	18 393 179	53 980 851	54 823 457

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	30 308 380	31 771 360	57 105 001	52 704 692	50 608 124	57 080 993	19 295 914	51 648 779	24 475 964	27 078 864	94 380 003	135 808 636
Hors Projets	28 045	1 137 609	72 100	1 166 714	45 372	1 158 467	46 733	1 138 496	48 135	1 141 620	140 240	3 438 583
Projets	30 016 968	30 370 384	55 629 360	49 770 736	50 512 419	55 463 178	19 224 181	50 251 991	23 985 523	25 837 244	93 722 123	131 552 414
Fonds de contrepartie	263 367	263 367	1 403 542	1 767 242	50 333	459 348	25 000	258 291	442 306	100 000	517 639	817 639
Financement extérieur	15 057 944	15 057 944	42 115 202	33 260 843	128 690 908	35 492 569	100 895 191	42 039 341	5 426 642	49 357 284	235 012 742	126 889 193
Dons	1 922 640	1 922 640	12 950 000	4 026 950	6 477 554	11 936 483	0	6 000 000	0	2 655 463	6 477 554	20 591 946
BAD	120 255	120 255	50 000	195 944	106 154	146 450	0	0	0	0	106 154	146 450
FEM	0	0	200 000	200 000	3 541 386	3 089 811	0	1 000 000	0	0	3 541 386	4 089 811
UE	1 489 149	1 489 149	620 000	1 631 006	2 830 014	3 617 986	0	0	0	0	2 830 014	3 617 986
JICA	313 236	313 236	12 080 000	2 000 000	0	5 082 236	0	5 000 000	0	2 655 463	0	12 737 699
Emprunts	13 135 304	13 135 304	29 165 202	29 233 893	122 213 354	23 556 086	100 895 191	36 039 340	5 426 642	46 701 821	228 535 188	106 297 248
BOAD	1 975 920	1 975 920	24 840 300	7 804 060	34 826 509	7 531 779	2 847 421	8 054 600	0	15 944 821	37 673 930	31 531 200
BIDC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BAD	3 305 670	3 305 670	1 200 000	2 564 612	4 866 626	436 000	0	4 561 621	0	0	4 866 626	4 997 621
BID	2 421 983	2 421 983	3 124 902	3 787 938	73 101 243	6 373 782	98 047 770	12 475 119	5 426 642	28 055 179	176 575 656	46 904 081
MUFG Bank	1 743 723	1 743 723	0	8 000 000	0	5 232 000	0	10 948 000	0	2 701 821	0	18 881 821
BADEA/FKDEA / OFID/FSD/ Fonds d'Abu Dhabi	3 688 008	3 688 008	0	7 077 283	9 418 976	3 982 525	0	0	0	0	9 418 976	3 982 525
TOTAL DE FINANCEMENT	45 366 324	46 829 304	99 220 203	85 965 535	179 299 033	92 573 562	120 191 105	93 688 119	29 902 607	76 436 148	329 392 744	262 697 829

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 109 564	0	1 094 614	0	1 113 095	0	1 091 763	0	1 093 485	0	3 298 343
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	773 056	0	680 323	0	691 175	0	661 986	0	655 614	0	2 008 775
Biens et Services	0	176 508	0	254 291	0	261 920	0	269 777	0	277 871	0	809 568
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	45 366 324	45 719 740	99 220 203	84 870 921	179 299 033	91 460 467	120 191 105	92 596 356	29 902 607	75 342 663	329 392 744	259 399 487
Dépenses d'investissement	28 045	28 045	72 100	72 100	45 372	45 372	46 733	46 733	48 135	48 135	140 240	140 240
Projets d'investissement	45 338 279	45 691 695	99 148 103	84 798 821	179 253 661	91 415 095	120 144 372	92 549 623	29 854 472	75 294 528	329 252 504	259 259 247
Investissements financés sur RI	30 280 335	30 633 751	57 032 901	51 537 978	50 562 752	55 922 526	19 249 181	50 510 283	24 427 829	25 937 244	94 239 763	132 370 053
Investissements financés sur RE	15 057 944	15 057 944	42 115 202	33 260 843	128 690 908	35 492 569	100 895 191	42 039 341	5 426 642	49 357 284	235 012 742	126 889 193
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	45 366 324	46 829 304	99 220 203	85 965 535	179 299 033	92 573 562	120 191 105	93 688 119	29 902 607	76 436 148	329 392 744	262 697 829

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	43	238017	38	244977	41	236450	41	233266	41	246659
Catégorie A2	57	183179	59	200372	57	198316	57	195848	57	122932
Catégorie A3	0	0	0	0	1	3770	1	3770	1	3770
Catégorie B	50	99737	42	114491	37	101928	37	99151	37	94518
Catégorie C	36	64374	37	68510	31	57949	31	56630	31	93468
Catégorie D	15	29529	18	30251	17	24555	17	23171	17	48709
Contractuels	0	0	0	0	2	7636	2	7636	2	7811
TOTAL	201	773 056	194	680 323	186	691 175	186	661 986	186	655 614

Budget programme de l'Etat 2025-2027

2.2.27. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)

Le Ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR), dans ses attributions, est chargé de la gestion et le développement du réseau des pistes rurales au Togo. Cette mission initialement assurée par le Ministère des infrastructures et des transports à travers la Direction des pistes rurales (DPR).

S'agissant du bilan des réalisations au titre de l'exercice 2024, il faut retenir, entre autres, (i) la poursuite des travaux et prestations de contrôle des programmes de 2021, 2022 et 2023, (ii) l'attribution et le démarrage des travaux urgents et prestations de contrôle et d'études du programme de 2024, (iii) la poursuite des travaux du PAPR 1b et le démarrage des prestations d'études d'APS, d'APD et d'IES du PAPR 2, (iv) le lancement des travaux de construction de 21 grands ponts mixtes acier-béton et le démarrage des travaux de construction de 6 grands ponts mixtes acier-béton de la phase 1, (v) le suivi périodique de l'exécution des travaux en cours.

Le principal défi à relever en 2025 par le MDPR est relatif à la performance des petites et moyennes entreprises (PME) et petits et moyens cabinets (PMC) chargés de l'exécution des travaux et de la réalisation des prestations d'études et de contrôle.

Les priorités au titre de l'exercice 2025 sont, entre autres, (i) la poursuite des travaux et prestations de contrôle et d'études des programmes de 2022, 2023 et 2024, (ii) l'attribution et le démarrage des travaux et prestations de contrôle du programme de 2025, (iii) la poursuite des travaux du PAPR 1b et des prestations d'études d'APS, d'APD et d'IES du PAPR 2, (iv) la poursuite des travaux de construction de 6 grands ponts mixtes acier-béton de la phase 1 et le démarrage des travaux de construction de 9 grands ponts mixtes acier-béton de la phase 2 ainsi que (v) le suivi périodique de l'exécution des travaux en cours.

Pour se faire, le MDPR dispose de deux (2) programmes que sont le programme "Pilotage et soutien aux services du ministère" et le programme "Développement et extension du réseau des pistes rurales". À moyen terme, les crédits alloués au ministère sont de 32.244.377.000 FCFA en 2025, 33.157.135.000 FCFA en 2026 et 49.227.491.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	Renforcer les capacités opérationnelles du MDPR	Taux d'exécution physique des programmes du MDPR	%	2021	64,0	62,0	79,0	80,0	83,0	85,0	CAB
			Proportion de femmes aux postes nominatifs du MDPR	%	2021	0,0	0,0	33,0	16,0	33,0	33,0	CAB
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPR	Améliorer la qualité des services du MDPR	Proportion de dialogue de gestion tenus	%	2020	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	%	2021	64,0	62,0	95,0	95,0	96,0	97,0	0
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	2021	86,0	93,0	82,0	85,0	87,0	90,0	0
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MDPR	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion de cadres du Ministère formés sur les thématiques du genre	%	2021	37,5	81,0	82,0	83,0	85,0	87,0	0
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Nombre	2022	ND	ND	1,0	1,0	0,0	0,0	0
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	ND	ND	20,0	50,0	52,0	54,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et sociale	Proportion du réseau des pistes rurales praticables en toute saison	%	2020	15,0	58,9	69,0	75,0	76,0	76,0	DPR
A2.1	Maintenance et extension du réseau des pistes rurales	Développer des infrastructures du réseau des pistes rurales qui permettent l'intégration physique du milieu rural	Linéaire de pistes rurales ouvertes, construites et réhabilités y compris élimination des points critiques	km	2020	0,0	592,9	700,0	600,0	500,0	400,0	0
			Pourcentage du réseau des pistes rurales en bon ou moyen état de praticabilité	%	2020	15,0	58,9	69,0	75,0	76,0	78,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDRP	Renforcer les capacités opérationnelles du MDRP	0	104 783	0	122 248	0	112 869	0	114 036	0	115 840	0	342 745
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et sociale	37 561 662	23 249 402	101 705 249	53 565 609	41 102 259	32 131 508	29 054 037	33 043 099	23 540 799	49 111 651	93 697 095	114 286 257
Total des programmes			37 561 662	23 354 185	101 705 249	53 687 857	41 102 259	32 244 377	29 054 037	33 157 135	23 540 799	49 227 490	93 697 095	114 629 002

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	104 783	0	122 248	0	112 869	0	114 036	0	115 840	0	342 745
Personnel	0	82 329	0	81 489	0	69 877	0	71 436	0	71 818	0	213 131
Biens et Services	0	22 454	0	40 759	0	42 992	0	42 600	0	44 022	0	129 614
Total	0	104 783	0	122 248	0	112 869	0	114 036	0	115 840	0	342 745

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	60 976	0	68 915	0	74 458	0	72 244	0	70 875	0	217 576
Personnel	0	46 434	0	52 915	0	58 988	0	54 628	0	52 875	0	166 490
Biens et Services	0	14 542	0	16 000	0	15 470	0	17 616	0	18 000	0	51 086
Dépenses en capital	37 561 662	23 188 426	101 705 249	53 496 694	41 102 259	32 057 050	29 054 037	32 970 855	23 540 799	49 040 776	93 697 095	114 068 681
Dépenses d'investissement	25 750	25 750	51 500	51 500	20 086	20 086	20 688	20 688	21 308	21 308	62 082	62 082
Projets d'investissement	37 535 912	23 162 676	101 653 749	53 445 194	41 082 173	32 036 964	29 033 349	32 950 167	23 519 491	49 019 468	93 635 013	114 006 599
Investissements financés sur RI	30 650 708	16 277 472	80 022 396	31 813 841	27 685 972	18 640 763	9 938 849	13 855 667	9 004 778	34 504 755	46 629 599	67 001 185
Investissements financés sur RE	6 885 204	6 885 204	21 631 353	21 631 353	13 396 201	13 396 201	19 094 500	19 094 500	14 514 713	14 514 713	47 005 414	47 005 414
Total	37 561 662	23 249 402	101 705 249	53 565 609	41 102 259	32 131 508	29 054 037	33 043 099	23 540 799	49 111 651	93 697 095	114 286 257

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	30 676 458	16 468 981	80 073 896	32 056 504	27 706 058	18 848 176	9 959 537	14 062 635	9 026 086	34 712 777	46 691 681	67 623 588
Hors Projets	25 750	191 509	51 500	242 663	20 086	207 413	20 688	206 968	21 308	208 022	62 082	622 403
Projets	30 650 708	16 277 472	79 585 091	31 376 536	27 685 972	18 640 763	8 329 131	13 050 808	9 004 778	33 699 896	45 019 881	65 391 467
Fonds de contrepartie	0	0	437 305	437 305	0	0	1 609 718	804 859	0	804 859	1 609 718	1 609 718
Financement extérieur	6 885 204	6 885 204	21 631 353	21 631 353	13 396 201	13 396 201	19 094 500	19 094 500	14 514 713	14 514 713	47 005 414	47 005 414
Dons	2 579 992	2 579 992	3 055 203	3 055 203	2 223 169	2 223 169	2 467 674	2 467 674	975 856	975 856	5 666 699	5 666 699
Emprunts	4 305 212	4 305 212	18 576 150	18 576 150	11 173 032	11 173 032	16 626 826	16 626 826	13 538 857	13 538 857	41 338 715	41 338 715
TOTAL DE FINANCEMENT	37 561 662	23 354 185	101 705 249	53 687 857	41 102 259	32 244 377	29 054 037	33 157 135	23 540 799	49 227 490	93 697 095	114 629 002

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	165 759	0	191 163	0	187 327	0	186 280	0	186 714	0	560 321
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	128 763	0	134 404	0	128 865	0	126 064	0	124 692	0	379 621
Biens et Services	0	36 996	0	56 759	0	58 462	0	60 216	0	62 022	0	180 700
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	37 561 662	23 188 426	101 705 249	53 496 694	41 102 259	32 057 050	29 054 037	32 970 855	23 540 799	49 040 776	93 697 095	114 068 681
Dépenses d'investissement	25 750	25 750	51 500	51 500	20 086	20 086	20 688	20 688	21 308	21 308	62 082	62 082
Projets d'investissement	37 535 912	23 162 676	101 653 749	53 445 194	41 082 173	32 036 964	29 033 349	32 950 167	23 519 491	49 019 468	93 635 013	114 006 599
Investissements financés sur RI	30 650 708	16 277 472	80 022 396	31 813 841	27 685 972	18 640 763	9 938 849	13 855 667	9 004 778	34 504 755	46 629 599	67 001 185
Investissements financés sur RE	6 885 204	6 885 204	21 631 353	21 631 353	13 396 201	13 396 201	19 094 500	19 094 500	14 514 713	14 514 713	47 005 414	47 005 414
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	37 561 662	23 354 185	101 705 249	53 687 857	41 102 259	32 244 377	29 054 037	33 157 135	23 540 799	49 227 490	93 697 095	114 629 002

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	11	45 690	11	49 281	10	51 584	10	52 903	10	50 399
Catégorie A2	6	24 922	6	26 881	6	24 913	6	25 151	6	26 342
Catégorie A3	1	4 154	1	4 480	1	3 325	1	3 325	1	3 563
Catégorie B	2	8 307	2	8 960	1	4 599	1	4 837	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	11	45 690	10	44 801	9	41 311	9	41 311	9	41 311
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	31	128 763	30	134 404	27	128 865	27	126 064	26	124 692

2.2.28. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)

Le ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires (MTRAF) a pour mission d'assurer et de développer un système intégré de transport multimodal efficace, économique, fiable et sûr, afin de répondre aux exigences de la lutte pour la réduction de la pauvreté, aux besoins de circulation sur toute l'étendue du territoire national en vue de faciliter les échanges extérieurs des pays enclavés, et cela de façon pérenne du point de vue sociale, économique et environnementale. Il regroupe trois sous-secteurs notamment : le sous-secteur du transport routier, le sous-secteur du transport ferroviaire et le sous-secteur du transport aérien.

Au titre de l'année 2024, le ministère a réalisé plusieurs activités notamment (i) le démarrage du projet de renforcement des services météorologiques; (ii) le recrutement d'un cabinet d'études pour le contrôle des travaux de réhabilitation de la route Aouda-Kara ainsi que celui de l'exécution des travaux de réhabilitation dans le cadre du projet régional corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey; (iii) le recrutement d'une entreprise pour l'exécution des travaux du projet d'extension de l'aile sud de la nouvelle aérogare de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE); (iv) la poursuite du renforcement des capacités de la SOTRAL par l'acquisition de nouveaux bus ; (v) le recrutement des bureaux de contrôle et des entreprises pour la construction d'un bloc administratif au profit de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et du siège de l'Autorité de Sûreté de l'AIGE et (vi) la poursuite du renforcement du cadre juridique et réglementaire des transports routiers.

S'agissant des défis majeurs à relever en 2025, le MTRAF entend poursuivre l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du secteur ainsi que la professionnalisation, mettre en place des agences pour la coordination et la promotion de la sécurité routière, améliorer les transports urbains collectifs, créer un centre de casse-auto, construire des parkings de repos, des aires de dégagement et des gares routières modernes, augmenter la capacité d'accueil des passagers en transit à l'AIGE. Il ambitionne d'améliorer les services du bureau d'enquêtes d'accidents d'avions, de rendre dynamiques les services de recherche et sauvetage puis de rechercher l'exploitation optimale du réseau d'infrastructures routières, aériens et ferroviaires, tout en s'appuyant sur une meilleure intégration de son système multimodal. Il est prévu la poursuite de l'exécution du projet régional corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey afin d'améliorer la connectivité régionale et les infrastructures socio-économiques communautaires le long du corridor entre les capitales du Togo, du Burkina-Faso et du Niger. Il est également prévu l'opérationnalisation du centre de formation aux métiers de transport dans le cadre des réformes du sous-secteur et (iii) il est prévu la construction du chemin de fer Lomé-Cinkassé (études de faisabilité disponibles) et la réalisation d'une étude de faisabilité pour la construction d'une ligne ferroviaire reliant le Port Autonome de Lomé et la Plateforme Industrielle d'Adétikopé ainsi que l'assistance du ministère pour la réalisation du transport ferroviaire.

Trois (3) programmes sont contenus dans le budget programme du ministère à savoir : le programme "Pilotage et soutien des services du MTRAF", le programme "Transport aérien" et le programme "Transports routiers et ferroviaires". Pour l'année 2025, il est prévu une enveloppe budgétaire de 27.898.573.000 FCFA, les projections pour les années 2026 et 2027 sont respectivement de 20.835.062.000 FCFA et de 5.454.239.000 FCFA.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Renforcer les capacités opérationnelles du MTRAF	Taux d'exécution physique des programmes du MTRAF	%	2021	75,0	72,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Secrétariat Général
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MTRAF	%	2021	13,0	27,1	15,5	15,8	16,0	16,5	Secrétariat Général
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MTRAF	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	15,0	33,3	21,4	21,5	22,0	22,5	Cabinet
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2021	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Inspection de services/SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MTRAF	Proportion du personnel formé par an	%	2021	4,5	45,7	42,7	43,0	44,0	45,0	Direction des Ressources Humaines (DRH)
			Délai de transmission des dossiers administratifs des agents de l'Etat à la fonction publique	Jour	2021	3,0	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0	Direction des Ressources Humaines (DRH)
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources matériels et financières du MTRAF	Taux d'exécution du budget	%	2021	89,7	100,0	75,0	100,0	100,0	100,0	Direction des Affaires Financières
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des Affaires Financières
A1.4	Prospective, planification, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et l'évaluation des actions du MTRAF	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction de la Prospective, planification, suivi-évaluation
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques.	Trimestre	2021	4,0	1,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.5	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	Semaine	2021	52,0	1,0	52,0	52,0	52,0	52,0	Conseiller en communication
			Proportion des bases de données du ministère à jour	%	2021	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Conseiller en communication
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion du personnel du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	0,0	0,8	38,0	39,0	40,0	41,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	Unité	2021	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et environnement et son opérationnalisation	Unité	2023	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	Cellule budget vert
			Part du financement dédiée à la préservation du climat et de l'environnement	%	2023	0,0	0,0	5,3	6,0	6,5	6,5	Cellule budget vert
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'aéroport	Taux de croissance annuel du trafic	%	2019	13,0	15,2	5,0	5,5	6,0	6,5	ANAC
A2.1	Croissance du trafic aérien	Accroître le trafic aérien passager et fret	Taux de croissance annuel du trafic passager	%	2019	13,0	(+) 15,2	5,0	5,5	6,0	6,5	ANAC
			Taux de croissance annuel du trafic fret	%	2019	8,0	(-) 3,3	1,3	1,4	1,4	1,5	ANAC
A2.2	Mise à niveau des prestations de sécurité	Améliorer les prestations en matière de supervision de la sécurité	Taux de mise en oeuvre des exigences sécurité	%	2016	85,8	90,9	84,7	84,7	84,8	85,0	ANAC
A2.3	Mise aux normes des installations de l'AINTG	Mettre aux normes les installations de l'AINTG	Taux de mise aux normes des installations de l'AINTG	%	2021	10,0	7,0	7,0	15,0	50,0	80,0	AINTG
A2.4	Mise à niveau des prestations de sûreté	Améliorer la mise en oeuvre des mesures de sûreté	Taux de mise en oeuvre des exigences sûreté	%	2019	67,0	82,0	90,0	92,0	93,0	95,0	ASAIGE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.5	Renforcement des capacités des services météorologiques	Améliorer les prestations météorologiques	Taux de couverture du réseau national	%	2019	60,0	64,0	64,0	74,0	82,0	84,0	DGMN
P3	Transports routiers et ferroviaires	Accroître l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	Taux d'accroissement du trafic routier de véhicules	%	2019	13,1	7,1	0,3	3,8	5,6	7,5	Direction des Transports Routiers (DTR)
			Taux d'accroissement du volume du fret ferroviaire	%	2020	13,3	509,5	1,0	1,2	1,5	1,9	Direction des Transports Ferroviaires (DTF)
A3.1	Renforcement des services de transport routier	Améliorer la compétitivité du transport routier	Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de marchandises sur le réseau routier	%	2019	16,0	11,6	8,6	10,0	11,0	12,0	DTR
			Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de passagers sur le réseau routier	%	2019	10,2	6,0	-1,8	2,0	4,0	6,0	DTR
A3.2	Amélioration du transport urbain	Accroître l'offre de service de transport urbain collectif	Taux d'accroissement du nombre de passagers transportés	%	2019	-30,0	54,9	26,9	34,9	42,9	50,9	SOTRAL
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Nombre d'accidents pour 100 000 habitants	Nbr pour 100 000 hbts	2022	92,7	83,4	77,5	75,0	72,6	69,8	DRC
A3.4	Développement du transport ferroviaire	Améliorer la compétitivité du transport ferroviaire	Taux d'accroissement du fret ferroviaire	%	2020	13,3	509,5	1,0	1,2	1,5	1,9	DTF

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MTRAF	Renforcer les capacités opérationnelles du MTRAF	10 729	236 889	10 750	196 641	15 085	248 945	20 688	261 980	21 308	269 608
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'aéroport	10 000	971 682	5 971 016	4 021 803	4 747 481	3 063 618	2 097 590	2 038 623	6 149 540	1 805 024
P3	Transports routiers et ferroviaires	Accroître l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	4 798	1 814 437	26 105 000	13 732 872	29 049 516	24 586 010	12 000 000	18 534 460	900 000	3 379 607
Total des programmes			25 527	3 023 008	32 086 766	17 951 316	33 812 082	27 898 573	14 118 278	20 835 062	7 070 848	5 454 239

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	226 161	0	185 891	0	233 860	0	241 292	0	248 300
Personnel	0	179 173	0	96 020	0	99 406	0	102 063	0	104 153
Biens et Services	0	46 988	0	89 871	0	134 454	0	139 229	0	144 147
Dépenses en capital	10 729	10 729	10 750	10 750	15 085	15 085	20 688	20 688	21 308	21 308
Dépenses d'investissement	10 729	10 729	10 750	10 750	15 085	15 085	20 688	20 688	21 308	21 308
Total	10 729	236 889	10 750	196 641	15 085	248 945	20 688	261 980	21 308	269 608

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	937 862	0	997 071	0	998 552	0	978 662	0	979 167
Personnel	0	281 169	0	284 871	0	285 552	0	265 662	0	266 167
Biens et Services	0	6 693	0	12 200	0	13 000	0	13 000	0	13 000
Transferts Courants	0	650 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000
Dépenses en capital	10 000	33 820	5 971 016	3 024 732	4 747 481	2 065 066	2 097 590	1 059 961	6 149 540	825 857
Dépenses d'investissement	10 000	10 000	35 750	35 750	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	23 820	5 935 266	2 988 982	4 747 481	2 065 066	2 097 590	1 059 961	6 149 540	825 857
Investissement financés sur RI	0	23 820	5 935 266	2 988 982	4 747 481	2 065 066	2 097 590	1 059 961	6 149 540	825 857
Total	10 000	971 682	5 971 016	4 021 803	4 747 481	3 063 618	2 097 590	2 038 623	6 149 540	1 805 024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	890 640	0	887 185	0	888 403	0	882 389	0	879 607
Personnel	0	184 000	0	176 485	0	176 703	0	170 689	0	167 907
Biens et Services	0	6 640	0	10 700	0	11 700	0	11 700	0	11 700
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000
Dépenses en capital	4 798	923 796	26 105 000	12 845 687	29 049 516	23 697 607	12 000 000	17 652 071	900 000	2 500 000
Dépenses d'investissement	4 798	4 798	5 000	5 000	5 000	5 000	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	918 998	26 100 000	12 840 687	29 044 516	23 692 607	12 000 000	17 652 071	900 000	2 500 000
Investissement financés sur RI	0	431 389	0	335 076	3 044 516	913 355	0	2 131 161	0	0
Investissement financés sur RE	0	487 609	26 100 000	12 505 611	26 000 000	22 779 252	12 000 000	15 520 910	900 000	2 500 000
Total	4 798	1 814 437	26 105 000	13 732 872	29 049 516	24 586 010	12 000 000	18 534 460	900 000	3 379 607

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	25 527	2 535 399	5 986 766	5 445 705	7 812 082	5 119 321	2 118 278	5 314 152	6 170 848	2 954 239
Hors Projets	25 527	2 080 190	51 500	2 121 647	20 085	2 140 900	20 688	2 123 030	21 308	2 128 382
Projets	0	455 209	5 935 266	3 324 058	7 791 997	2 978 421	2 097 590	3 191 122	6 149 540	825 857
Financement extérieur	0	487 609	26 100 000	12 505 611	26 000 000	22 779 252	12 000 000	15 520 910	900 000	2 500 000
Dons	0	487 609	26 100 000	12 505 611	6 400 000	22 779 252	0	520 910	0	0
Autres donateurs	0	487 609	26 100 000	12 505 611	6 400 000	22 779 252	0	520 910	0	0
Emprunts	0	0	0	0	19 600 000	0	12 000 000	15 000 000	900 000	2 500 000
Autres emprunteurs	0	0	0	0	19 600 000	0	12 000 000	15 000 000	900 000	2 500 000
TOTAL DE FINANCEMENT	25 527	3 023 008	32 086 766	17 951 316	33 812 082	27 898 573	14 118 278	20 835 062	7 070 848	5 454 239

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 054 663	0	2 070 147	0	2 120 815	0	2 102 342	0	2 107 074
Personnel	0	644 342	0	557 376	0	561 661	0	538 413	0	538 227
Biens et Services	0	60 321	0	112 771	0	159 154	0	163 929	0	168 847
Transferts Courants	0	1 350 000	0	1 400 000	0	1 400 000	0	1 400 000	0	1 400 000
Dépenses en capital	25 527	968 345	32 086 766	15 881 169	33 812 082	25 777 758	14 118 278	18 732 720	7 070 848	3 347 165
Dépenses d'investissement	25 527	25 527	51 500	51 500	20 085	20 085	20 688	20 688	21 308	21 308
Projets d'investissement	0	942 818	32 035 266	15 829 669	33 791 997	25 757 673	14 097 590	18 712 032	7 049 540	3 325 857
Investissement financés sur RI	0	455 209	5 935 266	3 324 058	7 791 997	2 978 421	2 097 590	3 191 122	6 149 540	825 857
Investissement financés sur RE	0	487 609	26 100 000	12 505 611	26 000 000	22 779 252	12 000 000	15 520 910	900 000	2 500 000
Total des programmes par nature	25 527	3 023 008	32 086 766	17 951 316	33 812 082	27 898 573	14 118 278	20 835 062	7 070 848	5 454 239

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	24	134 471	24	116 322	24	125 980	23	123 835	23	125 043
Catégorie A2	37	207 310	37	179 330	35	183 721	34	183 061	33	179 409
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	24	134 471	24	116 322	21	110 232	20	107 683	20	108 733
Catégorie C	26	145 677	26	126 016	25	131 229	21	113 067	21	114 169
Catégorie D	2	11 206	2	9 694	2	10 498	2	10 768	2	10 873
Contractuels	2	11 206	2	9 694	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	115	644 342	115	557 376	107	561 661	100	538 413	99	538 227

2.2.29. Ministère des mines et des ressources énergétiques (Section 840)

Le ministère des mines et des ressources énergétiques dans la mise en œuvre de ses missions est chargé de : (i) la gestion du domaine minier de l'Etat, sa valorisation, et l'accroissement de toutes les activités de recherche, d'extraction, d'exploitation et de production; (ii) la satisfaction de la demande nationale et la sécurisation des approvisionnements en matière d'hydrocarbures ; et (iii) le développement des infrastructures énergétiques et la promotion des énergies nouvelles et renouvelables.

Le ministère pour le compte de l'année 2024 a réalisé dans le secteur des mines des activités portant sur la finalisation du projet de document de la stratégie minière, la poursuite du processus de relecture du code minier.

Pour le projet de création d'une usine d'engrais phosphaté, il faut noter la confirmation de la faisabilité de production du phosphate enrichi à partir du phosphate carbonaté dont les essais pilotes sont réalisés.

Le secteur de l'énergie a enregistré pour l'année 2024 la réalisation des activités liées à l'achèvement et la mise sous tension de la ligne de transport 161 Kv Kara-Mango-Dapaong-Mandouri, l'électrification de 62 localités rurales dans la région des Savanes, la construction de 47 km de réseau MT et 37 km BT ainsi que l'acquisition de 2 800 compteurs pour le compte du projet PURS, la construction de 190 km de linéaire BT, 20 km de linéaire MT et 24 postes de distributions MT/BT dans le cadre du projet de renforcement de capacité de distribution de l'énergie électrique dans les grandes villes de l'intérieur, le déploiement de près de 48 608 lampadaires solaires dans le cadre du projet de SUNNA DESIGN.

Pour l'exercice budgétaire 2025, le département projette mettre en œuvre le Projet d'accès à l'électricité pour un développement inclusif (IDEA/PAEDI), le projet RESPITE en vue de la construction de la centrale solaire de Dapaong (25 MWc), le démarrage du processus de passation de marché pour la construction de la centrale solaire d'Awandjélo (45 MWc), le démarrage des travaux de construction des 56 mini-grids, la construction de 10 mini-réseaux intelligents et la mise en place de 400 systèmes solaires d'AEP et l'achèvement des travaux d'extension de réseaux dans la ville de Lomé et ses environs avec le PEREL.

Le département dispose de trois (3) programmes dont le pilotage et soutien aux services du ministère, le programme mines et le programme énergie pour mener ses missions. Le coût de ces programmes est projeté à 62 511 340 000 F CFA en 2025, 42 946 762.000 F CFA en 2026 et 57 215 548 000 F CFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et Soutien	Améliorer la qualité des services du ministère	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	%	2022	92,0	78,80	80,0	90,0	92,0	95,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du ministère	%	2022	9,0	11	11	15,0	16,0	17,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités opérationnelles du ministère	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	40,0	25,0	80,0	90,0	95,0	100,0	SG
			Taux de mise en œuvre des recommandations issues des rapports de contrôle et d'audit	%	2022	N/D	N/D	N/D	90,0	95,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2022	86,0	68,1	80,0	85,0	90,0	95,0	DAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2022	97,0	92,0	95,0	95,0	95,0	95,0	DAF
A1.3	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Taux d'exécution du plan de formation continue du ministère	%	2022	100,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2022	57,0	37,0	80,0	80,0	85,0	90,0	DAF
A1.4	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2022	50,0	75,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
			Délai moyen de production des documents (annuels) statistiques	semestre	2022	N/D	N/D	N/D	1,0	1,0	1,0	DPSSE
A1.5	Gestion du système d'information	Développer un système	Proportion de bases de données à jour	%	2022	35,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Cellule informatique

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		d'information permanent	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mensuel	2022	N/D	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	Cellule informatique
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Cellule focale genre opérationnelle	nombre	2022	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule genre
			Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2022	N/D	34,0	30,0	50,0	60,0	70,0	Cellule genre
A1.7	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétaires aux priorités du développement liées au changement climatique et à la protection de l'environnement	Cellule climat et environnement créée	nombre	2022	N/D	N/D	1,0	1,0	1,0	1,0	Cellule climat et environnement
			Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	%	2022	N/D	N/D	39,8	14,0	16,0	17,0	Cellule climat et environnement
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation durable des ressources minérales	Taux d'accroissement des recettes minérales	%	2022	9.00	-5.91	1,0	2,0	3,5	5,0	DGMG
A2.1	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	Approfondir l'exploration géologique et minière	Pourcentage du territoire national couvert par an par les activités d'exploration géologique et minière	%	2022	25,0	0,7	10,0	5,0	7,5	10,0	DRGM
			Pourcentage de projets d'exploration géologique et minière mis en conformité avec la législation minière	%	2022	N/D	N/D	45,0	50,0	55,0	60,0	DRGM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minières	Garantir une exploitation durable des ressources minières	Pourcentage de mines, de carrières et d'unités de transformation mis en conformité avec la législation minière	%	2022	30,0	25,0	30,0	40,0	45,0	55,0	DDCM
			Nombre d'unités de transformation de substances minières construites	Nombre	2022	4,0	5,0	6,0	6,0	7,0	7,0	DDCM
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	Réaliser les analyses et expertises de substances minérales	Proportion des ouvrages en métaux précieux mise aux normes	%	2022	N/D	71,4	75,0	75,0	100,0	115,0	DLM
			Nombre d'analyses géochimiques et pétrographiques réalisées par an	Nombre	2022	500,0	26,0	750,0	1 500,0	1 750,0	2 000,0	DLM
A2.4	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	Valoriser le potentiel de l'offshore et assurer la qualité des ouvrages et des produits pétroliers	Proportion d'infrastructures de produits pétroliers contrôlés conformes à la réglementation	%	2022	80,0	83,0	86,0	87,0	88,0	89,0	DH
			Nombre de campagnes de promotion pétrolière réalisées	Nombre	2022	1,0	1,0	3,0	4,0	5,0	6,0	DH
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie	Taux d'accès à l'énergie électrique	%	2022	63,0	67	70,0	75,0	80,0	85,0	DGE
A3.1	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	Assurer pour tous l'accès à l'énergie électrique	Linéaire de réseaux (MT/ BT) construit par an	km	2022	65/488	53/322	90/660	65/822	95/345	90/350	DPE
			Nombre de ménages électrifiés par système hors réseau	nombre	2022	106 767,0	135 425,0	207 164,0	217 879,0	276 359,0	334 839,0	DPE
A3.2	Développement d'infrastructures durables d'énergie	Augmenter la capacité de production et de transport d'énergie	Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique	%	2022	35,8	35,8	35,8	50,0	50,0	55,0	DEEE
			Linéaire de réseaux HT construit	km	2022	986,0	310,0	0,0	69,0	0,0	274,0	DEEE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et Soutien	Améliorer la qualité des services du ministère	12 995	308 010	53 500	316 857	73 003	650 900	74 293	550 924	75 621	562 517
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation durable des ressources minérales	204 284	501 551	1 326 080	1 646 174	1 192 802	1 433 811	483 159	726 407	483 159	732 546
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie	32 926 001	34 823 162	89 161 591	57 998 687	153 043 967	60 426 629	114 731 525	41 669 431	1 432 973	55 920 485
Total des programmes			33 143 280	35 632 723	90 541 171	59 961 718	154 309 772	62 511 340	115 288 977	42 946 762	1 991 753	57 215 548

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	295 015	0	263 357	0	577 897	0	476 631	0	486 896
Personnel	0	208 939	0	130 508	0	145 542	0	148 265	0	150 920
Biens et Services	0	86 076	0	132 849	0	190 355	0	238 366	0	245 976
Transferts Courants	0	0	0	0	0	242 000	0	90 000	0	90 000
Dépenses en capital	12 995	12 995	53 500	53 500	73 003	73 003	74 293	74 293	75 621	75 621
Dépenses d'investissement	12 995	12 995	53 500	53 500	73 003	73 003	74 293	74 293	75 621	75 621
Total	12 995	308 010	53 500	316 857	73 003	650 900	74 293	550 924	75 621	562 517

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	297 267	0	320 094	0	241 009	0	243 248	0	249 387
Personnel	0	179 449	0	181 504	0	191 196	0	194 048	0	200 187
Biens et Services	0	27 818	0	48 590	0	49 813	0	49 200	0	49 200
Transferts Courants	0	90 000	0	90 000	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	204 284	204 284	1 326 080	1 326 080	1 192 802	1 192 802	483 159	483 159	483 159	483 159
Dépenses d'investissement	7 498	7 498	31 500	31 500	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Projets d'investissement	196 786	196 786	1 294 580	1 294 580	1 182 802	1 182 802	473 159	473 159	473 159	473 159
Investissement financés sur RI	196 786	196 786	1 294 580	1 294 580	1 182 802	1 182 802	473 159	473 159	473 159	473 159
Total	204 284	501 551	1 326 080	1 646 174	1 192 802	1 433 811	483 159	726 407	483 159	732 546

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 897 161	0	98 108	0	841 841	0	92 079	0	88 054
Personnel	0	59 061	0	51 901	0	45 434	0	45 672	0	41 638
Biens et Services	0	8 100	0	16 207	0	16 407	0	16 407	0	16 416
Transferts Courants	0	1 830 000	0	30 000	0	780 000	0	30 000	0	30 000
Dépenses en capital	32 926 001	32 926 001	89 161 591	57 900 579	153 043 967	59 584 788	114 731 525	41 577 352	1 432 973	55 832 431
Dépenses d'investissement	4 999	4 999	9 000	9 000	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	32 921 002	32 921 002	89 152 591	57 891 579	153 043 967	59 584 788	114 731 525	41 577 352	1 432 973	55 832 431
Investissement financés sur RI	739 368	739 368	2 614 896	2 614 896	2 131 596	2 131 596	2 284 048	2 284 048	1 432 973	1 432 973
Investissement financés sur RE	32 181 634	32 181 634	86 537 695	55 276 683	150 912 371	57 453 192	112 447 477	39 293 304	0	54 399 458
Total	32 926 001	34 823 162	89 161 591	57 998 687	153 043 967	60 426 629	114 731 525	41 669 431	1 432 973	55 920 485

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	324 278	2 813 721	3 503 476	4 185 035	3 397 401	5 058 148	2 841 500	3 653 458	1 991 753	2 816 090
Hors Projets	25 492	2 514 935	94 000	775 559	83 003	1 743 750	84 293	896 251	85 621	909 958
Projets	196 786	196 786	2 802 676	2 802 676	3 007 090	3 007 090	1 721 558	1 721 558	1 491 558	1 491 558
Fonds de contrepartie	102 000	102 000	606 800	606 800	307 308	307 308	1 035 649	1 035 649	414 574	414 574
Financement extérieur	30 463 326	30 463 326	84 498 239	53 257 227	150 912 371	57 453 192	112 447 477	39 293 304	0	54 399 458
Dons	4 868 370	4 868 370	17 295 680	20 927 199	7 436 705	16 920 145	470 059	8 992 085	0	0
Autres donateurs	4 868 370	4 868 370	17 295 680	20 927 199	7 436 705	16 920 145	470 059	8 992 085	0	0
Emprunts	25 594 956	25 594 956	67 202 559	32 330 028	143 475 666	40 533 047	111 977 418	30 301 219	0	54 399 458
Autres emprunteurs	25 594 956	25 594 956	67 202 559	32 330 028	143 475 666	40 533 047	111 977 418	30 301 219	0	54 399 458
TOTAL DE FINANCEMENT	30 787 604	33 277 047	88 001 715	57 442 262	154 309 772	62 511 340	115 288 977	42 946 762	1 991 753	57 215 548

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 489 443	0	681 559	0	1 660 747	0	811 958	0	824 337
Personnel	0	447 449	0	363 913	0	382 172	0	387 985	0	392 745
Biens et Services	0	121 994	0	197 646	0	256 575	0	303 973	0	311 592
Transferts Courants	0	1 920 000	0	120 000	0	1 022 000	0	120 000	0	120 000
Dépenses en capital	33 143 280	33 143 280	90 541 171	59 280 159	154 309 772	60 850 593	115 288 977	42 134 804	1 991 753	56 391 211
Dépenses d'investissement	25 492	25 492	94 000	94 000	83 003	83 003	84 293	84 293	85 621	85 621
Projets d'investissement	33 117 788	33 117 788	90 447 171	59 186 159	154 226 769	60 767 590	115 204 684	42 050 511	1 906 132	56 305 590
Investissement financés sur RI	936 154	936 154	3 909 476	3 909 476	3 314 398	3 314 398	2 757 207	2 757 207	1 906 132	1 906 132
Investissement financés sur RE	32 181 634	32 181 634	86 537 695	55 276 683	150 912 371	57 453 192	112 447 477	39 293 304	0	54 399 458
Total des programmes par nature	33 143 280	35 632 723	90 541 171	59 961 718	154 309 772	62 511 340	115 288 977	42 946 762	1 991 753	57 215 548

Budget programme de l'Etat 2025-2027

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	18	0	18	0	18	92 260	17	87 842	17	91 139
Catégorie A2	23	0	23	0	23	101 793	21	97 404	20	94 584
Catégorie B	10	0	9	0	8	24 494	8	25 208	8	26 150
Catégorie C	10	0	9	0	8	20 742	8	20 742	8	21 904
Catégorie D	2	0	0	0	1	2 050	1	2 050	1	2 288
Contractuels	43	0	47	0	49	120 926	49	120 926	49	120 926
Volontaires	11	0	10	0	12	0	12	0	12	0
TOTAL	117	447 449	116	363 913	119	382 172	116	387 985	115	392 745

2.2.30. Ministère du tourisme (Section 850)

Le ministère du tourisme promeut un tourisme diversifié, respectueux de l'environnement, de la qualité de la vie, garant de la croissance économique. Par ailleurs, le ministère met en œuvre la politique de l'État en matière de tourisme.

Il est chargé de la valorisation et de la promotion du patrimoine touristique national dans toute sa diversité, d'encourager la créativité dans le domaine des industries touristiques.

Au titre de l'exercice 2024, le ministère n'a pas pu exécuter plusieurs activités, dues au ralentissement économique, à une inflation généralisée, les conséquences de l'instabilité sécuritaire et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays impactant significativement l'activité économique dans son ensemble. Malgré cette situation un peu difficile, plusieurs réformes institutionnelles ont été menées.

Toutefois, plusieurs défis restent à relever. Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la consolidation des acquis touristiques et une meilleure exécution des projets de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Pour se faire, le ministère compte mettre un accent sur certaines priorités notamment la valorisation du patrimoine touristique, le renforcement de l'image de la destination Togo, le développement du tourisme interne puis la mise place des infrastructures modernes adaptées à la pratique du tourisme de loisirs.

Ces orientations seront mises en œuvre à travers trois (03) programmes dont déclinés en huit (08) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MT ; (ii) le tourisme; (iii) fonds de promotion et de développement du tourisme.

Globalement, les trois (3) programmes budgétaires du MT sont projetés à 2.488.660.000 FCFA en 2025, 3.036.586.000 FCFA en 2026 et 6.828.300.000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCT	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère de la culture et du tourisme	Taux d'exécution physique des programmes du MCT	%	2020	81,5	87,0	88,5	91,0	95,0	98,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MCT	%	2020	30,8	38,5	42,3	46,2	47,0	52,0	SG
A1.1	PILOTAGE ET COORDINATION DES ACTIONS DU MCT	Améliorer la qualité des services du MCT	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2020	33,0	55,0	60,0	65,0	70,0	73,0	CABINET
			Taux de satisfaction du personnel du MCT par rapport au management des premiers responsables	%	2022	50,0	50,0	60,0	70,0	80,0	90,0	SG
A1.2	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, FINANCIERES ET MATERIELLES	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2020	96,0	98,0	99,0	99,0	99,0	99,5	DAAF
			Proportion du personnel formé par an	%	2020	8,0	8,0	9,0	10,0	10,0	15,0	DAAF
A1.3	PROSPECTIVES, PLANIFICATION ET SUIVI EVALUATION	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques de suivi et évaluation des actions du MCT	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2020	25,0	50,0	75,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
			Délai moyen de production des documents (annuaires) statistiques	Nombre de jours	2020	90,0	60,0	60,0	45,0	30,0	25,0	DPSE
A1.4	GENRE ET EQUITE	Développer la culture et le tourisme par la prise en compte de la dimension genre (Promouvoir le genre et l'équité)	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liés au genre	%	2021	ND	10,0	23,0	37,0	50,0	75,0	CELLULE GENRE
			Proportion de femmes au poste de décision	%	2020	60,0	10,0	10,0	15,0	15,0	20,0	CELLULE GENRE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.5	FORMATION	Assurer l'expertise et l'enseignement sur les questions de culture et du tourisme en lien avec le développement	Taux de réussite des apprenants à l'IRES RDEC	%	2020	60,0	80,0	90,0	0,0	0,0	0,0	IRES-RDEC
			Taux d'employabilité des diplômés togolais de l'institut	%	2020	45,0	55,0	60,0	0,0	0,0	0,0	IRES-RDEC
P2	TOURISME	Accroître la productivité du secteur touristique	Part du tourisme dans le PIB	%	2020	1,5	2,0	3,0	4,0	4,1	4,2	DPT
			Proportion d'emplois touristiques créés	%	2020	3,0	5,0	6,0	7,0	8,0	9,5	DPT
A2.1	TOURISME DE LOISIRS	Développer une offre touristique de loisirs à destination des touristes nationaux et de la sous-région	Taux de croissance annuel du nombre d'arrivées des touristes	%	2020	6,0	7,0	8,0	10,0	11,0	12,0	DPT
			Taux d'accroissement des recettes touristiques	%	2020	10,0	12,0	15,0	20,0	21,0	25,0	DPT
A2.2	QUALITE DES PRODUITS ET SERVICES TOURISTIQUES	Assurer la qualité des prestations de services touristiques	Taux de satisfaction des visiteurs de la destination	%	2020	1,0	1,7	2,0	3,0	5,0	7,0	DRICEHB
			Taux de progression de la durée moyenne de séjour dans la destination TOGO	%	2020	40,0	60,0	70,0	80,0	82,5	85,0	DRICEHB
P3	CULTURE	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	Part des activités culturelles privées et formelles dans le PIB	%	2020	1,8	3,5	3,8	0,0	0,0	0,0	DNC
			Proportion d'individus exerçant un emploi culturel	%	2020	0,8	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	DNC
A3.1	PATRIMOINE CULTUREL	Valoriser le patrimoine culturel national	Proportion des biens du patrimoine culturel national valorisé	%	2020	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	DPC
			Taux d'accroissement de la fréquentation des sites et musées	%	2020	5,0	6,0	7,0	0,0	0,0	0,0	DPC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.2	INFRASTRUCTURES CULTURELLES ET EVENEMENTS ARTISTIQUES ET CULTURELS	Promouvoir les arts et la culture	Taux d'accroissement d'évènements artistiques et culturels organisés	%	2020	5,0	15,0	20,0	0,0	0,0	0,0	DPAC
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	
A3.3	CINEMA ET IMAGE ANIMEE	Accroître la création, la production et la diffusion d'œuvres cinématographiques et de l'image animée	Proportion des films togolais diffusés	%	2020	15,0	17,0	20,0	0,0	0,0	0,0	DNC
			Proportion de films togolais assistés par l'Etat	%	2020	2,0	5,0	10,0	0,0	0,0	0,0	DNC
A3.4	CREATION LITTERAIRE	Dynamiser la chaîne du livre et de la lecture	Taux de progression de la fréquentation des centres de lecture	%	2020	10,0	13,0	15,0	0,0	0,0	0,0	CENALAC
			Taux d'accroissement des titres édités	%	2020	15,0	22,0	25,0	0,0	0,0	0,0	DBPL
A3.5	ENTREPRENEURIAT ET INDUSTRIE CULTURELLE	Soutenir la production des industries culturelles et créatives	Taux de réalisation des projets financés par le FNPC	%	2020	0,0	93,0	94,0	0,0	0,0	0,0	FAC
			Taux d'accroissement des exportations des produits culturels	%	2020	8,0	13,0	15,0	0,0	0,0	0,0	FAC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MCT	Renforcer les capacités opérationnelles du Ministère de la culture et du tourisme	36 728	757 034	103 000	813 145	24 500	264 381	24 500	262 510	24 500	266 503	73 500	793 394
P2	Tourisme	Accroître la productivité du secteur touristique	106 671	270 551	2 010 775	2 209 722	1 681 722	1 920 277	2 109 499	2 350 950	5 746 934	5 995 037	9 538 155	10 266 264
P3	Culture	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	0	664 857	0	760 960	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes			143 399	1 692 442	2 113 775	3 783 827	1 706 222	2 184 658	2 133 999	2 613 460	5 771 434	6 261 540	9 611 655	11 059 658

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	720 306	0	710 145	0	239 881	0	238 010	0	242 003	0	719 894
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	505 921	0	454 830	0	153 544	0	150 985	0	154 270	0	458 799
Biens et Services	0	114 385	0	155 315	0	86 337	0	87 025	0	87 733	0	261 095
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	36 728	36 728	103 000	103 000	24 500	24 500	24 500	24 500	24 500	24 500	73 500	73 500
Dépenses d'investissement	36 728	36 728	103 000	103 000	24 500	24 500	24 500	24 500	24 500	24 500	73 500	73 500
Total	36 728	757 034	103 000	813 145	24 500	264 381	24 500	262 510	24 500	266 503	73 500	793 394

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	163 880	0	198 947	0	238 555	0	241 451	0	248 103	0	728 109
Personnel	0	142 417	0	171 547	0	170 970	0	173 866	0	180 518	0	525 354
Biens et Services	0	11 463	0	17 400	0	22 585	0	22 585	0	22 585	0	67 755
Transferts Courants	0	10 000	0	10 000	0	45 000	0	45 000	0	45 000	0	135 000
Dépenses en capital	106 671	106 671	2 010 775	2 010 775	1 681 722	1 681 722	2 109 499	2 109 499	5 746 934	5 746 934	9 538 155	9 538 155
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500	28 500	28 500
Projets d'investissement	106 671	106 671	2 010 775	2 010 775	1 672 222	1 672 222	2 099 999	2 099 999	5 737 434	5 737 434	9 509 655	9 509 655
Investissements financés sur RI	106 671	106 671	2 010 775	2 010 775	1 672 222	1 672 222	2 099 999	2 099 999	5 737 434	5 737 434	9 509 655	9 509 655
Total	106 671	270 551	2 010 775	2 209 722	1 681 722	1 920 277	2 109 499	2 350 950	5 746 934	5 995 037	9 538 155	10 266 264

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	664 857	0	760 960	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	198 695	0	255 203	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	41 161	0	60 757	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	425 000	0	445 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	664 857	0	760 960	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	143 399	1 692 442	2 113 775	3 783 827	1 706 222	2 184 658	2 133 999	2 613 460	5 771 434	6 261 540	9 611 655	11 059 658
Hors Projets	36 728	1 585 771	103 000	1 773 052	34 000	512 436	34 000	513 461	34 000	524 106	102 000	1 550 003
Projets	106 671	106 671	2 010 775	2 010 775	1 672 222	1 672 222	2 099 999	2 099 999	5 737 434	5 737 434	9 509 655	9 509 655
TOTAL DE FINANCEMENT	143 399	1 692 442	2 113 775	3 783 827	1 706 222	2 184 658	2 133 999	2 613 460	5 771 434	6 261 540	9 611 655	11 059 658

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 549 042	0	1 670 052	0	478 436	0	479 461	0	490 106	0	1 448 003
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	847 034	0	881 580	0	324 514	0	324 851	0	334 788	0	984 153
Biens et Services	0	167 009	0	233 472	0	108 922	0	109 610	0	110 318	0	328 850
Transferts Courants	0	535 000	0	555 000	0	45 000	0	45 000	0	45 000	0	135 000
Dépenses en capital	143 399	143 399	2 113 775	2 113 775	1 706 222	1 706 222	2 133 999	2 133 999	5 771 434	5 771 434	9 611 655	9 611 655
Dépenses d'investissement	36 728	36 728	103 000	103 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	102 000	102 000
Projets d'investissement	106 671	106 671	2 010 775	2 010 775	1 672 222	1 672 222	2 099 999	2 099 999	5 737 434	5 737 434	9 509 655	9 509 655
Investissement financés sur RI	106 671	106 671	2 010 775	2 010 775	1 672 222	1 672 222	2 099 999	2 099 999	5 737 434	5 737 434	9 509 655	9 509 655
Total des programmes par nature	143 399	1 692 442	2 113 775	3 783 827	1 706 222	2 184 658	2 133 999	2 613 460	5 771 434	6 261 540	9 611 655	11 059 658

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	45	242 006	52	312 058	13	76 930	13	78 578	13	81 217
Catégorie A2	52	194 700	51	198 811	26	126 673	26	125 872	26	127 215
Catégorie A3	1	5 739	6	38 116	1	3 218	1	3 218	1	3 456
Catégorie B	50	127 783	55	204 586	25	91 858	25	93 526	25	97 813
Catégorie C	49	73 914	34	107 611	10	22 228	9	20 049	9	21 223
Catégorie D	18	25 751	8	20 398	2	3 608	2	3 608	2	3 864
Contractuels	1	12 824	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	216	847 034	206	881 580	77	324 514	76	324 851	76	334 788

2.2.31. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)

Le MERF a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'environnement, de ressources forestières. A cet titre, il est chargé de : (i) élaborer des règles relatives à la sauvegarde et la protection de l'environnement, la prévention contre les pollutions et nuisances et la prévention des risques et catastrophes naturelles, (ii) contrôler l'exécution et le respect des conventions internationales en matière d'environnement, ainsi que des dispositions de la loi-cadre sur l'environnement, du code forestier et de la loi sur la prévention des risques biotechnologiques, (iii) contrôler l'intégration des préoccupations environnementales dans les différentes politiques sectorielles et stratégies nationales de développement, (iv) développer des moyens d'appui et d'encadrement des populations et des autres acteurs dans le cadre du reboisement et de l'aménagement des forêts et (v) assurer la police transfrontière des mouvements de produits chimiques et de substances dangereuses.

Au titre de l'année 2024, le ministère dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, a réalisé 10.514 ha de reboisement. Pour la protection côtière, il a été réalisé l'actualisation des études de faisabilité du segment de côte compris entre Gbodjomé et Agbodrafo, l'élaboration de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) et du plan d'action de réinstallation (PAR). En ce qui concerne la mobilité électrique, les efforts consentis ont permis d'atteindre un taux de 5,71% des véhicules électriques dans la vente des véhicules neufs. En outre, dans le cadre juridique, 5 arrêtés d'application du décret sur les mécanismes de carbone ont été signés et un comité national d'homologation des projets est mis en place. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme 6 de la Feuille de Route Togo 2025, le MERF a élaboré (07) textes d'application prévus par le décret n°2023-034/PR du 15 mars 2023 relatif aux mécanismes de carbone et fait signer (04). Par ailleurs, six (06) textes d'application prévus par la loi portant lutte contre les changements climatiques et quatre textes d'application relatifs à la loi portant création et gestion des aires protégées ont été élaborés. On note aussi une avancée dans le processus d'actualisation de la loi sur la biosécurité et de la finalisation du projet de loi actualisée du code forestier.

Au regard des attentes et des objectifs du département, plusieurs défis restent à relever entre autres (i) la préservation des ressources naturelles et de l'intégrité des écosystèmes, (ii) l'ambition nationale de reboiser un milliard de plants à l'horizon 2030, (iii) la lutte contre les changements climatiques et (iv) la protection du littoral.

Le MERF, pour le compte de l'année 2025 a pour priorité d'intensifier le reboisement sur toute l'étendue du territoire afin de répondre à l'ambition décennale du gouvernement, de poursuivre les activités de conservation de la biodiversité et des activités de protection de la côte et de contribuer à l'amélioration des capacités de résilience des populations aux changements climatiques.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	Taux d'exécution physique des programmes du MERF	pourcentage	2020	70,0	91,6	92,0	93,5	94,0	94,5	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MERF	pourcentage	2020	5,0	7,5	28,0	30,0	32,0	17,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERF	Faciliter la mise en œuvre des programmes opérationnels du MERF	Nombre de réunions hebdomadaires de cabinet tenues	Nombre	2020	46,2	48,0	48,0	48,0	48,0	48,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget	pourcentage	2020	60,0	83,9	80,0	82,0	84,0	85,0	DAAF
			Proportion du personnel formé par an	pourcentage	2020	67,0	79,8	69,0	75,0	76,0	76,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des statistiques, de suivi et l'évaluation	Proportion de réunions bimensuelles de suivi évaluation	pourcentage	2020	50,0	83,3	90,0	90,0	90,0	90,0	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Part du budget du ministère réservée aux activités sensibles au genre	pourcentage	2021	ND	ND	1,8	4,0	5,0	6,0	Cellule genre
A1.5	Appui à la budgétisation verte	Améliorer l'arrimage de l'allocation des dépenses budgétisation aux priorités du développement liées aux changements climatique et la protection de l'environnement	Création d'une cellule climat et son opérationnalisation	Nombre	2023	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	CELLULE CLIMAT
			Part du financement dédié à la préservation du climat et de l'environnement	pourcentage	2023	ND	ND	88,9	90,0	91,0	92,0	CELLULE CLIMAT
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	Nombre de plants mis en terre	Nombre	2020	5 732 297,0	7 089 316,0	8 341 305,0	11 000 000,0	12 000 000,0	13 000 000,0	DRF
			Taux de couverture forestière	pourcentage	2020	24,2	24,7	24,8	25,0	25,1	25,2	DRF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	Augmenter la couverture forestière	superficie des terres restaurées	hectare	2020	27 270,4	29 662,0	41 928,8	42 527,4	43 138,0	43 760,7	DRF
			superficie reboisée	hectare	2020	1 632,7	10 376,0	10 514,0	12 000,0	13 000,0	14 000,0	DRF
A2.2	Développement et gestion durable des forêts domaniales	Augmenter la superficie des forêts domaniales sous gestion durable	superficie aménagée	hectare	2020	1 886,9	1 565,0	2 422,0	1 721,0	1 900,0	2 083,0	DRF
			superficie des plantations à vocation bois-énergie	hectare	2022	ND	96,0	179,0	200,0	300,0	400,0	DRF
P3	Environnement et climat	Renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques	Linéaire de côte protégée	mètre	2020	21 170,0	30 100,0	35 720,0	41 720,0	47 720,0	47 720,0	DE
			Nombre de ménages moins exposés aux risques d'érosion côtière, d'inondation et de pollution (Nombre de ménage dont la résilience est renforcée)	Nombre de ménages	2020	1 801,0	14 626,0	16 850,0	18 050,0	19 000,0	20 000,0	DE (WACA, Ecovillages, R4C)
A3.1	Lutte contre les changements climatiques	Contribuer à la réduction des émissions des gaz à effet de serre et des effets des changements climatiques	Nombre de ménages moins exposés aux risques d'érosion côtière, d'inondation et de pollution (Nombre de ménage dont la résilience est renforcée)	nbre	2020	ND	2 438,0	2 800,0	3 000,0	3 200,0	0,0	DE
			Part de véhicule électrique dans les ventes annuelles de véhicules neufs	%	2020	0,0	4,5	2,8	4,0	4,2	4,4	DE
A3.2	Préservation des milieux et cadre de vie	Assure la préservation et la gestion des milieux et cadre de vie	Linéaire de côte protégée	m	2018	21 170,0	30 100,0	36 100,0	6 000,0	600,0	0,0	0
			Quantité d'ordures enlevées à bords des navires	Volume (m3)	2020	460,5	239,0	400,0	450,0	500,0	550,0	DE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.3	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	Améliorer la gestion des Installations classées et des substances dangereuses pour préserver la santé humaine et l'environnement	Quantité de déchets dangereux et de SAO (substance approuvant la couche d'Ozone) éliminés	Tonne métrique (TM)	2020	20 000,0	4 998,3	3 010,4	3 504,0	3 506,4	3 506,9	DE
			Quantité de produit chimique autorisée à l'importation	kg	2020	45 090,0	265 000,0	34 000,0	150 000,0	175 000,0	200 000,0	DE
A3.4	Evaluations et Surveillance Environnementales	Réduire les impacts environnementaux et sociaux des projets	Taux de PGES ET PGR suivi	%	2020	70,3	159,0	200,0	210,0	221,0	232,0	ANGE
			Nombre de communes couvertes par les capteurs de la qualité de l'air	Nbre	2022	ND	0,0	0,0	10,0	22,0	30,0	ANGE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027	
			AE	CP								
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	167 535	840 422	640 879	1 575 260	2 553 380	1 314 025	1 349 256	1 903 297	1 323 209	3 094 688
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	1 810 776	3 321 762	9 271 628	7 590 003	10 061 249	7 826 470	15 203 309	12 805 497	13 840 436	18 388 800
P3	Environnement et climat	Renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques	9 348 160	9 788 438	26 841 808	10 517 766	37 997 515	17 116 130	5 708 035	21 172 729	439 000	7 361 594
Total des programmes			11 326 471	13 950 622	36 754 315	19 683 029	50 612 144	26 256 626	22 260 600	35 881 522	15 602 645	28 845 081

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	672 886	0	872 260	0	529 795	0	532 225	0	526 969
Personnel	0	614 485	0	778 512	0	433 547	0	434 237	0	426 816
Biens et Services	0	58 401	0	93 748	0	96 248	0	97 988	0	100 153
Dépenses en capital	167 535	167 535	640 879	703 000	2 553 380	784 230	1 349 256	1 371 072	1 323 209	2 567 719
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	100 000	100 000	47 380	47 380	48 801	48 801	50 265	50 265
Projets d'investissement	117 536	117 536	540 879	603 000	2 506 000	736 850	1 300 455	1 322 271	1 272 944	2 517 454
Investissement financés sur RI	117 536	117 536	540 879	603 000	2 506 000	736 850	1 300 455	1 322 271	1 272 944	2 517 454
Total	167 535	840 422	640 879	1 575 260	2 553 380	1 314 025	1 349 256	1 903 297	1 323 209	3 094 688

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 510 987	0	1 743 407	0	1 753 918	0	1 762 688	0	1 768 299
Personnel	0	1 472 944	0	1 683 023	0	1 691 135	0	1 696 968	0	1 699 980
Biens et Services	0	38 044	0	60 384	0	62 783	0	65 720	0	68 319
Dépenses en capital	1 810 776	1 810 775	9 271 628	5 846 596	10 061 249	6 072 552	15 203 309	11 042 809	13 840 436	16 620 501
Projets d'investissement	1 810 776	1 810 775	9 271 628	5 846 596	10 061 249	6 072 552	15 203 309	11 042 809	13 840 436	16 620 501
Investissement financés sur RI	1 278 547	1 278 546	4 943 460	1 518 428	5 406 016	1 417 319	7 674 500	3 514 000	6 849 849	9 662 143
Investissement financés sur RE	532 229	532 229	4 328 168	4 328 168	4 655 233	4 655 233	7 528 809	7 528 809	6 990 587	6 958 358
Total	1 810 776	3 321 762	9 271 628	7 590 003	10 061 249	7 826 470	15 203 309	12 805 497	13 840 436	18 388 800

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	440 278	0	476 240	0	496 560	0	500 050	0	506 256
Personnel	0	133 857	0	167 084	0	187 404	0	190 526	0	196 299
Biens et Services	0	6 421	0	9 156	0	9 156	0	9 524	0	9 957
Transferts Courants	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000
Dépenses en capital	9 348 160	9 348 160	26 841 808	10 041 526	37 997 515	16 619 570	5 708 035	20 672 679	439 000	6 855 338
Projets d'investissement	9 348 160	9 348 160	26 841 808	10 041 526	37 997 515	16 619 570	5 708 035	20 672 679	439 000	6 855 338
Investissement financés sur RI	347 623	347 623	2 164 553	493 464	2 214 344	1 008 494	1 711 403	2 556 408	439 000	2 964 544
Investissement financés sur RE	9 000 537	9 000 537	24 677 255	9 548 062	35 783 171	15 611 076	3 996 632	18 116 271	0	3 890 794
Total	9 348 160	9 788 438	26 841 808	10 517 766	37 997 515	17 116 130	5 708 035	21 172 729	439 000	7 361 594

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Financement intérieur	1 793 705	4 417 856	7 748 892	5 806 799	10 173 740	5 990 317	10 735 159	10 236 442	8 612 058	17 995 929
Hors Projets	50 000	2 674 151	100 000	3 191 907	47 380	2 827 654	48 801	2 843 763	50 265	2 851 788
Projets	1 427 023	1 427 022	7 293 428	2 273 428	9 061 360	2 898 513	10 366 358	6 227 674	8 532 793	15 115 141
Fonds de contrepartie	316 683	316 683	355 464	341 464	1 065 000	264 150	320 000	1 165 005	29 000	29 000
Financement extérieur	9 532 766	9 532 766	29 005 423	13 876 230	40 438 404	20 266 309	11 525 441	25 645 080	6 990 587	10 849 152
Dons	4 477 487	4 477 487	15 804 994	11 100 887	23 211 654	16 315 612	11 525 441	23 117 958	6 990 587	8 022 030
UE	0	0	3 123 180	3 123 180	3 538 463	3 538 463	6 555 530	6 555 530	6 461 537	6 461 537
PNUD	1 330 640	1 330 640	2 204 988	2 204 988	2 068 770	1 616 770	3 606 279	4 618 891	529 050	496 821
FAO/FEM	316 928	316 928	1 278 654	1 278 654	912 610	912 610	1 142 188	1 238 000	0	1 063 672
BM/FEM	359 037	359 037	658 812	1 173 150	0	961 856	0	685 168	0	0
BM/IDA	2 247 248	2 247 248	7 671 519	2 453 074	0	2 393 027	0	0	0	0
Invest International	0	0	0	0	16 398 925	6 600 000	0	9 798 925	0	0
PNUJ	223 633	223 633	0	0	0	0	0	0	0	0
FAO	0	0	867 841	867 841	292 886	292 886	221 444	221 444	0	0
Emprunts	5 055 279	5 055 279	13 200 429	2 775 343	17 226 750	3 950 697	0	2 527 122	0	2 827 122
AFD	0	0	5 731 250	1 448 943	17 226 750	2 352 333	0	0	0	2 272 488
BM/IDA	5 055 279	5 055 279	7 469 179	1 326 400	0	1 598 364	0	2 527 122	0	554 634
TOTAL DE FINANCEMENT	11 326 471	13 950 622	36 754 315	19 683 029	50 612 144	26 256 626	22 260 600	35 881 522	15 602 645	28 845 081

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027	
	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	2 624 151	0	3 091 907	0	2 780 274	0	2 794 962	0	2 801 523
Personnel	0	2 221 286	0	2 628 619	0	2 312 087	0	2 321 730	0	2 323 094
Biens et Services	0	102 866	0	163 288	0	168 187	0	173 232	0	178 429
Transferts Courants	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000	0	300 000
Dépenses en capital	11 326 471	11 326 470	36 754 315	16 591 122	50 612 144	23 476 352	22 260 600	33 086 560	15 602 645	26 043 558
Dépenses d'investissement	50 000	50 000	100 000	100 000	47 380	47 380	48 801	48 801	50 265	50 265
Projets d'investissement	11 276 471	11 276 471	36 654 315	16 491 122	50 564 764	23 428 972	22 211 799	33 037 759	15 552 380	25 993 293
Investissement financés sur RI	1 743 706	1 743 705	7 648 892	2 614 892	10 126 360	3 162 663	10 686 358	7 392 679	8 561 793	15 144 141
Investissement financés sur RE	9 532 766	9 532 766	29 005 423	13 876 230	40 438 404	20 266 309	11 525 441	25 645 080	6 990 587	10 849 152
Total des programmes par nature	11 326 471	13 950 622	36 754 315	19 683 029	50 612 144	26 256 626	22 260 600	35 881 522	15 602 645	28 845 081

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	84	351 585	83	440 581	99	560 226	99	571 878	99	585 354
Catégorie A2	158	587 512	162	730 684	149	669 880	147	668 420	145	666 810
Catégorie A3	8	35 119	9	35 511	14	57 258	14	58 449	13	55 501
Catégorie B	152	532 853	143	520 236	135	505 623	133	516 176	132	523 750
Catégorie C	178	577 369	367	456 560	154	445 618	154	443 457	146	436 497
Catégorie D	37	111 649	29	56 226	25	47 633	21	37 502	17	29 335
TOTAL	617	2 221 286	793	2 628 619	576	2 312 087	568	2 321 730	552	2 323 094

2.2.32. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870)

Le ministre de l'Économie numérique et de la Transformation digitale (MENTD) est responsable des initiatives de l'État visant à développer l'économie numérique. Il promeut les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de positionner le Togo comme un hub de services et un centre d'innovation et de compétences numériques à l'international. Cet objectif est en accord avec l'axe 1 et l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale, visant respectivement à « renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales pour garantir la paix » et à « moderniser le pays et renforcer ses structures » à l'horizon 2025.

Pour y parvenir, le MENTD a élaboré et fait adopter la stratégie "Togo Digital 2025", qui repose sur trois ambitions principales : i) intégrer tous les citoyens dans le système socio-économique, ii) digitaliser les services publics et sociaux, et iii) accélérer la transformation numérique pour faire du Togo un hub digital. Cette stratégie se décline en trois programmes : (i) Pilotage et soutien du ministère, (ii) Infrastructures numériques et postales, et (iii) Digitalisation des activités économiques et sociales.

En 2024, des progrès notables ont été réalisés dans les trois programmes, malgré quelques difficultés. Le programme 1 a permis de renforcer la gouvernance du ministère sur les plans des ressources humaines, matérielles et financières, ainsi qu'en suivi-évaluation. Le programme 2 visait à renforcer les infrastructures numériques et postales à travers l'extension de la couverture internet, notamment grâce au déploiement du réseau backbone et à l'utilisation du câble Equiano pour améliorer la connectivité. Ce câble a permis au Togo de rester connecté malgré les ruptures de câbles sous-marins enregistrées dans la sous-région en 2024. En parallèle, des efforts pour améliorer le réseau postal se sont poursuivis pour étendre les services aux populations.

Quant au programme 3, la digitalisation des services publics s'est accélérée, avec environ une cinquantaine de services digitalisés en 2024 portant ainsi le total à une centaine de services disponibles sur la plateforme « services-publics.gouv.tg ». En 2024, le projet d'identification biométrique des citoyens a également progressé, avec des enregistrements effectués à l'université de Lomé. Le registre social des personnes et des ménages, destiné à mieux cibler les populations vulnérables, est en cours de développement avec des textes réglementaires adoptés et la création de la plateforme technologique. Par ailleurs, le centre d'innovation Djanta Tech est devenu opérationnel, avec le lancement de programmes comme NanaTech pour encourager la participation des femmes dans le secteur numérique.

Pour la période 2025-2027, le MENTD prévoit de poursuivre et d'intensifier ces actions. Le programme 1 mettra l'accent sur le renforcement des ressources humaines en recherchant des profils qualifiés au niveau national et dans la diaspora, et en renforçant les fonctions fiduciaires du ministère pour accélérer la mise en œuvre des projets. Le programme 2 vise à établir un réseau backhaul national pour interconnecter les cantons, renforçant ainsi la connectivité et positionnant le Togo comme le pays le plus connecté afin d'en faire une plateforme pour l'émergence d'innovations multiples et diverses. Le programme 3 se concentrera sur l'expansion de la digitalisation des services publics, avec pour objectifs : (i) de générer 7,5 millions de numéros d'identification uniques en 2025 (ii) d'intégrer 100 % des ménages pauvres et vulnérables dans la base de données du Registre Social des Personnes et des Ménages (RSPM) d'ici 2028; (ii) de digitaliser et de rendre 100% démarches et formulaires disponibles en ligne; (iv) de mettre en place un réseau sécurisé inter-administration pour un échange sécurisé des données au sein des administrations

Ces trois programmes, regroupant 13 actions spécifiques, seront exécutés avec une attention particulière à la promotion de la cybersécurité, du renforcement de la protection des données personnelles, à l'encouragement des transactions électroniques et à l'utilisation des données pour améliorer les politiques publiques, à la promotion des compétences numériques et de l'innovation technologique. Les prévisions budgétaires pour ces programmes s'élèvent à 25 157 200 pour 2025, 22 266 815 pour 2026, et 21 418 168 pour 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Renforcer les capacités opérationnelles du MENTD	Taux d'exécution physique des programmes du MENTD	%	2021	60,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MENTD	%	2021	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Améliorer la qualité des services du MENTD	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2021	33,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel formé par an	%	2021	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAAF
			Délai de transmission des dossiers administratifs du personnel à la fonction publique	jour	2021	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2021	65,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAAF
			Taux d'exécution du plan de passation des marchés (PPM).	%	2021	67,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.4	Gestion des systèmes d'information	Développer un système d'information performant	Fréquence de mise à jour des données en ligne	mois	2021	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CC/DI
			Site d'information (internet) du ministère fonctionnel	unité	2021	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production des	Proportion des rapports de suivi-évaluation produits dans les délais	%	2021	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cellule planification

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable	
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027		
A1.6	Genre et équité	statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du ministère											
		Promouvoir le genre et l'équité	Proportion des cadres du ministère formés sur les thématiques liées au genre	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cellule genre
			Cellule focale genre opérationnelle	unité	2021	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cellule genre
P2	Infrastructures numériques et postales	Renforcer l'aménagement numérique du territoire et améliorer de la couverture postale	Taux de couverture du territoire en services haut débit	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DIT	
			Nombre de points de présence postale pour 100000hbts	nbre/100 000hbts	2021	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DP
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	Etendre l'Internet haut débit à tous les togolais	Taux de couverture de la population en services haut débit	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ARCEP/SIN
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	Renforcer le raccordement du réseau Internet national au réseau mondial et améliorer la connectivité internet au Togo afin d'offrir un accès internet à haut débit et	Cable sous-marin déployé	Oui/Non	2021	Non	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	SIN
			Cable sous marin activé et opérationnel	Oui/Non	2021	Non	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		abordable à toute la population.										
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	Accroître la couverture postale sur l'ensemble du territoire	Nombre de points de présence postale	nbre/100 000hbts	2021	108,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DP/SPT
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	Pourcentage des principales démarches administratives digitalisées	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPEN
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	Augmenter le nombre de personnes en République Togolaise qui ont une preuve d'identité unique reconnue par le gouvernement afin de leur permettre d'accès aux services économiques et sociaux	Existence d'un système fID qui génère des numeros d'identifiants uniques (NIU)	Oui/Non	2021	Non	oui	oui	0,0	0,0	0,0	UGP-WURI/ANID
			Nombre de togolais disposant d'un numéro d'identifiant unique	Nombre	2021	0,0	13 000,0	63 000	7 000 000	8 000 000	9 000 000	UGP-WURI/ANID
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	Déployer des plate-formes d'apprentissage informatisées	Nombre d' établissements équipés en plate-formes d'apprentissage	nombre	2021	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	MENTD

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A3.3	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	Améliorer l'implémentation des programmes de protection sociale du gouvernement	Existence d'une plateforme technologique permettant d'identifier les personnes éligibles aux divers programmes de protections sociales	Oui/Non	2021	Non	0,0	oui	oui	oui	oui	UGP-WURI/ANID
			Nombre de Ménages inscrits au RSPM	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	200 000	350 000	500 000	UGP-WURI/ANID
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	Facilitation de l'accès aux services publics (p.ex., état civil, titres fonciers, impôts)	Extence d'un portail national des services publics digitalisés	Oui/Non	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ATD/MENTD
			Services publics prioritaires digitalisés et intégrés à la plateforme nationale à l'horizon 2025	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	Faire du Togo un hub digital	Hub digital (Djanta Tech hub) opérationnel	Oui/Non	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ATD/MENTD
			Nombre d'entreprises (start-up) incubées au sein du Djanta Tech Hub	Nombre	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Renforcer les capacités opérationnelles du MENTD	17 939	97 605	51 500	141 110	20 725	313 810	21 347	316 237	21 987	317 500	64 059	947 548
P2	Infrastructures numériques et postales	Renforcer l'aménagement numérique du territoire et améliorer de la couverture postale	612 478	704 998	19 129 507	5 334 507	0	6 054 900	0	6 391 830	0	5 098 784	0	17 545 514
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	12 419 699	14 290 633	16 188 295	17 723 024	30 724 832	19 387 411	13 809 288	16 161 288	6 537 132	8 891 225	51 071 252	44 439 924
Total des programmes			13 050 116	15 093 236	35 369 302	23 198 641	30 745 557	25 756 121	13 830 635	22 869 355	6 559 119	14 307 509	51 135 311	62 932 986

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	79 666	0	89 610	0	293 085	0	294 890	0	295 513	0	883 489
Personnel	0	38 463	0	39 218	0	39 841	0	39 841	0	40 464	0	120 147
Biens et Services	0	41 203	0	50 392	0	53 244	0	55 049	0	55 049	0	163 342
Transferts Courants	0	0	0	0	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	600 000
Dépenses en capital	17 939	17 939	51 500	51 500	20 725	20 725	21 347	21 347	21 987	21 987	64 059	64 059
Dépenses d'investissement	17 939	17 939	51 500	51 500	20 725	20 725	21 347	21 347	21 987	21 987	64 059	64 059
Total	17 939	97 605	51 500	141 110	20 725	313 810	21 347	316 237	21 987	317 500	64 059	947 548

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	204 998	0	205 000	0	1 704 900	0	1 704 899	0	1 705 000	0	5 114 799
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	4 998	0	5 000	0	4 900	0	4 899	0	5 000	0	14 799
Transferts Courants	0	200 000	0	200 000	0	1 700 000	0	1 700 000	0	1 700 000	0	5 100 000
Dépenses en capital	612 478	500 000	19 129 507	5 129 507	0	4 350 000	0	4 686 931	0	3 393 784	0	12 430 715
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	612 478	500 000	19 129 507	5 129 507	0	4 350 000	0	4 686 931	0	3 393 784	0	12 430 715
Investissements financés sur RI	612 478	500 000	19 129 507	5 129 507	0	4 350 000	0	4 686 931	0	3 393 784	0	12 430 715
Total	612 478	704 998	19 129 507	5 334 507	0	6 054 900	0	6 391 830	0	5 098 784	0	17 545 514

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 702 998	0	1 703 000	0	2 352 000	0	2 352 000	0	2 353 758	0	7 057 758
Biens et Services	0	2 998	0	3 000	0	2 000	0	2 000	0	3 758	0	7 758
Transferts Courants	0	1 700 000	0	1 700 000	0	2 350 000	0	2 350 000	0	2 350 000	0	7 050 000
Dépenses en capital	12 419 699	12 587 635	16 188 295	16 020 024	30 724 832	17 035 411	13 809 288	13 809 288	6 537 132	6 537 467	51 071 252	37 382 166
Projets d'investissement	12 419 699	12 587 635	16 188 295	16 020 024	30 724 832	17 035 411	13 809 288	13 809 288	6 537 132	6 537 467	51 071 252	37 382 166
Investissements financés sur RI	1 388 485	1 388 485	3 770 000	3 770 000	19 829 412	6 139 991	6 615 569	6 615 569	4 790 300	4 790 300	31 235 281	17 545 860
Investissements financés sur RE	11 031 214	11 199 150	12 418 295	12 250 024	10 895 420	10 895 420	7 193 719	7 193 719	1 746 832	1 747 167	19 835 971	19 836 306
Total	12 419 699	14 290 633	16 188 295	17 723 024	30 724 832	19 387 411	13 809 288	16 161 288	6 537 132	8 891 225	51 071 252	44 439 924

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 018 902	3 894 086	22 951 007	10 948 617	19 850 137	14 860 701	6 636 916	15 675 636	4 812 287	12 560 342	31 299 340	43 096 680
Hors Projets	17 939	2 005 601	51 500	2 049 110	20 725	4 370 710	21 347	4 373 136	21 987	4 376 258	64 059	13 120 105
Projets	2 000 963	1 888 485	22 899 507	8 899 507	19 829 412	10 489 991	6 615 569	11 302 500	4 790 300	8 184 084	31 235 281	29 976 575
Financement extérieur	11 031 214	11 199 150	12 418 295	12 250 024	10 895 420	10 895 420	7 193 719	7 193 719	1 746 832	1 747 167	19 835 971	19 836 306
Dons	11 031 214	11 199 150	2 585 310	2 417 374	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	9 832 985	9 832 650	10 895 420	10 895 420	7 193 719	7 193 719	1 746 832	1 747 167	19 835 971	19 836 306
TOTAL DE FINANCEMENT	13 050 116	15 093 236	35 369 302	23 198 641	30 745 557	25 756 121	13 830 635	22 869 355	6 559 119	14 307 509	51 135 311	62 932 986

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 987 662	0	1 997 610	0	4 349 985	0	4 351 789	0	4 354 271	0	13 056 046
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	38 463	0	39 218	0	39 841	0	39 841	0	40 464	0	120 147
Biens et Services	0	49 199	0	58 392	0	60 144	0	61 948	0	63 807	0	185 899
Transferts Courants	0	1 900 000	0	1 900 000	0	4 250 000	0	4 250 000	0	4 250 000	0	12 750 000
Dépenses en capital	13 050 116	13 105 574	35 369 302	21 201 031	30 745 557	21 406 136	13 830 635	18 517 566	6 559 119	9 953 238	51 135 311	49 876 940
Dépenses d'investissement	17 939	17 939	51 500	51 500	20 725	20 725	21 347	21 347	21 987	21 987	64 059	64 059
Projets d'investissement	13 032 177	13 087 635	35 317 802	21 149 531	30 724 832	21 385 411	13 809 288	18 496 219	6 537 132	9 931 251	51 071 252	49 812 881
Investissements financés sur RI	2 000 963	1 888 485	22 899 507	8 899 507	19 829 412	10 489 991	6 615 569	11 302 500	4 790 300	8 184 084	31 235 281	29 976 575
Investissements financés sur RE	11 031 214	11 199 150	12 418 295	12 250 024	10 895 420	10 895 420	7 193 719	7 193 719	1 746 832	1 747 167	19 835 971	19 836 306
Total des programmes par nature	13 050 116	15 093 236	35 369 302	23 198 641	30 745 557	25 756 121	13 830 635	22 869 355	6 559 119	14 307 509	51 135 311	62 932 986

2.2.33. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)

Le ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République (MDHFCRIR), dans ses attributions, met en œuvre la politique de l'Etat en matière de droits de l'homme, de démocratie, de citoyenneté et des relations avec les institutions de la République. Pour ce faire, il doit i) veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme, au raffermissement des principes démocratiques et à la consolidation de la démocratie, ii) mettre en œuvre les programmes de promotion de la citoyenneté, iii) contribuer au renforcement de la cohésion et de l'unité nationales, iv) renforcer l'appui aux institutions de la République et v) renforcer l'efficacité des institutions de la République.

Au titre de l'exercice 2024, l'exécution des activités au sein du ministère a été marquée par un manque de ressources financières qui ne permet pas de porter à échelle les actions entreprises. Cette situation est due aux conséquences de la crise mondiale et la montée des attaques terroristes dans la partie septentrionale du pays.

Cependant, des activités ont pu être réalisées, notamment l'adoption de la Constitution de la Vème République togolaise, l'érection de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA) en une institution constitutionnelle, le renouvellement des membres de la CNDH et de la HAAC, la sensibilisation sur les thématiques liées à la sécurité, la paix, la tolérance, le patriotisme, le vivre ensemble, la citoyenneté, la démocratie, la cohésion sociale. On note aussi l'élaboration et la soumission, en mai 2024, du rapport initial sur la mise en œuvre de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que la validation du manuel d'éducation à la citoyenneté environnementale et la formation des acteurs communautaires sur le droit à l'identité. La mise en œuvre de ces activités permet d'avoir un impact positif sur la performance du ministère.

Afin d'améliorer cette performance, plusieurs défis restent à relever. Ces défis sont en lien avec le renforcement des actions de promotion et de protection des droits de l'homme, la gouvernance démocratique et la paix, le renforcement de la prévention des conflits, la promotion d'une citoyenneté responsable, le renforcement de l'efficacité des institutions de la République et l'opérationnalisation d'autres institutions constitutionnelles (CES, Haute cour de justice, Sénat).

Ainsi, les orientations et perspectives sur les trois (3) prochaines années reposent essentiellement sur la lutte contre l'extrémisme religieux, le terrorisme, les inégalités sociales, l'insécurité auxquels les sociétés sont constamment confrontées. De même, le ministère devrait poursuivre l'appui au renouvellement des membres des institutions de la République et lutter davantage contre l'incivisme et la dépravation des mœurs qui fragilisent la réalisation des droits de l'homme et mettent à mal l'avènement de sociétés pacifiques ainsi que l'injustice et le développement anarchique des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Ces orientations seront mises en œuvre à travers les cinq (5) programmes déclinés en douze (12) actions. Ces programmes, dont la charte de gestion définit les attributions, les relations et les obligations des responsables de programme sont entre autres : (i) Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR ; (ii) Droits de l'homme ; (iii) Consolidation de la démocratie et de la paix ; (iv) Citoyenneté ; (v) Relations avec les institutions de la République.

Globalement, les cinq (5) programmes du MDHFCRIR sont projetés à 815 601 000 FCFA en 2025 ; 794 008 000 FCFA en 2026 et 812 564 000 FCFA en 2027.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Améliorer la qualité des services du MDHFCRIR	Taux d'exécution physique des programmes du MDHFCRIR	%	2022	86,0	90,0	90,0	92,0	94,0	95,0	SG
			Pourcentage de femmes aux postes nominatifs du MDHFCRIR	%	2022	33,0	37,0	37,0	41,0	41,0	44,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDHFCRIR	Renforcer les capacités opérationnelles du MDHFCRIR	Proportion de dialogues de gestion tenus	%	2022	90,0	90,0	92,0	95,0	97,0	98,0	SG
			Taux de satisfaction du personnel par rapport au management des premiers responsables	%	2022	94,0	94,0	95,0	96,0	98,0	98,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel formé par an	%	2022	50,0	40,0	50,0	50,0	60,0	60,0	DRH
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	2022	30,0	15,0	50,0	55,0	60,0	60,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financière	Taux d'exécution du budget	%	2022	96,0	96,0	96,0	98,0	98,0	98,0	DAF
			Taux d'exécution du PPM	%	2022	100,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Développer un système d'information performant	Proportion de bases de données mises à jour par mois	%	2022	100,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CC
			Proportion de plateformes opérationnelles	%	2022	75,0	75,0	80,0	85,0	90,0	90,0	CC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de production de statistiques, de suivi et l'évaluation des actions du MDHFCRIR	Proportion de rapports produits dans les délais	%	2022	75,0	85,0	90,0	95,0	95,0	97,0	DPSSE
			Proportion des documents budgétaires élaborés dans les délais	%	2022	75,0	85,0	90,0	100,0	100,0	100,0	DPSSE
A1.6	Genre et équité	Promouvoir le genre et l'équité	Proportion du personnel formé sur le genre	%	2022	75,0	50,0	85,0	90,0	90,0	95,0	Cellule focale genre
P2	Droits de l'homme	Renforcer l'effectivité des droits de l'homme	Indice de sensibilité des institutions aux droits de l'homme	%	2022	0,0	ND	ND	0,0	0,0	0,0	DLPDH
A2.1	Promotion des droits de l'homme	Améliorer la connaissance des principes et valeurs des droits de l'homme	Pourcentage d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance en matière de droits de l'homme	%	2022	78,0	79,0	80,0	82,0	84,0	86,0	DPDH
A2.2	Protection des droits de l'homme	Contribuer à la protection des droits de l'homme	Pourcentage des cas d'allégations de violation de droits de l'homme étudiés dans le cadre du monitoring	%	2021	100,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DLPDH
			Pourcentage des recommandations acceptées mises en œuvre au titre du nouveau cycle de l'EPU	%	2022	20,0	0,0	30,0	40,0	50,0	60,0	DPLPDH
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix	Taux de participation aux processus électoraux	%	2020	76,0	ND	61,0	76,0	77,0	77,0	DRD

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
		au sein des communautés										
A3.1	Gouvernance démocratique	Promouvoir la culture démocratique	Proportion d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance des principes, valeurs démocratiques et en matière de participation citoyenne	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DRD
A3.2	Prévention des conflits	Renforcer la prévention des conflits	Pourcentage d'acteurs formés qui ont amélioré leur connaissance en matière de prévention des conflits	%	2022	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPC
P4	Citoyenneté	Promouvoir une citoyenneté responsable	Taux d'incivisme	%	2022	0,0	ND	ND	0,0	0,0	0,0	DFC
			Pourcentage d'acteurs formés qui sensibilisent leur base sur les valeurs de citoyenneté	%	2022	90,0	92,0	93,0	95,0	96,0	97,0	DFC
A4.1	Education à la citoyenneté	Renforcer l'éducation à la citoyenneté	Pourcentage d'acteurs formés qui sensibilisent leur base sur les valeurs de citoyenneté	%	2022	90,0	92,0	93,0	95,0	96,0	97,0	DFC
P5	Relation avec les institutions de la République	Contribuer à l'efficacité des institutions de la République	Taux de saisines des institutions de la République	%	2022	30,0	40,0	40,0	50,0	55,0	55,0	DRIR
A5.1	Appui aux institutions de la République	Renforcer les capacités institutionnelles, fonctionnelles et organisationnelles des institutions de la République	Pourcentage d'institutions ayant bénéficié d'un appui institutionnel/organisation	%	2022	15,0	15,0	15,0	20,0	20,0	20,0	DRIR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Améliorer la qualité des services du MDHFCRIR	25 750	262 976	51 500	402 523	20 000	367 782	20 600	330 648	21 218	322 769	61 818	1 021 199
P2	Droits de l'homme	Renforcer l'effectivité des droits de l'homme	0	32 603	0	41 966	0	138 058	0	159 488	0	182 965	0	480 511
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés	0	21 144	0	21 745	0	128 569	0	122 562	0	123 044	0	374 175
P4	Citoyenneté	Promouvoir une citoyenneté responsable	0	83 955	0	109 459	0	141 607	0	139 919	0	142 066	0	423 592
P5	Relation avec les institutions de la République	Contribuer à l'efficacité des institutions de la République	0	30 688	0	39 279	0	39 585	0	41 391	0	41 720	0	122 696
Total des programmes			25 750	431 366	51 500	614 972	20 000	815 601	20 600	794 008	21 218	812 564	61 818	2 422 173

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	237 226	0	351 023	0	347 782	0	310 048	0	301 551	0	959 381
Personnel	0	154 860	0	118 619	0	145 207	0	111 923	0	113 536	0	370 666
Biens et Services	0	82 366	0	212 404	0	182 575	0	178 125	0	168 015	0	528 715
Transferts Courants	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	25 750	25 750	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218	61 818	61 818
Dépenses d'investissement	25 750	25 750	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218	61 818	61 818
Total	25 750	262 976	51 500	402 523	20 000	367 782	20 600	330 648	21 218	322 769	61 818	1 021 199

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	32 603	0	41 966	0	138 058	0	159 488	0	182 965	0	480 511
Personnel	0	28 762	0	34 351	0	33 808	0	35 238	0	35 715	0	104 761
Biens et Services	0	3 841	0	7 615	0	104 250	0	124 250	0	147 250	0	375 750
Total	0	32 603	0	41 966	0	138 058	0	159 488	0	182 965	0	480 511

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	21 144	0	21 745	0	128 569	0	122 562	0	123 044	0	374 175
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	17 271	0	14 063	0	21 319	0	19 171	0	18 154	0	58 644
Biens et Services	0	3 873	0	7 682	0	107 250	0	103 391	0	104 890	0	315 531
Total	0	21 144	0	21 745	0	128 569	0	122 562	0	123 044	0	374 175

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	83 955	0	109 459	0	141 607	0	139 919	0	142 066	0	423 592
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	59 039	0	66 347	0	60 857	0	56 919	0	58 066	0	175 842
Biens et Services	0	24 916	0	43 112	0	80 750	0	83 000	0	84 000	0	247 750
Total	0	83 955	0	109 459	0	141 607	0	139 919	0	142 066	0	423 592

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	30 688	0	39 279	0	39 585	0	41 391	0	41 720	0	122 696
Personnel	0	17 748	0	23 660	0	16 385	0	17 191	0	17 520	0	51 096
Biens et Services	0	12 940	0	15 619	0	23 200	0	24 200	0	24 200	0	71 600
Total	0	30 688	0	39 279	0	39 585	0	41 391	0	41 720	0	122 696

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	25 750	431 366	51 500	614 972	20 000	815 601	20 600	794 008	21 218	812 564	61 818	2 422 173
Hors Projets	25 750	431 366	51 500	614 972	20 000	815 601	20 600	794 008	21 218	812 564	61 818	2 422 173
TOTAL DE FINANCEMENT	25 750	431 366	51 500	614 972	20 000	815 601	20 600	794 008	21 218	812 564	61 818	2 422 173

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	405 616	0	563 472	0	795 601	0	773 408	0	791 346	0	2 360 355
Personnel	0	277 680	0	257 040	0	277 576	0	240 442	0	242 991	0	761 009
Biens et Services	0	127 936	0	286 432	0	498 025	0	512 966	0	528 355	0	1 539 346
Transferts Courants	0	0	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	25 750	25 750	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218	61 818	61 818
Dépenses d'investissement	25 750	25 750	51 500	51 500	20 000	20 000	20 600	20 600	21 218	21 218	61 818	61 818
Total des programmes par nature	25 750	431 366	51 500	614 972	20 000	815 601	20 600	794 008	21 218	812 564	61 818	2 422 173

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2023		2024		2025		2026		2027	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	19	0	18	29 892	18	95 907	17	78 924	16	79 912
Catégorie A2	12	0	12	5 940	10	39 372	11	35 289	9	35 240
Catégorie A3	3	0	3	4 590	2	12 551	2	13 265	2	13 265
Catégorie B	10	0	10	3 127	10	27 983	10	23 006	9	22 942
Catégorie C	9	0	7	0	6	9 742	7	10 327	6	10 327
Catégorie D	3	0	1	1 507	1	1 379	1	1 507	1	1 507
Contractuels	2	0	1	0	3	25 691	3	25 691	3	25 691
Volontaires	4	0	3	720	2	2 160	2	2 160	2	2 160
TOTAL	62	277 680	55	257 040	52	277 576	53	240 442	48	242 991

3. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE

3.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNAFPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	Proportion d'acteurs formés	%	2022	113,5	57,3	60,5	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
A1.1	Coordination des actions du FNAFPP	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	%	2022	84,0	77,0	80,0	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
A1.2	Financement des projets souples de formation	Renforcer les capacités techniques et professionnelles des acteurs économiques	Proportion des acteurs économiques ayant bénéficié des financements pour la formation	%	2022	97,0	82,0	70,0	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
A1.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	Améliorer les capacités opérationnelles des bénéficiaires des formations de type dual coopératif et innovantes	Proportion d'apprentis formés dans le dual coopératif	%	2022	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
			Proportion des jeunes formés dans les formations innovantes	0	2022	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	88 444	1 321 860	135 000	1 832 000	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183	174 000	10 801 177
Total des programmes			88 444	1 321 860	135 000	1 832 000	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183	174 000	10 801 177

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 233 416	0	1 697 000	0	2 773 000	0	3 482 994	0	4 371 183	0	10 627 177
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	98 021	0	157 050	0	168 800	0	169 000	0	169 050	0	506 850
Biens et Services	0	1 135 395	0	1 539 950	0	2 604 200	0	3 313 994	0	4 202 133	0	10 120 327
Dépenses en capital	88 444	88 444	135 000	135 000	107 000	107 000	35 000	35 000	32 000	32 000	174 000	174 000
Dépenses d'investissement	88 444	88 444	135 000	135 000	107 000	107 000	35 000	35 000	32 000	32 000	174 000	174 000
Total des programmes par nature	88 444	1 321 860	135 000	1 832 000	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183	174 000	10 801 177

Tableau n°4 : Sources de financement du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	88 444	1 321 860	135 000	1 832 000	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183	174 000	10 801 177
Hors Projets	88 444	1 321 860	135 000	1 832 000	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183	174 000	10 801 177
TOTAL DE FINANCEMENT	88 444	1 321 860	135 000	1 832 000	107 000	2 880 000	35 000	3 517 994	32 000	4 403 183	174 000	10 801 177

3.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FSDH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents à coût abordable	Proportion d'appuis accordés dans le cadre de la promotion immobilière	Pourcentage	2021	0,7	98,4	98,0	98,0	98,0	98,0	FSDH
A1.1	Coordination des actions du Fonds	Rendre plus efficaces et efficients les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	Pourcentage	2021	64,8	85,0	95,0	95,0	95,0	95,0	FSDH
A1.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	Faciliter la mise en œuvre des projets de logements décents à coût abordable	Nombre de logements construits par an avec l'appui du Fonds	Nombre	2021	438,0	0,0	500,0	500,0	500,0	500,0	FSDH
			Superficie de terrains acquis par an	Hectares	2021	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	FSDH

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents à coût abordable	1 455 167	1 649 013	905 719	1 284 762	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183	9 290 406	10 731 935
Total des programmes			1 455 167	1 649 013	905 719	1 284 762	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183	9 290 406	10 731 935

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	193 846	0	379 043	0	474 843	0	482 843	0	483 843	0	1 441 529
Personnel	0	63 240	0	117 733	0	118 433	0	118 433	0	118 433	0	355 299
Biens et Services	0	130 606	0	261 310	0	356 410	0	364 410	0	365 410	0	1 086 230
Dépenses en capital	1 455 167	1 455 167	905 719	905 719	2 335 915	2 335 915	3 035 151	3 035 151	3 919 340	3 919 340	9 290 406	9 290 406
Dépenses d'investissement	1 455 167	1 455 167	905 719	905 719	2 335 915	2 335 915	3 035 151	3 035 151	3 919 340	3 919 340	9 290 406	9 290 406
Total des programmes par nature	1 455 167	1 649 013	905 719	1 284 762	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183	9 290 406	10 731 935

Tableau n°4 : Sources de financement du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 455 167	1 649 013	905 719	1 284 762	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183	9 290 406	10 731 935
Hors Projets	1 455 167	1 649 013	905 719	1 284 762	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183	9 290 406	10 731 935
TOTAL DE FINANCEMENT	1 455 167	1 649 013	905 719	1 284 762	2 335 915	2 810 758	3 035 151	3 517 994	3 919 340	4 403 183	9 290 406	10 731 935

3.3. Fonds national de développement forestier (FNDF)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNDF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Appui au financement pour la gestion durable des forêts	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	Part du fonds allouée au financement de l'extension du couvert végétal	%	2022	96,0	71,9	73,0	54,0	60,0	64,0	RAF FNDF
A1.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	Améliorer le cadre de financement du fonds	Taux d'exécution financière	%	2022	96,0	71,9	97,0	98,0	98,0	98,0	RAF FNDF
A1.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	Permettre l'exécution des activités de terrain visant à répondre aux objectifs du fonds	Montant de financement octroyé pour l'appui à la gestion durable des forêts	Milliers de F CFA	2022	457 015,0	173 259,0	240 200,0	196 700,0	217 800,0	223 040,0	COMITE DE GESTION DU FNDF

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP								
P1	Appui au financement pour la gestion durable des forêts	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	173 259	325 906	240 200	502 320	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000	646 820	1 089 000
Total des programmes			173 259	325 906	240 200	502 320	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000	646 820	1 089 000

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Dépenses ordinaires	0	152 647	0	262 120	0	166 300	0	145 200	0	130 680	0	442 180
Biens et Services	0	152 647	0	262 120	0	166 300	0	145 200	0	130 680	0	442 180
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	173 259	173 259	240 200	240 200	196 700	196 700	217 800	217 800	232 320	232 320	646 820	646 820
Dépenses d'investissement	173 259	173 259	240 200	240 200	196 700	196 700	217 800	217 800	232 320	232 320	646 820	646 820
Total des programmes par nature	173 259	325 906	240 200	502 320	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000	646 820	1 089 000

Tableau n°4 : Sources de financement du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP								
Financement intérieur	173 259	325 906	240 200	502 320	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000	646 820	1 089 000
Hors Projets	173 259	325 906	240 200	502 320	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000	646 820	1 089 000
TOTAL DE FINANCEMENT	173 259	325 906	240 200	502 320	196 700	363 000	217 800	363 000	232 320	363 000	646 820	1 089 000

3.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT)

Tableau n°1 : Cadre de performance du FPDT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P4	FONDS DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	Financer les actions de développement et de promotion du tourisme	Taux de couverture des besoins en financement	%	2020	80,0	81,0	90,0	92,0	95,0	97,0	FPDT
A4.1	Coordination des actions du fonds	Rendre plus efficaces et efficients les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du PTBA du fonds	%	2020	100,0	89,0	90,0	93,0	95,0	96,0	FPDT
A4.2	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique	Appuyer financièrement les activités du secteur du tourisme	Taux d'exécution du budget du fonds	%	2020	99,0	98,0	98,0	98,5	99,0	100,0	FPDT

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P4	Fonds de promotion et de développement du tourisme	Financer les actions de développement et de promotion du tourisme	82 939	272 206	304 000	579 000	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851	899 794	1 781 917
Total des programmes			82 939	272 206	304 000	579 000	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851	899 794	1 781 917

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	189 267	0	275 000	0	226 566	0	288 566	0	366 991	0	882 123
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	22 305	0	27 150	0	27 016	0	27 016	0	27 016	0	81 048
Biens et Services	0	166 962	0	247 850	0	199 550	0	261 550	0	339 975	0	801 075
Dépenses en capital	82 939	82 939	304 000	304 000	232 581	232 581	294 353	294 353	372 860	372 860	899 794	899 794
Dépenses d'investissement	82 939	82 939	304 000	304 000	232 581	232 581	294 353	294 353	372 860	372 860	899 794	899 794
Total des programmes par nature	82 939	272 206	304 000	579 000	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851	899 794	1 781 917

Tableau n°4 : Sources de financement du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	82 939	272 206	304 000	579 000	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851	899 794	1 781 917
Hors Projets	82 939	272 206	304 000	579 000	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851	899 794	1 781 917
TOTAL DE FINANCEMENT	82 939	272 206	304 000	579 000	232 581	459 147	294 353	582 919	372 860	739 851	899 794	1 781 917

3.5. Fonds de gestion intégré des ressources en eau

Tableau n°1 : Cadre de performance du F-GIRE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Financement de la Gestion intégrée des ressources en eau	Soutenir les actions de la GIRE à travers la mobilisation des ressources financières	Taux d'accroissement des ressources mobilisées pour financer la GIRE	%	2024		0,0	-	2,0	2,5	3,0	F-GIRE
			Taux d'exécution financière de l'ensemble des activités du PTBA	%	2024	0,0	0,0	0,0	80,0	85,0	90,0	F-GIRE
A1.1	Coordination de la mobilisation des ressources du fonds GIRE	Améliorer le cadre juridique et institutionnel des ressources du fonds	Taux exécution physique du PTBA du fonds	%	2024	0,0	-	0,0	50,0	60,0	70,0	F-GIRE
A1.2	Mobilisation et accompagnement des exploitants et producteurs d'eau conditionnée	Inciter les acteurs de la GIRE à adhérer aux principes de "Préleveurs payeurs" et "pollueurs payeurs"	Nombre d'équipements techniques achetés et installés	Nbr	2024	0,0	-	0,0	40,0	50,0	60,0	F-GIRE
			Nombre de projet de recherche financé	Nbr	2024	0,0	-	0,0	1,0	2,0	3,0	F-GIRE

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Financement de la Gestion intégrée des ressources en eau	Soutenir les actions de la GIRE à travers la mobilisation des ressources financières	0	0	0	0	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500	407 500	914 500
Total des programmes			0	0	0	0	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500	407 500	914 500

Tableau n°3 : Emplois des ressources du F-GIRE sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	165 000	0	167 000	0	175 000	0	507 000
Personnel	0	0	0	0	0	77 800	0	55 000	0	60 000	0	192 800
Biens et Services	0	0	0	0	0	87 200	0	112 000	0	115 000	0	314 200
Dépenses en capital	0	0	0	0	135 000	135 000	140 000	140 000	132 500	132 500	407 500	407 500
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	135 000	135 000	140 000	140 000	132 500	132 500	407 500	407 500
Total	0	0	0	0	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500	407 500	914 500

Tableau n°4 : Sources de financement du F-GIRE sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500	407 500	914 500
Hors Projets	0	0	0	0	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500	407 500	914 500
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	135 000	300 000	140 000	307 000	132 500	307 500	407 500	914 500

Fonds national du développement du Sport

Tableau n°1 : Cadre de performance du FONADES

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2023	2024	2025	2026	2027	
P1	Promotion de la pratique des sports	Améliorer les conditions de la pratique des sports	Part du fonds allouée au financement des activités sportives	%	2024	0,0	0,0	0,0	70,0	75,0	80,0	FONADES
A1.1	Coordination de la gestion du FONADES	Assurer une gestion optimale des ressources du fonds	Nombre d'organes du fonds créés et opérationnels	Nbre	2024	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	Cabinet MSL
A1.2	Appui à la pratique des sports	Permettre l'exécution des activités de terrain visant à répondre aux objectifs du fonds	Montant du financement octroyé	Millier de F CFA	2024	0,0	0,0	0,0	950 463,0	1 066 835,0	1 197 455,0	FONADES

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Promotion de la pratique des sports	Améliorer les conditions de la pratique des sports	0	0	0	0	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455	3 193 290	3 214 753
Total des programmes			0	0	0	0	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455	3 193 290	3 214 753

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FONADES sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	15 463	0	3 000	0	3 000	0	21 463
Personnel	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	0	3 000	0	9 000
Biens et Services	0	0	0	0	0	12 463	0	0	0	0	0	12 463
Dépenses en capital	0	0	0	0	935 000	935 000	1 063 835	1 063 835	1 194 455	1 194 455	3 193 290	3 193 290
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	935 000	935 000	1 063 835	1 063 835	1 194 455	1 194 455	3 193 290	3 193 290
Total	0	0	0	0	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455	3 193 290	3 214 753

Tableau n°4 : Sources de financement du FONADES sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2023		2024		2025		2026		2027		Total 2025 - 2027	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	0	0	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455	3 193 290	3 214 753
Hors Projets	0	0	0	0	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455	3 193 290	3 214 753
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	0	0	935 000	950 463	1 063 835	1 066 835	1 194 455	1 197 455	3 193 290	3 214 753

CONCLUSION

L'élaboration du budget programme de l'Etat 2025-2027 intègre la démarche de la gestion axée sur les résultats dont le vote renforcera la mise en œuvre des réformes en matière d'exécution, de comptabilisation et de suivi-évaluation des dépenses et des recettes publiques.

Ainsi, le budget programme 2025-2027 est le fruit des efforts consentis par les acteurs budgétaires des ministères et institutions de la République. Les travaux ont permis de mesurer sur le plan technique, le niveau d'adéquation entre les documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) et les projets annuels de performance (PAP) tout en veillant à la prise en compte des actions prioritaires de la feuille de route gouvernementale, Togo 2025.

Dans cette optique, des actions de réformes seront renforcées afin d'assurer une exécution conforme aux résultats prévus dans le budget programme et qui sera sanctionnée par un reporting budgétaire et comptable ainsi que les rapports annuels de performance.